

Une enquête
sur un marché linguistique
multilingue en profonde mutation

Luxemburgs Sprachenmarkt im
Wandel

Fernand Fehlen

BaleineBis



Fernand Fehlen

BaleineBis

Une enquête sur un marché
linguistique multilingue en
profonde mutation

Luxemburgs Sprachenmarkt
im Wandel

Recherche Etude Documentation
N° 12

SESOPi Centre Intercommunautaire

Luxembourg
février 2009

www.sesopi-ci.lu

À la mémoire de Nico Weber (1957-2004)

Le SeSoPI-Centre Intercommunautaire a inauguré en 1997 la collection RED (Recherche — Etude — Documentation) qui a pour but de fournir, d'élaborer et d'analyser des informations sur les questions touchant l'immigration au Luxembourg.

Les publications, qui peuvent être selon les cas de nature juridique et politique ou de nature statistique et sociologique, ont pour but de fournir des repères aux personnes intéressées afin qu'elles puissent mieux situer la présence des étrangers dans la société luxembourgeoise, cerner les enjeux culturels, économiques et politiques relatifs à leur intégration et comprendre les défis qui sont posés.

RED N° 12 Fernand Fehlen, BaleineBis - Une enquête sur un marché linguistique multilingue en profonde mutation. Luxemburgs Sprachenmarkt im Wandel

février 2009, Luxembourg

978-2-9599806-4-0

Impression : Imprimerie saint-paul, 2009

Sommaire

Introduction	5
Babylon im Kleinformat: Sprachenvielfalt in Luxemburg	11
1 Die Entstehung der Luxemburger Sprache	13
2 Soziolinguistische Beschreibung	37
3 Perspektiven	56
4 Bibliographie	57
Un marché linguistique en profonde mutation	61
1 Une enquête et son contexte	61
2 Présence des langues au Luxembourg	76
3 Famille et école	91
4 Vie publique	101
5 Médias	110
6 Apprentissage des langues	122
7 Le monde du travail	131
8 Variations régionales	168
9 Attitudes linguistiques	186
10 Intégration linguistique	201
11 Conclusion	218
12 Annexe	237
13 Bibliographie	239
Table des matières détaillée	244

Introduction

Les baleines ont une histoire tragique. Avant de rejoindre la mer, elles évoluaient sur terre, comme les dinosaures ou comme n'importe quel autre mammifère. Elles avaient quatre pattes, respiraient comme moi, et dans leurs veines coulait du sang chaud. Mais comme les dinosaures, elles étaient trop lourdes, et ne pouvaient plus vivre dans leur environnement naturel sous peine d'étouffer sous leur poids. A alors commencé leur exode vers la mer de la grande promesse (...) Malheureusement en entrant dans la mer, les baleines étaient restées des mammifères et étaient donc condamnées à respirer comme nous, les humains, ce qui n'était pas très confortable au milieu des océans dans lesquels elles ne se sentaient pas comme des poissons dans l'eau. En même temps, leurs quatre pattes avaient fini par se transformer en nageoires, ce qui les empêchait de retourner vivre sur la terre ferme.

N'étant donc chez elles ni dans la mer, ni sur la terre, les baleines vivaient, selon les dires de notre instituteur, une vie tragique.

(Jean Portante, Mrs Haroy ou la mémoire de la baleine)

En 1997 fut menée dans le cadre d'un projet de recherche du CRP-Gabriel Lippmann *une étude sociologique sur les trajectoires migratoires, les langues et la vie associative au Luxembourg*.¹ Comme il s'agissait surtout d'étudier l'insertion des immigrés dans la société luxembourgeoise, le projet prit le nom de BALEINE en hommage au roman de Jean Portante intitulé *Mrs Haroy ou la mémoire de la baleine* qui venait d'être publié aux éditions PHI.² Ce roman ne dépeint pas seulement l'histoire de l'immigration italienne au Luxembourg à travers la biographie d'une famille et les rivalités de deux frères, il est aussi une réflexion sur la mémoire individuelle et la reconstruction de l'histoire d'une communauté voire d'un pays. Une réflexion sur la réalité des souvenirs et les vérités variant selon le point de vue que l'on adopte pour regarder les choses. L'histoire des malheureux cétacés est racontée par l'instituteur luxembourgeois, un autochtone bien enraciné dans sa société depuis des générations. Parmi les enfants qui l'écoutent, nombreux sont

¹ Le sondage "Baleine", SESOPI, Recherche, Etude, Documentation, Hors série 1 1998

² La traduction allemande du roman vient de paraître en 2007 sous le titre *Erinnerungen eines Wals* chez Gollenstein.

Introduction

ceux dont les parents ou eux-mêmes sont nés dans un autre pays. Or, la réalité de l'immigration peut être vécue de façon différente, y compris au sein d'une même famille, d'où, dans le roman, le conflit entre les deux frères, l'un porté vers l'assimilation et l'autre plus soucieux de ses racines.

Le projet BALEINE a connu deux grandes publications : l'une issue d'une recherche qualitative, basée sur les histoires de vie de familles portugaises installées au Luxembourg,¹ l'autre basée sur une enquête quantitative par questionnaire.² Même si la dernière portait sur *une étude sociologique sur les trajectoires migratoires, les langues et la vie associative au Luxembourg*, comme son sous-titre l'indiquait, c'est son volet sociolinguistique qui est le plus souvent cité et qui a connu une certaine notoriété sous la désignation de « sondage BALEINE ».³ Malgré un accueil mitigé par certains membres de la section linguistique de l'*Institut Grand-Ducal*⁴ et par l'*Actioun Lëtzebuergesch*,⁵ le résumé de ses résultats est devenu le passage obligatoire de toute publication sur la situation linguistique du Luxembourg.

En réponse aux souhaits, maintes fois exprimés, de mettre à jour les résultats du sondage BALEINE et pour bien marquer la continuité, nous avons donné à l'étude présentée ici, le nom de BaleineBis, au risque de la faire passer pour une simple mise à jour de l'étude initiale. Outre les questions qui ont été reprises avec la même méthodologie, la nouvelle étude s'écarte de la première sur trois aspects majeurs :

¹ BEIRAO, Defina: Les Portugais du Luxembourg, Des familles racontent leur vie. Paris : L'Harmattan, 1999.

² Le sondage "Baleine", SESOPI, Recherche, Etude, Documentation, Hors série 1 1998

³ Fernand Fehlen, Isabelle Piroth et Carole Schmit, Les langues au Luxembourg, pp 28-42 et pp 132-139

F. Fehlen, Typologie des parlers au Luxembourg, pp 46-54

Le numéro 177 de la revue forum est consacré à l'étude BALEINE : Babel, Les parlers au Luxembourg en 1997 (disponible dans les archives Internet de la revue :

<http://www.forum.lu/bibliothek/ausgaben/inhalt/?ausgabe=172>)

Fehlen, Fernand. Die Sprachen in Luxemburg und die Sprachen der Luxemburger. In Newton, Gerald (Ed.), Essays on politics, language and society in Luxembourg (clone) (pp. 77-90).

Lewiston: Edwin Mellen Press, 2000.

⁴ Guy Berg, Jean-Paul Hoffmann, Joseph Reisdorfer, Projet de recherche Baleine avec une réplique de Fernand Fehlen In: Bulletin linguistique et ethnologique / Institut grand-ducal. Section de linguistique, de folklore et de toponymie. - Luxembourg. - Fasc. 27(1998), p. 57-83

⁵ Lex Roth Statistiken a Sauermons, in: Eng Klack fir eis Sprooch, décembre 1997.

1) De nouvelles thématiques ont été ajoutées, à savoir les variations régionales du luxembourgeois, la perception des langues, l'utilité d'apprendre le luxembourgeois et son importance comme vecteur de l'intégration.

2) BALEINE était basée sur un sondage unique. BaleineBis par contre, fait appel à plusieurs sondages dont le principal – désigné ultérieurement par Baleine2004 – a été réalisé grâce au financement du FNR dans le cadre du projet de recherche FNR/02/05/06 « Compétences linguistiques » du programme VIVRE.¹

3) BALEINE était un rapport de recherche se limitant principalement² au commentaire des tableaux statistiques issus du sondage qu'il voulait mettre à la disposition du public. Pour BaleineBis nous avons retenu cet aspect, mais nous avons voulu l'ancrer dans un cadre conceptuel et tirer profit d'autres études, tant qualitatives que quantitatives réalisées depuis la publication du premier rapport.

Aussi avons-nous conservé le symbole de la baleine afin de souligner que, à travers la situation linguistique, c'est aussi la cohabitation et la cohésion de tous ceux qui vivent et travaillent au Luxembourg qui est en jeu.

*

La présente publication se compose de deux parties distinctes :

¹ Nous n'avons pas inclus dans la présente publication deux enquêtes réalisées simultanément dans le cadre du même projet de recherche : 1) Une enquête sur les connaissances historiques des habitants du Grand-Duché réalisée en collaboration avec le projet de recherche FNR : « Histoire et mémoire. Etude du rôle des lieux de mémoire dans la constitution des identités collectives luxembourgeoises » 2) Une enquête portant sur l'environnement linguistique multilingue des jeunes enfants de 3 à 9 ans, réalisée en collaboration avec le projet de recherche FNR : « Le plurilinguisme auprès des enfants jusqu'à 9 ans : Diversité linguistique, apprentissage du luxembourgeois et entrée dans la littérature ». Tandis que la première est basée sur le même échantillon que Baleine2004, la deuxième utilise un échantillon indépendant. Voir : Maurer-Hetto, Marie-Paule: Struggling with the languages of the 'legitimate market' and the 'islets of liberty' (Bourdieu). A case study of pupils with migrational background in the trilingual school-system of Luxembourg. In: *International Journal of Multilingualism* (2009).

² Un chapitre introductif traitait des « enjeux sociaux » de la politique linguistique, tandis que des aspects théoriques étaient esquissés dans le numéro de *forum* consacré à l'étude BALEINE.

Introduction

La première, en langue allemande, peut être considérée comme la synthèse de nos travaux de ces dernières années.¹ Elle fait d'abord un détour par l'histoire de l'Etat luxembourgeois et rappelle les principales étapes du processus par lequel les Luxembourgeois se sont inventé une langue nationale. Processus que l'on peut condenser dans la formule : « De l'État à la nation ... et à la langue »². Ensuite, elle présente une vue d'ensemble de la situation linguistique du Luxembourg qui constitue un résumé de la partie suivante.

La deuxième partie présente dans douze chapitres les différents aspects de l'enquête sociolinguistique. Le lecteur qui ne voudra pas s'embarrasser de détails quelquefois anecdotiques et répétitifs, lira le chapitre 7 sur le monde du travail, dans lequel les principaux enjeux sont dégagés, le chapitre 8 sur les variations régionales qui aborde de façon novatrice la question de la langue luxembourgeoise standard et de ses dialectes ou le chapitre 10 sur l'intégration linguistique des étrangers. Ces chapitres peuvent être lus séparément, tout comme la conclusion.

Cette dernière prend du recul pour constater qu'au-delà des changements entre Baleine1997 et Baleine2008, l'équilibre entre les statuts des « trois langues usuelles du pays » ainsi que l'anglais connaît de profondes mutations, sous l'impulsion de la mondialisation, de l'émergence d'un bassin transfrontalier de l'emploi et de la segmentation du marché du travail. Ce rééquilibrage de la valeur fonctionnelle, sociale et culturelle de ces langues – ainsi que du prestige qui en découle – est au centre de négociations souvent inconscientes qui prennent parfois la forme de conflits larvés. Sur cet arrière-fond se pose la question qui est aussi l'ultime enjeu de toute politique linguistique au Grand-Duché :

Comment conserver le multilinguisme du Luxembourg, un modèle unique au sein de l'Union européenne et un atout irremplaçable de l'économie luxembourgeoise, et résister à la tentation d'un repli identitaire derrière une langue nationale érigée en rempart protectionniste ?

*

¹ C'est la version rédigée d'une conférence donnée à l'université libre de Berlin (FU), restée inédite à ce jour.

² Le début – « De l'État à la nation » – est emprunté à Gilbert Trausch.

Ce travail a été débuté dans le cadre de « *STADE - Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg* », ancienne cellule du *CRP-Gabriel Lippmann*, intégrée depuis fin 2007 à la nouvelle « *Unité de recherche IPSE (Identités, Politiques, Sociétés, Espaces)* » de l'Université du Luxembourg. Depuis, l'auteur est affilié à l'une des entités de *IPSE*, le « *Laboratoire de linguistique et de littératures luxembourgeoises* », dirigé par le professeur Peter Gilles. Sans ses encouragements et son soutien la présente publication n'aurait pas vu le jour.

Nous remercions le *Fond National de la Recherche* qui a financé le sondage de 2004 dans le cadre de son programme VIVRE et le Ministère de la Famille et de l'Intégration (Commissariat du Gouvernement aux Etrangers) qui contribue au financement de cette publication.

Nous remercions aussi Dominique Schlechter qui a accompagné la longue gestation du texte avec sa patience et ses remarques judicieuses, Pascale Fack pour la mise en forme des graphiques et Isabelle Pigeron-Piroth qui a fourni les données sur l'emploi. Elles ont, ensemble avec Ane Kleine, pour la partie allemande, assuré la relecture du texte.

Les différents sondages ont été réalisés par TNS-ILRES sous la direction de Charles Margue. Pol Estgen a effectué le suivi rédactionnel pour l'éditeur *SESOPi Centre Intercommunautaire* et a réalisé la couverture.

Cette publication est dédiée à la mémoire de Nico Weber (1957 - 2004) qui, avant son départ prématuré, a accompagné avec sollicitude les débuts du projet FNR/02/05/06 « *Compétences linguistiques* ».

Introduction

Babylon im Kleinformat: Sprachenvielfalt in Luxemburg¹

Die Muttersprache der Luxemburger und die Nationalsprache von Luxemburg ist Luxemburgisch²; daneben beherrschen die Luxemburger in der Regel die französische und die deutsche Sprache. Luxemburger mit Gymnasialbildung sind außerdem noch des Englischen mächtig. Ein Fünftel der Luxemburger sind mehrsprachig aufgewachsen, die meisten jedoch haben Deutsch und Französisch in der Schule gelernt. In den Luxemburger Wohnstuben ist das Deutsche hauptsächlich über das Fernsehen präsent.

Glaukt man einer Umfrage³, dann sprechen alle Luxemburger Luxemburgisch und Französisch, zusätzlich haben 99% Deutsch-, 80% Englisch- und 32 % Italienischkenntnisse. An sechster Stelle kommt Spanisch mit 18%, gefolgt von Niederländisch/Flämisch mit 12%. Immerhin 11% geben an, Portugiesisch zu sprechen. Nach der Sprache gefragt, die sie zu Hause

¹ Der vorliegende Text ist die verschriftete Fassung einer Vorlesung an der Freien Universität Berlin am 9. Juni 2005 im Rahmen der Veranstaltungsreihe: *Minderheitensprachen in Europa: Last oder Chance?*, eine Ringvorlesung, die von Prof. Dr. Norbert Dittmar und Prof. Dr. Guido Mensching konzipiert wurde.

Der Titel wurde vom Veranstalter vorgeschlagen und für diese Veröffentlichung beibehalten, auch wenn das Hauptanliegen des Textes gerade darin besteht zu zeigen, dass es die sprichwörtliche „babylonische Sprachverwirrung“ in Luxemburg nicht gibt und dass hinter der Fassade der Luxemburger Mehrsprachigkeit eine originäre einheitliche legitime Sprachkompetenz identifiziert werden kann.

² Die Luxemburger nennen ihre Sprache *Lëtzebuergesch*. Wir schließen uns nicht der auf Kloss (1952: 239) zurückgehenden und noch heute in der deutschsprachigen Fachliteratur verbreiteten Konvention an, diese Bezeichnung halb übersetzt, als *Letzeburgisch*, zu übernehmen.

³ Ende 2004 wurde von uns mit Unterstützung des *Fonds National de la Recherche* eine Repräsentativerhebung bei einer Stichprobe von 1708 Einwohnern des Großherzogtums Luxemburg durchgeführt. Siehe auch das Eurobarometer 243 (Europeans and their Languages), das einen Vergleich mit den anderen Ländern der Europäischen Union ermöglicht.

Introduction

in den ersten vier Lebensjahren sprachen (um den Begriff der Muttersprache zu umgehen), antworten 87% der Luxemburger, hauptsächlich Luxemburgisch gesprochen zu haben, 20% Prozent haben in der frühen Kindheit mehr als eine Sprache gesprochen, dabei werden Französisch und Deutsch fast gleichhäufig mit 10% und 9% genannt.

Innerhalb der europäischen Union ist Luxemburg mit seinen 460.000 Einwohnern vor Malta das zweitkleinste Land und hat mit 39,6% den höchsten Ausländeranteil. Auch wenn viele Ausländer Luxemburgisch beherrschen, so ist Französisch doch die allgemeine Verkehrssprache Luxemburgs, vor allem weil, wegen des enormen Wirtschaftsbooms der letzten 25 Jahre, viele Grenzpendler, hauptsächlich aus Frankreich, in Luxemburg arbeiten.

Unter den Ausländern sind die Portugiesen am zahlreichsten, sie stellen 15% der Wohnbevölkerung, gefolgt von den Franzosen mit 5%, den Italienern und den Belgiern mit jeweils 4%. Damit stammt ungefähr ein Viertel der Einwohner des Landes aus romanophonen Ländern. Die ca. 10.000 Deutschen stellen 2% der Wohnbevölkerung dar. Nach der zitierten Erhebung sprechen 99% der Wohnbevölkerung Französisch, gefolgt von Luxemburgisch und Deutsch mit jeweils 84%. 60% der Ausländer geben an, Luxemburgisch zu sprechen. Im öffentlichen Leben ist Luxemburgisch jedoch wegen der hohen Zahl der Grenzpendler weniger präsent. Anfang 2006 verzeichnet die Luxemburger Statistik 292.000 Lohnempfänger, davon wohnen 111.000, also 38% nicht in Luxemburg. Knapp über die Hälfte dieser Grenzpendler wohnen in Frankreich, 27% in Belgien und 22% in Deutschland.¹ Klein (2005: 3) beschreibt die Sprachkompetenzen der Grenzpendler nach ihrem Wohnland: Luxemburgisch sprechen zu können geben 18% der Grenzpendler aus Frankreich, 29% derjenigen aus Belgien und 74% derjenigen aus Deutschland an.

Der folgende Beitrag gliedert sich in zwei Teile. Zunächst wird skizziert, wie die Luxemburger Nationalsprache entstanden ist, bevor in einem zweiten Teil die heutige Sprachensituation dargestellt wird.

¹ Alle Zahlen für 2006 nach den Angaben des Luxemburger Statistischen Amtes STATEC www.statec.public.lu.

1 Die Entstehung der Luxemburger Sprache

1.1 Historischer Überblick

Der moderne Luxemburger Nationalstaat¹ wurde vom Wiener Kongress 1815 bei der Aufteilung des napoleonischen Reiches als Großherzogtum geschaffen und dem niederländischen König, Wilhelm I., „*en toute propriété et souveraineté*“, also sozusagen als Privatbesitz, überlassen. Der junge Staat wurde Mitglied des Deutschen Bundes und in der Festung der Hauptstadt Luxemburg wurde eine preußische Garnison stationiert. Als 1830 die niederländischen Südpervenzen sich gegen Wilhelm I. erhoben, schloss sich der Großteil der Einwohner des jungen Großherzogtums dieser Revolution an, aus der das belgische Königreich hervorgehen sollte. Mit Ausnahme der Hauptstadt, die ob der preußischen Garnison notgedrungen ihrem König-Großherzog Wilhelm I. treu blieb, gehörte Luxemburg dem neuen liberalen belgischen Staat an. Diesem Konflikt setzten die damaligen Großmächte 1839 im Londoner Vertrag mit der Schaffung des belgischen Königreiches ein Ende und dabei wurde der westliche, wallonisch sprechende Teil des Großherzogtums Luxemburg diesem einverleibt. Luxemburg blieb Mitglied des Deutschen Bundes, bis zu dessen Auflösung im Jahre 1866. Der beabsichtigte Kauf Luxemburgs durch den französischen Kaiser Napoleon III. führte 1867 zur Luxemburger Krise zwischen Frankreich und Preußen, die im 2. Londoner Vertrag beigelegt wurde: Souverän bleibt der niederländische König, die Preußen zogen jedoch ab, die Festung wurde geschleift und Luxemburg für neutral erklärt. Auch über dieses Datum hinaus blieb Luxemburg Mitglied des deutschen Zollvereins, dem es 1842 beigetreten war. Als 1890 Wilhelm III. keinen männlichen Erben hinterließ, ging der Luxemburger Thron, dessen Erbfolgeregelung im Gegensatz zu der niederländischen keine weiblichen Herrscher zuließ, an eine andere Linie des Hauses Oranien-Nassau über und Luxemburg bekam mit den Nassau-Weilburgern eine eigene Dynastie. Nach dem ersten Weltkrieg,

¹ Zur Geschichte Luxemburgs im 19. Jahrhundert siehe Calmes (1932-1957), in dem sich auch zahlreiche sprachgeschichtliche Hinweise befinden.

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

in dem Luxemburg militärisch vom Deutschen Reich besetzt war, wurde die als deutschfreundlich angesehene Großherzogin Marie-Adelheid durch ihre Schwester Charlotte ersetzt und in einem Referendum, am 28. September 1919, entschieden die Luxemburger sich mit großer Mehrheit, sowohl für die Monarchie als Staatsform als auch für die Beibehaltung der Dynastie Nassau-Weilburg. Während Luxemburg im 19. Jahrhundert ein Zankapfel zwischen Frankreich und Preußen gewesen war und auch in Belgien manche hofften, die 1839 verlorene Provinz wiederzugewinnen, hat sich mit diesem Referendum und der Bildung einer Wirtschafts- und Währungsunion mit Belgien (1920) seine Existenz als souveräner und unabhängiger Staat definitiv stabilisiert. Dies verhinderte aber nicht, dass Luxemburg 1940 von Nazideutschland annektiert und „heim ins Reich“ geführt.

Die Luxemburger Nation, wie andere auch, ist eine „imaginierte Gemeinschaft“ (Anderson 1991). Die Staatsbürger Luxemburgs, oder besser dessen Eliten, konnten im 19. Jahrhundert, das in ganz Europa durch den Aufbau von Nationalstaaten gekennzeichnet war, nicht anders, als sich auch alle Attribute eines Nationalstaates zuzulegen, zu denen vornehmlich eine eigene Geschichte und eine eigene Sprache gehörten (Thiesse 2001). Deren Konstruiertheit wird im Falle Luxemburgs besonders deutlich, da der 1815 geschaffene Nationalstaat jedweder Form von Nationalbewusstsein sowie auch dem Vorhandensein einer Nationalsprache vorausgeht. Beide entstehen erst in einem langwierigen Prozess, der seine eigene Negation insofern beinhaltet, als eine anachronistische Luxemburger Souveränität ins Mittelalter zurückprojiziert wird. Manche gingen noch weiter zurück und führten die Wurzeln der in einer eigenen Sprache begründeten putativen Luxemburger Identität auf die Völkerwanderungen im 5. Jahrhundert (Ries 1920: 168) oder gar auf das Aufeinandertreffen von Römern, Treverern und Rheinfranken sowie die Mischung derer Sprachen im ersten Jahrhundert unserer Zeitrechnung zurück (Hoffmann 1996: 109).

1.2 Grenzziehung

1839 kann als das wichtigste Datum der Luxemburger Geschichte angesehen werden, nicht nur weil der Staat seither in seinen heutigen Grenzen fortbesteht, sondern weil erst diese Grenzziehung eine sprachliche Einheitlichkeit geschaffen hat,

die die weitere sprachpolitische Entwicklung entscheidend beeinflussen sollte. Bis zu diesem Datum hatte das 1815 geschaffene Großherzogtum und seine Vorläufer des *Ancien Régime* die Sprachgrenze zwischen Romania und Germania überlappt und seit 1340 war das mittelalterliche Herzogtum in einen wallonischen und einen deutschen Teil administrativ unterteilt. Erst durch die Teilung von 1839 gehört es in seiner Gesamtheit dem deutschen Sprachraum an.¹ Die Grenzziehung von 1839 stellt ein neues Moment in der europäischen Geschichte dar. Schon 1659 hatte das Herzogtum Luxemburg größere zum deutschsprachigen Teil gehörende Gebiete an Frankreich verloren, doch genau wie 1815 als andere Gebiete an Preußen gingen, hatte niemand auf die Sprache der Bewohner, geschweige denn auf deren Meinung geachtet. 1831, als die Grenzziehung ausgehandelt wurde, war dies jedoch anders. Der belgische Historiker Stengers (1989) hat als erster darauf hingewiesen, dass die „Nationalität“, die als Synonym für „Sprache und Sitte“ gebraucht wurde, unter dem Druck von Preußen und Österreich zum Prinzip der Grenzziehung erhoben wurde. Nicht die Berge und Flüsse, sondern der Sprachgebrauch sollte die Grenzziehung bestimmen, wie dies in folgender Notiz eines Diplomaten deutlich wird:

„Der abgetretene Teil des Großherzogtums enthält wenig mehr wie den wallonischen Teil der Bevölkerung. (...) Seine Einwohner, durch Nationalität und Sinnesweise von den übrigen völlig gesondert (...) würden niemals wahre Deutsche geworden sein.“
(zitiert nach Stengers (1989: 27))

1.3 Sprachenpolitik von außen

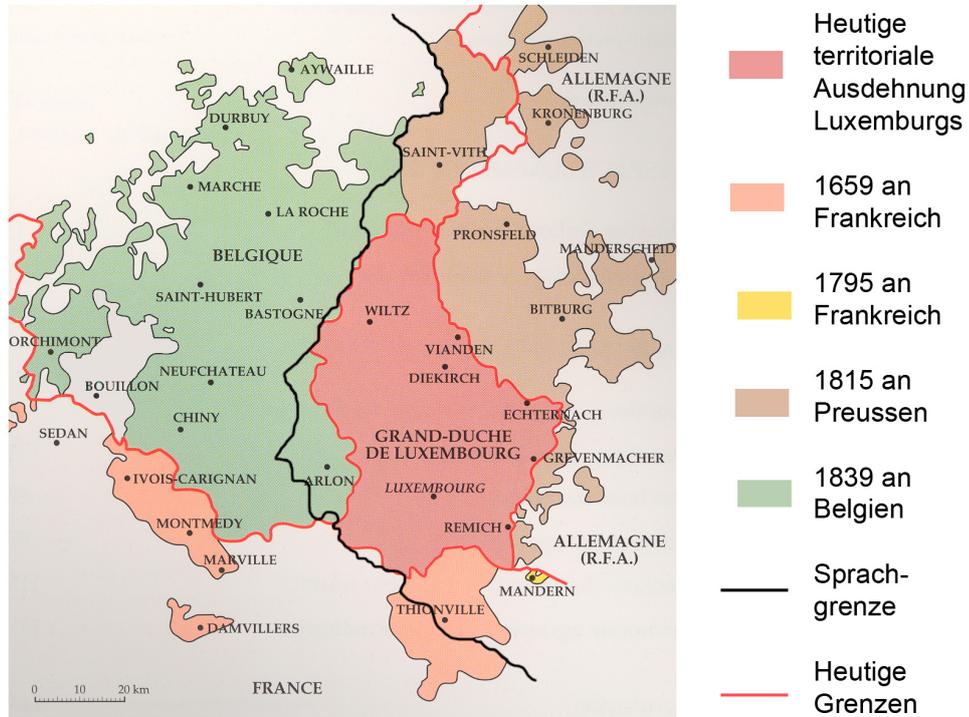
Sprachenpolitik hat in Luxemburg in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts eine große Rolle gespielt. Die Sprachenpolitik des französischen Zentralstaates, zu dem es seit 1795 gehörte, wollte alle Partikularismen des *Ancien Régime* und auch die lokalen *Patois* ausmerzen. Sie bescherte dem Lande aber auch 1806 die erste Erhebung seiner Dialekte.² Die Allianz gegen Napoleon

¹ Was nicht bedeutet, dass es nicht einzelne Abweichungen vom Prinzip gab: Im Süden wurden aus strategischen Gründen Arlon und sein Umland, trotz dessen deutschsprachiger Bevölkerung, Belgien zugesprochen. Besonders im Norden Luxemburgs kam es wegen der Unzulänglichkeit des zur Verfügung stehenden Kartenmaterials zu kleineren Abweichungen von der Sprachgrenze.

² Rinnen (1981) veröffentlichte die Berichte für die Städte Luxemburg und Bitburg, Reisdorfer (1998) für Neufchâteau und Virton.

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

Die Teilungen des Herzogtums Luxemburgs und die Sprachgrenze ¹



BaleineBis nach Cajot (1989), Bruch (1953), Toussaint (1955) und Watelet (1989)

setzte ihr 1814 ein Ende als sie „die Franzosen vertrieb“. Als der niederländische König 1815 in Personalunion Großherzog wurde, betrachtete er zunächst das Großherzogtum als 18. Provinz der Niederlande und führte das Niederländische in der Grundschule ein, parallel dazu förderte er das Französische unter den Eliten, um den preußischen Einfluss einzudämmen.

¹ Der nördliche Verlauf der Sprachgrenze folgt Cajot (1989), der mittlere Bruch (1953) und der südliche Toussaint (1955). Dort wo es keine geographischen Hindernisse gibt, ist diese keine klare Linie, sondern entspricht eher einer Übergangszone. Die Übernahme der neueren Erkenntnisse von Cajot (1989) erklärt die Abweichung von den gängigen Karten. Territorialgrenzen in Anlehnung an Watelet (1989: 6).

Das gemeine Volk sprach moselfränkische Dialekte,¹ während das Bürgertum und der Adel in Hochdeutsch und Französisch verkehrten, wobei letzteres, wie damals nicht nur in Luxemburg üblich, als Bildungs- und Prestigesprache galt. Es war auch die Sprache der Notabeln und der Verwaltung, in der sich sogar einige wenige in der französischen Zeit eingesetzte oder aus dem früheren wallonischen Teil stammende, des Deutschen unkundige, frankophone Beamte befanden (Calmes 1947: 273-281). Das erste königliche Dekret zum Sprachengebrauch vom 4. Juni 1830² setzte einen Schlussstrich unter die anfängliche Zwangshollandisierung und erlaubte den Bürgern, sich nach ihrer Wahl in Deutsch oder Französisch an die Verwaltung zu wenden. Dieses Dekret wurde jedoch von der Verwaltung und den Gerichten, aus Kastendenken und intellektueller Faulheit heraus, nicht umgesetzt und Französisch bleibt die Hauptamtssprache.

„Die belgische Revolution von 1830 und der klar in Richtung auf einen Anschluß an Belgien gerichtete Volkswille, veranlassen den Monarchen zu einer kulturpolitischen Kehrtwendung von hundertachtzig Grad. Er betreibt nunmehr, als Antwort auf das die belgische Revolution tragende Ideengut der Französischen Revolution (...) eine rabiate Germanisierungspolitik“ (Hoffmann 1987: 94-95).

Zunächst tat er dies nur in der dem Großherzog treu gebliebenen Hauptstadt, dann, nach dem Teilungsvertrag von 1839, im ganzen Lande, das nun keine territoriale Kontinuität mehr mit den Niederlanden besaß und einer neuen Verwaltung bedurfte. Es begann eine zweijährige Restaurationsphase, die mit der Einsetzung von deutschen Beamten einherging, die das Großherzogtum nach deutschem Muster reformieren sollten. Calmes (1947: 73f) beschreibt diesen Umschwung folgendermaßen:

Guillaume restauré changea radicalement l'orientation politique du grand-duché. Dans le défunt royaume des Pays-Bas, il avait voulu faire des Belges et des Luxembourgeois des Hollandais et leur imposer la langue dite nationale. L'essai avait échoué. Mais,

¹ Der Plural ist bewusst gewählt, um darauf hinzuweisen, dass die kleinräumigen Varietäten, die in einer agrarischen Gesellschaft gesprochen werden, nicht identisch sind mit einem diese überdachenden moselfränkischen Dialekt, der ein Konstrukt der Dialektologie ist. Gangler (1841: v) schreibt: „Jedes Dorf hat, so zu sagen, seine eigene (Aussprache)“.

² Diesem war ein am 28. August 1829 erster nicht soweit gehender Beschluss vorausgegangen (Welter 1929: 82)

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

par le fait de l'assimilation du Luxembourg aux provinces belges, où dominait l'usage du français, Guillaume avait, peut-être inconsciemment, continué la politique de francisation inaugurée en Luxembourg par la révolution française. Il avait même été plus loin. Pour mieux détacher le Luxembourg de la Confédération germanique, il avait refoulé l'allemand comme langue d'administration, alors que c'était la seule langue littéraire comprise par la totalité de la population du grand-duché dans ses limites de 1839. Maintenant, reniant ce passé, il voulait creuser un fossé entre le Luxembourg et la Belgique. Pour cela, l'allemand allait devenir l'unique langue d'administration. Alors qu'au temps du royaume des Pays-Bas, il avait envoyé en Luxembourg des fonctionnaires hollandais, maintenant il allait y nommer des gens du Nassau et de la Hesse, tout aussi étrangers aux idées et aux mœurs des Luxembourgeois. Les agriculteurs et les industriels, qui, de tout temps, avaient eu leurs marchés en Belgique et en France – pour autant que le protectionnisme français le permettait – devaient maintenant travailler avec le marché allemand.

Doch sowohl die Notabeln als auch die Bürger leisteten Widerstand, auch gegen die Sprachenpolitik. Der kurhessische Staatsmann Hans Daniel Hassenpflug, der zum „Chef des gesamten Civildienstes“ ernannt worden war, trat zurück und beschwerte sich in einem Schreiben an den König u.a. darüber, dass

„das Gemisch der nur erlernten französischen mit der angeborenen deutschen, alleinigen Landessprache in allen (Amts)geschäften fort dauere.“ Diese Situation steigere sich „zu der wahren Farce (...), wenn man deutsch redende Inländer in öffentlichem Kriminalgericht auf der Bank der Angeklagten sitzen sah und die ganze Verhandlung der Sache in französischer, den zunächst Beteiligten unverständlicher Sprache vernahm.“ (zitiert nach Calmes 1947: 367).

1841 erlässt Großherzog Wilhelm eine hinter die liberale belgische Verfassung von 1830 zurückfallende Ständeversammlung, die aber einen entscheidenden Schritt im Staatsbildungsprozess darstellt: Sie führt eine Luxemburger Staatsbürgerschaft ein und behält die öffentlichen Ämter den Luxemburger Staatsbürgern vor (Spizzo 1995: 149). Mit Gaspard Théodore Ignace de la Fontaine wurde ein Luxemburger Gouverneur und da von diesem Zeitpunkt an alle Beamten¹ und Notabeln Dialekt sprachen und das Französische als Bildungssprache beherrschten,

¹ Es gibt einige wenige Ausnahmen von frankophonen Beamten, die aus dem früheren wallonischen Teil stammen, während die Zollverwaltung eine deutsche Hochburg darstellt.

Erste Gedichte, erste sprachwissenschaftliche Texte

war damit die Grundlage der weiteren Sprachenentwicklung gelegt: Französisch wird Prestigesprache und Schriftsprache der Verwaltung, während der in Luxemburg-Stadt und seiner (nördlichen) Umgebung gesprochene Dialekt sich langsam zu einer die Mündlichkeit beherrschenden Sprache entwickelt. Ein Gegengewicht zu diesem Trend und zur frankophilen Bourgeoisie bildet die ultramontane Luxemburger Kirche, die die deutsche Sprache in der Predigt und in ihrem Sprachrohr, dem 1848 gegründeten *Luxemburger Wort*, das bis heute die einflussreichste Tageszeitung ist, bevorzugt.¹

Das erste Schulgesetz beschließt 1843 nach kontroverser Diskussion mit 23 gegen 3 Stimmen eine voluntaristische Maßnahme, um den sprachlichen Graben zwischen den Notabeln und der kleinen Zahl von Gebildeten auf der einen Seite und den breiten Massen auf der anderen Seite zu schließen, aber auch, so die explizite Aussage in der Parlamentsdebatte, um die Chancen der Auswanderer auf dem französischsprachigen Arbeitsmarkt zu erhöhen. Diese Entscheidung hatte einen eher symbolischen als realen Charakter, da es in den wenigsten Gemeinden überhaupt ein Schule gab. Eine schwerwiegende Konsequenz wird allerdings die „Mehrbelastung der Luxemburger Kinder sein, die sehr oft einer Überbelastung gleichkommen wird“ (Tausch 1989: 263, unsere Übersetzung). Eine logische Folge dieser Entscheidung ist 1848 die Verankerung des Prinzips der deutsch-französischen Zweisprachigkeit im Paragraph 30 der neuen liberalen Verfassung.²

1.4 Erste Gedichte, erste sprachwissenschaftliche Texte

Die erste Veröffentlichung in Luxemburger Mundart,³ ein Gedichtbändchen von Antoine Meyer (*E Schrek ob de Lezeburger Parnassus* 1829), Mathematikprofessor an der Universität Lüttich, sowie andere frühe literarische Versuche können gemäß Bruch (Bruch 1953: 88f) in den Kontext der deutschen Mund-

¹ Die Nähe zur deutschen Sprache darf aber nicht als Deutschfreundlichkeit interpretiert werden. Da die preußische Festungsbesatzung durchweg protestantisch ist, wird sie als Fremdkörper in einem katholischen Land empfunden.

² „Der Gebrauch der deutschen und der französischen Sprache steht Jedem frei; es darf derselbe nicht beschränkt werden.“

³ Erste gedruckte Texte finden sich als kleine Zeitungsnotizen im *Luxemburger Wochenblatt*. Das allererste Mal am 14. April 1821 in Form einer Anzeige (Welter 1929: 73).

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

artdichtung gestellt werden, deren Anfänge „bezeichnenderweise (...) in den Gebieten längs der Sprachgrenze“ angesiedelt waren (Köln 1806, Aachen 1815, Saarbrücken 1815, Elsass 1816). So hat Meyer als Teil der romantisch-nationalistischen Bewegung, die ganz Europa am Anfang des 19. Jahrhunderts erfasste, die ersten Bemühungen zur grammatischen Festlegung des Wallonischen in Lüttich miterleben können, was ihn, gemäß Welter (1929: 86f), zu seinen eigenen Versuchen inspirierte.

Die intellektuelle Elite in dem kleinen ländlichen Luxemburg bildeten die Professoren - auf deutsch müssten sie eigentlich Studienräte heißen -, die während ihrer Studienzeit, meist in Deutschland und Frankreich, gelernte Konzepte auf ihre Heimat übertrugen. So ist 1834 die „erste philologische Erforschung der Sauermundart“ durch Mathias Hardt, Professor am Athenäum, im „Schlepptau der Grimmschen Grammatik“ angesiedelt, so die Formulierung von Robert Bruch (1953: 94), dem Begründer der modernen Luxemburger Linguistik. Unter dem Titel „Die Sprache der Luxemburger“ publiziert Pierre Klein, Professor am Diekircher Gymnasium, 1855 eine erste Gesamtdarstellung, die den Rückstand zu „beinahe allen andern deutschen Stämmen“, die ihre Dialekte schon untersucht haben (Klein 1855: 8), aufholen wollte.

Für Jacob Grimm ist Sprache und Volk unlösbar miteinander verbunden und Ausdruck einer uralten Volksseele, eines Volksgeistes, der ein autonomes Eigenleben führt. Wir wollen diese Auffassung als essentialistisch bezeichnen¹ und dadurch definieren, dass sie die historische Gewordenheit leugnet und durch ewig gültige Wesenheiten ersetzt. Klein macht sich diese Auffassung zueigen, indem er ausgiebig aus der Grimmschen Geschichte der deutschen Sprache zitiert. So auch folgenden Satz: „Sprache ist der volle athem menschlicher seele“. Durch ihre Erforschung glaubt man in die älteste Geschichte vorzudringen, für die es keine anderen Quellen gibt. Sie ist somit „das sicherste kennzeichen der nationalitäten.“ Und für Klein ist „das Luxemburger volk, wie seine sprache, durchaus deutsch.“ (Klein 1855: 4). Gemeint ist allerdings nicht die real

¹ Romantisch ist zu verharmlosend, völkisch verweist zu sehr auf eine bestimmte Periode der Deutschen Geschichte, ebenso rassistisch. Ethno-kulturalistisch bezeichnet am ehesten die aktuelle Form dieser Denkfigur. Allen gemeinsam ist der Essentialismus.

Erste Gedichte, erste sprachwissenschaftliche Texte

gesprochene Sprache, jenes „ungeheuerliche gemisch fremder elemente“, nicht die Sprache der Städter mit ihrer „albernen vornehmthuerei“ (Klein 1855: 82), sondern die Mundart, die sich bei dem Landvolk finden soll mit ihren Eigentümlichkeiten, die dem Einfluss des Neuhochdeutschen und des Französischen weniger ausgesetzt war. „Weshalb denn auch eine philologische untersuchung nur die entlegeneren gegenden des landes ins auge fassen darf“ (Klein 1855: 6).

Klein will, so explizit im Vorwort formuliert, „unser Volk einen Schritt näher führen (...), zum alten angestammten deutschen Sinn.“ Dafür müsse das äußerlich aufgeklebte Franzosentum durch eine aus dem innersten Kern heraus kommende deutsche Bildung überwunden werden, damit die Luxemburger nicht zu einem „elenden Zwittergeschlecht“ werden (1855: 4).

Unter gänzlich anderem Vorzeichen steht das Werk von Jean-François Gangler. Er ist eher ein Mann der Tat und Autodidakt. Der Soldat Napoleons und spätere Polizeikommissar in der Stadt Luxemburg ist auch als Übersetzer am Gericht tätig. 1841 veröffentlicht er einen Gedichtband in der Mundart der Hauptstadt, mit dem er zeigen will, dass die „Luxemburger Sprache, so wie ihre Schwestern, die flämische und die holländische, einer Ausbildung fähig ist, und zur Schriftsprache erhoben werden kann.“ (Gangler 1841: vi) Er schlägt auch eine auf der Aussprache der Hauptstadt basierende Rechtschreibung vor und liefert somit ein Zeugnis eines mittlerweile verschollenen Dialekts. Sein größtes Verdienst ist die Veröffentlichung des ersten Wörterbuches im Jahre 1847, dem er den Titel gab *Lexicon der Luxemburger Umgangssprache (wie sie in und um Luxemburg gesprochen wird)*.¹

„Schon seit längeren Jahren ging der Verfasser mit dem Gedanken um, etwas Gemeinnützlichendes in die bürgerlichen Beziehungen Eingreifendes in seiner Muttersprache zu leisten. Die öftern Verlegenheiten in welche er als vereideter Uebersetzer und Dollmetscher gerieth, in dem er bei Abwesenheit eines Wörterbuches im Luxemburger Dialect die entsprechende Bedeutung eines Luxemburger Wortes in der hochdeutschen oder

¹ Das Gangler-Wörterbuch wurde im Rahmen des FNR-finanzierten Projektes LexicoLux digitalisiert:
<http://engelmann.uni.lu:8080/portal/wbb/woerterbuecher/woerterbuecher/llu/wbb/llu/wbgui>.

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

französischen Sprache nirgends aufzusuchen wusste, brachte diesen Gedanken zur Reife.“

Dieses Wörterbuch zeigt auch den hohen Anteil von französischen und aus dem Französischen entlehnten Wörtern, „welche im Luxemburger Dialect das Bürgerrecht erhalten habe, und für welche der Luxemburger *pur sang* sich nie des entsprechenden deutschen Wortes bedient.“ (Gangler 1847: vi) Für Gangler sind sie Ausdruck einer Luxemburger Eigenart, während Pierre Klein in ihnen „heterogene Elemente“ sieht, die zur „Ausartung“ der Mundart führen.

Klein schätzt das lexikographische Werk Ganglers, argumentiert aber mit J. Grimm gegen dessen Ausbathese. Vor allem wegen der Kleinheit des Landes taue Luxemburgisch nicht zur Schriftsprache und deshalb dämpft er Ganglers Hoffnungen als zu „sanguinisch“ (Klein 1855: 141). Verständlich wird diese Kontroverse aber erst auf dem Hintergrund der historischen Ereignisse jener Jahre.

1.5 Der Kleinstaat und die großdeutsche Bewegung

1848 ist ein weiteres Schicksalsjahr für Luxemburg. Als Antwort auf die revolutionären Februartage in Paris, die zur Ausrufung der II. Republik führten, wehte die französische Fahne in Luxemburg. Der allgemein deutschfreundliche Klerus, der schon immer im Französischen die Sprache der Revolution und ihrer Ideen sah sowie einige Katholiken forderten in einer Protestation vom 23. März 1848 u.a. „den Gebrauch einer Sprache, die das Volk versteht (...) für die Administration, für die Gerichte, und die ständischen Verhandlungen, damit wir alle wissen, was man sagt und was man thut.“ (zit. nach Welter 1929: 121) Und in der Tat wurde in der Ausnahmesituation dieses unruhigen Jahres im Parlament, das sich in das Städtchen Eitelbrück vor den in der Hauptstadt befürchteten Unruhen in Sicherheit gebracht hatte, in luxemburgischer Mundart debattiert, um vom „gemeinen“ Volk verstanden zu werden. Vom Bewusstsein einer eigenen Sprache und von Sprachpatriotismus war keine Rede.

„Bei Deutschland suchten Regierung, Klerus und das ordnungsliebende Volk einen Halt in dem politischen Gewühl und eine Stütze gegen die aus dem Westen immer wieder ermutigten aufwieglerischen und annexionistischen Machenschaften zugunsten

Der Kleinstaat und die großdeutsche Bewegung

Belgiens. Die Beunruhigung deretwegen war so stark, dass am 3. April 1848 auf dem Regierungsgebäude neben der luxemburgischen Fahne auch das schwarzrotgoldene Bundesbanner gehisst und in einer Mitteilung an das Volk durch das ‚Memorial‘ erklärt wurde: ‚Die Regierung hat soeben an der Seite der Nationalfarben die Fahne des deutschen Bundes aufgestellt. Diese Fahne ist der Schirm für alle deutsche Nationalitäten. Sie ist das Symbol der Freiheiten und der föderativen Wiedergeburt Deutschlands.‘“ (Welter 1929: 119)

Als Mitglied des Deutschen Bundes entsandte Luxemburg drei Abgeordnete nach Frankfurt in die Paulskirche mit dem Auftrag, die Luxemburger Sonderrechte zu wahren. Die ganze Ambivalenz der Gefühle vieler Luxemburger in jenen Tagen zeigt ein Gedicht von Viktor Klein, in dem sich großdeutsche Schwärmerei mit luxemburgischem Eigenwillen und Treuebekenntnis zum Landesherrn, dem (niederländischen) König-Großherzog paart (zitiert nach Welter 1929: 127-129).

Die Wahl. Im Mai 1848

Luxemburg hat selbst entschieden
Durch des Volkes freien Rath:
Luxemburg gesellt im Frieden
Sich zum deutschen Riesenstaat.
Wo ein Kern von deutschen Söhnen
Frei der Länder Wohl verfidt,
Soll auch unsre Stimm' ertönen,
Luxemburger, säumet nicht!
(...)
Unter deutschem Banner schwören
Treu' wir unserm Landesherrn!
Auch als freies Volk gehören
Ihm die Luxemburger gern;
Denn auf Lieb' und Freiheit gründet
Sich des edeln Wilhelms Thron,
Und mit Deutschland neu verbündet
Strahlet doppelt beider Kron'.

Hätte der König von Preußen die ihm auch von den Luxemburger Abgeordneten angetragene Kaiserkrone angenommen, wäre Luxemburg womöglich in einem neuen deutschen Reich aufgegangen, doch so ging es seinen Weg weiter und in Luxemburg wuchs das nationale Bewusstsein, zusammen mit dem Sprachpatriotismus weiter, getragen von den neu entstanden bürgerlichen Geselligkeitsvereinen, allen voran die *Société de gymnastique*. Mitglied dieses Turnvereins war Pierre Klein, aber

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

auch Edmond de la Fontaine, der Sohn des langjährigen Gouverneurs und nach 1848 ersten Regierungspräsidenten Luxemburgs. Im Rahmen dieses Vereins führte er, unter dem *Nom de Plume* „Dicks“, die ersten Operetten in Luxemburger Mundart auf. Am Schluss seines allerersten Stückes lässt er einen Schauspieler auf der Bühne um Nachsicht dafür bitten, dass er den Text auf „unser Deutsch“ („onst Däitsch“) geschrieben hat.

Der zweite bekannte Luxemburger Dichter ist Michel Lentz, der hauptsächlich Gedichte und Lieder verfasste. Am bekanntesten ist sein *Feierwon (Feuerwagen)*, eine Hymne, die als Erinnerung an den ersten Personenzug, der am 4. Oktober 1859 die Hauptstadt verließ, komponiert wurde und dem Land gewidmet war („Mengem Land zouerkannt“). Das Gelegenheitswerk wurde vom Volk aufgegriffen und erfüllte lange Jahre in Ermangelung einer offiziellen Nationalhymne diese Funktion. Hier paart sich der Nationalstolz mit der Begeisterung über den Anschluss an die moderne Industriegesellschaft, repräsentiert durch die Eisenbahn, die nach über 10-jährigen Auseinandersetzungen endlich mit französischem Kapital geschaffen werden konnte und damit auch ein Gegengewicht zur Integration in den deutschen Zollverein darstellte.

De Feierwon den ass bereet,
E päift duerch d'Loft a fort e geet,
Am Dauschen iwwer d'Strooss vun Eisen,
An hie geet stolz den Noper weisen,
Dat mir nun och de Wee hu fonnt,
Zum éiweg grouse Vëlkerbond,

Refrain:

Kommt hier aus Frankräich, Belgie, Preisen,
Mir wëllen iech ons Heemecht weisen,
Frot dir no alle Säiten hin,
Mir wëlle bleiwe wat mir sinn.¹

In weiteren Strophen wird der Stolz auf die Heimat zum Ausdruck gebracht, deren Landschaft besungen und trotzig auf die Kleinheit des Landes gepocht. Besonders der Refrain zeigt das aufkommende Nationalgefühl. Dessen zur Devise der Luxem-

¹ Der Feuerwagen, er ist bereit/ Er pfeift durch die Luft und fährt ab/ mit Donner über die Straße aus Eisen /Geht er stolz den Nachbarn zeigen, /dass wir den Weg gefunden haben /zum ewig großen Völkerbund/ Refrain: / Kommt her, aus Frankreich, Belgien, Preußen,/ Wir wollen euch unsere Heimat zeigen,/ Fragt nach allen Seiten hin,/ Wir wollen bleiben, was wir sind

Abschluss eines Selbstfindungsprozesses

burger gewordene letzte Zeile betont das Festhalten am Statut von 1815 und die Absage an alle Annexionsgelüste der Nachbarn. Der Volksmund hat ihre Aussage während der Luxemburger Krise präzisiert, indem er „Mir wëlle keng Preise ginn“ (Wir wollen keine Preußen werden) singt.

Der dritte der drei „klassischen“ Nationaldichter ist Michel Rodange. Ebenso wie Lentz gehört er zu den ersten Staatsdienern. Sein persönlicher Lebensweg und sein bescheidener sozialer Aufstieg sind in fast karikaturhafter Weise mit der Entwicklung des jungen Staates verwoben:

Als Kind in kleinen ländlichen Verhältnissen aufgewachsen besteht er 1843 die Aufnahme in die neu gegründete LehrerNormalschule. Nach einem dutzend Jahren als Lehrer, zuerst in dem Dorf Steinsel, dann in dem Städtchen Fels, schafft er den Aufstieg zum Kantonal-Piqueur – d.h. zum Überwacher der Bau- und Unterhaltsarbeiten der Gemeindewege auf Kantons-ebene – und wirkt 1873 beim Bau der Prinz-Heinrich-Bahn mit. Danach steigt er zum Hilfskonduktor auf – zuerst in Mersch, dann in der Hauptstadt, wo er an der Schleifung der Festung Luxemburg mitarbeitet (Tockert 1927: 86).

Sein Hauptwerk *Renert*, eine Transposition des Reinecke Fuchs in die Luxemburger (politische) Landschaft, wird von ihm im November 1871 beim jährlichen Schmaus der Wiltzer Jäger vorgetragen. In einem zeitgenössischen Pressebericht heißt es: „Beim gestrigen ‚Hasenfest‘ habe der ‚Herr Pikär‘ (...) ein Gedicht vorgelesen ‚op schlecht Deitsch‘“ (zitiert nach Tockert 1927: 79). In schlechtem Deutsch !! Sein letztes Werk, eine Kantate, war eine Auftragsarbeit zur Einweihung des allerersten Nationaldenkmals.

1.6 Abschluss eines Selbstfindungsprozesses

Am 10. November 1896 hält der neu gewählte Abgeordnete Caspar Mathias Spoo im Parlament, in dem bislang nur Französisch und Deutsch gesprochen wurde, seine Jungferrede, ein Plädoyer für die Einführung des allgemeinen Wahlrechts, in Luxemburger Sprache. In einer Debatte,¹ die als Meilenstein der Sprachgeschichte gefeiert wird, darf Spoo am 9. Dezember

¹ Der luxemburgische Wortlaut der Rede, eine Dokumentation der Debatte vom 9. Dezember 1896 sowie eine Zusammenfassung von Presseberichten finden sich in Rinnen (1972).

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

1896 seine Argumente für den Gebrauch des Luxemburgischen im Parlament in dieser Sprache vorbringen. Dass er sie nicht als Luxemburgisch bezeichnet, geschieht auch aus prozeduralen Gründen, da er sich dadurch in Einklang mit der Verfassung bringen kann. „Ons Sprooch ass déi däitsch“ – unsere Sprache ist die deutsche Sprache, sagt er, doch sei sie älter und ehrwürdiger als das Hochdeutsche. 40 Jahre nach dem ersten Mundartstück in „**unserem** Deutsch“ liegt die Betonung immer mehr auf dem Possessivpronomen dieser weit verbreiteten diskursiven Figur. Dies belegen auch die weiteren von Spoo benutzten Bezeichnungen: „Volkssprache“, „Muttersprache“, „unsere Sprache“, „Heimatsprache“. Er spricht aber auch von „der Sprache unserer Nationaldichter“ und zeigt damit Bewusstsein für eine im Entstehen begriffene, die lokalen Varietäten überdachende, nationale Verkehrssprache. Er wird sich aber nicht durchsetzen können gegen das Argument, dass mit der Mundart Trivialität, Familiarität und Niveaulosigkeit im Parlament Einzug halten würden. Noch fast 50 Jahre, bis nach dem Zweiten Weltkrieg, wird die Sprache des Volkes aus der Abgeordnetenkammer verbannt bleiben.¹

Während am Anfang des 20. Jahrhunderts von außen betrachtet, die Luxemburger in „völliger Indifferenz gegenüber der Idee der ‚Nation‘“ zu leben scheinen – so Max Weber (1980: 529), der sie als typologisches Beispiel für diese Haltung anführt –, ist unter ihren Eliten der Abschluss der Selbstfindungsphase angebrochen. Die Eisenindustrie und andere in den deutschen Zollverbund exportierende Industrien hatten dem vormaligen Auswanderungsland einen ersten Wohlstandsschub beschert. Dieser gab den Freunden Deutschlands erneut Auftrieb. Am virulentesten vertreten wird diese Position in Tony Kellens Buch *Deutschtum und Franzosentum in Luxemburg*: Für ihn gibt es keine luxemburgische „Nationalität“, die Luxemburger sind ein deutscher Stamm und logischerweise ist das Luxemburgische auch eine deutsche Sprache:

„Die Sprache der Luxemburger ist eine deutsche Sprache (...) unsere Sprache ist der volle Atem unserer Seele, der Ausdruck

¹ Ende der 1930er Jahre wird es erneut bescheidene Versuche geben Reden auf Luxemburgisch zu halten. Das Gegenargument ist jetzt pragmatischer, die Protokollanten könnten nicht in dieser Sprache stenographieren (Jonghémécht, Nr. 4, 1937, S. 150).

Abschluss eines Selbstfindungsprozesses

unseres Wesens: Was wir sprechen, das sind wir“ (Kellen 1889: 29).

Auch Nikolaus Welter wird in der ersten Literaturgeschichte, die allerdings nur die *mundartliche und hochdeutsche Dichtung in Luxemburg* erfasst und somit die französischsprachige Produktion ignoriert, noch 1929 von der „Tragik“ und dem „seelischen Zwiespalt“ reden, in dem das „deutschsprachige Großherzogtum“ lebt, da das Deutsche sich nicht den ihm gebührenden Platz erobern konnte.

„Der Sieg in diesem friedlichen Kampfe (mit dem Französischen, FF) blieb der deutschen Sprache versagt. Den Schaden davon hat besonders unser ländliches und werktätiges Volk als der unerschöpfliche Mutterboden unserer geistigen und seelischen Erneuerung“ (Welter 1929: XIII).

Für die weitere Entwicklung zu Ungunsten des Deutschen gibt es politische und wirtschaftliche Gründe:

1.) Die ganze zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts bis etwa nach dem ersten Weltkrieg ist Luxemburg ein Auswanderungsland und neben der Emigration in die Neue Welt kennt es auch eine rege Migration nach Lothringen, Paris und Brüssel, die oft nur temporär ist. Die in vielen Berufen üblichen Lehr- und Wanderjahre werden in Frankreich verbracht ebenso wie die Dienstbotenzeiten vieler Bauernmädchen (Goetzinger 1997). Dadurch heben sich die Französischkenntnisse der kleinen Leute und es bildet sich die Basis einer nicht auf die Gebildeten beschränkten Frankophilie heraus.

2.) Der zunehmende wirtschaftliche Einfluss deutscher Unternehmen und die auch sprachnationalistisch begründeten deutschen Annexionsgelüste tragen dazu bei, dass der Unabhängigkeitswille der Bevölkerung gestärkt wird. Mit von Polenz (1999: 118) kann man den „sprachpolitische(n) Entstehungsweg (des Luxemburgischen)“ als gegenläufige Wirkung „des einstigen deutschen Sprachimperialismus“ verstehen.

Deshalb ist es sicher kein Zufall, dass am Vorabend des ersten Weltkrieges drei Texte publiziert werden, in denen man den Abschluss des nationalen Selbstfindungsprozesses sehen kann.

Als direkte Reaktion auf deutsche Sprachpuristen in der Schweiz, die Sprachenmischung und Mischkultur im Elsass und in Luxemburg als Ursache für geistige Unfruchtbarkeit

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

anprangern, veröffentlicht Batty Weber 1909 einen kurzen Artikel im „Rheinischen Merkur“ unter dem Titel: *Über Mischkultur in Luxemburg*. Deziert postuliert er den Status einer Sprache für das Luxemburgische mit Hilfe einer Argumentation, die als prä-soziolinguistisch bezeichnet werden kann:

Luxemburg ist ein dreisprachiges Land, „denn der Dialekt, der sonst wo nur die Umgangssprache des Volkes bildet, hat für den Luxemburger die Bedeutung einer wirklichen Muttersprache. Platt wird hier nicht nur im Volk gesprochen, sondern bis hinauf in die höchsten Kreise. Auf einem parlamentarischen Diner beim Premier oder beim Kammerpräsidenten z. B. wird es niemandem einfallen, mit seinem Nachbarn in gewöhnlichem Gespräch etwas anderes zu reden als die heimische Mundart.“ Im Gegensatz zum Elsass gibt es keinen „aus Alldeutschland rekrutierten Beamtenkörper, (der) für die Einbürgerung des Hochdeutschen in gewissen Kreisen sorgt“ (Weber 1909: 121).

Es ist also die Funktion, die das Luxemburgische in der formellen Situation auf höchster Staatsebene einnimmt, die es zur Sprache macht. *Code-Switching* ist undenkbar und die wenigen Notabeln, die im Alltag französisch sprechen, ohne einen triftigen Grund, wie die Präsenz eines frankophonen Familienmitgliedes oder Gastes, stoßen schon damals nur auf Unverständnis und Spott ihrer Landsleute.¹ Aber das Luxemburgische bleibt dem „gewöhnlichen Gespräch“ vorbehalten, es ist keine Schriftsprache und daher auch nicht für Tischreden geeignet, die abgelesen werden.

Batty Weber zögert, seine Muttersprache, das „Luxemburger Platt“, das „luxemburgische Idiom“ als Sprache zu bezeichnen, setzt es aber klar vom in der Schule gelernten Hochdeutschen ab, zu dem selbst die zehn Prozent der Luxemburger, die es seiner Meinung nach halbwegs korrekt schreiben können, keinen unmittelbaren emotionalen Bezug haben. Deshalb auch die „peinlichen“ literarischen Produktionen, die nur „über den Umweg über die Buchreminiszenzen“ zustande kommen. „Der Luxemburger hat keinen hochdeutschen Charakter. Er hat

¹ Dem Intellektuellen und militanten Frankophilen Marcel Noppeney, der in einer zweisprachigen, luxemburgisch-französischen Familie lebt, wurde vorgeworfen, dass er nur mit dem Gesinde Luxemburgisch spreche (Wilhelm 1999: 112).

Abschluss eines Selbstfindungsprozesses

überhaupt keinen ‚Schriftsprachencharakter‘ (Weber 1909: 134). 25 Jahre später wird er es dezidiert formulieren: ‚Unsere Sprache ist mehr als ein Dialekt ... sie ist der Anker unserer Selbstständigkeit‘ (Weber 1933: 12).

Wenn es auch keine Luxemburger Schriftsprache gibt, so hat sich mittlerweile, wie René Engelmann 1910 feststellt, eine die Lokalmundarten überdachende ‚allgemeine luxemburgische Umgangssprache‘ herausgebildet, der er den Namen Koine gibt (wir werden weiter unten auf ihn zurückkommen):

„Das Bedürfnis einer gemeinsamen Umgangssprache hat hierzulande infolge unserer politischen Selbständigkeit und des offiziellen Bilinguismus an der hochdeutschen Schriftsprache vorbei zur Entstehung einer über den Lokalmundarten stehenden κοινή geführt.“ (Engelmann 1910: 10)

Am nachhaltigsten geprägt wurde der Diskurs über das Selbstverständnis der Luxemburger durch die 1911 erschienene Schrift *Essai d'une Psychologie du Peuple luxembourgeois*. Gegen den damaligen Zeitgeist anschreibend,¹ wollte der frankophile Nicolas Ries „sozialen Faktoren mehr Bedeutung als den geographischen und ethnischen Dogmen“ (Ries 1908: 9, unsere Übersetzung) beimessen.

Ries (1920) greift explizit auf Batty Webers Begriff der Mischkultur zurück und teilt dessen Auffassung, „das Luxemburger Idiom (sei) als richtige Sprache“ anzusehen, mit einer ähnlichen Begründung: „Der Gebrauch unseres Dialekts ist ein allgemeiner. Die Gebildeten benutzen ihn genauso wie das Landvolk, weil wir keine Scham haben die ‚Sprache der kleinen Leute‘ zu reden und weil das Deutsche und das Französische gewissermaßen für uns künstliche Sprachen sind“ (175f). Folgerichtig spricht er auch von Dreisprachigkeit und will diese sogar bis ins Mittelalter zurückverfolgen (132f). Er zögert jedoch, den Begriff „Luxemburger Sprache“ zu gebrauchen, dem er meistens „unser Nationalidiom“ vorzieht. Das Französische bezeichnet er als „zweite Nationalsprache“, (139). Daneben spricht er öfter von Zweisprachigkeit und sprachlichem Dualismus, um die Verankerung in den zwei großen Nachbarkultu-

¹ Da die Rassenkunde damals eine selbstverständliche Wissenschaft war, bemüht er deren Methode, wie z.B. die Kraniaometrie, um nachzuweisen, dass es eine Luxemburger Rasse nicht gibt.

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

ren zu unterstreichen: „Unser Gehirn ist von zwei Rassen und zwei Nationen geprägt“ (144) und diese Zweisprachigkeit sowie die Mischung, ja gar die Synthese der Einflüsse der beiden großen Nachbarkulturen konstituieren das eigentliche Wesen der Luxemburger Kultur (142).

Hauptprotagonist einer chauvinistischen Interpretation des Luxemburger Sprachpatriotismus ist der junge Student und spätere Studienrat Lucien Koenig, der sich das Pseudonym *Siggy vu Lëtzebuerg* zulegt.

Ab 1915 erscheint eine ganz in Luxemburger Sprache redigierete Zeitschrift, *D'Natio'n* (Blau 1998: 201- 276). Wie seine Vorbilder Barrès und Maurras ist Koenig von der Dekadenz des Abendlandes besessen. Luxemburg soll durch den Erhalt seiner Sprache gerettet werden. Unschwer ist als Motiv der ausländerfeindlichen Stellungnahmen der Schutz der Luxemburger Handwerker und Kaufleute gegen reale oder vermeintliche Konkurrenz zu erkennen, gepaart jedoch mit extravaganten Forderungen wie z.B. nach der Annektierung der alten an Preußen und Frankreich verlorenen Gebiete. Zentrales Element seines politischen Diskurses bleibt eine essentialistische Sprachauffassung: „Vor allem durch die Sprache, die unsere Mutter uns gelehrt hat, wirkt die Vergangenheit unseres Volkes in uns weiter.“¹

1912 wird im Rahmen einer allgemeinen Reform des Bildungswesens das Luxemburgische als Schulfach eingeführt. Auch wenn es nur in sehr bescheidenem Masse geschieht, entsteht dadurch die Notwendigkeit ein Lesebuch zusammenzustellen und also auch eine Schreibweise festzulegen. Da dieser Unterricht sich auf das Lesen und Auswendiglernen von Sprüchen, Liedern und Gedichten beschränkt, entsteht eine gewisse Vertrautheit mit der Schriftform des Luxemburgischen, aber gleichzeitig, in Ermangelung einer systematischen Unterrichtung und Versetzungsrelevanz von Orthographie und Grammatik, verankert sich das Bewusstsein einer gewissen Beliebigkeit. Auch wenn seit 1897 verschiedene „Wörterbuch-Kommissionen“ ins Leben gerufen wurden, so hatten diese meist aus Professoren, Verwaltungsbeamten und anderen *hommes de lettre* zusammengesetzte Gremien nicht die akademische Legi-

¹ Unsere leicht geraffte Übersetzung aus der ersten Nummer von *D'Natio'n*.

timisation, eine allgemeine Norm durchzusetzen. Eine 1946 eingeführte phonologische Schreibweise,¹ deren Hauptanliegen es war, jede Nähe zum deutschen Schriftbild zu vermeiden (*Sprache* schrieb sich *shprooch* und nicht *Sprooch*), hat den Normierungsprozess weiter verlangsamt. Erst 1975 wurde die Schreibweise, in einem weitgehenden Rückgriff auf die Orthographie von 1912, in einem großherzoglichen Erlass festgeschrieben.² 1999 wurde mit dem *Conseil permanent de la langue luxembourgeoise* eine Sprachakademie geschaffen, die als erste Amtshandlung die 1975er Schreibweise reformiert hat³. Durch einen *Spellchecker*⁴ will sie für deren verbreiterte Anwendung sorgen.

1.7 10. Oktober 1941

Angesichts der akuten Bedrohung durch Nazideutschland erstarkten Patriotismus und Sprachpatriotismus. In den 1939 organisierten Jahrhundertfeiern wurde eine mythologisierte Nationalgeschichte in unzähligen, selbst in kleinsten Ortschaften stattfindenden Festumzügen inszeniert und noch bis heute gilt das Datum von 1839, das eigentlich für einen empfindlichen territorialen Verlust und die Restauration der Herrschaft des niederländischen Königs steht, bei vielen Luxemburgern und auch in Übersichtsartikeln zur Sprachgeschichte als Datum der Unabhängigkeit. Bei dieser Gelegenheit wurden offizielle Reden selbst vom Erbgroßherzog auf Luxemburgisch gehalten. Nach der Flucht vor den einrückenden deutschen Truppen am 10. Mai 1940 wird die Großherzogin sich aus dem Londoner Exil in Rundfunkansprachen in luxemburgischer Sprache an ihre Untertanen wenden.

Die allererste Verordnung der deutschen Besatzer ist eine sprachpolitische Maßnahme,⁵ die am 6. August 1940 die deutsche Sprache zur ausschließlichen Amts- und Gerichtssprache

¹ Arrêté ministériel du 5 juin 1946 portant fixation d'un système officiel d'orthographe luxembourgeoise.

² Arrêté ministériel du 10 octobre 1975 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise.

³ Règlement Grand-Ducal du 30 juillet 1999 portant réforme du système officiel d'orthographe luxembourgeoise.

⁴ www.lippmann.lu/cortina.

⁵ Zur Kulturpolitik der Nazibesatzer siehe Dostert (1985: 110-133).

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

erklärt und das Französische weitestgehend aus dem Unterricht verbannt. Am 31. Januar 1941 folgte eine Verordnung zum Namensrecht, die eine Eindeutschung der in Luxemburg traditionell französischen Vornamen vorschreibt und sogar jenen, die einen nichtdeutschen Familiennamen tragen, einen Wechsel desselben als „ein Bekenntnis zum Deutschtum“ nahe legt.

Diese Verordnung richtet sich auch gegen typisch luxemburgische, allerdings aus dem Französischen assimilierte Vornamen, wie z.B. Jängi, Pir, Jamper, Charli, die eine Verballhornung von Jean, Pierre, Jean-Pierre bzw. Charles darstellten. Versuche, auf der unteren Verwaltungsebene oder in (Jugend-)verbänden Hochdeutsch als Umgangssprache einzuführen, wurden ebenso wie das Verbot der „verwelschten“ luxemburgischen Grußformeln (*Bonjour*, *Àddi* von *adieu*) von den Luxemburgern mit passivem Widerstand bekämpft. Das Luxemburgische wurde vom Besatzer jedoch als Mundart und Ausdruck der deutschen Volkszugehörigkeit toleriert. Eine folgenlos gebliebene Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung vom 18. Dezember 1941 über das Verbot nichtdeutscher Schriftzeichen in der Schreibweise der Mundart wollte die „zahlreichen Akzente und Apostrophe“ ausmerzen. (Ruth 1942: 123).

Am 10. Oktober 1941 wollten die Besatzer eine Personenaufnahme durchführen, in der die Luxemburger nach Volkszugehörigkeit, Muttersprache und Staatsangehörigkeit gefragt werden sollten. Während in der vorbereitenden Propaganda und auf den Fragebögen in Fußnoten erklärt wurde, dass Luxemburgisch genauso wie Plattdeutsch eine Mundart und keine Muttersprache sei, antworteten die Luxemburger mit einer derart überwältigenden Mehrheit „dreimal luxemburgisch“, dass man von einer Auswertung der eingesammelten Bögen abgesehen hat. Für Trausch (1995) haben sich die Luxemburger mit diesem Akt zu einer Nation im Renan'schen Sinne des Wortes erklärt und damit auch das Luxemburgische zu ihrer Nationalsprache erkoren.

Doch die Mehrheit der Luxemburger Intellektuellen waren zu sehr in dem im deutschen Reich herrschenden völkischen und sprachnationalistischen Diskurs gefangen, um die eigenen patriotischen Gefühle in den Kategorien eines Renan denken zu können und sich als Staatsnation zu verstehen. Sie wollten eine Kulturnation sein, die sich durch den mythischen Ursprung ih-

rer Sprache legitimiert, so kann man z.B. in einem zeitgenössischen Flugblatt lesen: *Ons Mammesprooch ass méi al, wéi de Preisen hiere Kasärequatsch*¹ (zitiert nach Trausch 1995: 252).

Nach der Befreiung ist der Hass auf die Deutschen größer denn je. Sprachenpolitisch wird dies allerdings kaum Auswirkungen haben. Luxemburgisch ersetzt Deutsch in den Parlamentsdebatten und offizielle Schriftstücke werden nur noch in französischer Sprache redigiert. In der Verfassungsänderung vom 6. Mai 1948 wird der Artikel, der das Gleichgewicht zwischen Französisch und Deutsch garantierte, nach hundert Jahren aufgehoben, aber der Gesetzgeber kann sich nicht zu einer Anerkennung des Luxemburgischen durchringen. Er hält lediglich fest, dass Amts- und Gesetzessprachen durch ein Gesetz geregelt werden sollen ... auf das man noch 36 Jahre warten müssen.

1.8 Das Gesetz von 1984

Hobsbawms These, dass der Sprachnationalismus weder von den adligen oder bürgerlichen Oberschichten, noch von den Arbeitern und Bauern, sondern hauptsächlich von gebildeten Mittelschichten getragen wurde (Hobsbawm 1991: 131 ff), kann auch für Luxemburg bestätigt werden. Grundschullehrer sowie untere und mittlere Staatsdiener waren die Vorreiter einer Bewegung, die zur politischen Emanzipation der populären Klassen von der traditionell französischfreundlichen mittleren und höheren Bourgeoisie geführt hat. Unter ihnen finden sich auch die meisten Mitglieder der *Actioun Lëtzebuergesch* (AL), einem Verein zur Förderung und Pflege der luxemburgischen Sprache, der 1971 gegründet wurde und z.B. Pionierarbeit bei der Organisation der ersten Luxemburgischkurse für Ausländer und der Förderung des schriftsprachlichen Gebrauchs des Luxemburgischen (z.B. Familienanzeigen) geleistet hat. Auch wenn die AL bis heute Sprachbewahrung und Sprachpurismus in einer bisweilen rückwärtsgewandten Form betreibt,² wird der oft gegen sie erhobene Vorwurf der Ausländerfeindlichkeit von ihren konkreten politischen Stellungnah-

¹ Unsere Muttersprache ist älter als der preußische (=deutsche) Kasernenhofquatsch.

² Mit Hilfe von so genannten roten und grünen Listen fördert sie den Gebrauch von in ihren Augen „richtigen“ luxemburgischen Wörtern und traditionellen Phraseologismen.

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

men Lügen gestraft. Der Versuch, sie für parteipolitische Ziele zu instrumentalisieren, ist 1986 gescheitert und die Mitglieder, die einen rechtsextremen Wahlverein mit Namen *FELES* (*fir eis Land, fir eis Sprooch*) gegründet hatten, wurden durch einen Unvereinbarkeitsbeschluss ausgeschlossen.

Ihr größtes Verdienst ist es, das Sprachengesetz von 1984, die wichtigste sprachpolitische Maßnahme der Luxemburger Geschichte überhaupt, durchgesetzt zu haben, gegen den Widerstand all jener, hauptsächlich unter den Gebildeten, die die langsam gewachsene Mehrsprachigkeit als eine natürliche Selbstverständlichkeit verstanden, die keiner weiteren sprachpolitischen Maßnahmen bedurfte.

Im Sprachengesetz vom 24. Februar 1984¹ wird im ersten Artikel das Luxemburgische zur Nationalsprache erklärt. In einem zweiten Artikel wird bestimmt, dass Gesetze und deren Ausführungsbestimmungen in Französisch erlassen werden. Im Gegensatz zum ersten normativen Artikel ist das Gesetz bei der Bestimmung der Amts- und Gerichtssprachen sehr vorsichtig und beschreibt lediglich eine bestehende Situation. Französisch, Deutsch und Luxemburgisch (in dieser Reihenfolge!) werden keineswegs als Amtssprachen bezeichnet, sondern es wird lediglich festgehalten, dass sie im Umgang mit der Verwaltung und der Gerichtsbarkeit benutzt werden können.² Im vierten Artikel werden die Behörden angehalten, soweit es ihnen möglich ist („*dans la mesure du possible*“), in jener der drei Sprachen zu antworten, in der sie angeschrieben worden sind. Diese Einschränkung und das Fehlen von begleitenden corpus- oder statusplanerischen Maßnahmen begrenzte zunächst die Wirkung des Gesetzes auf dessen symbolischen Gehalt, langfristig jedoch stellt es eine Aufwertung des Luxemburgischen dar. Auch heute noch schreiben die Behörden in der Regel französisch und ihre Formulare sind meist zweisprachig, französisch und deutsch. Über den Umweg der Stellenanzeigen hat sich jedoch die vom Gesetz nicht vorgesehene Formulierung der

¹ *Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues* veröffentlicht im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial:

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1984/0162702/0162702.pdf>

² „*Il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise.*“ Wenn z.B. Ammon (1995: 398) Deutsch als „eine von drei nationalen Amtssprachen“ bezeichnet, mutet diese Formulierung in den Ohren von Luxemburgern seltsam an.

„drei gebräuchlichen Landessprachen“ („les trois langues usuelles du pays“) eingebürgert.

1.9 Der Luxemburger Sprachenmarkt

Erste soziolinguistische Untersuchungen der Luxemburger Sprachensituation wurden von Fernand Hoffmann, Lehrer am Gymnasium und an der Luxemburger Pädagogischen Hochschule unternommen (z.B. Hoffmann 1979 und 1987) und sind in einem heute noch gültigen Handbuch zusammengefasst (Newton 1996). In der internationalen Fachliteratur wird Luxemburg oft exemplarisch angeführt, etwa von Kloss (1952) als Beispiel einer im Ausbau begriffenen germanischen Kultursprache¹ oder von Clyne (1994) zur Illustration des Diglossiebegriffs. Auch wenn eine Reihe von neueren Übersichtsartikeln erschienen sind (z.B. Weber 1994 oder Gilles/Moulin 2003), so besitzen empirische Arbeiten eher Seltenheitswert.

Berg (1993) steuert soziolinguistische und sprachtypologische Betrachtungen zur luxemburgischen Mehrsprachigkeit bei, während Davis (1994) mit einem ethnographischen Ansatz den schichtspezifischen Umgang mit der Mehrsprachigkeit untersucht, den sie für drei ideal-typische Familien aus Unter-, Mittel- und Oberschicht rekonstruiert. Mit einem diskursanalytischen Ansatz untersucht Horner (2005) den Zusammenhang zwischen Sprache und Identität. Die meisten Untersuchungen jedoch sind von der deutschen Dialektologie und von areallinguistischen Fragestellungen geprägt. Unter dem Titel *Perspektiven einer linguistischen Luxemburgistik* liefern Moulin/Nübling (2006) einen Überblick über neuere hauptsächlich linguistische Arbeiten, während Gilles (1999) den Dialektausgleich im luxemburgischen unter phonetisch-phonologischen Aspekten untersucht.

Die Originalität unserer nachfolgenden Darstellung besteht in ihrem Rückgriff auf die von Bourdieu(2005) entwickelte Theorie des sprachlichen Marktes, die es erlaubt, hinter der Fassade der Luxemburger Mehrsprachigkeit eine originäre einheitliche Sprachkompetenz zu identifizieren, die, in Luxemburg wie in

¹ Sein 1952 erschienenes Buch zur Entwicklung neuer germanischer Kultursprachen, in dem er Luxemburgisch als eine „Halbsprache“ deren Zukunft noch unentschieden ist beschreibt, hatte einen großen Einfluss auf die Luxemburger Linguistik (Kloss 1952: 103-111).

Die Entstehung der Luxemburger Sprache

anderen Staaten, eine wesentliche Rolle in der Reproduktion der Gesellschaft spielt. Denn Sprache dient nicht nur der Kommunikation, sie hat auch eine gesellschaftliche Positionierungsfunktion.

Die über den sprachlichen Austausch vermittelten Beziehungen in der Kommunikation sind immer auch symbolische Machtbeziehungen. Auf dem Hintergrund der Sprachgeschichte des französischen Zentralstaates definiert Bourdieu die Kompetenz der dominanten Gruppe innerhalb eines national vereinheitlichten Marktes als legitime Sprache. Die Beherrschung dieser „für offizielle Räume (Bildungswesen, öffentliche Verwaltungen, politische Institutionen usw.) obligatorischen Staatssprache“ (Bourdieu 2005: 50) garantiert nicht nur symbolische Profite (wie Anerkennung und Prestige) sondern auch ganz reale ökonomische Profite. Ihre Beherrschung ist eine Voraussetzung zur Erlangung schulischer Abschlüsse, die wiederum eine Zugangsbedingung zu gut dotierten Posten darstellen.

Um diese hier nur angedeutete Theorie¹ gewinnbringend auf die Luxemburger plurilinguale Situation anzuwenden, bedarf es einer Erweiterung des Begriffs der legitimen Sprache zur *legitimen multilingualen Sprachkompetenz*. Aufgrund der geschilderten historischen Entwicklung und der beschränkten geographischen und funktionalen Reichweite des Luxemburgischen sind die Sprachen der beiden großen Nachbarn so stark präsent, dass sie, über den Status der Fremdsprache hinaus, Teil einer legitimen multilingualen Sprachkompetenz sind. Diese wird in den folgenden Abschnitten beschrieben.

¹ Vgl. auch Dittmar (1997: 125-129). Eine erste leicht zugängliche Einführung bietet Bourdieu (1993: 91-106; 115-135). Im vorliegenden Zusammenhang sei besonders auf das kultursoziologische Hauptwerk (Bourdieu 1982) und die *Grundlagen einer Theorie der symbolischen Gewalt* (Bourdieu und Passeron 1973) hingewiesen.

2 Soziolinguistische Beschreibung

2.1 Luxemburger Reservesprache

Im Gegensatz zur deutschsprachigen Schweiz, wo sich bislang u.a. wegen der Konkurrenzsituation zwischen den Stadtdialekten von Zürich, Basel und Bern, sowie der schwierigen Verkehrsverhältnisse in der gebirgigen Landschaft kein Standardschwyzerdütsch herausbilden konnte, gibt es in Luxemburg eine allgemeine Umgangssprache, die Engelmann 1910 als erster als Koine bezeichnet hat. Mit dieser Namensgebung unterstellt er, dass sie durch einen Ausgleichsprozess von mehreren Lokaldialekten entstanden ist, führt dann aber aus, dass es sich „im Großen und Ganzen“ um die „Alltagssprache“ der Einwohner des nördlich der Landeshauptstadt gelegenen Alzette-Tals von Eich bis Ettelbrück (eine Strecke von ca. 25 Kilometer) handelt.¹ Die Bezeichnung Koine hat sich in der Luxemburger Linguistik, die ihr Augenmerk vorzugsweise auf diatopische Unterschiede richtet, eingebürgert. Wir wollen jedoch den von Engelmann auch benutzten Begriff der Reservesprache in den Vordergrund rücken, weil dadurch, unabhängig von der Frage ihrer Genese, ihre Funktion als Umgangssprache betont wird. Auch wenn das eigentliche Anliegen Engelmanns die Untersuchung des Vokalismus eines nördlichen Stadtdialektes war, so hat er dieser eine längere soziolinguistische Überlegung *avant la lettre* vorausgeschickt, in der er die Funktionen einer allgemeinen Luxemburger Verkehrssprache genau beschreibt. Sie ist sowohl lokaler Dialekt – Engelmann sagt Alltagssprache – eines zentralen Gebietes des Landes als auch Umgangssprache – Engelmann sagt Reservesprache – für alle Anderen:

„Als *reservesprache* wird sie von allen gebraucht, die sich im gewöhnlichen ihres lokaldialektes bedienen, aber auf reisen, oder in gesellschaft andersredender nicht dadurch auffallen wollen; natürlich mit denselben und noch größeren abstufungen und unbewußten rückfällen in den dialekt, wie diejenigen, die sie als alltagssprache reden.“ Wer im Alltag sozusagen von Amtswegen darauf angewiesen ist, nicht aufzufallen, wird Luxemburgisch als Alltagssprache übernehmen, so „die beamten und geschäftsleute

¹ Welche Regionaldialekte dabei beteiligt sind und wie dieser Prozess verlaufen ist, ist der Gegenstand der sogenannten *Koine-Debatte* (siehe Gilles 2000).

Soziolinguistische Beschreibung

aus allen teilen des landes, die ihre heimat verlassen und ihren lokaldialekt aufgegeben haben.“ Dabei haben sie mehr „das bestreben, (ihre) dialektpartikularitäten zu vermeiden, als eine bestimmte sprache zu sprechen.“ Engelman unterstreicht das Fehlen einer „positiven Norm“, betont aber gleichzeitig, dass diese Reservesprache die „Sprache der Gebildeten“ ist. (Engelmann 1910: 12)

Diese Beschreibung aus dem Jahre 1910 entspricht der ursprünglichen Diglossiedefinition von Ferguson: die regionalen Varietäten sind die Low-Varieties und die Reservesprache ist die High-Variety ein und derselben luxemburgischen Sprachen und stellen so eine „innerluxemburgische Diglossie“ dar.

In diesem Vereinheitlichungsprozess spielt die Literatur eine zunehmende Rolle. Erst seit Mitte der 1980er Jahre entsteht eine ernstzunehmende literarische Produktion in Luxemburger Sprache¹ mit u.a. Roger Manderscheid und Guy Rewenig, der ab 1984 als erster freier Schriftsteller in Luxemburg arbeitet. Eine besonders nachhaltige Wirkung auf das Sprachempfinden werden wohl Kinderbücher in Luxemburger Sprache (teilweise Übersetzungen) haben, die die Bestsellerlisten anführen. Hinzu kommt die seit der Mitte der 1990er Jahre sprunghaft angestiegene Zahl der audio-visuellen Medien in Luxemburger Sprache.² Man darf annehmen, dass besonders durch letztere die Standardisierung der allgemeinen Luxemburger Umgangssprache weiter fortschreitet.

Gegenläufig zu diesem allgemeinen Trend erleben jedoch, in den letzten Jahren, die am stärksten stigmatisierten regionalen

¹ Diese Bemerkung will keine qualitative Abwertung der früheren Literatur, sondern eine objektive quantitative Feststellung über die literarische Produktion überhaupt sein, die bis zu diesem Zeitpunkt hauptsächlich als Steckenpferd betrieben wurde. Siehe den Internetauftritt des 1986 gegründeten Schriftstellerverbandes (www.lsv.lu) und das Internetlexikon der Luxemburger Autoren am Nationalen Literatur Zentrum: <http://www.cnl.public.lu/auteurs/index.html>

² Ein tägliches Fernsehprogramm gibt es erst seit 1991, einen öffentlich-rechtlichen Rundfunksender seit 1993. Während im Norden des Landes das Dorftheater noch immer einen gewissen Stellenwert besitzt und das populäre Theaterangebot in den urbane Zentren erweitert wurde, hat sich daneben auf den kulturell legitimierten Bühnen, besonders des *Théâtre national du Luxembourg*, eine neue luxemburgische Theaterproduktion etabliert (z.B. Becket in luxemburgischer Übersetzung, zweisprachige deutsch-luxemburgische Hamletaufführung in der Übertragung von Heiner Müller und Guy Rewenig).

Varietäten, besonders des Nordens, des Öslings,¹ eine gewisse Renaissance, in der sich der Widerstand gegen die wirtschaftliche Zentralisierung und das immer stärker werdende Übergewicht der Hauptstadt und derer Randgemeinden artikuliert.

Politiker aus den kleinen, ländlich geprägten Wahlbezirken können ihre regionale, ja lokale, Verankerung durch den Rückgriff auf eine geographische Varietät des Luxemburgischen zum Ausdruck bringen und sie tun dies nicht nur in lokalen Wählerversammlungen, sondern in letzter Zeit häufiger auch in den nationalen Medien und im Parlament. So macht die aus dem Ösling stammende Familienministerin in einer offensiven Weise Gebrauch von ihrer in den Ohren der Stadtluxemburger hinterwäldlerisch klingenden Mundart und nimmt dafür den spöttischen Vorwurf des *Feierkrop*, der einzigen luxemburgischen Satirezeitschrift, in Kauf, sich einer „tibetanischen Sprache“ zu bedienen.

Zur Zeit der nationalsozialistischen Besatzung wollte Ruth (1942: 128), aus durchsichtigen Gründen, in den zahlreichen französischen Elementen der Luxemburger Sprache „eine Modetorheit, einen äußeren Firnis, hinter dem durchweg eine unerschütterte deutsche Sprachbestimmtheit lebendig (ist)“, sehen. Doch diese oft alten, teilweise über lothringische und wallonische Dialekte importierten Entlehnungen sind ein konstitutiver Bestandteil der Luxemburger Sprache, wie die Autoren des *Dictionnaire étymologique des éléments français du Luxembourgeois* feststellen:

Eine der Charakteristiken des Luxemburgischen besteht darin, dass die linguistischen Stimulanzien, die vom Französischen und Deutschen ausgehen, von ihm aufgenommen, angepasst, verarbeitet und oft gemischt werden, so dass eine einmalige Verbindung entsteht, typische luxemburgische Ausdrücke, die man nicht in ihre deutschen und französischen Elemente zerlegen kann ohne dem Genius der Sprache Gewalt anzutun. Das Luxemburgische ist die germanische Sprache, mit dem höchst-

¹ Die unterschiedliche Stigmatisierung einzelner Landschaftsmundarten erklärt Hoffmann (1979: 125) nicht nur durch lautliche, sondern auch durch sozio-ökonomische Faktoren (so sei z.B. der Dialekt von Echternach, der vormals zweitgrößten Stadt des Landes mit einem alteingesessenen Kleinbürgertum, weniger stigmatisiert als der des lange Zeit wirtschaftlich unterentwickelten Nordens des Landes).

Soziolinguistische Beschreibung

ten Prozentsatz an romanischen Elementen. (Bender-Berland/Kramer/Reisdoerfer 2003: VI, unsere Übersetzung)

Diese Existenzbedingungen einer kleinen, nur wenig kodifizierten Sprache, im permanenten Kontakt mit zwei großen Nachbarsprachen mögen Puristen als Bedrohung empfinden. In Wirklichkeit sind sie Voraussetzung sprachlicher Kreativität und Quelle vielschichtiger stilistischer Variationsmöglichkeiten (Lulling 2002).

„Die Möglichkeit, den letzebuergeschen Wortschatz ad hoc und ohne Restriktionen mit lexikalischen Elementen aus dem Französischen und dem Deutschen zu ergänzen, bedeutet natürlich gleichzeitig, daß es einer eigenen Wortschatzerweiterungsstrategie des Letzebuergeschen nicht bedarf. Man kann heute über jedes beliebige Thema reden (...), ohne im lexikalischen Bereich auf Lücken zu stoßen: Ein hilfreiches französisches oder deutsches Wort ist immer zur Stelle, und auf welche Möglichkeit die Wahl fällt, hängt von sozio- und pragmalinguistischen Umständen ab, nicht aber von sprachstrukturellen Gegebenheiten.“ (Kramer 1994: 402)

Es gibt bis heute keine allgemein anerkannte Normierungsinstanz,¹ aber trotzdem existieren eine Gewohnheitsnorm und ein „allgemeines Sprachempfinden“ für Korrektheit und soziale Wertigkeit der verschiedenen Sprachstile. Auch wenn die Entlehnung einzelner Wörter, Redewendungen oder gar ganzer Satzteile aus dem Französischen in der formellen Sprache² öfter vorkommen mag als in der Alltagssprache, so kann man nicht sagen, dass französische Entlehnungen systematisch als „vornehmer“ empfunden werden. Falsch gebraucht, erscheinen sie affektiert oder sogar lächerlich und dienten bereits in den ersten Mundartstücken von Dicks zum Karikieren von Aufsteigerfiguren.

¹ Die Betonung liegt auf anerkannt, denn seit 1998 gibt es den oben erwähnten *Conseil Permanent de la Langue Luxembourgeoise*, dessen Aufgaben Studium, Beschreibung und Verbreitung der Luxemburger Sprache sind, dessen Arbeit (z.B. ein neues Wörterbuch, das wissenschaftlichen Standards gerecht wird zu editieren) jedoch wegen fehlender Mittel nur schleppend vorankommt und in der Öffentlichkeit kaum wahrgenommen wird. In jüngster Zeit erschienen verschiedene Grammatiken wie Schanen (2004) und eine Vielzahl an didaktischem Material zur Erlernung des Luxemburgischen als Fremdsprache (siehe auch Moulin 2006).

² Ein beliebter Untersuchungsgegenstand für Interferenzen und Code-switching stellen die Parlamentsdebatten dar (Krier 1999). Eine Diskussion der Interferenzen zwischen den verschiedenen Sprachen findet sich in Fehlen (2002: 82-89).

Diglossie und Bilingualismus?

Ein anderes Missverständnis besteht darin, Luxemburgisch als Nähesprache einzustufen und somit zu übersehen, dass Registerunterschiede einen formalen Stil ermöglichen. In einer innerluxemburgischen Sprechsituation werden die Sprecher, wenn sie sich nicht kennen und egal wie verschieden ihr sozialer Status ist, nie eine andere Sprache benutzen. Sollte ein Hinzu-kommender jedoch aus irgendeinem Grund als Ausländer identifiziert werden, wird der Einheimische in der Regel auf das Französische oder Deutsche ausweichen.

2.2 Diglossie und Bilingualismus?

Fishman hat das Diglossiekonzept auf Gesellschaften, in denen zwei Sprachen koexistieren, ausgedehnt und schon früh wurde die Luxemburger Sprachensituation als Diglossie mit Bilingualismus beschrieben (Verdoodt 1968). Hierauf antwortet Hoffmann (1979: 121) mit einer Differenzierung:

Mit Bilingualismus darf „das Verhältnis Lëtzebuergesch-Hochdeutsch“ charakterisiert werden, aber „hinsichtlich des Französischen muß bemerkt werden, daß dessen Beherrschung sehr stark je nach dem Bildungsgrad variiert, so daß der Begriff der Fähigkeit, eine unendliche Anzahl von korrekten Sätzen zu bilden, dahingehend eingeeengt werden muß, daß es sich um lexikalisch, morphologisch und syntaktisch einfache Sätze handelt. Zudem muß die im Vergleich zur deutschen Situation völlig andersgeartete Stellung des Hochdeutschen in Luxemburg in Betracht gezogen werden. Seine Rolle ist insofern eine andere, als die Verwendung als überregionale Umgangssprache (Standarddeutsch) im mündlichen Sprachverkehr in Luxemburg von einer lëtzebuergesch Koinè übernommen wird und nicht vom Standarddeutschen. So kommt es zwischen Luxemburgern, die miteinander sprechen, in der Praxis so gut wie nie zum "Code-switching" ins Hochdeutsche oder Französische. So gesehen, kommen Diglossie und Bilingualismus in der innerluxemburgischen mündlichen Kommunikation gar nicht vor.“

Bevor wir diese Aussage mit unserem eigenen Modell einer verschachtelten Diglossie relativieren können, müssen wir den Sprachgebrauch weiter untersuchen.

Seit Reimen (1965) das erste Mal Fishman's Frage *who speaks what language to whom and when?* beantwortet hatte, werden regelmäßig die Domänen des Luxemburgischen untersucht und man kann Bergs Feststellung (1993: 82), dass „in dem Maße, in dem Lëtzebuergesch eine permanente Ausweitung seiner funk-

Soziolinguistische Beschreibung

tionellen und ideellen Verwendungsmöglichkeiten erlebt, für die deutsche Sprache die Entwicklung eindeutig regressiv (verläuft)“ nur teilen. Seine Aussage, dass sich „an der Verwendung der französischen Sprache im Laufe der Zeit kaum etwas geändert“ hat, erscheint heute nicht mehr aufrechtzuerhalten. Die Domänen, in denen Französisch gesprochen werden „muss“, d.h. eine implizite gesellschaftliche Norm dies vorschreibt, haben seither immer weiter abgenommen. Sogar offizielle Reden werden heute praktisch immer auf Luxemburgisch gehalten. Selbst in Anwesenheit von ausländischen Gästen wird man, je nach Kontext,¹ auf eine (Simultan)übersetzung für diese zurückgreifen, nachdem man in einer formalen Einführung bewiesen hat, dass man die Sprache Molières beherrscht. Wenn man von schulischen Situationen und dem Gerichtswesen² absieht, beschränkt der mündliche Gebrauch des Französischen sich heute praktisch auf den Umgang mit sprachlich nicht integrierten Ausländern. Weil deren Präsenz in der Arbeitswelt, besonders in Handel und Gaststättengewerbe, allerdings stark zugenommen hat (s.u.), kommt es zu einer Banalisierung des Französischsprechens. Da jedoch dessen Beherrschung für Luxemburger eindeutig mit dem Bildungsniveau und der sozialen Stellung korreliert, wird für manchen von ihnen der Einkauf eines *Croissant* zum sozialen Offenbarungseid: Man könnte durchaus mit der Bedienung kommunizieren, aber man schämt sich vor den eigenen Landsleuten in der Warteschlange.³ Für Gebildete gilt auch weiterhin Hoffmanns Feststellung (1979: 124):

„Wer einigermaßen fließend und korrekt französisch spricht, läßt es sich nicht nehmen, seine Französischkompetenz, wenn sich eine Gelegenheit bietet, ins gebührende Licht zu rücken.“

Die Beziehung zum Deutschen jedoch ist eine ganz andere, wie Kramer (1984: 210) richtig beobachtet:

¹ Bei kulturellen Anlässen wird eher französisch, bei allgemein politischen eher luxemburgisch benutzt werden. Bei Arbeitssitzungen ersetzt das Englische immer mehr das Französische.

² Da die Gesetzessprache französisch ist, sind praktisch alle Schriftstücke genauso wie Plädoyers, mündliche Urteilsbegründungen, Formalia usw. in dieser Sprache. Zeugenaussagen und Vernehmungen erfolgen jedoch bei Luxemburgern auf Luxemburgisch. Wenn der Zeuge nicht einer der drei Landessprachen mächtig ist, wird ein Übersetzer hinzugezogen. Polizeiprotokolle werden allerdings in deutscher Sprache erstellt.

³ Roth (2005) schildert wie ein Kunde in einem Kleidergeschäft Reißaus nimmt, weil er Französisch reden muss.

„Während man beim Französischen eine möglichst 'unauffällige', d.h. wenig vom Pariser Modell abweichende Sprachform anstrebt, das höchste Ziel also darin besteht, nicht mehr als Luxemburger 'aufzufallen', ist beim Deutschen vielmehr besonders attraktiv, sich durch Verwendung vieler französischer und letzeburgerischer Elemente vom Durchschnittsdeutsch abzuheben und Eigenständigkeit deutlich zu machen.“¹

Hoffmanns oben zitierte Feststellung, dass „Diglossie und Bilingualismus in der innerluxemburgischen mündlichen Kommunikation gar nicht vor(kommen)“, ist immer noch gültig, wenn man die Betonung auf *innerluxemburgisch* legt und sich gleichzeitig bewusst ist, dass diese Kommunikationssituation zumindest im öffentlichen Raum immer seltener vorkommt. Deshalb scheint es sinnvoller im Sprechsprachlichen, von Diglossie mit einer latenten oder virtuellen Mehrsprachigkeit zu reden, bei der Französisch und Deutsch verschiedene Funktionen zukommen.

2.3 Mediale Diglossie

In der deutschen Schweiz wird in allen Schichten Schwyzerdütsch im professionellen und privaten Bereich geredet, als Ausdruck der Nähe, Spontaneität und vor allem des Wir-Gefühls. Es gibt keinen Prestigeunterschied zwischen Schwyzerdütsch und Schriftdeutsch und die Wahl zwischen beiden ist eine rein funktionale: man spricht Schwyzertütsch und man schreibt Schriftdeutsch.² Dies wird als mediale Diglossie bezeichnet. Die Luxemburger Situation unterscheidet sich von der deutschschweizerischen in zwei wesentlichen Punkten:

1) In der deutschen Schweiz gibt es zwar kein Kontinuum zwischen Dialekt und Hochsprache, aber „im Sprachbewusstsein der Mehrheit der Sprecher ist Standarddeutsch keine Fremdsprache“ (Hägi/Scharloth 2005).³ Demgegenüber wird in Lu-

¹ Wir zitieren nach Berg (1993: 140), der diese Behauptung fragwürdig findet und Belege dafür einfordert.

² Die Wirklichkeit ist komplexer, da es Sprechsituationen gibt, in denen beide Varietäten in Konkurrenz stehen (z.B. landesweite Medien, Schulen usw.) und Schreibproduktionen (z.B. Familienanzeigen), in denen der Dialekt gebraucht wird.

³ *Ist Standarddeutsch für Deutschschweizer eine Fremdsprache?* Lautet der Titel des Aufsatzes, in dem Hägi/Scharloth (2005) sich bemühen eine nuancierte Antwort auf diese Frage zu liefern. Da wir die Schweiz nur als kontrastives Beispiel zu Luxemburg benutzen, genügt es uns festzustellen, dass die Frage sich für das Sprachempfinden der Luxemburg nicht stellt.

Soziolinguistische Beschreibung

xemburg Deutsch eindeutig als Fremdsprache empfunden, als die Sprache des großen deutschen Nachbarn, zu dem auch die jungen Generationen noch ein sehr ambivalentes Verhältnis haben. Je niedriger der Bildungsgrad desto größer bei Luxemburgern die Wahrscheinlichkeit über die Medien (Fernsehen, Bild-Zeitung) an der deutschen (Populär-)kultur teilzunehmen, ohne dafür im gleichen Masse die traditionell anti-deutschen Gefühle abzulegen.

2) Im Gegensatz zur deutschsprachigen Schweiz steht Deutsch mit dem Französischen in einem Konkurrenzverhältnis und zwischen beiden gibt es eine klare funktionale Trennung und ein eindeutiges Prestigegefälle: das Französische wird für formelle, juristische und kulturelle Texte verwendet und das Deutsche für Gebrauchstexte.

Im historischen Teil haben wir gesehen, wie im Bewusstsein der Luxemburger aus „unser“ Deutsch eine eigene Sprache geworden ist. Da dieser Prozess weitgehend unbewusst und ohne begleitende sprachenplanerische Maßnahmen abgelaufen ist, kam es zu einer Ungleichzeitigkeit des Ausbauprozesses in den schriftsprachlichen und sprechsprachlichen Domänen. Da die Alphabetisierung in Deutsch erfolgt, ist dieses auch heute noch die eigentliche Schriftsprache der Luxemburger. Gering Gebildete, die nie die Möglichkeit hatten in den höheren Gymnasialklassen Deutsch als Kultursprache kennen zu lernen, betrachten es als ihre erste schriftliche Gebrauchssprache, quasi als geschriebenes Luxemburgisch. Dies erklärt, weshalb 1945, trotz der absoluten Ablehnung alles Deutschen, die Presse weiterhin auf deutsch erschien. Noch heute finden sich Indizien für diese Haltung:

Wenn man weiß, dass im redaktionellen Teil der Zeitungen praktisch kein Luxemburgisch verwendet wird,¹ mutet es seltsam an, dass 7% der Leser (gar 10% der Leser mit Grundschulausbildung) behaupten, Zeitungen hauptsächlich in Luxemburger Sprache zu lesen. Die Subsumierung des Zeitungsdeutschen unter das Luxemburgische wird dadurch unterstützt, dass in

¹ Berg (1993: 45) liefert eine Tabelle nach Rubriken geordnet. Luxemburgisch hat seither außer in Familienanzeigen, in denen es heute fast ausschließlich verwendet wird, hauptsächlich in Leserbriefen und Glossen zugenommen. Es bleibt total abwesend in der Auslands-, Inlands- und Sportrubrik.

manchen Beiträgen, besonders zur Innenpolitik, deutsche Texte mit luxemburgischen Titeln und Zwischentiteln versehen sind.

Wenn man von Blättern absieht, die sich an die ausländische Wohnbevölkerung richten, sind luxemburgische Zeitungen und Zeitschriften hauptsächlich in deutscher Sprache geschrieben. Auch verwenden subalterne Beamte in ihrem Schriftverkehr eher Deutsch als Schriftsprache während offizielle Verlautbarungen sowie Formulare in der Regel zweisprachig, französisch-deutsch, verfasst sind. Von daher ist deutsch die meist geschriebene und damit „nützlichste“ Sprache Luxemburgs und dennoch kam es bei der schon erwähnten Repräsentativumfrage, in der auch die Einstellung zu den vier häufigsten Sprachen gemessen werden sollte, zu einem paradoxen Ergebnis.

Deutsch wird von den Luxemburgern nicht nur als die altmodischste, hässlichste und grobschlächtigste der vier Sprachen angesehen, auf einer Zehner-Skala von nützlich bis überflüssig schneidet es auch am schlechtesten ab.¹ Am nützlichsten seien Französisch und Englisch mit je 1,7; gefolgt von Luxemburgisch (2,1) und Deutsch (2,5).

Auf einer Skala von schön (1) bis hässlich (10) bekommen die vier Sprachen folgende Bewertung: Französisch wurde von 1044 befragten Luxemburger als die schönste Sprache (Mittelwert 2,1) angesehen, gefolgt von Luxemburgisch (2,5) und Englisch 2,8. Deutsch schnitt am schlechtesten ab (mit einem Mittelwert von 4), dabei fällt auf, dass mit zunehmender Schulbildung Deutsch als hässlicher empfunden wird (Primärschulabschluss 3,1, universitärer Abschluss 4,4). Lehrer (mit 4,7) haben ein besonders schlechtes Bild vom Deutschen.

Obwohl es nicht in der Schule unterrichtet wird, nimmt der schriftsprachliche Gebrauch des Luxemburgischen zu. Auch in der Privatkorrespondenz und dies besonders bei jüngeren und gebildeten Luxemburgern, während weniger gebildete deutsch bevorzugen. Die Lehrer nehmen eine Vorreiterstellung ein und schreiben heute in der Primärschule auch ihre Mitteilungen an Eltern auf luxemburgisch und, wenn zweisprachig, dann immer mehr luxemburgisch-französisch.

¹ Einschränkend muss eingestanden werden, dass eine explizite Frage nach der Schriftsprache vielleicht ein anderes Ergebnis ergeben hätte.

Soziolinguistische Beschreibung

40% der Luxemburger behaupten, ihre private Korrespondenz hauptsächlich auf Luxemburgisch zu erledigen, gefolgt von 35% auf französisch und auf deutsch 22%. Dass ein profunder Wechsel stattgefunden hat, zeigt die Aufschlüsselung nach Alter. In der jüngsten Altersgruppe der unter 25-jährigen behaupten 67% Luxemburgisch zu schreiben, während das Französische auf 22% und das Deutsche auf 6% fallen.¹ Nimmt man die Akademiker aus, die dezidiert dem Französischen treu bleiben, so steigt die Tendenz luxemburgisch zu schreiben mit zunehmender Bildung. Die Lehrer sind mit 63% die Berufsgruppe, die ihre Privatkorrespondenz am ehesten auf Luxemburgisch schreibt, die ungelerten Arbeiter bilden das andere Extrem (mit 23% Luxemburgisch und 52% Deutsch).

In seiner Außendarstellung benutzt der Luxemburger Staat, der Mitglied der Gemeinschaft der französischsprachigen Staaten ist und regelmäßig an deren Gipfel teilnimmt, französisch. Deutsch wird nur im bilateralen Verkehr mit deutschsprachigen Staaten gebraucht. Ausdruck der ambivalenten Beziehung zur deutschen Sprache ist die indifferente Haltung des Erziehungsministeriums gegenüber der deutschen Rechtschreibreform. Es hat sich als nicht zuständig für eine Mitarbeit an der zwischenstaatlichen Kommission erklärt und die Wiener Absichtserklärung von 1996, anders als zum Beispiel der weniger betroffene belgische Nachbar, der allerdings eine offizielle deutsche Sprachminderheit hat, nicht unterschrieben, weil – so die zuständige Ministerin – Luxemburg nicht deutschsprachig sei.² Dass Deutsch faktisch eine Amtssprache ist, fällt ihr als Argument nicht ein. Dass es Unterrichtssprache ist, reicht ihr zur Teilnahme am Reformprozess nicht aus.³ Es gibt kein Bewusstsein für die Existenz eines „luxemburgischen Deutsch“, selbst systematische Abweichungen vom Standard werden nur als Fehler und nicht als eine besondere nationale Varietät aufgefasst.

¹ Das ganze Ausmaß des Wandels wird im Vergleich mit den Zahlen der über 65-jährigen deutlich: L 27%; F 43% und D 27%.

² Question 459 (3.7.96) concernant l'introduction de la réforme de l'orthographe. Von den vier parlamentarischen Anfragen zu diesem Thema waren drei auf Französisch formuliert.

³ Das Ministerium wird nur einen Rundbrief („circulaire ministérielle du 20.3.1997) an die Schulen schicken, um die Modalitäten der „selbstverständlichen“ Übernahme der Reform zu regeln.

Die legitime multilinguale sprachliche Kompetenz

Ammon (1995: 401) schreibt: „Wie bei allen Halbzentren bewegt sich die nationale Varietät des Deutschen in Luxemburg ganz überwiegend auf der Ebene des Gebrauchsstandard.“ (401) „Bedeutsam für die Ausbildung nationaler Besonderheiten des luxemburgischen Deutsch sind offenbar die Zeitungen.“ (400) Sicher gibt es in dem im Großherzogtum geschriebenen Deutsch Luxemburgismen,¹ die oft Entlehnungen aus dem Französischen sind und im Duden, sofern sie vorkommen, meist als schweizerisch (z.B. *Camion* für *LKW*), veraltet (z.B. *Kommis* für *kleiner Angestellte*) oder bildungssprachlich (z.B. *distinguiert*) gekennzeichnet sind. Andere fehlen (z.B. *Privatbeamter* für *Angestellten*) ganz. Von diesen die Lexik betreffenden Besonderheiten abgesehen werden die vielen Interferenzen zwischen Deutsch und Luxemburgisch, die Luxemburger beim Sprechen und Schreiben wegen der großen Nähe der beiden Sprachen in beide Richtungen machen, meist als zu vermeidende persönliche Fehlleistungen angesehen (Berg 1993: 134-144). Doch es gibt weder interne noch externe² Anstrengung einer Normierung.

2.4 Die legitime multilinguale sprachliche Kompetenz

Zusammenfassend muss man feststellen, dass der Begriff der medialen Diglossie die Luxemburger Verhältnisse nur dann richtig beschreibt, wenn eine falsche Dichotomisierung (L gesprochen vs. F + D geschrieben) vermieden wird. In einer essentiell tripolaren Situation stellt der Begriff einen Ausweg aus einer etwas unbeholfenen Anwendung des Diglossie-Begriffs in der Fishman'schen-Definition dar, die zum nichts sagenden Konzept der „Tetraglossie mit Tetralingualismus“ führt.³

¹ Ammon (1995: 403-404) zählt knapp 100 „Luciburgismen“ auf.

² Ein bescheidener Beitrag in der Duden-Sonderreihe zu den Besonderheiten der deutschen Schriftsprache im Ausland aus dem Jahre 1964 hat keinen Eingang in das Wörterbuch gefunden.

³ Hoffmann spricht meistens von „Triglossie und Trilingualismus“ benutzt aber auch „Tetraglossie mit Tetralingualismus“ (z.B. Hoffmann 1984), wenn er die regionalen Varietäten der luxemburgischen Sprache betonen will.

Soziolinguistische Beschreibung

		Mediale Diglossie	
		Sprechen	Schreiben
High	Luxemburgisch (bei Bedarf weitere Sprachen)	Französisch	
Low	regionale Varietäten des Luxemburgischen	Deutsch <-> Luxemburgisch	

Die Kombination beider Sichtweisen erlaubt es jedoch, die Luxemburger Sprachensituation als eine verschachtelte Diglossie zu beschreiben, wie sie sich im Schema darstellt.¹ Damit kann auch die legitime Sprache, jene „theoretische Norm, an der objektiv alle Sprachpraxen gemessen werden“ (Bourdieu 2005: 50), beschrieben werden. Sie beinhaltet im Geltungsbereich des Luxemburger nationalen Sprachenmarktes nicht nur die Beherrschung von Luxemburgisch, Französisch und Deutsch, den „drei gebräuchlichen Landessprachen“, sowie Englisch als erster wirklicher Fremdsprache, sondern auch einen sprachlichen Habitus,² der weiß, in welcher Situation, welche Sprache, in welcher Varietät zu benutzen ist.

a) Die legitime Kompetenz setzt als erstes eine gute Beherrschung des Luxemburgischen voraus, in der Variante der Zentralregion mit zahlreichen Anleihen beim Französischen. Diese Anleihen sollen signalisieren, dass der Sprecher auch gut mit der französischen Sprache vertraut ist und über profunde Sachkenntnisse auf Gebieten verfügt, für die das Luxemburgische kein Vokabular besitzt.

b) Als zweites ist die solide Kenntnis eines schulmäßigen Französisch, vor allem in Schrift aber auch in Wort erforderlich, wobei der Austausch über alltägliche Dinge nicht unbedingt die Stärke dieser ritualisierten, am klassischen Bildungskanon orientierten Varietät des Französischen ist.

¹ Dieses Schema ist die vereinfachte Darstellung einer Situation, die in den letzten Jahren einen tiefgreifenden Wandel erfahren hat. Siehe dazu im zweiten Teil: 12.1.d.

² Der Habitus, ein zentrales Konzept von Bourdieus Soziologie, stellt die Brücke „zwischen den handelnden Subjekten, ihren Intentionen und Vorstellungen einerseits und den Institutionen, kulturellen Traditionen und ökonomischen Zwängen der Gesellschaft“ dar. „Er bezeichnet die spontane, nicht reflexive Fähigkeit des ‚sozialisierten Körpers‘ seine soziale Umwelt in sich aufzunehmen und gleichzeitig verändernd in ihr zu wirken“ (Raphael 2004: 266).

Ein larvierter Sprachenkonflikt

c) Die Kenntnis des Deutschen wird vorausgesetzt, eine zu korrekte Beherrschung dieser Sprache ist jedoch nicht gern gesehen. Im Alltag dient Deutsch hauptsächlich dazu, das in luxemburgischer Sprache Gedachte oder Gesprochene schriftlich festzuhalten. Die Unbefangenheit, mit der viele Luxemburger die deutsche Sprache behandeln, steht dabei im Kontrast zur verkrampften Überkorrektheit im Umgang mit der französischen Sprache.

In dieser Norm ist auch gleichzeitig ihre Genese, die Emanzipation der Nationalsprache aus dem Gefüge der deutschen Mundarten, sowie die historisch erlebte Ohnmacht gegenüber internationalen Machtkonstellationen und das Wissen von der geringen Reichweite des Luxemburgischen und die damit verbundene notwendige Unterlegenheit gegenüber großen Kultursprachen aufgehoben. D.h. der gebildete Luxemburger wird seine Sprache gering schätzen und ihren Gebrauchswert herunterspielen. Ihren hohen Identitätswert wird er durch die Betonung seiner Mehrsprachigkeit, in der er auch einen konstitutiven Bestandteil der Luxemburger Identität sieht, relativieren.

Die hier skizzierte legitime multilinguale Sprachkompetenz befindet sich auf Grund eines Modernisierungs- und Wachstumsschubs, der Luxemburg an die Spitze der weltweiten BIP pro Kopf Statistik katapultiert hat, in einem tief greifenden Wandel, dessen Ergebnis noch nicht abzusehen ist.

2.5 Ein larvierter Sprachenkonflikt

„Die Entstehung eines Sprachenmarktes schafft die Voraussetzungen für die objektive Konkurrenz, in der und durch die die legitime Sprachkompetenz als sprachliches Kapital fungieren kann, das bei jedem sozialen Austausch einen Distinktionsprofit abwirft“ (Bourdieu 2005: 61). Dabei hängt der Wert dieses Kapitals hauptsächlich, wie auch am Luxemburger Beispiel gut ersichtlich, von der Seltenheit der Produkte (und der entsprechenden Kompetenzen) ab sowie von deren Bewertung, die keineswegs ein für allemal feststeht oder gar aus objektiven ahistorischen Bedingungen (der natürlichen Eleganz und Überlegenheit einer stilvollen Sprache) abgeleitet werden kann, sondern einer permanenten Infragestellung unterworfen ist. „Der Wert der Sprachkompetenz lässt sich nur erhalten, wenn der Markt, das heißt die Gesamtheit der politischen und gesell-

Soziolinguistische Beschreibung

schaftlichen Produktionsverhältnisse der Produzenten-Konsumenten erhalten bleibt“ (Bourdieu 2005: 63). Diese Reproduktion geschieht hauptsächlich über das nationale Bildungssystem. Von daher erklärt sich die politische Umstrittenheit von eigentlich technischen Änderungen, wie etwa die deutsche Rechtschreibreform oder im mehrsprachigen Kontext Luxemburgs, die Umgewichtung der Unterrichtsstundenzahl zwischen den einzelnen Sprachen, die sofort als Bedrohung des Prestige-Gleichgewichts zwischen diesen aufgefasst wird. Dies erklärt auch die oben beschriebene Trägheit bei der Verabschiedung des Sprachengesetzes und vor allem dessen fehlende konkrete Umsetzungsbestimmungen. Die allgemeine Aufwertung des Luxemburgischen durch Normierung und Grammatikalisierung stößt auf den Widerstand jener Bildungsbürger, für die diese Änderung „nicht denkbar“ ist, weil sie eine Abwertung des von ihnen erworbenen sprachlichen Kapitals beinhaltet.

2.6 Das Einüben der legitimen Sprache

Die Luxemburger waren bis vor kurzem sehr stolz auf ihr Bildungssystem und auf ihre großen Fremdsprachenkenntnisse. Doch durch die steigende Arbeitslosenzahl (bei gleichzeitigem Ansteigen der Erwerbsbevölkerung), das katastrophale Abschneiden bei der ersten PISA-Studie¹ und die im europäischen Vergleich hohe Zahl von Schulabgängern ohne Abschlusszeugnis wurde dessen Effizienz in Frage gestellt und die Durchsetzung der legitimen multilingualen Kompetenz als *hidden curriculum* erscheint als das eigentliche Ziel der Luxemburger Schule. Dies erklärt auch das Paradoxon, dass Kinder aus romanophonen Familien in einem Schulsystem, das die perfekte Beherrschung des Französischen zu seinem Hauptlernziel macht, stark benachteiligt sind.

Im ersten Schuljahr erfolgt die Alphabetisierung in Deutsch, im zweiten Schuljahr kommt Französisch als zweite Fremdsprache hinzu. Luxemburgisch ist zwar zunächst als mündliche Unterrichtssprache erlaubt, soll aber progressiv während der sechs Jahre dauernden Primärschule durch die beiden Fremdsprachen ersetzt werden. Die Kinder der romanophonen Immigranten tun

¹ Luxemburg lag bei der Lesekompetenz an drittletzter Stelle vor Mexiko und Brasilien und weit hinter allen EU-Ländern.

Das Einüben der legitimen Sprache

sich schwer mit einer auf die Luxemburger Kinder zugeschnittenen Alphabetisierung in deutscher Sprache. Während Luxemburger Kinder leicht Deutsch lernen – schon immer wegen der Nähe des Luxemburgischen zum Deutschen und heute zusätzlich wegen der beim Schauen deutscher Kinderprogramme erworbenen Kompetenzen – haben sie jedoch oft Schwierigkeiten mit Französisch. Dieses wird als Fremdsprache in einem stark auf formale Beherrschung der Grammatik und der Schriftsprache ausgerichteten Unterricht vermittelt, so dass die bessere umgangssprachliche Kompetenz frankophoner Kinder kaum zum Tragen kommt.

Nach der gemeinsamen Primärschule setzen die Schüler ihre Ausbildung in einer zweigliedrigen Sekundarstufe fort. Das *Lycée*, das auf Allgemeinbildung setzt, und das *Lycée Technique*, das berufsorientiert ist. In dem siebenjährigen Curriculum des allgemeinbildenden Gymnasiums taucht das Luxemburgische als Fach nur mit einer einzigen Wochenstunde in der ersten Klasse auf,¹ als Unterrichtssprache soll es, wenn man von wenigen Ausnahmen absieht (z.B. Religions- oder Zeichenunterricht), nicht verwendet werden. Somit kann Weber (2000) zu Recht schreiben, dass Luxemburg wahrscheinlich das einzige Land ist, das seine Nationalsprache zumindest im Gymnasium „virtuell verbietet“. Im Gymnasium wird Deutsch als Unterrichtssprache durch das Französische progressiv abgelöst, das in den höheren Klassen, mit Ausnahme der Fächer Deutsch und Englisch, zur alleinigen Unterrichtssprache wird.

Auch wenn es keine empirische Erhebung dazu gibt, ist allgemein bekannt, dass das Luxemburgische die Klassensäle durch die Hintertür und gegen die offiziellen Curricula erobert hat. Selbst das Erziehungsministerium hat nach dem Regierungswechsel von 2004 Abstand genommen von seinen rituellen Ermahnungen, die offiziellen Unterrichtssprachen zu benutzen. Besonders bezeichnend für diesen Wandel ist das neue Internet-Portal des Erziehungsministeriums das zweisprachig gestaltet

¹ Wegen der komplexeren Struktur des *Lycée Technique* und weil Luxemburgisch teilweise als Fremdsprache und Fachsprache in verschiedenen Berufsausbildungen vorkommt, kann der Schüler dort im Laufe seiner mehr oder weniger langen Schulzeit in den Genuss von bis zu 4 Wochenstunden kommen. Die Curricula sind unter <http://content.myschool.lu/sites/horaires/2006-2007/index.html> zugänglich.

Soziolinguistische Beschreibung

ist: luxemburgisch für die Primärschule, französisch für die höheren Schulen.

Die von den Interessenverbänden der Immigranten geforderte Zweiteilung der Schule zumindest für die drei ersten Jahre mit einer Alphabetisierung wahlweise in deutscher oder französischer Sprache und eine sich daran anschließende klasseninterne Differenzierung mit unterschiedlichen Kompetenzanforderungen in Deutsch und Französisch, insbesondere in der Berufsausbildung, wurde bisher im Namen der Einheit der Staatsschule und der Integration abgelehnt.¹ Dagegen wurde als Hauptinstrument der sprachlichen Integration die frühzeitige Einschulung der Kinder mit drei Jahren in einen, *Enseignement précoce* genannten, dem traditionellen Kindergarten vorgelagerten Kinderhort eingeführt. Verkehrssprache ist in beiden Luxemburgisch.²

Kinder aus sozial privilegierten Elternhäusern, besonders mit Migrationshintergrund, können sich durch die Einschulung in internationale Schulen in Luxemburg oder Schulen im benachbarten Ausland dem hohen, über die Erlernung der nationalen Sprachkompetenz vermittelten Selektionsdruck entziehen.

2.7 Die Sprachhoheit auf dem Arbeitsmarkt

Der Geltungsbereich der legitimen Sprache ist zunächst der nationale Territorialstaat, doch im Zeitalter der Globalisierung entstehen Räume, die ihrer eigenen sprachlichen Logik folgen. Was in großen Staaten nur einen marginalen Einfluss auf den gesellschaftlichen Reproduktionsprozess hat, bekommt im Kleinstaat eine zentrale Bedeutung und die Grenzen des Luxemburger Sprachenmarktes stimmen keineswegs mit den territorialen Staatsgrenzen überein.

Das schnelle Anwachsen der Erwerbsbevölkerung in den letzten 25 Jahren hat zu einer Segmentierung des Arbeitsmarktes

¹ Eine Änderung der offiziellen Bildungspolitik deutet sich 2006 an. Das Ministerium will den Sprachenunterricht reformieren, indem es den *Gemeinsamen europäischen Referenzrahmen für Sprachen* des Europarates zum Leitbild erklärt und ein Gutachten zu einem neuen Sprachenlernkonzept bei diesem in Auftrag gegeben hat. Siehe: http://www.men.lu/edu/fre/pdf/060228_profilLinguistiqueLU.pdf

² Es sei angemerkt, dass in Luxemburg die Schulpflicht im Alter von 4 Jahren, mit Eintritt in den zweijährigen Kindergarten beginnt.

Die Sprachhoheit auf dem Arbeitsmarkt

geführt.¹ Einen Pol bilden die Staatsverwaltung und einige assimilierten Sektoren, wie Bahn, Post und Energiewirtschaft. Nachdem, dank der Freizügigkeit innerhalb der EU, langfristig nur noch wenige, hoheitliche Funktionen ausübende Stellen den Staatsbürgern vorbehalten bleiben, wird die legitime multilinguale Sprachkompetenz, insbesondere die Beherrschung der Luxemburger Sprache, zur Zugangsvoraussetzung zu gut dotierten und sicheren Stellen.

40% der abhängig beschäftigten Luxemburger arbeiten in der öffentlichen Verwaltung, bei der Post, der Eisenbahn sowie den Wasser- und Energiewerken. Damit stellen sie 83% der Arbeitnehmer in diesen Sektoren, während in den restlichen Wirtschaftszweigen, das Verhältnis praktisch umgekehrt ist. Dort findet man 20% Luxemburger und 80% Ausländer.²

Diesem geschützten Sektor steht mit dem Finanzplatz und den internationalen Behörden ein internationaler Pol gegenüber, der sozusagen ein sprachlich exterritoriales Gebiet darstellt, da der Zugang zu den EU-Institutionen oft über Sprachenquoten erfolgt und in den internationalen Dienstleistungsunternehmen die Sprachkultur des jeweiligen Herkunftslandes herrscht.

Im Spannungsfeld dieser beiden Pole stehen der wettbewerbsorientierte, privatwirtschaftliche Sektor und der parastaatliche Dienstleistungssektor. Da sowohl Luxemburger Kunden als auch Luxemburger Arbeitnehmer im Sinne der legitimen nationalen Sprachkompetenz mehrsprachig sein müssen, wurde am Anfang des Wachstumsschubes in den 1980er Jahren wenig Wert auf die sprachlichen Fähigkeiten der neuen, oft aus den Grenzregionen kommenden Arbeitskräfte gelegt. Erst durch – meist in Leserbriefen vorgetragene Proteste von Luxemburgern – dagegen, dass sie im „eigenen“ Land nicht die „eigene“ Sprache benutzen können/dürfen, entstand ein Bewusstsein für ein gesellschaftliches Konfliktpotential. Je nach Wirtschaftszweig stellt die Situation sich verschieden dar:

Bei der Reglementierung der Niederlassung für Freiberufler tritt der Luxemburger Staat regelmäßig mit den EU-Direktiven zur Niederlassungsfreiheit in Konflikt. Diese sehen zwar die Beherrschung der Landessprache vor, doch über deren Defini-

¹ Vgl. Fehlen (2006).

² Gemäß eigenen Berechnungen auf Grund der Daten der Sozialversicherung vom 31. April 2005.

Soziolinguistische Beschreibung

tion im Luxemburger Kontext herrscht keine Einigkeit. So hat ein englischer Anwalt einen Prozess gegen einen obligatorischen Luxemburgisch-Test gewonnen, der den Anwälten abverlangt wurde. Seine Sichtweise darin eine protektionistische Schikane zu sehen, erhält durch die Tatsache, dass solche Tests z. B. von Ärzten nicht gefordert werden, eine gewisse Plausibilität.

Dass Institutionen nicht immer im Dienste ihrer Benutzer stehen, sondern eine Eigendynamik entwickeln, zeigt sich an den Sprachenproblemen in der Luxemburger Kranken- und Altenpflege. Angesichts des Personalmangels müssen sich die von verschiedenen meist konfessionellen Trägern geführten Häuser zunächst für das Deutsche oder Französische als interne Verkehrssprache entscheiden und ihre Rekrutierungspolitik entsprechend ausrichten. Im Gegensatz zu den Ärzten sind Krankenpfleger, qua amtlicher Verordnung, zwar verpflichtet Luxemburgisch zu lernen, doch viele Träger legen keinen besonderen Nachdruck darauf, da nur die am wenigsten gebildeten Luxemburger unter den fehlenden Luxemburgischkenntnissen des Personals leiden.

Handwerks- und Dienstleistungsbetriebe mit Kundenverkehr sind mit dem Paradoxon konfrontiert, dass ihre Luxemburger Kundschaft zwar Französisch und Deutsch spricht, es aber oftmals vorzieht Luxemburgisch zu reden, während die vielen ausländischen Kunden Französisch als Verkehrssprache erwarten. Je nach Marktsegment auf dem ein Unternehmen aktiv ist, wird es versuchen, Luxemburgisch sprechendes Personal zu rekrutieren oder die Erlernung von Grundkenntnissen bei seinem Personal zu fördern.

In den meisten Industriebetrieben ist französisch die Verkehrssprache und viele rekrutieren bevorzugt Grenzpendler aus Frankreich.

Durch die erhöhte Nachfrage nach luxemburgischsprachigen Arbeitskräften¹ kam es zu einem Prozess der Aufwertung des Luxemburgischen innerhalb der legitimen Kompetenz, der allerdings noch nicht abgeschlossen ist. Die Tatsache einer regen

¹ Unsere Auswertung von 6091 Stellenanzeigen über die Periode von 1984 bis 2004 zeigt, dass zwar Französisch über die ganze Periode die meist geforderte Sprache ist, dass die Nachfrage nach Luxemburgisch aber am meisten zugenommen hat (Fehlen 2006: 160).

Die Sprachhoheit auf dem Arbeitsmarkt

Nachfrage nach Kursen für Luxemburgisch als Fremdsprache nicht nur im Lande sondern auch in den Grenzregionen, hat zur symbolischen Aufwertung der Sprache beigetragen. Was Bourdieu über die Neubewertung der legitimen Sprache geschrieben hat, lässt sich in Luxemburg verifizieren:

Die Umkehrung der symbolischen Machtverhältnisse und der Hierarchie des den konkurrierenden Sprachen jeweils zuerkannten Wertes hat ganz reale ökonomische und politische Auswirkungen, ob es nun um die Aneignung von Posten und ökonomischen Vorteilen geht, die den Besitzern der legitimen Sprachkompetenz vorbehalten bleiben, oder um die symbolischen Profite, die mit dem Besitz einer prestigeträchtigen oder zumindest nicht stigmatisierten sozialen Identität einhergehen (Bourdieu 2005: 59).

Diese Profite sind besonders hoch für Geringqualifizierte, für die das Luxemburgische zum entscheidenden Faktor des sozialen Aufstiegs werden kann. Unter ihnen findet man auch die entschiedenen Befürworter einer Infragestellung der traditionellen Mehrsprachigkeit, die sich im Alltag durch das Vermeiden von Interaktionen, bei denen Französisch gebraucht wird, manifestiert. In extremen Fällen kommt es zur Verweigerung und zur Verleugnung der eigenen Mehrsprachigkeit.

Doch wenige Luxemburger stehen in einem Land, in dem die Ausländerfreundlichkeit zur Staatsräson erhoben wurde, in der Öffentlichkeit zu solchem Verhalten, deshalb hat folgendes Zitat aus einem Internet-Forum Seltenheitswert:

„Au travail comme dans les magasins, je parle ma langue et rien d'autre ici et quelqu'un ne comprend rien, tant pis pour lui ou bien elle et le patron comprendra assez vite qu'il faut quelqu'un qui parle le LUXEMBOURGEOIS.“¹

Im politischen Diskurs drückt sich diese Haltung in Forderungen aus wie derjenigen nach der Einschreibung der Luxemburger Nationalsprache in die Verfassung, nach der Verschärfung der Sprachprüfung beim Einbürgerungsverfahren² oder nach

¹ „In meinem Betrieb und in den Geschäften rede ich Luxemburgisch und sonst nichts. Wenn einer nicht versteht, dann hat er eben Pech. Und der Besitzer wird schnell merken, dass er jemanden einstellen muss, der Luxemburgisch redet.“ Gefunden im Internet-Forum www.lesfrontaliers.lu, Beitrag vom 23.12.2003.

² Diese Forderung ist mittlerweile umgesetzt. Siehe dazu im zweiten Teil Absatz 11.2.b.

der Anerkennung des Luxemburgischen als EU-Amtssprache (Fehlen 2007: 361).

3 Perspektiven

In welche Richtung wird sich die Sprachensituation weiterentwickeln? Weil die zahlreichen Ausländer und Grenzpendler aus romanophonen Ländern eine sprachliche Integration verweigern würden – so ein oft an die Wand gemaltes Schreckgespenst –, würde die Luxemburger Gesellschaft in zwei, mehr oder weniger mehrsprachige Sprachgemeinschaften zerfallen, mit Luxemburgisch bzw. Französisch als Leitsprache. Bei jenen, die am stärksten durch den gesellschaftlichen Wandel verunsichert sind, weil sie am wenigsten an dessen Früchten teilhaben, wird diese Entwicklung weitergedacht zu einem Horror-szenario, bei dem die Luxemburger Sprache verschwindet, sei es weil die frankophone Sprachgemeinschaft die luxemburgische demographisch verdrängt, sei es weil die Luxemburger ihre Sprache freiwillig durch eine zunehmende Germanisierung aufgeben würden.

Auf dem Hintergrund der Ausführungen dieses Beitrags darf angenommen werden, dass, solange nationale Souveränitätsnischen vorhanden sind mit daraus resultierenden Profiten, die es umzuverteilen gilt, auch eine nationale Identität und eine nationale Sprache gebraucht werden, um diese Situation zu legitimieren und zu verteidigen. Dass 2006 Microsoft ein im Rahmen seines *Local Language Program* entwickeltes luxemburgisches Interface für Windows XP und Office 2003 ausgerechnet am Nationalfeiertag vorgestellt hat, hat nicht nur anekdotische Bedeutung, sondern kann als symbolträchtiger Hinweis für die weitere Entwicklung gedeutet werden. Eine weitere Normierung und Standardisierung des Luxemburgischen und dessen Vordringen in Domänen, besonders des Schriftsprachlichen, die ihm bis heute versperrt waren und die damit einhergehenden Kompetenzverluste sowohl im Deutschen als auch im Französischen, scheinen wahrscheinlich und stehen keineswegs im Widerspruch zur zunehmenden Bedeutung des Englischen innerhalb der europäischen Union und einer globalisierten Wirtschaft. Gegen diesen zwangsläufig scheinenden Trend stellt der Erhalt der einzigartigen Mehrsprachigkeit, besonders des Französischen, allerdings nicht mehr als Prestige- sondern als Ver-

kehrsprache, eine große Herausforderung für das Luxemburger Bildungssystem dar.

4 Bibliographie

- Ammon, Ulrich (1995): Die deutsche Sprache in Deutschland, Österreich und der Schweiz, Das Problem der nationalen Varietäten. Berlin/New York.
- Anderson, Benedict (1991): Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism. London.
- Bender-Berland, Geneviève/Kramer, Johannes/Reisdoerfer, Joseph (2003): Dictionnaire étymologique des éléments français du Luxembourgeois. Band 1. Tübingen.
- Berg, Guy (1993): 'Mir wëlle bleiwe, wat mir sin'. Soziolinguistische und sprachtypologische Betrachtungen zur luxemburgischen Mehrsprachigkeit. Tübingen.
- Blau, Lucien (1998): Histoire de l'extrême-droite au Grand-Duché de Luxembourg au XXe siècle. Esch-sur-Alzette.
- Bourdieu, Pierre/Passeron, Jean-Claude (1973): Grundlagen einer Theorie der symbolischen Gewalt. Kulturelle Reproduktion und soziale Reproduktion. Frankfurt am Main.
- Bourdieu, Pierre (1982): Die feinen Unterschiede. Kritik der gesellschaftlichen Urteilskraft. Frankfurt am Main.
- Bourdieu, Pierre (1993): Soziologische Fragen. Frankfurt am Main.
- Bourdieu, Pierre (2005): Was heisst sprechen? Die Ökonomie des sprachlichen Tausches. 2. erw. Aufl. Wien.
- Bruch, Robert (1953): Grundlegung einer Geschichte des Luxemburgischen. Luxemburg.
- Cajot, José (1989): Neue Sprachschranken im "Land ohne Grenzen"? Zum Einfluss politischer Grenzen auf die germanischen Mundarten in der belgisch-niederländisch-deutsch-luxemburgischen Euregio. Köln/Wien (Rheinisches Archiv 121).
- Calmes, Albert (1932-1957): Histoire contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg. 5 Bände, Luxemburg.
- Clyne, Michael (1994): Ende oder Umfunktionalisierung der Di- bzw. Triglossie? : Luxemburg und die deutsche Schweiz als Beispiele. In: Joseph Kohnen (eds.): Brücken schlagen. Festschrift für Fernand Hoffmann. Frankfurt am Main, 261-272.
- Davis, Kathryn Anne (1994): Language planning in multilingual contexts. Policies, communities and schools in Luxembourg. Amsterdam (Studies in bilingualism 8).
- Dittmar, Norbert (1997): Grundlagen der Soziolinguistik. Ein Arbeitsbuch mit Aufgaben. Tübingen.
- Dostert, Paul (1985): Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und nationaler Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung 1940-1945. Luxemburg.
- Engelmann, René (1910): Der Vokalismus der Viandener Mundart. Diekirch.
- Fehlen, Fernand (2002): Luxembourg, a Multilingual Society at the Romance/germanic language Border. In: Journal of Multilingual & Multicultural Development 23, 80-97.

Bibliographie

- Fehlen, Fernand (2004): Le « francique » dialecte, langue régionale, langue nationale ? In : Marie-Louise Moreau (eds.): *Frontières de langues et langues de frontières* (Glottopol 4) 23-46. http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol/telecharger/numero_4/gpl403fehlen.pdf.
- Fehlen, Fernand (2006): Le marché de l'emploi transfrontalier et le marché linguistique du Luxembourg. In: Arthur Tibessar (eds.): *Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière : actes du séminaire transfrontalier*. Differdange, 149-164.
- Fehlen, Fernand (2007): Sprachenpolitik in einem vielsprachigen Land. In: Wolfgang Lorig (eds.): *Das politische System des Großherzogtums Luxemburg*. Wiesbaden, 348-363.
- Gangler, Jean-François (1841): *Koirblumen um Lampierbiéreg geplekt*. Luxemburg.
- Gangler, Jean François (1847): *Lexicon der Luxemburger Umgangssprache wie sie in und um Luxemburg gesprochen wird*. Luxemburg.
- Gilles, Peter (1999): *Dialektausgleich im Lëtzebuergischen: zur phonetisch-phonologischen Fokussierung einer Nationalsprache*. Tübingen.
- Gilles, Peter (2000): Die Konstruktion einer Standardsprache: zur Koinédebatte in der luxemburgischen Linguistik. In: Dieter Stellmacher (eds.): *Dialektologie zwischen Tradition und Neuanätzen : Beiträge der Internationalen Dialektologentagung, Göttingen*. Stuttgart (Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik. Beihefte; H. 109), 200-212.
- Gilles, Peter (2006): Dialektausgleich im Luxemburgischen. In: Moulin/Nübling (2006), 1-29.
- Gilles, Peter/Moulin, Claudine (2003): Luxembourgish. In: Anna Deumert/Wim Vandenburg (eds.): *Germanic standardizations: past to present*. Amsterdam, Philadelphia, vi, 479.
- Goetzinger, Germaine (1997): "Da lôft mech an den Dengscht goen" zur Sozial- und Alltagsgeschichte der Dienstmädchen. In: Germaine Goetzinger/Antoinette Lorang/Renée Wagener (eds.): *1880 - 1950 : Frauen in Luxemburg*. Luxemburg, 191-205.
- Kloss, Heinz (1952): *Die Entwicklung neuer germanischer Kultursprachen von 1800 bis 1950*. München.
- Hägi, Sara/J. Scharloth Joachim (2005): Ist Standarddeutsch für Deutschschweizer eine Fremdsprache? Untersuchungen zu einem Topos des sprachreflexiven Diskurses. In: *Linguistik online* 24. http://www.linguistik-online.com/24_05/haegiScharloth.pdf.
- Hobsbawm, Eric J. (1991): *Nationen und Nationalismus. Mythos und Realität seit 1780*. Frankfurt am Main.
- Hoffmann, Fernand (1979): *Sprachen in Luxemburg. Sprachwissenschaftliche und literaturhistorische Beschreibung einer Triglossie-Situation*. Luxemburg.
- Hoffmann, Fernand (1987): Pragmatik und Soziologie des Lëtzebuergesch : ein Versuch kommunikativer Sprachwissenschaft. In: Jean-Pierre Goudailler (eds.): *Aspekte des Lëtzebuergesch*. Hamburg, 91-194.
- Hoffmann, Fernand (1996): Lëtzebuergesch, spoken and written, developments and desirabilities. In: Newton (1996), 109-122.

- Horner, Kristine (2005): Reimagining the Nation: Discourses of Language Purism in Luxembourg. In: Nils Langer/Winfried Davies (eds.): Linguistic Purism in the Germanic Languages. New York/Berlin (Studia Linguistica Germanica), 166-185.
- Kellen, Tony (1889): Deutschtum und Franzosentum in Luxemburg seit den ältesten Zeiten bis auf unsere Tage. Luxemburg.
- Klein, Carlo (2005): L'utilisation des compétences linguistiques sur le marché du travail luxembourgeois : une comparaison entre salariés luxembourgeois, étrangers et frontaliers. In: Population & Emploi Nr 9, 1-9.
- Klein, Pierre (1855): Die Sprache der Luxemburger. Luxemburg.
- Kramer, Johannes (1984): Zweisprachigkeit in den Benelux-Ländern. Hamburg.
- Kramer, Johannes (1994): Lëtzebuergesch - Eine Nationalsprache ohne Norm. In: István Fodor/Claude Hagège (eds.): Sprachreform, Geschichte und Zukunft. Hamburg, Band 6, 391-403.
- Krier, Fernande (1999): Idiomverwendung in der Luxemburgischen Abgeordnetenversammlung. In: Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik 66, 280-295.
- Lulling, Jérôme (2002): La créativité lexicale dans la langue luxembourgeoise. Montpellier (Dissertation, Université Montpellier III - Paul Valéry).
- Moulin, Claudine (2006): Grammatisierung und Standardisierung des Luxemburgischen. In: Moulin/Nübling (2006): 305-340.
- Moulin, Claudine/Nübling, Damaris (eds.) (2006): Perspektiven einer linguistischen Luxemburgistik : Studien zu Diachronie und Synchronie. Heidelberg.
- Newton, Gerald (eds.) (1996): Luxembourg and Lëtzebuergesch. Language and communication at the crossroads of Europe. Oxford.
- Polenz, Peter von (1999): Deutsche Sprachgeschichte vom Spätmittelalter bis zur Gegenwart. Band 3. Berlin/New York.
- Raphael, Lutz (2004): Habitus und sozialer Sinn. In: Friedrich Jaeger/Jürgen Straub (2006): Handbuch der Kulturwissenschaften. Band 2. Stuttgart/Weimar, 266-276.
- Reimen, Jean-René (1965): Esquisse d'une situation plurilingue, le Luxembourg. In: La linguistique : revue de la Société internationale de linguistique fonctionnelle 1, 89-102.
- Reisdoerfer, Joseph (1998): Les dialectologues de Napoléon. In: Bulletin linguistique et ethnologique 28, 5-15.
- Ries, Nicolas (1920): Le peuple luxembourgeois : essai de psychologie. Diekirch.
- Rinnen, Henri (1972): Viru 70 Jor. In: Eis Sprooch 11, 5-24.
- Rinnen, Henri (1981): En éischten Zeien. In: Eis Sprooch 19, 11-15.
- Roth, Lex (2005): Der ASTI hir Spéngel. In: Eng Klack fir eis Sprooch Nr 117.
- Ruth, Paul Hermann (1942): Luxemburg (Handwörterb. des Grenz- u. Auslanddeutschtums) Breslau.
- Schanen, François (2004): Parlons luxembourgeois. Langue et culture linguistique d'un petit pays au coeur de l'Europe. Paris.
- Spizzo, Daniel (1995): La nation luxembourgeoise. Genèse et structure d'une identité. Paris.

Bibliographie

- Stengers, Jean (1989): Les changements de nationalité en Europe occidentale et le cas du Luxembourg. In: Hémécht 41, 5-27.
- Thiesse, Anne-Marie (2001): La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle. Paris.
- Tockert, Joseph (1927): Rodanges Leben und Werke. In: Joseph Tockert (eds.): Rodange, Michel: Werke in Luxemburger Mundart: mit Biographie, Kommentar und Glossar. Luxemburg, 11-141.
- Toussaint, Maurice (1955): La frontière linguistique en Lorraine. Paris.
- Trausch, Gilbert (1989): Le Luxembourg : Émergence d'un État et d'une Nation. Anvers.
- Trausch, Gilbert (1995): L'enjeu du 'referendum' du 10 octobre 1941. L'identité luxembourgeoise. In: Gilbert Trausch (eds.): Un passé resté vivant: Mélanges d'histoire luxembourgeoise. Luxembourg, 241-253.
- Verdoort, Albert (1968): Zweisprachige Nachbarn : die deutschen Hochsprach- und Mundartgruppen in Ost-Belgien, dem Elsass, Ost-Lothringen und Luxemburg. Wien/Stuttgart.
- Watelet, Marcel (1989): Luxembourg en cartes et plans : cartographie historique de l'espace luxembourgeois : XVe - XIXe siècle. Tielt.
- Weber, Batty (1909): Ueber Mischkultur in Luxemburg. In: Beilage der Münchner Neuesten Nachrichten Nr. 15 (20. Januar), 121-124.
- Weber, Batty (1933): Interview über Dialekttheater. In: A-Z : Luxemburger illustrierte Wochenschrift 24.12.1933.
- Weber, Max (1922): Wirtschaft und Gesellschaft : Grundriss der verstehenden Soziologie. 5. Aufl. Tübingen 1972.
- Weber, Nico (1994): Sprache und ihre Funktionen in Luxemburg. In: Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik 61, 129-169.
- Weber, Nico (2000): Multilingualism and Language Policy in Luxembourg. In: Kas Deprez/Nico Weber/Theo Du Plessis (eds.): Multilingualism and Government. Pretoria, 82-91.
- Welter, Nikolaus (1929): Mundartliche und hochdeutsche Dichtung in Luxemburg. Luxemburg.
- Wilhelm, Frank (1999): La Francophonie du Grand-Duché de Luxembourg. Pécs/Wien (Cahiers Francophones d'Europe Centre-Orientale).

Un marché linguistique en profonde mutation

1 Une enquête et son contexte

Ce premier chapitre introductif va présenter quelques définitions et situer notre enquête dans le contexte de la recherche sur la situation linguistique du Luxembourg en se focalisant sur les études empiriques quantitatives. Il ne reviendra plus sur les aspects historiques présentés dans la partie précédente (1.9).

1.1 Comprendre la société à travers ses langues

a) Etudier les statuts et variations des parlers

Ce texte s'adresse au grand public, dans la mesure où celui-ci s'intéresse à la politique linguistique. Les aspects théoriques resteront donc limités au strict nécessaire,¹ ce qui ne dispense pas de commencer par une brève définition de la discipline dans laquelle est ancrée notre recherche :²

Sociolinguistic research is (...) is intended to achieve a better understanding of the nature of human language by studying language in its social context and/or to achieve a better understanding of the nature of the relationship and interaction between language and society. (Trudgill 1992 : 68)

La sociolinguistique est une vaste discipline dont le dénominateur commun est l'étude de la relation entre la langue et la so-

¹ Ils seront abordés p.ex. dans le chapitre sur le monde du travail. Voir les introductions de Boyer (2001), Baylon (2005) ou celle particulièrement abordable et agréable à lire de Yaguello (1988). Nous utiliserons aussi Moreau (1998), comme ouvrage de référence.

² La définition même de la discipline « est à la fois l'instrument et l'enjeu d'une sorte de conflit épistémologique, qu'on peut traduire brutalement par la question : Les sociolinguistes sont-ils de « vrais » linguistes ? ou encore : La linguistique doit-elle tenir compte des critiques de la sociolinguistique ? » (Encrevé 1995) Nous ne nous aventurons pas sur ce terrain dans le présent contexte ... même si nous sommes confrontés quotidiennement sous une autre forme à une question analogue : « qu'est-ce la *luxembourgistique* ? » ; ou : « qui a le droit ou l'autorité de faire les *études luxembourgeoises* à la jeune Université du Luxembourg ? » Pour la définition du concept de *luxembourgistique* voir Reisdorfer (1999). Nous ne cacherons pas non plus, que nous abordons la sociolinguistique par la sociologie, tandis qu'en règle générale les chercheurs viennent à cette discipline par la linguistique. Les incompréhensions qui découlent de ces sensibilités différentes expliquent maintes controverses qui tournent parfois au dialogue de sourd.

Une enquête et son contexte

ciété et dont les ramifications sont tellement nombreuses qu'elle donne parfois, à l'instar de son objet, l'impression d'une discipline éclatée. Voici par exemple une énumération de douze domaines qui font partie de la sociolinguistique :

« Standardisation et planification des langues ; comportement bilingue et multilingue ; stratification sociale du langage ; structure de la communication ; attitudes envers le langage ; ethnographie de la communication ; gestique ; pidginisation et créolisation ; stylistique ; variation linguistique ; changement linguistique en cours ; analyse du discours. » (Encrevé 1995 : 831)

À travers notre étude quantitative, nous aborderons certains aspects, comme la stratification sociale, les variations régionales et aussi les attitudes linguistiques. D'autres se soustraient à cette méthode et nous essaierons de les analyser à travers d'autres méthodes et nos observations fondées sur l'immersion quotidienne dans l'objet de notre recherche, tout en essayant de contrôler, par un retour autoréflexif, les biais qui pourraient en découler.

Je suis conscient que ma vue est celle d'un «Luxembourgeois de souche» travaillant dans le secteur protégé de la fonction publique, confronté à un environnement résolument plurilingue, qui n'est plus celui de son enfance. (Fehlen 1998)

Et depuis, cet environnement a encore changé.¹

Beaucoup d'aspects sociolinguistiques échappent à la conscience des locuteurs, nous essayons de les appréhender par le croisement de variables ou par des questions indirectes comme dans le chapitre sur les attitudes linguistiques et sur les variations régionales du luxembourgeois. Dans ce dernier contexte, nous n'avons pas posé de questions sur la prononciation, ni demandé aux enquêteurs n'ayant aucune compétence phonologique d'évaluer des accents.

À titre de curiosité, on pourrait indiquer un sondage, qui a tiré profit d'une opportunité unique pour étudier la prononciation du nom de la nouvelle devise européenne, quelques mois après son introduction. Comme tout un chacun la connaissait évi-

¹ Nous avons présenté les changements du statut du français dans le champ scientifique luxembourgeois – utilisant surtout la méthode de l'observation participante et la description d'interactions linguistiques – dans un exposé au 17^{ème} Sociolinguistics Symposium (Amsterdam April 3-5, 2008): Negotiating legitimate language competence in Luxembourg.

Comprendre la société à travers ses langues

demment, les personnes interrogées indiquaient son nom, sans être conscientes que c'était la seule prononciation qui intéressait l'enquêteur¹ : 85% prononçaient « euro » à l'allemande et 15% à la française. La prononciation à l'allemande était plus répandue parmi les moins instruits (91% au niveau primaire), les plus jeunes (96% parmi les 15-24 ans) et ceux qui gagnent le moins (90% parmi le premier décile²). La prononciation à la française était surreprésentée dans le Centre du pays et à Luxembourg-Ville (21%).

b) Dénombrer les locuteurs

Du point de vue sociolinguistique, la langue n'existe que dans ses variations et dans un contexte socioculturel donné. Tout en le sachant, et avec toute l'ambiguïté que cela comporte, nous l'oublions en posant dans le sondage des questions sur « la langue » utilisée dans telle situation. Nous changeons en quelque sorte le point de vue, pour prendre celui du sens commun, pour qui la langue est, en général, la langue officielle d'un État, identifiée aux normes de sa grammaire.³

C'est aussi la perspective de la démolinguistique ou démographie linguistique qui ne se préoccupe pas de variations, mais dont l'objet principal est le dénombrement des locuteurs d'une langue. Elle est surtout florissante dans les pays qui ont des communautés linguistiques territorialisées reconnues, et qui ont une politique favorisant le multiculturalisme. Dans des pays comme le Canada ou la Suisse, les locuteurs des différentes langues sont officiellement dénombrés par les recensements de la population. D'autres pays, comme la Belgique, se refusent à dénombrer leurs communautés linguistiques.

Ayant été sollicité pour contribuer comme expert à l'adaptation du questionnaire pour le recensement luxembourgeois de la population de 2001, j'avais suggéré d'ajouter des questions sur

¹ „Wéi heescht eis nei Währung déi de lëtzebuenger Frang ersetzt zënter dem 1. Januar ? »
Enquête téléphonique auprès de 503 personnes (15 ans et plus) effectuée en mars 2002
21.03.2002 par TNS-ILRES dont les réponses des seuls 388 luxembourgophones sont considérées ici.

² Pour être plus précis : les 15% qui gagnent le moins parmi ceux qui ont déclaré un revenu.

³ « Au sens le plus courant de ce mot, *langue* veut toujours dire *langue naturelle* : le français le turc, etc. (Sa) transmission dans un cadre culturel donné, se fait dans des conditions qui semblent 'naturelles' ; elle n'est pas pour autant donnée par la nature. » (Yaguello 1988 : 155sq)

Une enquête et son contexte

les langues.¹ Cette proposition n'ayant pas été retenue, les enquêtes basées sur des échantillons représentatifs, comme BALEINE, restent la seule source pour la démoulinguistique, source certainement moins fiable qu'un recensement. Nous reviendrons dans la conclusion sur la question du déclin du nombre des locuteurs de la langue luxembourgeoise qui anime beaucoup d'esprits et qui cache, en fait, la question des communautés linguistiques et la peur non seulement de voir émerger une deuxième communauté linguistique à côté de celle des luxembourgeois, mais, en plus, de la voir devenir majoritaire.

c) Multilinguisme ou plurilinguisme ?

Souvent les deux mots « plurilinguisme » et « multilinguisme » sont utilisés comme synonymes. D'après le *Trésor de la langue française*, l'adjectif « multilingue » désigne une personne parlant trois langues ou davantage, apprises en tant que langues maternelles, usage que ce dictionnaire retrace jusqu'en 1664 et qu'il considère comme synonyme de plurilingue. Pour le substantif, on peut y lire : « **Plurilinguisme**, subst. masc. État d'un individu ou d'une communauté qui utilise concurremment plusieurs langues selon le type de communication; situation qui en résulte. Synon. *multilinguisme*. »

Il s'est avéré utile de faire la différence entre l'utilisation de plusieurs langues sur un même territoire ou État et la maîtrise de plusieurs langues par un même individu en donnant, contrairement à la citation du TLF, des définitions distinctes aux deux mots. Malheureusement, les différents auteurs n'ont pas pu se mettre d'accord et inversent souvent l'utilisation des deux concepts. Nous allons suivre l'usage du Conseil de l'Europe qui a inscrit, parmi les objectifs de sa politique linguistique, le plurilinguisme et le multilinguisme :

« LE PLURILINGUISME : tous les citoyens européens ont le droit d'acquérir un niveau de compétence communicative dans

¹ À titre indicatif, voici les questions posées lors du recensement 2006 au Canada : Quelle est la langue que cette personne a apprise en premier lieu à la maison dans son enfance et qu'elle comprend encore? Quelle langue cette personne parle-t-elle le plus souvent à la maison? Cette personne parle-t-elle régulièrement d'autres langues à la maison? (Langues que la) personne connaît assez bien pour soutenir une conversation? Le questionnaire est disponible sur le site : www.statcan.ca.

Comprendre la société à travers ses langues

plusieurs langues, et ce, tout au long de leur vie, en fonction de leurs besoins.

LA DIVERSITE LINGUISTIQUE : L'Europe est un continent multilingue et toutes ses langues ont la même valeur en tant que moyens de communication et d'expression d'une identité. Les Conventions du Conseil de l'Europe garantissent le droit d'utiliser et d'apprendre des langues. »¹

Au niveau administratif, les définitions du Conseil de l'Europe vont se généraliser, notamment par le biais du « Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) » qui sert à l'élaboration de politiques linguistiques dans tous les Etats membres. Ainsi, on peut lire la définition suivante dans le document qui a été rédigé pour le Luxembourg :

« Le **'multilinguisme'** réfère à la présence, dans une aire géographique donnée, grande ou petite, de plusieurs variétés linguistiques (formes de la communication verbale, quel qu'en soit le statut) alors que le **'plurilinguisme'** caractérise la compétence des personnes, renvoie au répertoire de langues que peuvent utiliser les locuteurs, quel que soit le statut de ces langues à l'école et dans la société. » (Division, 2005 : 10)

Dans le sens de cette définition, la population du Grand-Duché est plurilingue, rares sont en effet ses habitants qui ne parlent qu'une seule langue, et le Luxembourg est un État multilingue, parce que le multilinguisme y est institutionnalisé par la loi linguistique de 1984 qui reconnaît trois « langues administratives ». ² Contrairement à d'autres États multilingues, comme la Suisse ou la Belgique, le Luxembourg ne connaît cependant pas de principe de territorialité, selon lequel des règles linguistiques différentes auxquelles les habitants doivent se conformer sont en vigueur pour des territoires spécifiques. Au contraire, la loi de 1984 a introduit avec son article 4 le principe de personnalité : l'administration doit se plier aux demandes de ses clients, du moins dans le cadre défini par la loi. ³

¹ http://www.coe.int/t/dg4/linguistic/division_FR.asp?

² Comme la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues évite cette notion, il faudrait parler plutôt de « langues de l'administration ». Le libellé exact : « En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise. »

³ « Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant. » Voir aussi l'article « Bilinguisme » dans Moreau (1998 : 61 ff).

1.2 Les études sociolinguistiques quantitatives

Dans les années 1960, la sociolinguistique s'établit comme discipline et parmi les premières publications importantes se trouve, en 1965, un texte de Joshua A. Fishman's dont le titre pose la question « *who speaks what language to whom and when* » et qui propose une description de situations multilingues axée sur le choix de la langue selon les domaines de son usage.¹ Reimen (1965) va appliquer cette méthode au Luxembourg et analyser l'emploi concurrentiel de l'allemand, du français et du luxembourgeois pour 20 domaines. Cette première description systématique de la triglossie luxembourgeoise est basée sur la perception subjective de l'auteur et aussi sur des descriptions antérieures tout aussi subjectives, surtout celles de Ludovicy (1954). D'autres études sociolinguistiques suivront, sans que celles-ci aient une assise empirique quantitative.² Pour cela, il faudra attendre 1983.

a) La première statistique linguistique

Avant de nous consacrer à cette étude pionnière, évoquons brièvement une première statistique sur la maîtrise du français et de l'allemand datant de 1839 sans vouloir en faire le précurseur lointain de toute une discipline.

Elle a été commanditée par Hassenpflug qui venait d'être nommé chef de l'administration civile du Grand-Duché pour reprendre en main un pays qui s'était révolté contre son souverain pour s'unir à la Belgique.³ La remise au pas de la population et la restauration des pouvoirs du Grand-Duc devait se faire notamment par une germanisation forcée de l'administration. C'est dans ce contexte de conflit linguistique que Hassenpflug ordonna « une enquête sur la mesure dans laquelle les autorités communales et leurs fonctionnaires comprenaient et utilisaient les deux langues » (Calmes 1947 : 281).

¹ Voir sa reproduction récente dans un manuel (Fishman 2000). Le texte initial a été publié dans le même numéro de la revue « *La linguistique. Revue de la Société internationale de linguistique fonctionnelle* » que celui de Reimen.

² Il faut surtout relever Verdoodt (1968) et Doppagne (1971), Kramer (1984) et parmi les nombreux travaux de Fernand Hoffmann « *Pragmatik und Soziologie des Lëtzebuergesche* » (1987).

³ Voir le bref aperçu historique dans le chapitre 1 de la partie Babylon.

Les études sociolinguistiques quantitatives

Tableau 1 : Utilisation de l'allemand et du français par l'administration communale en 1839

District	N	comprennent		écrivent	
		l'allemand	le français	l'allemand	le français
Grevenmacher	219	100%	33%	91%	25%
Diekirch	396	100%	66%	97%	43%
ensemble	615	100%	54%	95%	37%

Source : Calmes (1947 : 282)

Les résultats pour le district de Luxembourg s'étant perdus, les données se limitent aux deux autres districts. Elles confirment – ce que nous savons par d'autres sources qualitatives de cette époque – que c'est l'allemand que tous les Luxembourgeois comprennent. Par leur caractère quantitatif, elles apportent cependant des enseignements supplémentaires : la comparaison entre les deux districts montre que la connaissance du français est moins grande dans celui qui longe la frontière avec la Prusse que dans celui qui se trouve entre la Prusse et la Belgique. Une deuxième constatation est fondée sur la ventilation des compétences selon les 5 fonctions occupées au sein de la hiérarchie communale :

Tous les secrétaires communaux et presque tous les receveurs communaux savaient le français. C'est (...) qu'ils devaient l'emploi à la connaissance de cette langue. (...) La connaissance du français n'était plus aussi générale parmi les bourgmestres; elle devenait rare parmi les échevins et encore plus rare parmi les conseillers communaux: 9% dans le district de Grevenmacher (...) et 29% dans celui de Diekirch. (Calmes 1947 : 282)

Le lien entre le niveau d'instruction et la maîtrise des différentes langues que l'on peut deviner dans ce relevé ainsi que la présence régionale inégale de celles-ci, seront deux problématiques approfondies dans la présente étude.

b) COF83 : une étude pionnière

La première étude quantitative en sociolinguistique fut menée au Luxembourg sous l'intitulé: «enquête sur les habitudes et les besoins langagiers au Grand-Duché de Luxembourg». Commanditée par le Ministère de l'Education Nationale, elle fut réalisée, fin 1983, sous l'égide de la «Commission ministérielle chargée de définir les objectifs de l'enseignement du français (COF)», dont le nom à lui seul témoigne des motivations sous-jacentes à cette entreprise.

Une enquête et son contexte

Tableau 2 : Principales enquêtes quantitatives sur la situation linguistique du Luxembourg

Enquête	Période	N
COF83	1983	1000
Baleine1997	mars-avril 1997	2002
Jeudi1997	avril 1997	1000
Baleine2004	novembre-décembre 2004	1708
Baleine2008a	avril-mai 2008	2795
Baleine2008b	octobre 2007-février 2008	2525

Source : BaleineBis

On peut y voir une expression de la « fin de la société traditionnelle » du Luxembourg (Fehlen 1999), induite par tout un faisceau d'événements culturels, politiques et économiques plus ou moins liés, comme la crise de la sidérurgie, la relégation, en 1974, du parti chrétien CSV dans l'opposition qui avait accéléré le rythme des réformes sociétales entamées depuis 1968 avec la mixité et la laïcité (à la luxembourgeoise) dans les lycées. Bref, les repères de l'ancienne société rurale se défont. À travers la démocratisation et donc la banalisation des études, de nouvelles couches sociales accèdent au lycée qui est scindé en enseignement secondaire général et en enseignement secondaire technique. Les évidences du passé, comme cette « vérité linguistique » que le luxembourgeois serait « un patois allemand »,¹ sont mises à mal. Le subtil équilibre entre les trois langues commence à se modifier et les enseignants découvrent que la situation des langues au Luxembourg « avec les exigences qu'elle comporte est à la fois 'un grand atout et une lourde charge' » (Oestreicher 1984 : 41). Ces interrogations déboucheront, en février 1981, sur l'organisation d'un *Colloque interrégional sur les problèmes de l'apprentissage du français durant la scolarité obligatoire* et le sondage de 1983.

C'est en 1978 que ILReS, le premier institut de sondage, a été créé au Luxembourg. La démoscopie était donc encore à un état embryonnaire et le ministère de l'Éducation nationale venait de se doter d'un service statistique. Le sondage réalisé en 1983 auprès d'un échantillon de mille personnes, représentatif de la population résidente et piloté par la COF, portait surtout sur

¹ « Le luxembourgeois est un patois allemand. Mais n'allez pas le dire! Il s'est constitué, contre la vérité linguistique, une vérité psychologique et une vérité nationale. » Ludovicy (1954 : 163)

Les études sociolinguistiques quantitatives

l'emploi concurrentiel des différentes langues dans 26 (!) situations différentes.

Un rapport d'une trentaine de pages, daté de juillet 1985, mais publié seulement en octobre 1986 par les soins du tout nouveau *Service d'innovation et de recherche pédagogiques* présente les premiers résultats succincts qui ont le mérite d'ajouter une précision numérique au tableau de Reimen.¹

Tableau 3 : Extrait du questionnaire COF avec la première question, les instructions pour l'enquêteur et la grille de réponse proposant 10 langues dans l'ordre de l'importance numérique des différentes communautés nationales (archives FF).

Ech stellen Iech elo eng Rei Froen iwwert Sproochen déi Dir a verschiddeenen Situationen an och am Kontakt mat verschidden Leit gebraucht.
 Fir déi Situationen wou Dir méi wéi eng Sprooch gebraucht, sot mir fir d'ëischt déi Sprooch déi Dir an der Situation am meeschten gebraucht an duerno d'Sproochen déi fir Iech un zweeter, drëtter oder véierterer Plaatz an esou weider kommen.
 Wou Dir zwou verschidden Sproochen, déi eng esouvill ewéi déi aner gebraucht, braucht Dir keng Haaptsprooch ze nennen.
 D'ass méiglech dass verschidden Situationen bei Iech nëmmen ganz seelen virkommen. Dann braucht Dir och keng Sprooch ze nennen.
 ENQUÊTEUR: NOTER JUSQU'À CINQ LANGUES -UNE PAR LIGNE- DANS L'ORDRE DE LEUR IMPORTANCE
 S'IL N'Y A PAS DE LANGUE PRINCIPALE: ENCERCLEZ LES CODES DES LANGUES DANS L'ORDRE DE CITATION, À PARTIR DE LA DEUXIÈME LIGNE SEULEMENT.

VIE PRIVÉE		Let	Fra	Deu	Por	Ita	Esp	Eng	Ned	Jug	Dan aut		
1	- Quelle est votre langue maternelle?	1 ^{er}	2	3	4	5	6	7	8	9	X	Y	
	(Dans quelle(s) langue(s) avez-vous appris à parler?)	2 ^e	1	2	3	4	5	6	7	8	9	X	Y
	/ Wat as Är Mammensproch?	3 ^e	1	2	3	4	5	6	7	8	9	X	Y
	(A wéienger Sprooch hut Dir geléiert schwätzen?)	4 ^e	1	2	3	4	5	6	7	8	9	X	Y
		5 ^e	1	2	3	4	5	6	7	8	9	X	Y

Source : BaleineBis

Les services du Ministère continuent leurs travaux sur ces données et, grâce à la maîtrise de nouveaux outils informatiques, ils réussissent à sortir des tableaux croisés, p. ex. entre la pratique linguistique et le statut socioprofessionnel etc. Avec ce matériel, la sociolinguiste Claudia Hartmann, réalisera une étude qui passera pratiquement inaperçue parmi les linguistes² et dont nous voulons retenir ici une des conclusions principales :

¹ Goudaillier (1996) présente un résumé de l'étude COF et une mise à jour du tableau de Reimen à partir de celle-ci.

² Ainsi les publications de Hartmann (1988 et 1991) ne figurent pas dans la bibliographie de Newton (1996) l'ouvrage de référence de la situation linguistique du Luxembourg.

Une enquête et son contexte

Dans la foulée des Noppeney, Hansen et autres Arend,¹ Reimen avait décrit en 1965 le français comme langue de prestige : « Le français se trouve fréquemment associé avec le haut et le bas de l'échelle des emplois et de l'échelle sociale. Aussi acquiert-il une fonction représentative qui entraîne son utilisation au niveau élevé dans les emplois où le choix de la langue est lié au choix du niveau, de style. En outre, il a pu relayer ou reliait encore le luxembourgeois comme symbole de l'identité nationale » (Reimen 1965 : 100). C'est ce rôle qui est en train de changer dans les années 1970 et le principal enseignement de COF83 est de montrer que le français n'est plus seulement au Luxembourg une langue de prestige et de culture, mais qu'il est devenu la langue véhiculaire principale entre les différentes sphères de l'espace social luxembourgeois, présent surtout « en haut et en bas de l'échelle sociale », mais dans deux variétés différentes : « D'un côté, on rencontre l'emploi d'un français cultivé et de l'autre, il s'agit de ce qui pourrait être appelé un 'pidgin' franco-portugais-luxembourgeois. » (Hartmann 1988).

Trois années après COF83, le Ministère de l'Education Nationale effectuera un autre sondage dans lequel « la nécessité de l'apprentissage de langues par la population étrangère (et) la nécessité de l'apprentissage des langues étrangères par la population luxembourgeoise », tout comme les préjugés envers les étrangers seront abordés (Fehlen 1990).

c) Eurobaromètre

Les études *Eurobaromètre* sont utiles pour faire des études comparatives entre les pays de l'UE. À côté des questions récurrentes sur l'opinion et la participation politique des citoyens européens certains sujets particuliers sont approfondis périodiquement, entre autres les compétences linguistiques.² Un Eurobaromètre spécial a été consacré en 2006 aux *Européens et leurs langues*.

Vu de loin et dans le contexte des autres pays-membres, le plurilinguisme se dégage comme véritable exception luxembourgeoise. Exception que les autochtones du Grand-Duché ont ten-

¹ Dans sa contribution pour la commémoration du millénaire en 1963, Arend (1963) reprend sous le titre : « Luxembourg, mille ans d'imprégnation française » toute l'argumentation des intellectuels francophiles luxembourgeois.

² Seul bémol, l'échantillon pour le Luxembourg est en règle générale seulement de 500 personnes.

Les études sociolinguistiques quantitatives

dance à oublier, mais qui transparaît clairement par contraste avec les autres pays.

L'objectif de la politique linguistique déclarée de l'UE – que tout citoyen de l'Union connaisse deux langues en plus de sa langue maternelle – est loin d'être atteint. D'après l'Eurobaromètre (2006 : 6) seulement 28% de l'ensemble des répondants affirment « qu'ils parlent suffisamment bien deux langues étrangères pour participer à une conversation ». Dans les petits États confrontés aux langues de leurs voisins, ce taux est plus élevé. Notamment au Luxembourg (92%) qui devance les Pays-Bas (75%) et la Slovénie (71%). Sur l'ensemble, 11% des répondants déclarent maîtriser au moins trois langues en plus de leur langue maternelle. Ce taux est de 69% au Luxembourg.

Tableau 4 : Les pays les plus multilingues selon Eurobaromètre

D48b-d Which languages do you speak well enough in order to be able to have a conversation, excluding your mother tongue?

	At least one language	At least two languages	At least three languages	None
EU25	56%	28%	11%	44%
LU	99%	92%	69%	1%
SK	97%	48%	22%	3%
LV	95%	51%	14%	5%
LT	92%	51%	16%	8%
MT	92%	68%	23%	8%
NL	91%	75%	34%	9%

Source : Eurobaromètre 2006

Quoique le Luxembourg prenne une place exceptionnelle, même à l'intérieur du peloton de tête (comme le montre le tableau 4), ses habitants ont le triomphe modeste. Paradoxalement, seulement 88% sont persuadés que dans leur pays, « les gens sont doués pour parler d'autres langues », tandis que des populations moins polyglottes les précèdent, comme les Maltais (94%), les Suédois (92%) et les Danois (89%) (Eurobaromètre 2006 : 58). On peut y voir un indice pour la prégnance de l'insécurité linguistique légendaire des Luxembourgeois, qui voient dans la situation multilingue d'abord « une gêne et un fardeau ». Comme le constatait Ludovicy dans les années 1950, pour avoir collecté de « nombreux témoignages, oraux ou écrits, de compatriotes qui signalent les inconvénients dont ils souffrent : les lenteurs et les retards de la formation, le manque d'enracinement spirituel, la pauvreté, l'imprécision, la confusion

Une enquête et son contexte

de l'expression dans chacune des langues, la difficulté d'arriver à des bases sûres d'appréciation intellectuelle, d'où un manque de stabilité dans les jugements et une tendance à se surestimer et à se sous-estimer tour à tour ». (Ludovicy 1961 : 29)

Certes, l'enseignement des langues a fait des progrès. Et, depuis l'année scolaire 1992/93 qui a vu l'introduction de l'oral dans les programmes du lycée,¹ on ne pourra plus dire que « l'enfant luxembourgeois est muet ». ² Mais c'est surtout grâce à la présence des nombreux étrangers et l'influence des médias audiovisuels que les Luxembourgeois et les résidents du Luxembourg sont devenus plurilingues.

d) Des sondages pour faire l'opinion ?

Avec la banalisation des sondages au Luxembourg, le nombre de ceux dédiés à la situation linguistique ou abordant des questions sur les langues dans le contexte de la cohabitation des Luxembourgeois et des étrangers se multiplie. C'est surtout l'hebdomadaire *Le Jeudi* qui en est le commanditaire et nous avons retenu, à titre d'exemple, dans le tableau 2 le premier en date, publié à l'occasion du lancement de l'hebdomadaire.

Au lieu de mesurer une opinion préexistante, ce genre de sondages contribue plutôt à produire, à « faire l'opinion », pour reprendre la formule de Champagne (1990). Ce mécanisme peut être illustré par le sondage du *Jeudi*, publié à l'occasion de la fête nationale en 2007, sur « l'identité luxembourgeoise », selon lequel 60% des Luxembourgeois interrogés estiment que les résidents étrangers « ne respectent pas leur identité nationale ». La rédaction du *Jeudi* ne semble pas s'apercevoir qu'elle joue à l'apprenti sorcier, car elle contribue, par les formulations-mêmes du sondage, à attiser les craintes dont elle se dit étonnée par la suite (Fehlen 2008a). Demander si l'identité nationale est bafouée, c'est présupposer l'existence d'une telle identité bien définie, c'est escamoter que la définition de celle-ci – qu'elle soit appelée *Leitkultur* ou culture de référence – est un enjeu permanent entre différents groupes d'intérêts et que l'identité dominante n'est que le résultat, toujours provisoire, d'un rapport de forces historique (Fehlen 2007b) ... et que les sondages ne sont qu'un levier, comme un autre, pour intervenir

¹ Feuille de liaison de l'APFL 23, septembre 1993.

² La formule est de Robert Bruch.

dans cette lutte. Même si les sondages du *Jeudi* sont publiés pour fournir des scoops et faire vendre l'hebdomadaire, en reprenant les « sujets brûlants » de l'actualité, ils contribuent en fait, à trop vouloir suivre, voire anticiper, l'opinion populaire, à amplifier les préjugés de celle-ci. La manchette couvrant la première page d'un numéro sur la perception des étrangers par les Luxembourgeois en est une illustration parfaite. Elle fait l'amalgame entre « langues et criminalité », montés en épingle comme points de frictions entre deux « communautés », les Luxembourgeois et les Étrangers.



Le Jeudi, mars 2005

1.3 Les sondages de BaleineBis

Comme nous l'avons déjà esquissé dans l'introduction, cette étude est basée essentiellement sur trois vagues de sondages. Après le premier, datant de 1997, nous avons effectué, grâce au soutien du FNR, un deuxième en 2004 qui forme le pivot de la présente étude. Comme sa publication exhaustive et détaillée

Une enquête et son contexte

s'est faite attendre, nous avons voulu mettre à jour notre base empirique par une nouvelle vague en 2008.¹

Le prix d'un sondage dépend principalement de deux facteurs : la longueur du questionnaire et la taille de l'échantillon. Nos moyens, quoique confortables, n'étant pas illimités, nous avons dû faire un arbitrage entre ces deux paramètres. Nous avons décidé de privilégier le nombre des entretiens permettant une meilleure étude de certaines sous-populations² – et de nous limiter aux questions qui s'étaient avérées les plus significatives lors des deux précédentes vagues.

La description de la situation linguistique sera basée tantôt sur la vague 2004, tantôt sur celle de 2008. Nous utiliserons les trois vagues de 1997, 2004 et 2008 pour rendre compte des transformations linguistiques survenues pendant cette période.³

L'enquête se limite à la seule population résidente ; les frontaliers, parmi lesquels les francophones sont surreprésentés, ne font pas partie de l'échantillon.⁴

Les sondages ont été réalisés par TNS-ILRES par téléphone avec un tirage aléatoire des numéros. L'échantillon brut a été pondéré par une stratification a posteriori pour respecter la composition de la population résidente selon les données les plus récentes du STATEC pour les cinq variables suivantes : sexe, âge, activité professionnelle,⁵ région, nationalité. Il s'agit donc d'échantillons représentatifs de la population résidente⁶ du Luxembourg, selon la méthode des quotas, dont voici les détails :

Baleine2004 : Enquête par questionnaire réalisée dans le cadre du projet de recherche FNR/02/05/06 par téléphone auprès d'un

¹ Il s'agit en fait de deux échantillons distincts. Voir note méthodologique.

² Baleine2004 portait sur un échantillon trop petit pour faire l'étude comparative que nous proposons dans le chapitre 10.2.

³ Le présent texte reprend de façon plus ou moins remaniée les résultats d'un rapport de recherche préliminaire (Fehlen 2007d) et d'autres publications qui en approfondissaient certains aspects (Fehlen2006a ; Fehlen 2006b).

Les résultats de la vague 2008 ont été présentés à l'occasion de la conférence : Aktuelle Forschungen zur linguistischen Luxemburgistik (9. – 11. Oktober 2008 à l'université du Luxembembourg) sous le titre : BaleineBis, eine empirische Studie zum Wandel des Luxemburger Sprachenmarktes (1997-2008).

⁴ Voir aussi : 4.1 et 7.6.

⁵ Variable dichotomique : actif/non-actif.

⁶ Pour les frontaliers, se reporter aux chapitres 4.1 et 7.6.

Les sondages de BaleineBis

échantillon de 1708 personnes représentatives de la population résidente âgée de 18 à 70 ans en novembre et décembre 2004.

Les questions posées en 2008 faisaient partie de deux enquêtes omnibus de TNS-ILRES différentes :

Baleine2008a : Enquête par questionnaire réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 2795 personnes représentatives de la population résidente âgée de 18 à 70 ans en avril et mai 2008.

Baleine2008b : Enquête par questionnaire réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 2525 personnes représentatives de la population résidente âgée de plus de 15 ans entre octobre 2007 et février 2008.

Tableau 5 : Langue de la passation du questionnaire selon la nationalité en 2004

Nationalité	N	luxemb.	français	portugais	allemand
luxembourgeoise	1043	96%	3%	0%	0%
portugaise	298	23%	48%	28%	0%
française	90	9%	91%	0%	0%
italienne	78	44%	54%	0%	3%
belge	59	10%	88%	0%	2%
allemande	36	69%	0%	0%	31%

Baleine2004

2 Présence des langues au Luxembourg

2.1 Les langues présentes au Luxembourg

Une enquête téléphonique n'est pas un test de langues. Nous ne connaissons donc pas la compétence linguistique objective, mais seulement l'auto-évaluation des personnes interrogées ; pire, seulement ce qu'elles sont prêtes à nous en dévoiler. Ces dernières années, l'attente, voire l'exigence, d'une intégration linguistique ont certainement augmenté (voir 10.1), et certains étrangers seront tentés de montrer leur bon vouloir en déclarant vis-à-vis de l'enquêteur des compétences en luxembourgeois qu'ils n'ont pas. Tout comme d'autres auront la tentation de se mettre en valeur en surévaluant leurs connaissances en langues étrangères. Voilà deux réserves qu'il faudra garder en tête pour la suite de la lecture.

Une première question posée essayait de donner un aperçu exhaustif des connaissances linguistiques générales de la population. Une longue liste de langues était proposée aux personnes interrogées et les réponses multiples étaient permises, sans aucune limitation. Il faut avouer que la façon de poser la première question, le fait de lire une liste de langues, incite les répondants à exagérer leurs compétences et les réponses affirmatives ne doivent pas être considérées comme preuve d'une réelle maîtrise. Pour diminuer l'effet de surestimation des propres compétences, la question ne portait pas sur la maîtrise, mais l'utilisation des langues.

L1. Je vous lis une série de langues: Dites-moi chaque fois si au cours de votre vie il y a eu une période plus ou moins importante où vous l'avez utilisée plus ou moins régulièrement ?

Même si le libellé de la question est tortueux, nous pouvons penser que les langues avancées constituent bel et bien les langues (plus ou moins bien) parlées. Pour abrégé, nous emploierons la formulation « langues utilisées » p.ex. dans l'intitulé du Baleine2004, tout en ayant conscience du flou de cette appellation. Dans les sections suivantes, nous tenterons essayer de mieux cerner la maîtrise et surtout l'utilisation des langues.

99% des résidents déclarent utiliser plus ou moins régulièrement le français. Arrivent en seconde et troisième place pratiquement

Les langues présentes au Luxembourg

ex-æquo le luxembourgeois (82%) et l'allemand (81%). Derrière les « trois langues usuelles du pays », pour reprendre une formulation que l'on trouve couramment dans les offres d'emploi, vient l'anglais avec 72%, devançant largement toutes les autres langues. Le tableau montre que pratiquement tous les Luxembourgeois utilisent les trois langues usuelles du pays et que les non-Luxembourgeois sont certes un peu moins polyglottes, mais qu'une majorité maîtrise le luxembourgeois.

Tableau 6 : Langues utilisées selon les nationalités en 2004

Nationalité	N	français	luxemb.	allemand	anglais	italien	portugais	espagnol	flam. - néerl.	autre
luxembourgeoise	1044	99%	99%	99%	80%	32%	11%	18%	12%	5%
portugaise	298	98%	50%	39%	38%	25%	100%	29%	2%	4%
Autre	366	97%	62%	68%	77%	45%	16%	28%	23%	19%
ensemble	1708	99%	82%	81%	72%	34%	28%	22%	13%	7%

Baleine2004

Une comparaison avec la question posée à l'identique en 1997 apporte un enseignement majeur : les réponses positives pour toutes les langues ont augmenté. Nous ne saurons pas si l'utilisation, voire la compétence, a augmenté, ou si l'effet est purement déclaratif. Retenons l'avancée spectaculaire de l'anglais ainsi que la légère progression du luxembourgeois et de l'allemand dans l'ensemble de la population, dans laquelle on ne trouve plus guère de personnes déclarant ne pas utiliser le français. Retenons aussi le grand bond en avant du luxembourgeois parmi les Portugais, qui peut s'expliquer par la plus grande ancienneté de la vague migratoire portugaise.

Tableau 7 : Langues utilisées selon les nationalités en 1997

Nationalité	N	français	luxemb.	allemand	anglais	italien	portugais	espagnol	flam. - néerl.
luxembourgeoise	975	96%	99%	96%	64%	22%	5%	6%	7%
portugaise	330	98%	29%	27%	20%	18%	100%	17%	1%
Autre	697	94%	79%	85%	66%	32%	0%	0%	0%
ensemble	2002	96%	80%	81%	57%	25%	18%	9%	8%

Baleine1997

On ne peut que s'étonner que les défenseurs de la langue luxembourgeoise se soient offusqués de ce tableau lors de sa première publication. Il ne fait que traduire en chiffres ce que l'observateur sait et qui restera inchangé tant que les Luxembourgeois apprendront l'allemand et le français à l'école et tant que les étrangers utiliseront le français, la principale langue

Présence des langues au Luxembourg

juridique et administrative du pays, comme « porte d'entrée » dans la société grand-ducale.

La comparaison des deux tableaux devrait les réconcilier avec ce qu'ils appellent la « Fehl(en)statistik », ¹ car elle montre qu'aucune des « trois langues du pays » n'est menacée dans sa présence. Tout comme elle devrait aussi apaiser les lobbies de la langue de Goethe ou de Molière qui voient, chacun de son côté, sa langue menacée, voire déjà en déclin. Tandis que les uns crient « Halte à la germanisation » ², les autres déplorent « Dem Deutschen sein Tod ». ³

Pour faire justice aux trois lobbies défendant chacun sa langue et pour expliquer leurs appréhensions contradictoires, il faut avouer que le subtil équilibre fonctionnel entre les « trois langues du pays » est en train de changer et que les deux derniers tableaux ne rendent pas compte de cette évolution. ⁴ Le malentendu avec nos détracteurs vient du fait qu'ils s'arrêtent sur un tableau en le sortant de son contexte théorique.

2.2 Langues les mieux parlées

a) Mesurer le niveau de maîtrise des langues

Une mesure plus précise de la maîtrise des langues et bien adaptée à la situation plurilingue du Luxembourg passe par un palmarès auto-évalué de la compétence langagière. Au lieu de demander des niveaux de compétence – dans le style des descriptions qu'on peut lire dans les CV, genre « notions de base » ou « très bon niveau », – nous avons demandé aux personnes interrogées d'établir une hiérarchie dans le niveau de maîtrise des différentes langues et chacun pouvait donner cinq langues dans l'ordre. ⁵ La question était posée à l'identique pour le parler, la compréhension et l'écriture.

L13. a) Vous venez de m'indiquer les langues que vous utilisez, pourriez-vous m'indiquer celles que vous parlez le mieux? et en deuxième lieu? et en troisième lieu? en quatrième lieu? et en cinquième lieu?

¹ *Eng Klack fir eis Sprooch* l'organe de l'Actioun Lëtzebuergesch.

² André Wengler, S'opposer à la germanisation, Le Jeudi, 30.10.2008.

³ Dem Deutsch sein Tod, Lëtzebuurger Journal, 20.03.2007.

⁴ Nous y reviendrons au fil de l'étude et dans la conclusion. Voir aussi dans la partie *Babylon*, la section 2.4 sur la compétence légitime et la diglossie enchâssée.

⁵ En 1997 nous avons prévu seulement quatre indications.

Langues les mieux parlées

b) Pouvez-vous m'indiquer celles que vous savez le mieux comprendre? et en deuxième lieu? et en troisième lieu? en quatrième lieu? et en cinquième lieu?

c) Pouvez-vous m'indiquer celles que savez le mieux écrire? et en deuxième lieu? et en troisième lieu? en quatrième lieu? et en cinquième lieu?

D'après cet instrument de mesure nous comptabiliserons une langue comme « parlée », si elle est indiquée parmi les cinq premières mentions. La différence avec la question précédente sur la « langue utilisée » vient du fait que plus de cinq indications étaient possibles. La divergence entre les trois questions (langue utilisée, parlée et comprise) était particulièrement grande pour le luxembourgeois et l'allemand et ce pour la sous-population des « autres étrangers », en fait toutes les nationalités à l'exception des Portugais, Italiens et Français.¹ Parmi eux beaucoup auront indiqué une sixième, voire une septième langue.

Tableau 8 : Maîtrise de quatre langues par les « autres étrangers » (N=366) en 1997 selon trois questions différentes

	français	luxemb.	allemand	anglais
"langue utilisée"	94%	79%	85%	66%
"5 premières langues comprises"	91%	52%	64%	71%
"5 premières langues parlées"	91%	52%	63%	70%

Baleine1997

Nous n'avons pas repris la question de « l'utilisation » des langues en 2008 parce que nous avons l'impression qu'elle encourageait l'exagération des compétences, ni celle de la compréhension parce qu'elle fait pratiquement double-emploi avec celle du parler. C'est aussi la raison pour laquelle nous ne présentons pas les tableaux pour la vague 2004 s'y rapportant.

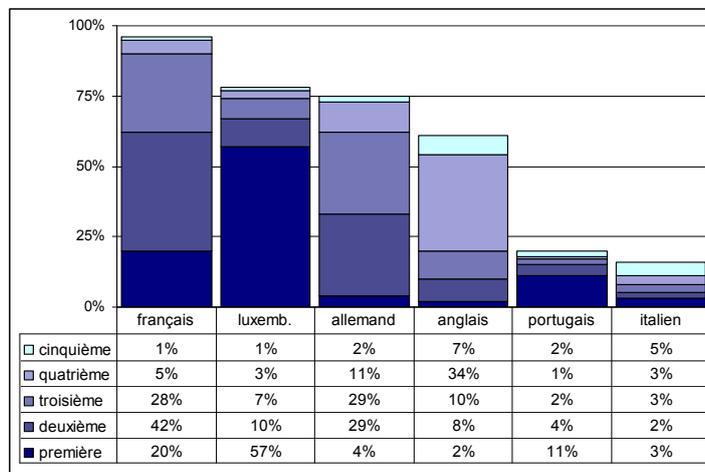
b) Langues les mieux parlées par l'ensemble des résidents

Avant de passer au palmarès des langues proprement dit, nous retiendrons que seulement 3% de la population résidente « avoue » ne parler qu'une seule langue. Ce pourcentage est le plus élevé parmi les Français, dont 14% se déclarent monolingues.

¹ Il s'agit des nationalités dont l'effectif dépassait 100 dans l'échantillon de 1997.

Présence des langues au Luxembourg

Graphique 1: Langues les mieux parlées par l'ensemble des résidents (N = 2795)



Baleine2008

Le graphique 1 montre que pour l'ensemble de la population étudiée (des résidents âgés de 18 à 70 ans), le français est la langue la plus parlée (96%), le luxembourgeois arrivant en deuxième place, devant l'allemand (respectivement 78% et 75%). Depuis 1997, l'avance du luxembourgeois sur l'allemand semble augmenter légèrement, tandis que le français semble régresser très faiblement, fait probablement dû à la venue d'immigrés des pays de l'Est.

L'augmentation de la présence de l'anglais se confirme. Le taux de ceux qui indiquent l'anglais comme une des trois premières langues parlées augmente de 14% à 20%. Ces résultats globaux reflétant le comportement moyen de communautés nationales aux connaissances linguistiques différentes et il est plus éclairant d'analyser celles-ci séparément. Le tableau 9 montre les 5 langues les plus parlées pour les nationalités dont l'effectif dépasse les 100 personnes dans l'échantillon.

Étant constituée de trois communautés linguistiques, la Belgique constitue un cas à part. Comme le Luxembourg est le voisin de la Wallonie, on ne s'étonnera pas que 76% des Belges indiquent le français comme première langue parlée et seulement 9% le flamand. Encore plus surreprésentés que les Wallons sont les membres de la petite communauté germanophone.

En effet, 12% des Belges indiquent l'allemand comme première langue parlée.

Tableau 9 : 5 premières langues les mieux parlées selon les nationalités:

Nationalité	N	français	luxemb.	allemand	anglais	portugais	italien	autre
Luxembourgeois	1788	96%	98%	92%	68%	5%	13%	10%
ensemble étrangers	1007	94%	54%	50%	48%	41%	20%	22%
Portugais	378	96%	54%	38%	30%	95%	11%	13%
Français	204	97%	42%	50%	62%	6%	15%	17%
Italiens	110	97%	54%	46%	45%	12%	93%	12%
Belges	103	99%	50%	58%	75%	5%	10%	53%
ensemble	2795	95%	80%	75%	60%	20%	16%	17%

Baleine2008

Pour chaque nationalité reprise dans ce tableau, nous trouvons un faible pourcentage ne parlant pas sa « langue nationale »¹ : 2% des Luxembourgeois, 3% des Français ; 5% des Portugais et 7% des Italiens. Parmi les non-luxembourgeois, 13% indiquent le Luxembourgeois comme langue la mieux parlée. Le taux élevé parmi les Allemands (25%) s'explique probablement par la proximité entre les deux langues. Celui des Italiens (20%) est vraisemblablement l'expression de l'intégration (non seulement linguistique) réussie d'une immigration ancienne. Le taux élevé parmi les Portugais (14%) le résultat de la scolarisation au Luxembourg et de couples bilingues (voir 3.3).

54% de l'ensemble des étrangers disent parler le luxembourgeois : parmi les quatre nationalités (pour lesquelles nous disposons de plus de 100 réponses), les ressortissants français sont les moins luxembourgophones (42%).

c) Les langues les mieux parlées par les Luxembourgeois

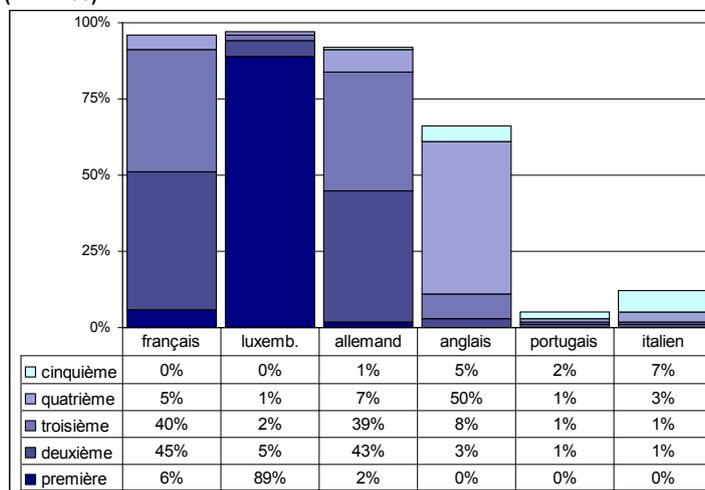
Pour les seules personnes de nationalité luxembourgeoise, le graphique prend une tout autre allure : le luxembourgeois est de loin la langue la mieux parlée : 89% l'indiquent en premier lieu, arrive en deuxième place, le français avec 7% suivi de l'allemand avec 2%. D'autres langues sont indiquées comme première langue parlée par 2% des Luxembourgeois ; notamment le portugais (0,4%) et l'anglais (0,4%). L'italien qui était

¹ Nous mettons ce concept entre parenthèse parce qu'il n'y a pas de lien univoque entre la population d'un État-nation et une langue qui lui est associée, comme l'exemple de la Belgique vient de le montrer.

Présence des langues au Luxembourg

en 1997 indiqué par 0,8% des Luxembourgeois comme langue la mieux parlée est tombé à 0,1%.

Graphique 2: Langues les mieux parlées par les Luxembourgeois en 2008 (N = 1788)



Baleine2008

Ces chiffres sont là pour nous rappeler que le Luxembourg est un pays d'immigration et qu'un certain nombre de nouveaux Luxembourgeois ont gardé la langue de leur pays de naissance voire du pays de leurs parents. Parmi les 127 Luxembourgeois de l'échantillon, nés à l'étranger, 48% indiquent le luxembourgeois comme première langue parlée, 30% le français. Parmi les 107 Luxembourgeois qui indiquent le français comme langue la mieux parlée, 36% sont nés à l'étranger.

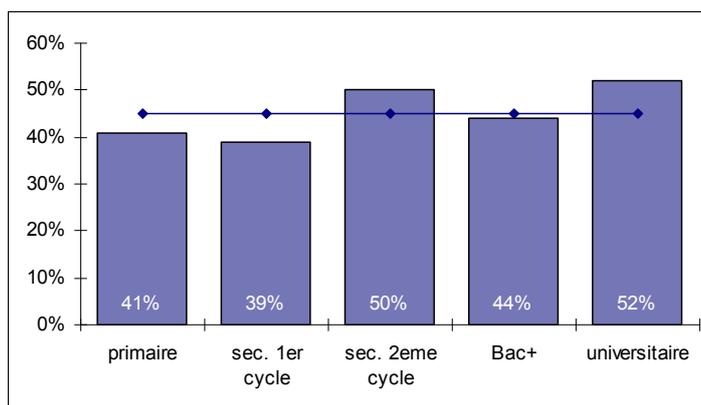
Comme deuxième langue la mieux maîtrisée, le français occupe la première place avec 45%, suivi de près par l'allemand avec 43%. Au troisième rang, les deux sont pratiquement ex-æquo. 50% des Luxembourgeois indiquent l'anglais comme quatrième langue la mieux parlée.

Vu l'organisation du système scolaire, le français joue toujours le rôle de langue de sélection dans le lycée luxembourgeois (Fehlen 2007a) et, de par cette fonction, il est considéré comme la langue de prestige du pays, même si ce titre lui est disputé de plus en plus par l'anglais. Rien d'étonnant à trouver une certaine corrélation entre le niveau d'instruction et l'auto-déclaration de la compétence en français et allemand (Gr. 3). Nous

Langues les mieux parlées

parlons bien d'auto-évaluation, car les réponses données sont conditionnées non seulement par les compétences réelles, mais aussi par les attentes sociales perçues par les répondants. Dans le graphique suivant, la catégorie des BAC+ réunit ceux qui ont fait des études postsecondaires courtes, regroupant non seulement les BAC+3 (p.ex. IST, ISERP, IEES), mais aussi d'autres formations plus courtes.

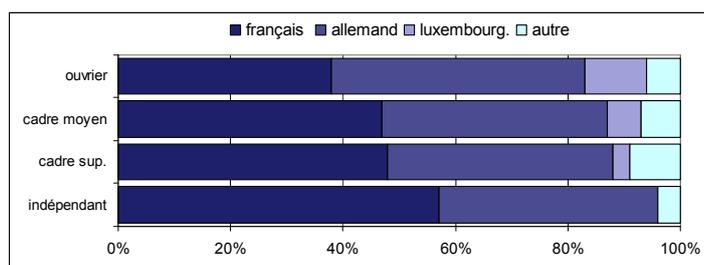
Graphique 3: Français comme deuxième langue la mieux parlée selon le niveau d'instruction par les Luxembourgeois (N = 1788)



Baleine2008

Comme la profession et le statut dépendent souvent de la formation, on retrouve la même structure dans le graphique 4. Les professions demandant un niveau d'instruction plus élevé sont plus portées vers le français. La catégorie des indépendants est une catégorie « fourre-tout » dans laquelle les petits patrons sont probablement les plus nombreux.

Graphique 4: Deuxième langue la mieux parlée par les Luxembourgeois selon la profession (N = 1788)

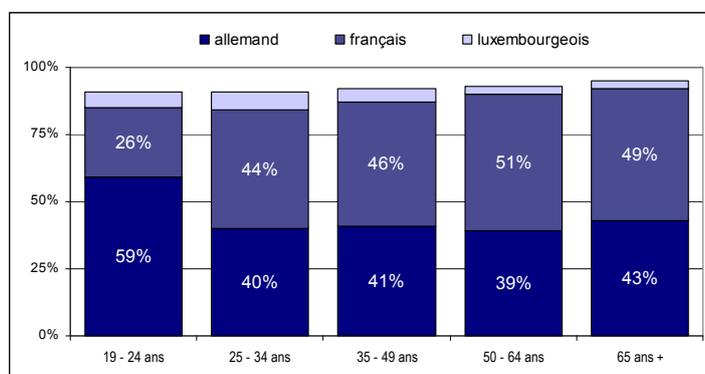


Baleine2008

Présence des langues au Luxembourg

La ventilation de la deuxième langue la mieux parlée selon l'âge fait bien ressortir la relation ambivalente que les Luxembourgeois entretiennent avec le français. Le graphique 5 pourrait inciter à voir dans la différence notable entre la classe d'âge des 19-24 ans et les autres classes plus âgées la traduction d'une évolution historique récente et profonde ou les méfaits de la décadence pédagogique, p. ex. le mécanisme de la compensation entre les disciplines qui permet aux élèves de compenser la note insuffisante d'une matière par celle d'une autre matière. Cette impression pourrait être accentuée par l'opinion des plus jeunes, ceux de 15 à 18 ans, que nous n'avons pas reprise dans le graphique 5.¹ 62% d'eux indiquent l'allemand comme deuxième langue et seulement 23% le français.

Graphique 5: Deuxième langue la mieux parlée par les Luxembourgeois selon l'âge (N = 1788)



Baleine2008

Nos données de 1997 et de 2004 recèlent le même décalage entre les plus jeunes et les autres.² Il ne s'agit donc pas d'une évolution dans le temps, mais d'un effet générationnel que l'on peut interpréter de façon différente, selon que l'on voit dans les réponses une information sur une compétence réelle ou plutôt une opinion et donc une attitude envers les langues. Dans la

¹ Les classes représentées sont d'amplitudes différentes et ont aussi des effectifs différents. La classe des plus jeunes ne regroupant que 3 années s'écartant trop des autres, nous ne l'avons pas représentée.

² L'écart dans le taux de l'allemand comme deuxième langue la mieux parlée entre la classe des 25-34 ans et celle des plus jeunes est de 16 points en 2008 ; de 21 points en 2004 et de 19 points en 1997.

première perspective, on peut dire que les connaissances en français augmentent après 25 ans – par exemple par l’immersion dans un milieu professionnel francophone ou francographe – tandis que ceux en allemand stagnent. Dans la deuxième perspective, on peut voir dans la réponse des jeunes un rejet du français et surtout de son enseignement scolaire contraignant. Une attitude qui se normalisera au fil des années quand ils découvriront le *tendre penchant irrésistible*¹ attribué à la mentalité luxembourgeoise pour la France et sa culture (culinaire).

d) Les modifications depuis 1997

En comparant les chiffres des graphiques 2 et 6 on retient d’abord la stabilité sur la dizaine d’années qui sépare les deux sondages et puis on remarque deux modifications. La première, l’augmentation des connaissances en anglais, nous semble incontestable, d’autant plus qu’elle est confirmée par la vague de 2004.²

La deuxième modification ne s’annonçait pas encore en 2004 : il s’agit d’une certaine perte de vitesse de l’allemand, qui ne diminue pas seulement (passant de 97% à 92% pour la somme des 4 langues les mieux parlées), mais qui, surtout, perd son statut de « deuxième langue la mieux parlée » au profit du français. En 1997 elle devançait dans cette fonction le français de 16 points ; en 2008 elle le suit avec 2 points.³

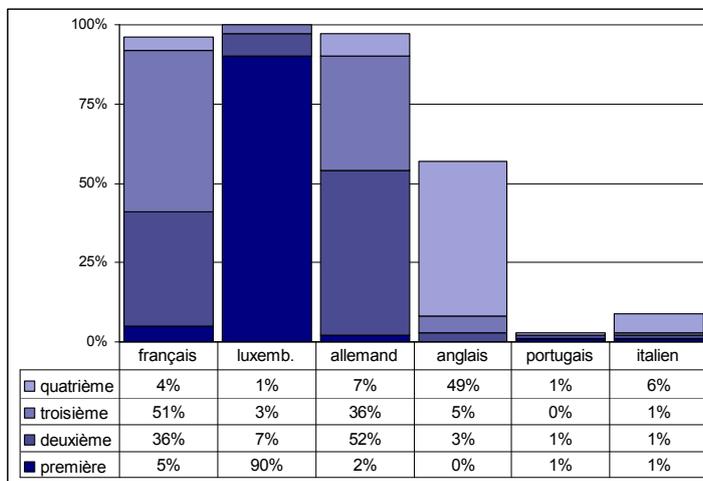
¹ Tel est le slogan des crémants POLL-FABAIRE. Ce n’est pas par hasard que la marque nommée d’après le pionnier des caves coopératives Paul Faber – de Fabesch Paul – s’est choisi un nom à consonance française. Le slogan : « FABER-Sekt, der schmeckt » serait certainement moins vendeur.

² En 2004, la somme de ceux qui disaient le parler était même de 75%, donc encore supérieure à celle de 2008.

³ Ce recul de l’allemand ne s’annonçait pas encore. En 2004 l’allemand précédait, avec 51%, le français, avec 36%, comme deuxième langue la mieux parlée.

Présence des langues au Luxembourg

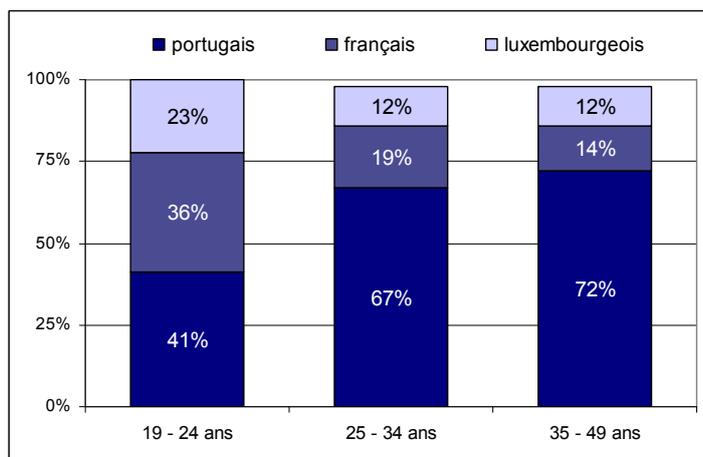
Graphique 6: Langues les mieux parlées par les Luxembourgeois en 1997 (N = 1373)



Baleine1997

Il faut aussi constater un léger fléchissement du luxembourgeois : la somme de ceux qui le parlent tombe de 100% à 97%

Graphique 7: Langue la mieux parlée par les Portugais selon l'âge (N =309)



Baleine2008

et de ceux qui l'indiquent parmi les deux meilleures langues parlées tombe de 97% à 94%.¹

e) Les langues les mieux parlées par les Portugais

Seulement 66% des Portugais indiquent le portugais comme langue qu'ils parlent le mieux, suivi du français (18%) et du luxembourgeois (14%). D'après le graphique 7 moins de la moitié des Portugais âgés entre 19 et 24 ans indiquent le portugais et presque un quart le luxembourgeois comme meilleure langue parlée. La réponse varie évidemment fortement selon le pays de naissance. Ainsi, parmi les 83 Portugais nés au Luxembourg seulement 41% indiquent le portugais comme meilleure langue parlée, le luxembourgeois suit en second lieu avec 31%, et le français avec 28%. Parmi ce groupe des « immigrés de seconde génération », 7% n'indiquent pas le portugais parmi les cinq langues les mieux parlées ; c.-à-d. que 93% indiquent le portugais, 92% le luxembourgeois et 96% le français parmi les 5 langues les mieux parlées.

Parmi les jeunes Portugais, immigrés et natifs du Luxembourg confondus, ceux qui indiquent la langue de leurs parents comme première langue la mieux parlée sont en minorité (graphique 7).

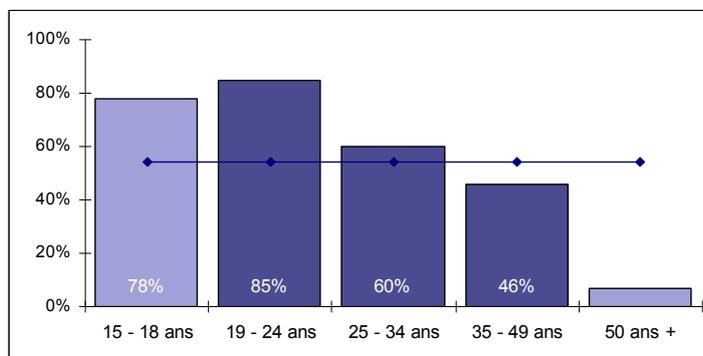
La connaissance du luxembourgeois varie selon les régions et est particulièrement élevée au Nord (71%), où une faible présence (Fehlen 2003 : 40) assure une meilleure intégration, et au Centre (57%), les trois autres régions étant sensiblement au même niveau (51% à l'Est ; 50% au Sud et 49% dans la capitale). Avec la durée de la présence au Luxembourg, la connaissance du luxembourgeois augmente (63% pour ceux arrivés entre 1970 et 1980 ; seulement 11% pour ceux arrivés après 2000), ce qui se traduit dans le graphique selon l'âge.²

¹ Les deux chiffres étant en 2004 respectivement de 99% pour la somme et 92% pour les deux premières langues.

² La barre pour les plus jeunes (N = 27) et les plus âgées (N = 42) est en bleu clair pour souligner le faible effectif de ces deux catégories, les autres étant respectivement 58, 124 et 127.

Présence des langues au Luxembourg

Graphique 8: Portugais indiquant le luxembourgeois parmi les 5 premières langues les mieux parlées selon l'âge (N =378)



Baleine2008

2.3 Les langues les mieux écrites

a) Ensemble des résidents

Le français est la langue que les résidents du Luxembourg savent le mieux écrire. En 2008, elle arrive en tête avec 42% devant l'allemand (32%), le portugais (9%) et le luxembourgeois (8%). Ces résultats sont les moyennes des compétences de différentes populations et deviennent plus lisibles présentés selon les nationalités. D'abord les évidences : le français et l'allemand sont confirmés comme langues nationales. 93% des Français et 92% des Allemands indiquent leur langue nationale respective comme meilleure langue écrite. Ce taux n'est que de 50% pour les Italiens, les immigrants de longue date s'étant intégrés linguistiquement. Le caractère trilingue de la Belgique est confirmé (voir 2.2.b). Le score relativement élevé du luxembourgeois et de l'allemand parmi l'immigration romanophone étonnera ceux qui veulent ignorer son intégration linguistique bien réelle.

b) Les Luxembourgeois

Avec le graphique 9, nous nous tournons vers les seuls Luxembourgeois. Il doit être lu avec beaucoup de prudence, surtout en ce qui concerne la langue luxembourgeoise qui n'est pratiquement pas enseignée à l'école. Le plan d'études toujours en vi-

Les langues les mieux écrites

gueur insiste même sur le fait que les élèves ne doivent pas être stressés (« strapazéiert ») par l'apprentissage de l'orthographe.¹

Tableau 10 : Langue la mieux écrite par les résidents selon la nationalité et le pays de naissance en 2008

Nationalité	N	français	luxemb.	allemand	anglais	portugais	italien	flam.-néerl.
Nationalité								
luxembourgeoise	1788	37%	12%	46%	3%	0%	0%	0%
portugaise	378	37%	2%	5%	0%	55%	0%	0%
française	204	93%	3%	3%	1%	1%	0%	0%
italienne	110	41%	3%	4%	0%	1%	50%	0%
belge	103	75%	0%	11%	0%	1%	0%	13%
allemande	57	3%	3%	92%	2%	0%	0%	0%
autres	155	26%	2%	14%	15%	8%	0%	5%
Pays de naissance								
né au Luxembourg	1837	39%	12%	44%	3%	1%	40%	0%
né à l'étranger	958	47%	2%	12%	3%	23%	6%	2%
ensemble	2795	42%	8%	32%	3%	9%	2%	90%

Baleine2008

Ceux qui l'indiquent en première place expriment par là qu'ils se sentent plus à l'aise quand ils écrivent leur langue maternelle dans une orthographe fantaisiste que quand ils essaient d'écrire d'autres langues dont ils ont appris les graphies correctes à l'école. Plus qu'une évaluation sérieuse de compétences, il faut probablement voir dans les réponses à cette question un amalgame entre une sympathie diffuse pour la langue luxembourgeoise, une revendication patriotique identitaire, un simple rejet de la pédanterie orthographique scolaire et un plaisir de création linguistique, un peu anarchique sur les bords.

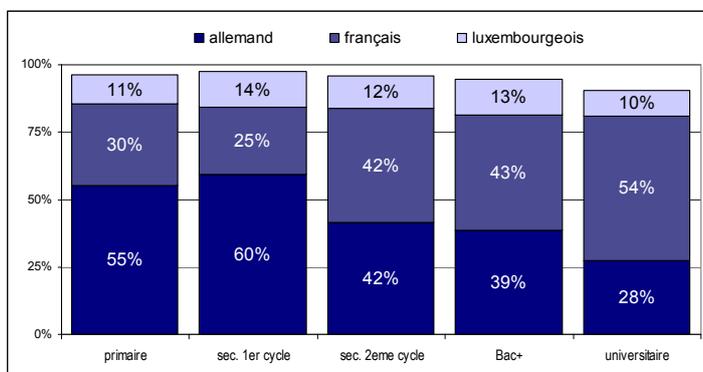
La ventilation selon le niveau scolaire confirme la progression du français avec le niveau d'études. L'écart au 100% provient des autres langues indiquées et non représentées. Il s'agit évidemment surtout de l'anglais qui atteint pour les universitaires un niveau de 8% ayant doublé depuis 1997.

Le tableau comparatif 11 montre les changements depuis 1997. L'élément le plus étonnant est l'évolution de l'allemand qui a perdu 10 points comme langue la mieux écrite des Luxembourgeois, passant de 56% à 46% de 1997 à 2008. Ces 10 points perdus bénéficient aux trois autres langues, le français progres-

¹ Arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1989 portant révision du plan d'études pour les écoles primaires du Grand-Duché de Luxembourg.

Présence des langues au Luxembourg

Graphique 9 : Première langue la mieux écrite par les Luxembourgeois en 2008 selon le niveau d'instruction (N =1788)



Baleine2008

sant le plus pour la première place. Si l'on tient compte des autres rangs du classement, l'impression de la perte de terrain de l'allemand se confirme et l'anglais apparaît comme le gagnant de cette compétition.

Tableau 11 : Langues les mieux écrites par la population luxembourgeoise : évolution 1997 - 2008

	français	luxemb.	allemand	anglais
Baleine1997				
première	32%	9%	56%	1%
deuxième	46%	14%	31%	6%
troisième	16%	41%	7%	26%
quatrième	2%	29%	1%	27%
somme	95%	92%	96%	59%
Baleine2004				
première	39%	8%	49%	3%
deuxième	38%	15%	37%	7%
troisième	14%	35%	10%	21%
quatrième	2%	27%	1%	32%
somme	93%	85%	97%	63%
Baleine2008				
première	37%	12%	46%	3%
deuxième	40%	12%	35%	8%
troisième	16%	31%	11%	22%
quatrième	2%	20%	1%	25%
somme	95%	76%	94%	58%

BaleineBis

3 Famille et école

L2. De toutes les langues que vous m'avez indiquées, dites-moi chaque fois laquelle vous avez parlé dans les situations suivantes.

- Indiquez-moi d'abord la langue que vous utilisez (avez utilisé) le plus souvent et ensuite les autres langues que vous parlez (avez parlé)

- a) avant l'âge de 4 ans
- b) à la maison avec vos parents, frères et sœurs entre 10 et 15 ans
- c) avec votre partenaire
- d) avec vos enfants
- e) à l'école avec les camarades de classe

3.1 La langue du foyer familial

a) Le concept de langue maternelle

D'après le recensement général de la population de 2001, 6,7% des Luxembourgeois sont nés à l'étranger (Fehlen 2003 : 25). Cette source ne nous renseigne malheureusement pas sur le nombre de ceux qui, bien que nés au Luxembourg, ont des parents non-luxembourgeois et donc acquis la nationalité luxembourgeoise par option ou par naturalisation. Mais le même recensement dénombre 7,1% des Luxembourgeoises voire 11% des Luxembourgeois, vivant en couple, ayant un partenaire d'une autre nationalité (Fehlen 2003 : 134). On ne devra donc pas s'étonner que tous les Luxembourgeois n'aient pas le luxembourgeois comme langue maternelle, comme le veut une certaine image d'Epinal ou un discours identitaire qui confond langue maternelle et langue nationale et qui se traduit dans l'expression « Eis Sprooch », notre langue. Cette expression n'est que l'avatar luxembourgeois du discours unificateur qui veut que chaque nation ou chaque communauté trouve son identité dans une langue ancestrale partagée par tous.

Sur cet arrière-fond, la langue maternelle n'est pas seulement la première langue acquise et donc supposée la mieux maîtrisée par l'enfant ; c'est aussi la langue qui le relie à une communauté donnée. Dans un petit pays, comme le Luxembourg, elle est d'abord connotée avec le sentiment d'appartenance à une petite communauté, tandis que dans une grande nation, pour ne pas dire la Grande Nation, elle est inséparable de la norme dans laquelle s'incarne la culture qu'elle est aussi censée véhiculer. Ceci transparaît dans la définition donnée par le *Trésor de la*

langue française qui fait appel à la mère et aux « bons écrivains » pour la transmettre :

« Première langue apprise par une personne (généralement celle de la mère). Il suffit (...) à un enfant d'apprendre sa langue maternelle par l'usage, et la lecture des bons écrivains; il en étudiera les règles quand son jugement sera formé (BERN. DE ST-P., Harm. nat., 1814, p. 306). »

Le concept de la langue maternelle véhicule non seulement un certain discours linguistique, mais aussi une certaine image de la famille, organisée autour d'une mère au foyer qui transmet la langue et la culture. Mais qu'en advient-il, dans un contexte multilingue, dans une société où cohabitent plusieurs langues, dans un foyer bilingue où père et mère parlent des langues différentes ? Ou, si l'entourage du jeune enfant, que ce soit à son domicile ou dans sa garderie, parle une autre langue que celle de ses parents ? Pour des raisons pragmatiques, nous garderons l'appellation « langue maternelle » pour désigner « la langue première », celle que l'enfant apprend en premier, donc la langue du foyer, tout en sachant que l'enfant peut avoir plusieurs « langues maternelles ».

b) Langue principale parlée avant l'âge de 4 ans

Étant conscients de toutes les connotations du concept, nous avons voulu poser une question partant de la pratique langagière concrète de l'enfant et nous avons demandé « la langue la plus souvent utilisée à la maison avant 4 ans » que nous appelons « langue maternelle », quitte à prendre en compte le bilinguisme précoce par la question subsidiaire des « autres langues utilisées à la maison avant 4 ans ».¹

Il s'avère que 87% des Luxembourgeois indiquent le luxembourgeois comme langue qu'ils ont le plus utilisée avant 4 ans, suivi du français avec 4% et de l'allemand, du portugais et de l'italien avec à chaque fois 2%. Ces chiffres étaient sensiblement les mêmes en 1997 (luxembourgeois : 85% ; français 5% ; italien 3% ; allemand 2% et portugais 1%). Pour les 987 Luxembourgeois nés sur le sol luxembourgeois, le taux de ceux qui indiquent le luxembourgeois comme langue principale augmente à 91%.

¹ Une autre façon d'appréhender la langue maternelle sera abordée au chapitre 7.1 par la question du lieu ou mode d'apprentissage.

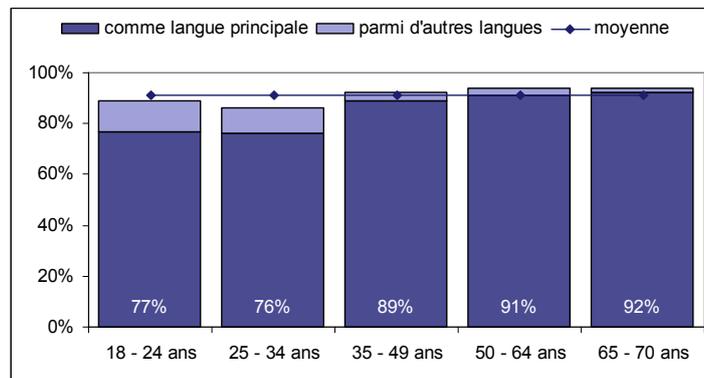
Tableau 12 : Langues parlées avant l'âge de 4 ans selon les nationalités

Nationalité	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	flam. - néerl.	anglais	autres	monolingue
La langue principale										
luxembourgeoise	1044	87%	4%	2%	2%	2%	0%	0%	2%	
portugaise	298	0%	1%	97%	0%	0%	0%	0%	0%	
autre	366	3%	34%	3%	18%	12%	7%	3%	18%	
ensemble	1708	54%	11%	15%	6%	4%	2%	1%	5%	
Ensemble des langues										
luxembourgeoise	1044	91%	10%	2%	5%	9%	1%	1%	2%	80%
portugaise	298	6%	7%	98%	0%	0%	0%	0%	1%	86%
autre	366	9%	41%	3%	21%	13%	9%	5%	11%	79%
ensemble	1708	59%	17%	16%	8%	9%	3%	2%	4%	81%

Baleine2004

20% des Luxembourgeois disent avoir utilisé une autre langue dans leur prime jeunesse, surtout l'allemand et le français.

Graphique 10: Luxembourgeois ayant parlé le luxembourgeois avant l'âge de 4 ans à la maison selon les classes d'âge



Baleine2004

Le graphique 10 représentant l'utilisation du luxembourgeois dans la prime enfance par les Luxembourgeois selon l'âge montre que son utilisation comme langue principale semble fortement diminuer : 77% des 18-24 ans l'indiquent comme langue principale contre 91% des plus de 50 ans. Ce qui ne signifie pas que le luxembourgeois est délaissé pour autant, il perd seulement son statut de langue la plus utilisée, car comme « autre langue utilisée », il augmente pratiquement à la même proportion. En fait, c'est le monolinguisme qui diminue parmi les personnes de nationalité luxembourgeoise. Le taux de ceux qui déclarent parler une seule langue à la maison dans leur prime

Famille et école

jeunesse baisse entre la catégorie des plus âgés et des plus jeunes de 20 points, passant de 87% à 67%. Si l'augmentation du portugais et du français utilisés comme langues familiales secondaires semble cohérente avec le développement démographique, ceci n'est pas le cas pour le doublement de l'allemand : 7% chez les plus âgés ; 14% chez les plus jeunes. Mais peut-être est-ce dû à une présence renforcée de personnel allemand dans les crèches ou à l'omniprésence de la télévision allemande (voir 5.4).

Tableau 13 : Langues parlées à la maison avant l'âge de 4 ans par la population luxembourgeoise selon l'âge (N = 1044).

Age	N	luxemb	français	allemand	italien	portugais	autres	mono-lingues
18 - 24 ans	82	89%	13%	14%	5%	5%	7%	67%
25 - 34 ans	155	86%	18%	11%	7%	7%	5%	68%
35 - 49 ans	412	92%	8%	10%	3%	0%	3%	83%
50 - 64 ans	298	94%	8%	6%	4%	0%	4%	85%
65 - 70 ans	97	94%	5%	7%	4%	0%	1%	87%

Baleine2004

c) Entre frères et sœurs

Les habitudes linguistiques à l'intérieur de la famille ne changent pratiquement pas de la prime jeunesse à l'adolescence, comme le montre la comparaison des tableaux 12 et 14. L'intégration linguistique que nous discuterons dans le paragraphe 3.3 s'annonce déjà.

Tableau 14 : Langues parlées à la maison avec vos parents, frères et sœurs entre 10 et 15 ans selon la nationalité

Nationalité	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	flam. - néerl.	anglais	autres	pas d'autre langue
La langue principale										
luxembourgeoise	1044	90%	4%	1%	1%	1%	0%	0%	1%	
portugaise	298	4%	5%	90%	0%	0%	0%	0%	1%	
Autre	366	6%	38%	1%	15%	11%	8%	4%	15%	
ensemble	1708	57%	12%	14%	5%	3%	2%	1%	5%	
Ensemble des langues										
luxembourgeoise	1044	95%	14%	2%	4%	6%	1%	1%	2%	80%
portugaise	298	24%	18%	98%	0%	1%	0%	0%	1%	62%
Autre	366	13%	44%	2%	20%	14%	10%	7%	12%	72%
ensemble	1708	65%	22%	16%	7%	7%	3%	2%	4%	75%

Baleine2004

Les langues parlées à l'école avec les camarades

3.2 Les langues parlées à l'école avec les camarades

N'ayant pas compris que la question se rapportait à leur scolarité, même lointaine, 5% des personnes interrogées n'ont pas répondu.¹

a) Luxembourgeois

Le tableau 15 n'a pas beaucoup de sens parce qu'il constitue une moyenne de situations historiques ayant changé au fil de la cinquantaine d'années qui séparent les plus jeunes des plus âgés de nos enquêtés. Ventilée selon les classes d'âge (tableau 16), cette question nous permet cependant de décrire l'évolution de l'usage des langues dans les cours de récréations depuis la deuxième guerre mondiale.

Tableau 15 : Les langues parlées à l'école avec les camarades de classe selon la nationalité

Nationalité	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	flam. - néerl.	anglais	autres	pas d'autre langue
La langue principale										
luxembourgeoise	990	93%	5%	0%	0%	1%	0%	0%	1%	
portugaise	284	28%	17%	54%	0%	0%	0%	0%	1%	
Autre	342	18%	40%	0%	9%	9%	8%	3%	12%	
ensemble	1616	65%	15%	8%	2%	3%	2%	1%	3%	
Ensemble des langues										
luxembourgeoise	990	96%	36%	1%	2%	14%	1%	3%	1%	58%
portugaise	284	39%	38%	75%	1%	2%	0%	3%	0%	55%
Autre	342	21%	53%	2%	11%	16%	9%	12%	9%	68%
ensemble	1616	70%	40%	12%	4%	13%	3%	5%	3%	60%

Baleine2004

Parmi les jeunes d'aujourd'hui, seulement un quart dit utiliser une seule langue avec les camarades de classe. La comparaison des différentes classes d'âge montre que le plurilinguisme fait des progrès énormes dans les cours de récréation, que ce n'est pas seulement le français qui s'impose et que la présence de l'allemand augmente aussi. Même si 10% des Luxembourgeois de 18 à 24 ans disent ne pas avoir parlé leur langue avec les camarades de classe – pour avoir fréquenté des écoles internationales ou par dépit –, sur le long terme l'avancée du multilinguisme ne semble pas se faire au détriment du Luxembourgeois, comme le montre le graphique 11.

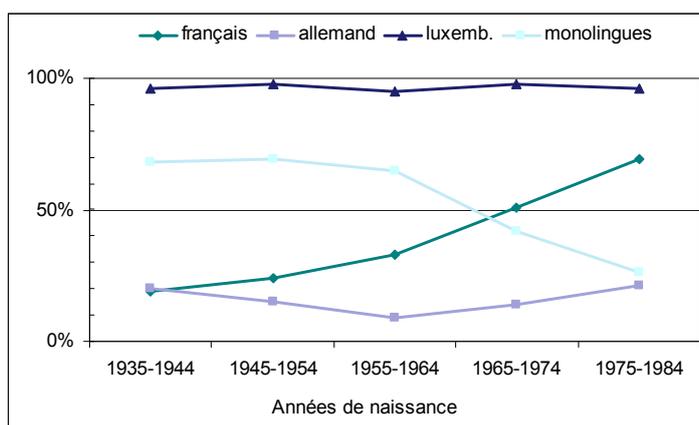
¹ 8% des 65-70 ans se disent non concernés par cette question. Les pourcentages ont été calculés pour les 990 personnes ayant donné une réponse.

Tableau 16 : Les (principales) langues parlées à l'école avec les camarades de classe selon l'âge

Age	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	pas d'autre langue
Ensemble des nationalités							
18 - 24 ans	166	82%	69%	17%	4%	14%	27%
25 - 34 ans	306	64%	51%	23%	2%	11%	47%
35 - 49 ans	638	66%	37%	10%	4%	10%	69%
50 - 64 ans	392	73%	27%	15%	5%	15%	74%
65 - 70 ans	114	76%	20%	18%	7%	18%	70%
ensemble	1616	70%	40%	12%	4%	13%	60%
Luxembourgeois							
18 - 24 ans	81	90%	69%	3%	1%	31%	26%
25 - 34 ans	145	98%	51%	5%	2%	14%	42%
35 - 49 ans	389	95%	33%	0%	2%	9%	65%
50 - 64 ans	285	98%	24%	0%	2%	15%	69%
65 - 70 ans	90	96%	19%	0%	1%	20%	68%
ensemble	990	96%	36%	12%	2%	13%	58%

Baleine2004

Graphique 11: Les langues parlées à l'école avec les camarades par les Luxembourgeois au fil du temps



Baleine2004

L'échantillon pour les Portugais est petit, mais les chiffres sont tellement nets que l'on peut en conclure que le luxembourgeois, et non le français – comme d'aucuns le pensent –, est la langue d'intégration dans les cours de récréés luxembourgeoises. Comme langue principale, il est presque trois fois plus présent que le français. À l'encontre d'un autre cliché, presque la moitié des Portugais indiquent ne pas utiliser le portugais avec leurs camarades de classe.

Intégration linguistique par l'école

Tableau 17 : Langues parlées à l'école avec les camarades de classe par les Portugais nés au Luxembourg (N =61)

	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	autres	pas d'autre langue
Langue principale	67%	24%	8%	0%	2%	0%	
Ensemble des langues	89%	64%	47%	0%	2%	2%	17%

Baleine2004

3.3 Intégration linguistique par l'école

La comparaison des langues parlées avant 4 ans (tableau 12), entre 10 et 15 ans (tableau 14) et avec les camarades de classe (tableau 12) peut se résumer en une seule phrase : avec l'âge, mais aussi avec l'éloignement de la famille d'origine, le plurilinguisme augmente (voir tableau récapitulatif 18). Les différences entre la prime jeunesse et l'adolescence ne sont pas très marquées, la moyenne des langues parlées passe de 1,2 à 1,3. C'est surtout l'utilisation du luxembourgeois qui augmente.

Tableau 18 : Langues parlées dans la jeunesse par les Luxembourgeois en famille et avec les camarades de classe.

	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	mono-lingues
La langue principale							
avant 4 ans	1044	87%	4%	2%	2%	2%	
à la maison	1044	90%	4%	1%	1%	1%	
à l'école	990	93%	5%	0%	0%	1%	
Ensemble des langues							
avant 4 ans	1044	91%	10%	2%	5%	9%	80%
à la maison	1044	95%	14%	2%	4%	6%	80%
à l'école	990	96%	36%	1%	2%	14%	58%

Baleine2004

Dès que l'enfant entre à l'école, il est confronté à des camarades de classe d'origines différentes. Le taux des Luxembourgeois disant parler seulement le luxembourgeois tombe à 58% et le français fait son apparition comme la deuxième langue la plus utilisée avec 36%. Les 14% qui ont indiqué l'allemand comme langue parlée à l'école, se réfèrent-ils à la communication avec les camarades, comme la question l'indiquait explicitement, ou pensent-ils à l'allemand comme langue d'instruction et d'alphabétisation de l'école luxembourgeoise ?

Les trois mêmes tableaux pour les Portugais ont été réunis dans le tableau récapitulatif 19. Contrairement au tableau 17, il en-

Famille et école

globe tous les Portugais, ceux nés au Luxembourg et ceux nés au Portugal ayant passé leur jeunesse, donc aussi leur scolarité, dans un milieu rural résolument monolingue. Malgré cela, on peut détecter l'intégration linguistique par le luxembourgeois et le français dans ce tableau. Le luxembourgeois passant de 0% à la maison comme langue principale à 28% à l'école et le français de 1% à 17%.

Tableau 19 : Langues parlées dans la jeunesse par les Portugais en famille et avec les camarades de classe.

	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	mono-lingues
La langue principale							
avant 4 ans	298	0%	1%	97%	0%	0%	
à la maison	298	4%	5%	90%	0%	0%	
à l'école	284	28%	17%	54%	0%	0%	
Ensemble des langues							
avant 4 ans	298	6%	7%	98%	0%	0%	86%
à la maison	298	24%	18%	98%	0%	1%	62%
à l'école	284	39%	38%	75%	1%	2%	55%

Baleine2004

3.4 Langues parlées avec le partenaire et les enfants

Bon nombre de Luxembourgeois ont peur de voir disparaître leur langue et la voient déjà entraînée inéluctablement dans ce cortège funèbre qui est supposé mener les petites langues du monde à leur extinction.¹ À la métaphore de la mort, on peut opposer la notion d'étiollement linguistique qui rend mieux compte du caractère lent et graduel de ce processus (Moreau² 1998 : 144), dont le vecteur principal est la transmission défaillante de la langue des locuteurs à leurs enfants. Ayant appris, en seconde langue, une nouvelle langue, supposée être dominante, ils cessent de parler leur langue maternelle, première, avec leurs descendants. Ceux-ci ne l'apprennent pas, et leurs parents vont la désapprendre par manque de pratique.

La transmission des langues entre les générations peut être étudiée par le biais de trois questions dont la première – sur la « langue maternelle » – a déjà été discutée plus haut. Les autres

¹ Les plus pessimistes pensent qu'une langue disparaît tous les 15 jours. Pour une critique de cette vue, appelée thanatophobie, voir Calvet (2002 : 112-118)

² Nous n'indiquerons pas les auteurs des différentes contributions dans ce manuel de référence édité par Marie-Louise Moreau.

Langues parlées avec le partenaire et les enfants

concernent les langues respectivement parlées avec le partenaire et les enfants.¹

Le tableau 20 montre que la langue luxembourgeoise est transmise aux enfants par les Luxembourgeois et domine aussi dans les couples bilingues. La communication se fait à 95% en luxembourgeois, utilisé comme langue familiale principale, même par des parents qui, eux, avaient une autre langue maternelle principale, ceci surtout au détriment du portugais et de l'italien. Même si le français est utilisé comme langue principale avec le partenaire par 7% des Luxembourgeois, ils sont seulement 3% à l'utiliser dans cette fonction avec leurs enfants.

Tableau 20 : Transmission de la « langue maternelle » - population luxembourgeoise

	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	pas d'autre langue
La langue principale							
pers. interrogée	1044	87%	4%	2%	2%	2%	
avec partenaire	987	87%	7%	0%	0%	2%	
avec enfants	752	95%	3%	0%	0%	1%	
Ensemble des langues							
pers. interrogée	1044	91%	10%	2%	5%	9%	80%
avec partenaire	987	91%	16%	1%	1%	6%	80%
avec enfants	752	98%	14%	0%	2%	6%	80%

Baleine2004

Pour les personnes de nationalité portugaise, la comparaison des trois questions conduit à un tableau différent. Retenons d'abord le taux élevé de couples bilingues (39%), pratiquement le double que pour les Luxembourgeois (20%).

¹ La perspective de ce tableau est résolument macro-sociale. Il ne s'agit pas d'observer la pratique langagière au sein d'un couple. Nous sommes bien conscients que les lignes du tableau concernent différents individus. L'effectif des trois sous-échantillons passe d'ailleurs de 1044 à 752.

Tableau 21 : Transmission de la « langue maternelle » - population portugaise

	N	luxemb.	français	portugais	italien	allemand	pas d'autre langue
La langue principale							
pers. interrogée	298	0%	1%	97%	0%	0%	
avec partenaire	270	10%	12%	76%	0%	0%	
avec enfants	218	10%	5%	83%	0%	1%	
Ensemble des langues							
pers. interrogée	298	6%	7%	98%	0%	0%	86%
avec partenaire	270	20%	36%	85%	1%	0%	61%
avec enfants	218	26%	33%	95%	0%	2%	52%

Baleine2004

Les Portugais vivant avec un partenaire parlant une autre langue, p.ex. le luxembourgeois ou le français, transmettent leur langue maternelle à leurs enfants dans une moindre mesure que les Luxembourgeois dans la même situation. Même s'ils continuent à parler aussi le portugais en famille, on peut constater une érosion de sa transmission. 10% déclarent parler principalement le luxembourgeois avec leur partenaire et leurs enfants. Plus frappant encore, l'augmentation du plurilinguisme : Nés monolingues à 86%, ils seront seulement 52% à utiliser une seule langue avec leurs enfants qui eux seront résolument plurilingues.

4 Vie publique

Avant d'étudier le monde du travail dans le chapitre 7, nous allons l'aborder à travers un aspect précis : la perception des clients appréhendée à travers les deux questions suivantes :

Lorsque vous allez faire des achats ou dans un restaurant ou dans un café, quelle langue utilisez-vous alors principalement ici à Luxembourg ?

- a) quelle langue utilisez-vous alors principalement ?
- b) et quelles autres langues encore ?

L6. Lorsque vous allez régler des affaires dans une administration au Luxembourg par exemple dans un Ministère, à la mairie, au bureau des impôts ou de la Sécurité Sociale,

- a) quelle langue utilisez-vous alors principalement ?
- b) et quelles autres langues encore ?

Contrairement à la situation linguistique au sein de la famille qui semble assez stable, celle de la vie en public, dans les magasins et les administrations, a connu bien des modifications.

4.1 Commerces et restaurants

- a) Une forte présence de frontaliers

Les frontaliers sont écartés des sondages BALEINE autant par choix – notre problématique initiale étant l'intégration des étrangers résidant au Luxembourg – que par les contraintes de notre outil ne permettant pas de les intégrer dans l'échantillon.¹ Pourtant, ils font partie intégrante de notre objet d'étude en tant qu'interlocuteurs des résidents interrogés.

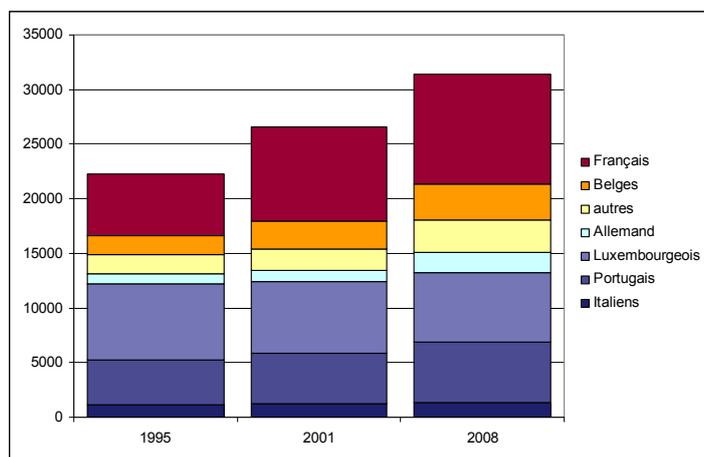
Comme ils sont particulièrement nombreux dans le secteur du commerce et de la gastronomie, nous allons d'abord présenter l'évolution statistique de leur présence avant de regarder l'incidence de celle-ci sur la perception des clients telle qu'elle se manifeste dans les trois vagues de l'étude BALEINE.

¹ Dans le contexte d'un projet de recherche FNR, nous avons réalisé une enquête (fin 2003 auprès de 2500 habitants de la Grande-Région) qui ne s'est cependant pas limitée aux frontaliers. Elle confirme certains stéréotypes véhiculés sur les différentes nations : les Luxembourgeois sont multilingues et les Allemands plus ouverts aux langues étrangères que les Français et les Belges. Mais au-delà de ces généralités, elle apporte des nuances notamment sur les différences entre la Sarre et la Rhénanie-Palatinat. (Cavet, Gengler et Fehlen 2006)

Vie publique

En 1995, 29% des salariés de ces deux secteurs étaient des frontaliers, en 2008 ce sont 42% (27% viennent de France, 10% de Belgique et 5% d'Allemagne).¹

Graphique 12: Salariés des secteurs du commerce et de l'HORECA selon les nationalités



BaleineBis d'après IGSS

Le graphique 12 présente les nombres de salariés dans les secteurs du commerce et de l'HORECA selon les nationalités pour une période correspondant plus ou moins aux trois sondages. Les nationalités ont été rangées de façon à réunir en bas du graphique les Italiens et les Portugais, dont nous savons qu'une grande partie parle le luxembourgeois, viennent ensuite les Luxembourgeois et les Allemands, puis les « autres nationalités », parmi lesquels se trouvent, au moins dans les deux secteurs concernés, beaucoup de ressortissants des pays de l'ex-Yougoslavie. Les Belges sont en majorité des Wallons et, enfin, formant la partie supérieure de la colonne empilée, les Français. Sans entrer dans le détail des chiffres, le graphique montre que l'effectif des Français a le plus augmenté. Même si l'effectif des Allemands et des « autres » reste faible, leur taux de variations pour la dernière période (2001 à 2008) est impressionnant, respectivement 85% et 54%, surtout comparé au taux d'augmentation de 17% de l'ensemble des salariés des secteurs du commerce et de l'HORECA sur la même période.

¹ En 1995, 19% venaient de France, 7% de Belgique et 3% d'Allemagne.

Les frontaliers sont beaucoup moins motivés à s'intégrer linguistiquement que les étrangers résidents (voir aussi 7.3) et il ne faut donc pas s'étonner d'entendre parfois de la bouche des vendeuses ou des serveuses et de leurs collègues masculins l'injonction : "Parlez français, s.v.p.!".

Cette phrase fâche plus d'un Luxembourgeois, surtout si elle est prononcée sur un ton discourtois, sans la formule de politesse, s.v.p., ou agrémentée de la remarque que l'on ne comprend pas le chinois, l'arabe ou le charabia.¹ Le sociolinguiste y verra l'amorce d'une négociation de la langue d'interaction entre deux locuteurs plus ou moins plurilingues, dont le résultat dépendra de nombreux facteurs. Il dépendra non seulement des compétences linguistiques réelles des deux protagonistes, mais aussi des représentations qu'ils se font du statut des langues. La compétence légitime du Luxembourg exige de répondre en français ou en allemand à un étranger et le refus de le faire est interprété comme un manque de bonnes manières et de savoir-vivre. Au point que les étrangers qui voudraient apprendre le luxembourgeois se plaignent qu'ils n'ont pas la possibilité de le pratiquer. Dès qu'ils commencent une conversation en luxembourgeois approximatif avec un accent, leur interlocuteur leur répond dans leur langue.² Faut-il y voir un acte de prévenance ou d'exclusion larvée réservant la langue nationale comme un code secret, à l'instar d'une célèbre campagne publicitaire qui montre tous les stratagèmes des autochtones pour garder le secret de leur bière ?³

Ce comportement est cependant de plus en plus prôné ouvertement par certains défenseurs de la langue luxembourgeoise⁴ et, même s'il reste indicible en bonne compagnie, il aura plus de facilité à se manifester lors d'une enquête téléphonique anonyme. Ceci pose le problème de déterminer si les profondes modifications des réponses à la question de langues utilisées

¹ Les anecdotes sont légions et chacun connaît une histoire, racontée en brève de comptoir ou portée à la connaissance du grand public sous forme de lettre à la rédaction.

² Voir le témoignage au chapitre 10.1.h.

³ Depuis 2000 la brasserie Bofferding a décliné le sujet du « sèffege Secret vu Lëtzebuerg » sous de nombreuses formes. Voir <http://www.bofferding.lu/index2.php>.

⁴ On consultera par exemple les témoignages publiés par les signataires d'une pétition pour interdire l'embauche de non-luxembourgophones, contre toute logique économique et en contradiction avec le principe de la libre circulation de la main-d'œuvre à l'intérieur de l'UE (<http://www.petitionspot.com/petitions/ludiglux>, 1406 signatures le 25 novembre 2008).

dans le commerce et la gastronomie au fil des trois vagues de l'étude BALEINE traduisent une évolution du comportement, de la perception ou révèlent d'une attitude identitaire, voire identitariste.¹

b) La réponse des clients

Même si le français est la langue qui domine – 96% l'utilisent – les ressortissants de chaque nationalité arrivent plus ou moins à trouver le commerce qui leur convient : contrairement à certains préjugés, les Portugais ne vivent nullement dans un ghetto, seulement 3% utilisent le portugais comme langue principale lors des courses. Presque 100% disent utiliser le français, mais aussi 47% le luxembourgeois et 8% indiquent même l'allemand. Le stéréotype du Français monolingue se trouve confirmé : 34% utilisent une seule langue (à comparer aux 9% de l'ensemble des résidents et aux 2% des Allemands). Mais les chiffres sont aussi là pour nous rappeler que ce cliché constitue une généralisation abusive : plus d'un cinquième des Français disent utiliser l'anglais et plus d'un tiers le luxembourgeois dans les magasins et cafés. Un cinquième des Allemands utilisent leur langue comme langue principale, la moitié utilise le luxembourgeois, et trois-quarts ont aussi recours au français.

Tableau 22 : Langues utilisées pour faire les achats selon les nationalités

Nationalité	N	luxemb.	français	allemand	anglais	portugais	italien	pas d'autres langues
La langue principale								
luxembourgeoise	1788	53%	46%	0%		0%		
portugaise	378	18%	79%	0%		3%		
française	204	12%	87%	0%		0%		
italienne	110	16%	84%	0%		0%		
belge	103	16%	83%	0%		0%		
allemande	57	43%	37%	20%		0%		
autres	155	25%	68%	2%		1%		
ensemble	2795	39%	69%	1%		1%		
Ensemble des langues								
luxembourgeoise	1044	96%	96%	22%	9%	1%	2%	5%
portugaise	298	47%	98%	8%	6%	58%	1%	10%
française	204	37%	100%	18%	21%	2%	2%	34%
italienne	110	48%	100%	7%	17%	6%	45%	10%
belge	103	75%	98%	20%	27%	6%	1%	24%
allemande	57	56%	74%	70%	6%	0%	2%	2%
autres	155	49%	97%	27%	25%	9%	6%	11%
ensemble	2795	77%	96%	20%	12%	11%	4%	9%

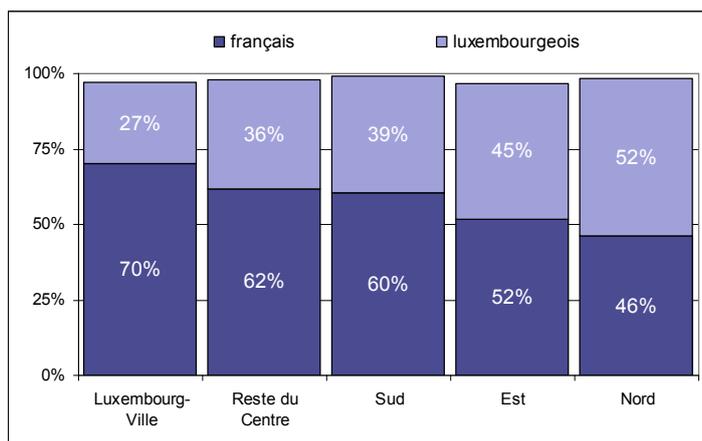
Baleine2008

¹ Tandis que l'identitaire met en avant son identité, l'identitariste veut l'imposer aux autres et exclure tous ceux qui ne se conforment pas à sa vue de la société.

Commerces et restaurants

La modification la plus profonde par rapport à 1997 est l'apparition de l'anglais : très marginal alors avec 1% d'usage concurrentiel, il est passé à 12% en 2008. De même, le taux de ceux déclarant utiliser une seule langue a diminué, tombant de 26% à 9%.

Graphique 13: Première langue utilisée dans les magasins et le secteur HORECA selon les régions (N = 2795)



Baleine2008

La présence du français comme première langue parlée dans les commerces n'est pas uniforme sur tout le territoire national. Elle est surtout prononcée dans la capitale et ses alentours. Le Nord est la seule région où le luxembourgeois occupe le premier rang. Les autres langues, non représentées dans le graphique 13, sont le portugais et l'allemand. Ce dernier est particulièrement présent (avec 2,5%) le long de la Moselle.

c) Les Luxembourgeois

Revenons à la question qui fâche plus d'un Luxembourgeois, la suprématie – réelle ou ressentie – du français dans les magasins et essayons de comprendre les évolutions au fil des trois vagues de sondage. En 1997, 78% des Luxembourgeois indiquent leur langue nationale comme première langue de leurs achats, et 22% indiquent le français. En 2004 la situation s'est renversée : le français a pris le devant avec 56%, le luxembourgeois tombant à 44%. Trois années plus tard, le luxembourgeois a remon-

té la pente¹ et est de nouveau à la première place avec 53% et le français à 46%.

Tableau 23 : Langue pour faire les achats selon les nationalités

Nationalité	N	luxemb.	français	allemand	anglais	portugais	italien	pas d'autres langues
La langue principale								
luxembourgeoise	975	78%	22%	0%	0%	0%		
portugaise	330	16%	76%	0%	0%	8%		
française	111	16%	83%	1%	0%	0%		
italienne	203	38%	56%	0%	0%	0%		
belge	82	21%	79%	0%	0%	0%		
allemande	75	33%	34%	33%	0%	0%		
ensemble	2002	60%	36%	2%	0%	1%		
Ensemble des langues								
luxembourgeoise	975	96%	87%	4%	1%	0%	4%	16%
portugaise	330	24%	95%	61%	1%	45%	61%	40%
française	111	28%	97%	2%	7%	0%	1%	68%
italienne	203	49%	91%	4%	0%	1%	4%	41%
belge	82	31%	94%	5%	0%	0%	5%	64%
allemande	75	49%	70%	57%	0%	0%	24%	25%
ensemble	2002	76%	88%	6%	1%	6%	4%	26%

Baleine1997

S'agit-il d'un changement réel ou seulement d'un effet de perception sélective ou de déclaration subjective ? Un sondage ne peut apporter de réponse à cette question. La démographie salariale dans le secteur, telle qu'elle apparaît dans le graphique 12, explique une augmentation du français et en même temps, dans une moindre mesure, le retournement de la situation entre 2004 et 2008 (par l'augmentation spectaculaire du taux des Allemands et des « autres nationalités »). Les efforts de nombreux employeurs pour former leur personnel et la demande grandissante de cours de langue luxembourgeoise devraient avoir des retombées positives.

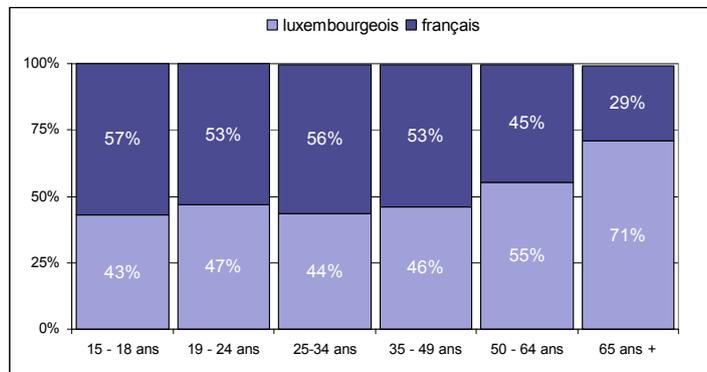
Le luxembourgeois comme première langue utilisée dans les commerces dépend fortement de l'âge, comme le montre le graphique 14. 71% des plus âgés l'utilisent et seulement 43% des plus jeunes. En 1997 il dépendait bien plus faiblement de l'âge, la différence entre les plus âgés (88%) et les plus jeunes (78%) était moindre.

Trop se focaliser sur la question de la concurrence entre les langues française et luxembourgeoise, c'est rater l'essentiel de

¹ Comme nous ne possédons que les informations pour ces trois dates, nous ne pouvons pas dire en quelle année cette tendance s'est renversée.

l'évolution : L'internationalisation de la clientèle et du personnel s'accompagne d'une généralisation du multilinguisme. Abstraction faite du luxembourgeois et de l'italien qui stagnent, toutes les autres langues progressent. Le taux des Luxembourgeois disant employer une seule langue est tombé de 16% en 1997 à 5% en 2008. Même les Français n'échappent pas à la tendance et le taux de ceux qui n'utilisent que leur langue pour les achats s'est carrément divisé par deux (tombant de 68% à 34%). Le Luxembourg semble donc bien être le paradis du shopping multilingue, comme veut le faire croire le site quadrilingue de la *Confédération Luxembourgeoise du Commerce*, www.goodidea.lu!

Graphique 14: Première langue utilisée dans les magasins et le secteur HORECA par les Luxembourgeois selon l'âge (N = 1788)



Baleine2008

4.2 Administrations

Pour éviter toute confusion et mettre l'accent sur l'administration publique luxembourgeoise, le texte de la question mentionnait des exemples (« un Ministère, à la mairie, au bureau des impôts ou de la Sécurité Sociale »). Le tableau 24 n'offre pas de vraies surprises et confirme que l'administration publique reste le bastion du trilinguisme traditionnel luxembourgeois. On retiendra cependant le taux élevé de Portugais et aussi des « autres » étrangers qui utilisent le luxembourgeois comme langue principale, ce qui n'est nullement en contradiction avec le taux élevé de Portugais ayant l'opportunité d'utiliser leur langue.

Reste à expliquer le fait que 18% des Luxembourgeois prétendent utiliser **principalement** le français.¹ Vu les règles de recrutement des administrations publiques luxembourgeoises, tous ses agents parlent luxembourgeois. À l'origine il y a probablement une double méprise. D'abord le flou du terme administration publique. Certaines administrations du secteur de la santé et de l'action sociale ont un personnel non-luxembourgeois.² Autre élément : Comme le texte de la question ne spécifiait pas qu'il s'agissait de communication orale, un certain nombre de répondants auront probablement pensé aux formulaires et aux courriers administratifs prioritairement en français.

L'image d'une administration employant – selon la formule de la loi de 1984 – « dans la mesure du possible » la langue choisie par l'administré est confirmée par le tableau 24.

Tableau 24 : Langues utilisées avec l'administration publique luxembourgeoise selon la nationalité

Nationalité	N	luxemb.	français	allemand	anglais	portugais	italien	pas d'autres langues
La langue principale								
luxembourgeoise	1044	80%	18%	2%				
portugaise	298	30%	69%	0%				
autres	366	29%	60%	10%				
ensemble	1708	0,6	36%	4%				
Ensemble des langues								
luxembourgeoise	1044	88%	53%	11%	1%	0%	0%	52%
portugaise	298	39%	88%	2%	0%	30%	0%	43%
autres	366	37%	79%	17%	5%	1%	5%	55%
ensemble	1708	0,69	64%	12%	2%	4%	1%	52%

Baleine2004

Une question d'un sondage commandité par le *Ministère de la Fonction Publique* sur l'image de l'Administration publique luxembourgeoise³ traitait e. a. « des langues préférées pour les textes des services administratifs ». Les personnes interrogées pouvaient indiquer trois langues dans l'ordre de préférence et

¹ Les 2% qui utilisent principalement l'allemand pour communiquer avec l'administration cadrent bien avec le taux de 4% des Luxembourgeois qui indiquent l'allemand comme meilleure langue parlée.

² Pour une définition exacte des différents secteurs et la composition de leur personnel par nationalité voir Pigeron-Piroth et Fehlen (2009).

³ Réalisé par TNS-ILRES auprès de 1058 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatives de la population résidente du Luxembourg (558 par téléphone, 500 par internet) ; mai -juin 2008. <http://www.fonctionpublique.public.lu/actualites/2008/10/presentadmpublique2008/index.html>.

Administrations

on ne s'étonnera pas de trouver, pour l'ensemble des résidents, le français au premier rang (92%) devant l'allemand (86%) et le luxembourgeois (72%). L'anglais (16%) arrive avec le portugais (11%) loin derrière. Si l'on prend seulement en compte la 1^{ère} langue préférée, le français reste premier (44%) précédant le luxembourgeois (33%) et l'allemand (19%). Pratiquement la moitié des Luxembourgeois (48%) souhaitent remplir les formulaires prioritairement dans leur langue nationale. (Les deux autres langues étant pratiquement à égalité : 26% pour le français et 25% pour l'allemand.) L'engouement pour le luxembourgeois augmente avec l'âge.

5 Médias

Pour la présentation des réponses, le même schéma sera appliqué à chaque média. Comme la taille de l'échantillon ne permet pas d'aller dans les détails pour les différentes nationalités les tableaux sont ventilés selon trois modalités : Luxembourgeois, Portugais et autres nationalités confondues. Seul le comportement des Luxembourgeois sera analysé dans le détail.

Les tableaux indiquent seulement les 5 langues les plus courantes. Le lecteur intéressé pourra calculer le taux pour les autres langues en faisant la différence avec 100%.

5.1 Journaux

Lisez-vous des quotidiens et / ou des journaux (hebdomadaires)?

- a) Dans quelle langue principalement?
- b) Et dans quelles autres langues encore?
- c) Combien de fois lisez-vous des quotidiens et / ou journaux?

- presque, chaque jour
- quelques fois par semaine
- quelques fois par 15 jours
- quelques fois par mois
- moins souvent
- jamais

92% des personnes interrogées déclarent lire la presse (quotidienne et hebdomadaire). Parmi celles-ci, 65% lisent tous les jours et 28% quelquefois par semaine, 4% quelque fois par 15 jours et 2% quelque fois par mois et 1% moins souvent. La lecture de la presse augmente fortement avec l'âge (41% des 15-18 ans ; 87% des 65-70 ans lisent la presse tous les jours).

L'allemand reste incontestablement la première langue pour la lecture des journaux parmi les Luxembourgeois. Le taux de 6% des personnes, toutes nationalités confondues déclarant lire les journaux principalement en luxembourgeois, doit nous interpeller.

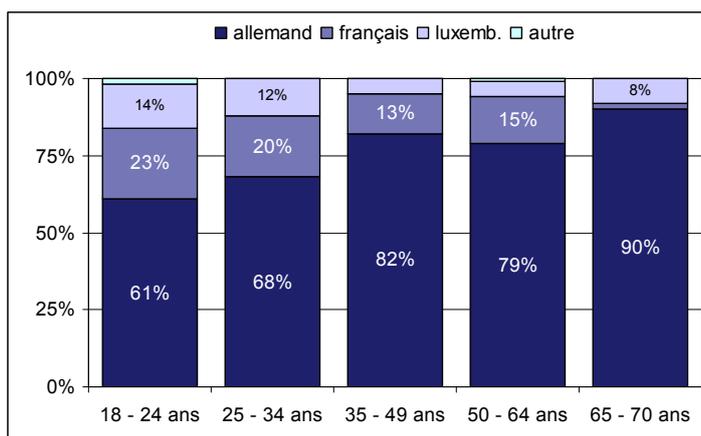
Tableau 25 : Langues de lecture des quotidiens et des hebdomadaires selon la nationalité

Nationalité	N	français	allemand	luxemb.	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	991	15%	77%	7%	0%	1%	
portugaise	254	58%	8%	1%	31%	2%	
Autre	324	52%	31%	4%	1%	3%	
ensemble	1569	29%	57%	6%	4%	1%	
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	991	75%	95%	18%	0%	9%	22%
portugaise	254	91%	25%	4%	65%	4%	19%
Autre	324	82%	50%	14%	2%	24%	21%
ensemble	1569	79%	75%	15%	9%	12%	21%

Baleine2004

C'est certes un indicateur intéressant pour l'acceptation du luxembourgeois écrit et de son utilisation habituelle, qui ne doit cependant pas être interprété au premier degré, car les articles en langue luxembourgeoise sont rares. Peut-être auront-ils aussi pensé aux avis mortuaires et autres faire-part rédigés dans cette langue ?

Graphique 15: Langue principale pour la lecture de la presse selon l'âge - Luxembourgeois (N =991)



Baleine2004

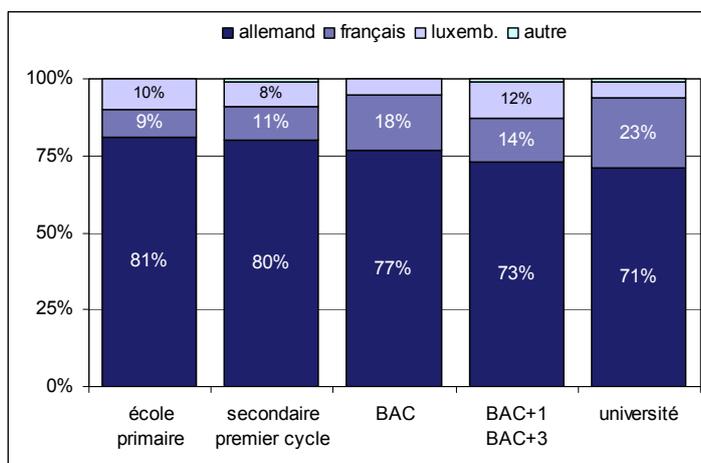
Le graphique 15 montre que les jeunes lisent moins l'allemand ... ou, du moins, sont plus enclins à déclarer qu'ils lisent les journaux principalement en luxembourgeois. Ce gradient selon l'âge est pratiquement le double, si l'on considère l'ensemble des langues utilisées (32% des plus jeunes contre 20% des plus

Médias

âgées lisent les journaux en luxembourgeois). Les plus jeunes indiquent aussi plus souvent le français comme langue principale de lecture de journaux. Cette préférence aura encore été renforcée par le lancement des deux quotidiens gratuits en langue française. « *L'essentiel* » et « *Point24* », dont le premier revendique être « le premier quotidien luxembourgeois des 15-34 ans ».¹

L'utilisation du français s'amplifie surtout avec le niveau de l'instruction (23% des universitaires indiquent le français comme langue principale).

Graphique 16: Langue principale pour la lecture de la presse selon le niveau d'instruction – population luxembourgeoise (N =991)



Baleine2004

5.2 Livres

L8. Lisez-vous des livres?

- Dans quelle langue principalement?
- Et dans quelles autres langues encore?
- Avec quelle fréquence lisez-vous des livres ?

tous les jours plus d'une heure
tous les jours moins d'une heure
plusieurs fois par semaine

¹ Avec un lectorat de 37,1%, devant le Luxemburger Wort (31,7%) et loin devant Point 24 (15,3%). *L'Essentiel* 30.5.2008.

une fois par semaine
plus rarement

80% des personnes interrogées déclarent lire des livres. Parmi celles-ci, 22% lisent tous les jours et 19% quelquefois par semaine, 25% quelquefois par quinzaine et 13% quelquefois par mois. 21% disent lire des livres moins souvent. La lecture de livres n'est pas aussi fréquente que celle de la presse ; mais à l'instar de celle-ci, elle augmente avec l'âge, cependant d'une façon moins prononcée (31% des 15-18 ans ; 57% des 65-70 ans lisent un livre quelques fois par semaine).

Tableau 26 : Ensemble des langues utilisées pour la lecture des livres selon la nationalité (N =1360)

Nationalité	N	français	allemand	luxemb.	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	856	22%	70%	1%	0%	6%	0,26
portugaise	186	56%	8%	0%	36%	1%	0,21
Autre	318	49%	22%	0%	0%	13%	0,31
ensemble	1360	33%	51%	1%	4%	7%	0,27
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	856	70%	91%	7%	0%	28%	
portugaise	186	92%	26%	0%	59%	12%	
Autre	318	74%	37%	2%	1%	40%	
ensemble	1360	74%	70%	5%	7%	30%	3%

Baleine2004

L'anglais est beaucoup plus présent sur les étagères des librairies que dans les kiosques à journaux. Les hommes lisent plus de livres anglais (34%) que les femmes (26%). Le luxembourgeois est beaucoup moins utilisé pour la lecture des livres que pour celle des journaux, et ceci surtout par les non-Luxembourgeois qui semblent imperméables à la littérature luxembourgeoise. Parmi l'ensemble, 6% indiquent lire des livres en italien et 3% en néerlandais.

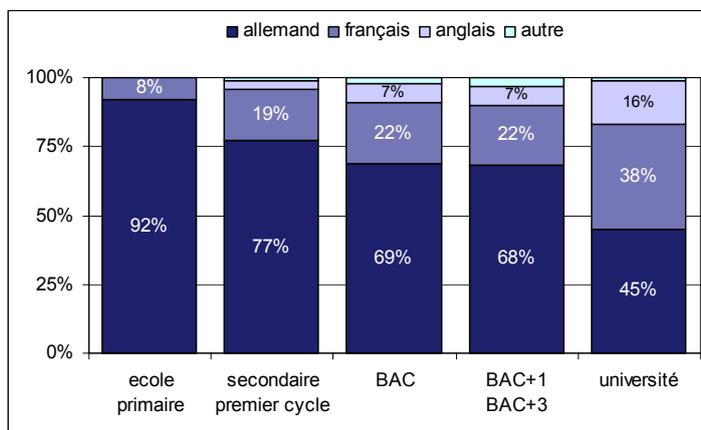
7% des Luxembourgeois déclarent lire des livres en luxembourgeois, ce taux étant particulièrement élevé (10%) chez les grands lecteurs de livres. 70% d'entre eux indiquent l'allemand comme langue principale. Ce taux varie cependant fortement avec le niveau d'instruction (passant de 92% pour le niveau primaire à 45% pour les universitaires).

La comparaison des graphiques 16 et 17 montre que les Luxembourgeois les plus instruits lisent plus de journaux que de livres allemands. Pour les belles lettres, la langue de Goethe est

non seulement concurrencée par celle de Molière, mais aussi par celle de Shakespeare. Comme autre langue utilisée, l'allemand est bien présent et reste, en fin de compte, la langue la plus populaire pour la lecture des livres.

Contrairement à ce que nous avons vu pour la presse, il n'existe pas de lien linéaire entre l'âge et la langue principale de lecture des livres. Sauf pour l'anglais qui est préféré par les plus jeunes (10% pour les 25-34 ans).

Graphique 17: Langue principale pour la lecture des livres selon le niveau d'instruction - population luxembourgeoise (N =856)



Baleine2004

5.3 Radio

L9. Ecoutez-vous la radio?

- a) Dans quelle langue principalement?
- b) Et dans quelles autres langues encore?

93% des personnes interrogées déclarent écouter la radio. C'est le média qui a le plus contribué à la promotion de la langue luxembourgeoise, depuis que les pionniers de la télégraphie sans fil ont transmis fin des années 1920 les opérettes de Dicks et les chansons populaires luxembourgeoises. Le vrai essor viendra cependant en 1958 avec le passage de *Radio Luxembourg* sur la bande FM – dont la traduction UKW deviendra le synonyme luxembourgeois pour la radio – et qui permettra l'émancipation du programme en langue luxembourgeoise des

autres programmes plus rémunérateurs avec lesquels il avait dû se partager les fréquences.

Tableau 27 : Ensemble des langues utilisées pour l'écoute de la radio selon la nationalité (N =1580)

Nationalité	N	français	allemand	luxem - bourgeois	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	992	6%	10%	83%	0%	0%	
portugaise	263	23%	4%	33%	40%	1%	
Autre	325	49%	14%	32%	1%	4%	
ensemble	1580	19%	10%	64%	6%	1%	
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	992	30%	48%	93%	1%	4%	39%
portugaise	263	66%	8%	47%	64%	2%	20%
Autre	325	67%	33%	51%	3%	16%	33%
ensemble	1580	44%	39%	77%	10%	7%	35%

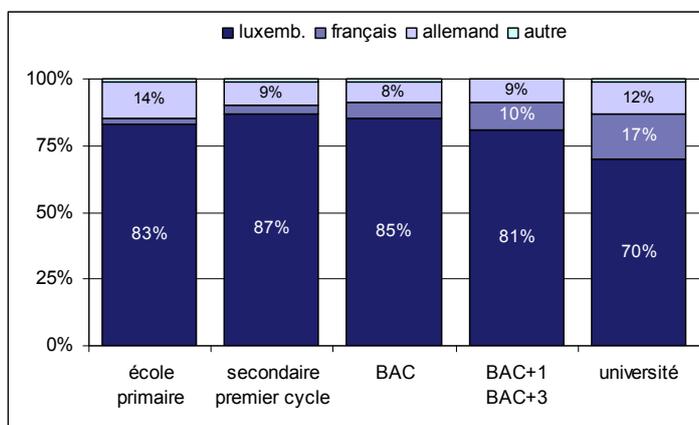
Baleine2004

83% des Luxembourgeois indiquent le luxembourgeois comme langue principale pour écouter la radio, 10% l'allemand et 6% le français. C'est surtout à l'est du pays que l'allemand est mentionné comme première langue d'écoute (19%), au détriment du français (1%). La raison se trouve sans doute dans la présence de programmes commerciaux visant un public local, mais transnational de part et d'autre de la Moselle et aussi en partie à cause de la mauvaise réception des programmes FM venant de France et de Belgique. Les jeunes ont un plus faible penchant pour le luxembourgeois comme langue principale d'écoute radio. Seulement 75% des 18-24 ans, en comparaison à la moyenne de 83% pour l'ensemble de leurs compatriotes, indiquent le luxembourgeois en première langue. Les autres jeunes se partagent entre les postes allemands (12%) et français (10%).

Ce sont aussi les adolescents et les jeunes adultes qui mentionnent l'anglais comme autre langue d'écoute de la radio (8% des 18-24 ans ; 7% des 25-34 ans). Les fans de ARA-City-Radio et des autres postes anglais se recrutent surtout parmi la gente masculine, comparé aux femmes (2%), ce pourcentage est le triple chez les hommes (6%), tout âge confondu. Ce résultat

s'explique principalement par le comportement des hommes de moins de 25 ans.¹

Graphique 18: Langue principale pour la écouter la radio selon le niveau d'instruction - population luxembourgeoise (N =856)



Baleine2004

Si l'on fait abstraction de la catégorie ayant l'école primaire comme diplôme le plus élevé et parmi laquelle les jeunes sont particulièrement nombreux, l'écoute des émissions non-luxembourghophones, surtout françaises augmente avec le niveau d'instruction.

5.4 Télévision

L10. Regardez-vous la télévision?

- a) Dans quelle langue principalement?
- b) Et dans quelles autres langues encore?
- c) Et avec quelle fréquence ?

tous les jours plus d'une heure
 tous les jours moins d'une heure
 plusieurs fois par semaine
 une fois par semaine
 plus rarement

¹ Parmi les 79 jeunes Luxembourgeois de moins de 25 ayant répondu à la question 16% des hommes et seulement 3% des femmes écoutent la radio en anglais. Dans les tranches d'âge suivantes, l'écart entre les sexes s'estompe. À cause des faibles effectifs, nous nous abstenons de tirer des conclusions hâtives.

98% des personnes interrogées déclarent regarder la télévision. Parmi celles-ci, 70% regardent presque tous les jours, 15% quelquefois par semaine, 12% quelquefois par quinzaine et 3% moins souvent. Devant la radio et loin devant la presse écrite, la télévision est le media par excellence. On ne s'étonnera pas que les seniors soient les plus nombreux à déclarer qu'ils regardent presque chaque jour la télévision (90% des 65-70 ans).

Tableau 28: Ensemble des langues utilisées pour regarder la télévision selon la nationalité (N =1681)

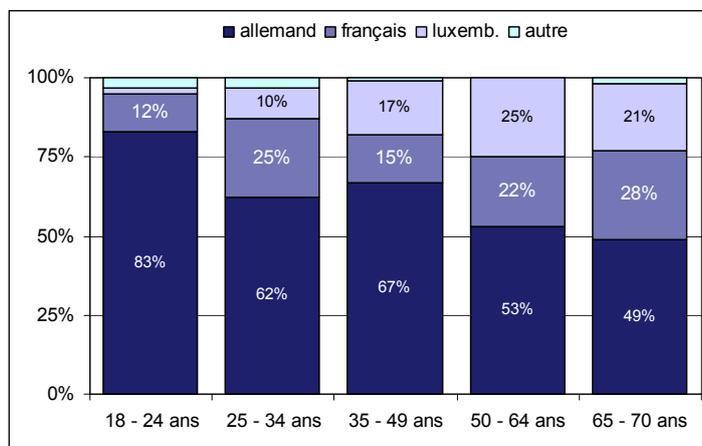
Nationalité	N	français	allemand	luxemb.	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	1029	19%	62%	17%	0%	1%	
portugaise	296	54%	10%	2%	32%	1%	
Autre	356	56%	22%	3%	0%	4%	
ensemble	1681	33%	10%	11%	5%	2%	
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	1029	84%	95%	64%	1%	37%	6%
portugaise	296	99%	35%	23%	75%	16%	6%
Autre	356	85%	51%	29%	4%	47%	13%
ensemble	1681	44%	39%	77%	10%	7%	7%

Baleine2004

L'indication du luxembourgeois comme langue principale de la consommation télévisuelle nous pose devant un problème analogue à celui évoqué pour les journaux. En effet, l'offre en langue luxembourgeoise est très limitée. Si l'on fait abstraction de quelques chaînes à très faible écoute, occupant des créneaux spécifiques, CLT-UFA domine le paysage télévisuel de langue luxembourgeoise avec une programmation très réduite, constituée essentiellement par une heure d'émission reprise en boucle en deux déclinaisons différentes, RTL Télé Lëtzebuerg et RTL2. L'indication de la langue luxembourgeoise comme langue principale sera probablement l'expression de l'adhésion et de l'identification à cette télé et non l'expression d'une durée d'écoute maximale. Cet attachement et aussi l'intérêt pour l'actualité culturelle et politique nationale est surtout élevé auprès des plus de 35 ans.

Le taux de ceux qui indiquent le français comme langue principale (19% de l'ensemble des Luxembourgeois) varie fortement avec le niveau d'instruction (passant linéairement de 12% pour le niveau primaire à 26% pour les universitaires).

Graphique 19: Langue principale pour regarder la télévision selon l'âge - population luxembourgeoise (N =1029)



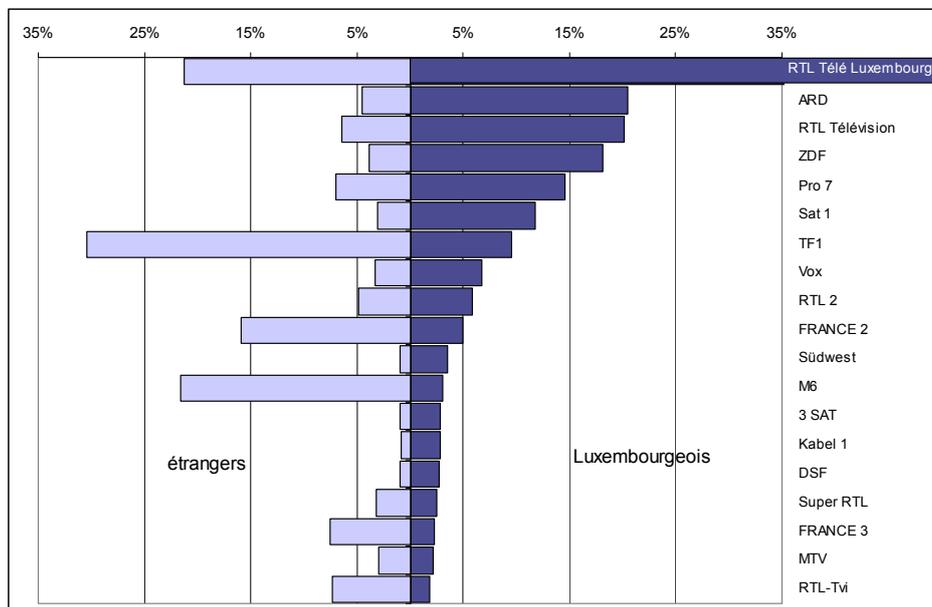
Baleine2004

Le graphique suivant est issu de l'étude *Plurimédia* qui mesure l'audience en temps d'écoute¹ et donne une vue détaillée sur les postes favoris.

Nous retiendrons de ce graphique seulement que les Luxembourgeois regardent, à côté des différents programmes de RTL, surtout les chaînes allemandes, TF1 arrivant seulement à la 7^e place, alors qu'il est le leader auprès des non-luxembourgeois toutes nationalités confondues. (Parmi les Portugais RTP1 devance légèrement TF1.)

¹ Commanditée par les trois grands groupes de médias du pays (Editpress, IP Luxembourg/CLT-UFA et Saint-Paul Luxembourg) et soutenue par le gouvernement luxembourgeois, elle mesure l'impact de tous les médias et est surtout un outil d'étude de marché. Les résultats des différentes vagues annuelles sont publiés par des communiqués de presse et ensuite utilisés par les vendeurs d'espace publicitaires.

Graphique 20: Audience des chaînes télévisées en 2006 : Comparaison : Luxembourgeois et étrangers (12 ans +)



BaleineBis d'après Plurimédia 2006

5.5 DVD

L12. Regardez-vous des vidéos ou DVD?

- Dans quelle langue principalement?
- Et dans quelles autres langues encore?
- Et avec quelle fréquence ?

tous les jours plus d'une heure
 tous les jours moins d'une heure
 plusieurs fois par semaine
 une fois par semaine
 plus rarement

78% des personnes interrogées déclarent regarder des DVD, une pratique qui n'est pas aussi répandue que la consommation télévisuelle. Seulement 3% regardent presque tous les jours et 3% quelquefois par semaine. 20% quelquefois par 15 jours et 31% quelquefois par mois. 43% disent regarder des DVD moins souvent. La consommation de DVD diminue fortement

avec l'âge (26% des 18-24 ans et 66% des 65-70 ans regardent rarement¹).

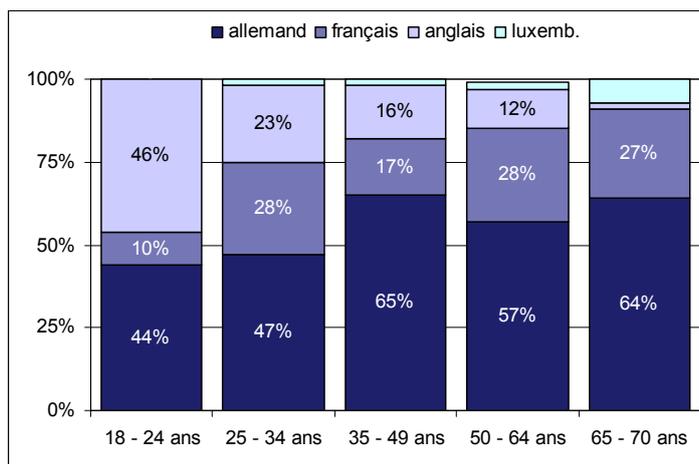
Tableau 29 : Langues utilisées pour visionner des DVD selon la nationalité (N =1313)

Nationalité	N	français	allemand	luxemb.	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	772	21%	57%	2%	0%	20%	
portugaise	240	62%	8%	0%	22%	7%	
Autre	301	46%	19%	1%	1%	24%	
ensemble	1313	34%	40%	1%	4%	19%	
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	772	66%	85%	7%	0%	42%	21%
portugaise	240	76%	26%	1%	33%	17%	31%
Autre	301	72%	37%	3%	2%	48%	26%
ensemble	1313	70%	64%	4%	6%	40%	24%

Baleine2004

L'engouement pour les DVD en langue luxembourgeoise existe surtout chez les plus de 65 ans, tandis que les plus jeunes se tournent résolument vers l'anglais.

Graphique 21: Langue principale pour visionner des DVD selon l'âge- population luxembourgeoise (N =772)



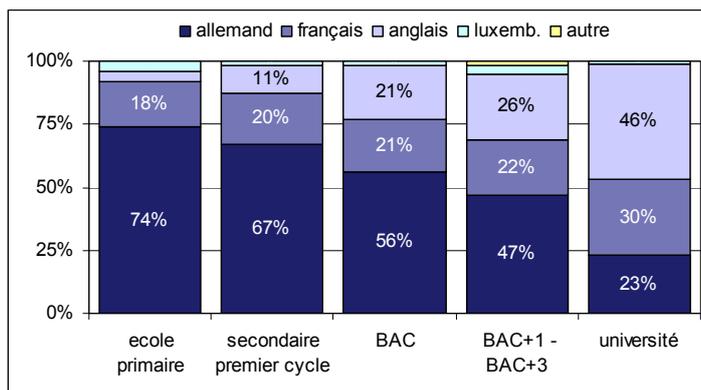
Baleine2004

La présence de la culture anglo-saxonne tout comme celle des films en français semble augmenter avec le niveau d'instruc-

¹ « Moins souvent que quelques fois par mois » selon la formulation exacte du questionnaire.

tion. La majorité des DVD présentent différentes versions audio et sont commercialisés dans des emballages différents selon les marchés nationaux. Qu'il ait acheté « Bons Baisers de Bruges » ou « Brügge sehen und sterben », le luxembourgeois cultivé mettra un point d'honneur à regarder la VO.

Graphique 22: Langue principale pour visionner des DVD selon le niveau d'instruction - population luxembourgeoise (N =772)



Baleine2004

6 Apprentissage des langues

L'apprentissage des langues a été abordé à trois reprises dans le questionnaire. Ce chapitre va faire le tour de la question en insistant surtout sur l'apprentissage des langues étrangères. Nous allons y revenir dans le contexte des langues nécessaires au travail (7.5.b) et du luxembourgeois comme langue de l'intégration (10.1.f).

6.1 Modes d'apprentissage

L14. Veuillez m'indiquer s.v.p. pour chaque langue que vous utilisez ou que vous avez utilisée où et comment vous l'avez apprise?

- à la maison
- entre amis
- à l'école
- cours spéciaux de langues en dehors de l'école
- par le travail
- vivait dans ce pays, séjour prolongé dans ce pays
- contact avec les gens
- autres

Tableau 30 : Population luxembourgeoise : Modes d'apprentissage selon les différentes langues parlées

langues	N	immersion				cours			synthèse	
		à la maison	entre amis	par le travail	contact avec gens	à l'école	cours extrascol.	séjour dans pays	par immersion	cours de langues
luxembourg.	1039	90%	13%	5%	11%	27%	1%	9%	119%	37%
français	1039	12%	8%	12%	12%	93%	1%	3%	44%	97%
allemand	1032	8%	6%	7%	9%	97%	0%	3%	30%	100%
anglais	839	2%	6%	10%	10%	88%	8%	4%	28%	100%
portugais	112	22%	29%	19%	37%	10%	5%	2%	107%	17%
italien	340	21%	15%	12%	25%	19%	19%	4%	73%	42%

Baleine2004

Les 10% de Luxembourgeois qui n'ont pas appris le luxembourgeois à la maison confirment bien les chiffres obtenus par le biais d'autres questions (cf. 2.2 et 3.1). Ceux qui ont appris le français ou l'allemand à la maison sont très minoritaires (respectivement 12% et 8%). Ces deux langues, tout comme l'anglais, sont apprises à l'école. L'italien et, dans une plus grande mesure, le portugais sont présents parmi les Luxembourgeois comme langues de l'immigration : ils les connaissent pour les avoir apprises à la maison, mais aussi entre amis ou

tout simplement au contact avec d'autres locuteurs.¹ Ces modes sont résumés dans le tableau 30 par la colonne « par immersion ». Il est étonnant de voir que l'allemand s'apprend pratiquement autant par immersion que l'anglais alors que les locuteurs germanophones devraient être présents en plus grand nombre que les anglophones. Nous avons oublié d'indiquer les médias comme mode d'apprentissage et rares ont été ceux qui ont ajouté cette option spontanément.²

Tableau 31 : Population portugaise : Modes d'apprentissage selon les différentes langues parlées

langues	N	immersion				cours			synthèse	
		à la maison	entre amis	par le travail	contact avec gens	à l'école	cours extrascol.	séjour dans pays	par immersion	cours de langues
luxembourgeois	154	3%	27%	16%	22%	67%	9%	17%	68%	93%
français	296	8%	21%	32%	25%	69%	2%	14%	86%	85%
allemand	124	1%	3%	11%	7%	90%	0%	1%	22%	91%
anglais	119	2%	6%	8%	6%	88%	2%	1%	22%	91%
portugais	298	94%	14%	2%	14%	56%	2%	12%	124%	70%
italien	71	5%	44%	31%	32%	11%	0%	2%	112%	13%

Baleine2004

Si l'on compare les modes d'apprentissage que les Portugais indiquent pour leur langue nationale avec les réponses des Luxembourgeois, on constate une différence majeure. L'école joue aux yeux des Portugais un rôle plus grand dans l'apprentissage de leur langue nationale (56% comparé aux 27% de Luxembourgeois). Autre différence majeure : le taux de Portugais qui apprennent le français à la maison est légèrement plus faible que celui des Luxembourgeois, ils l'ont aussi appris moins à l'école que par immersion.³

6.2 Langues étrangères

L28. a. Dans quelle mesure la connaissance de langues étrangères est-elle utile pour vous personnellement?

¹ Les réponses multiples ayant été possibles, la somme des 7 réponses reprises dans le tableau peut être supérieure à 100%. Les quatre premières réponses sont résumées dans la colonne « par immersion », les trois suivantes, dans la colonne par « cours de langues ».

² Nous avons laissé de côté dans le tableau les autres réponses. Plus le nombre de locuteurs est petit, plus les « autres » modes d'apprentissage augmentent. (luxembourgeois : 2% ; français : 3% ; allemand : 6% ; anglais : 7% ; portugais : 14% ; italien : 13%).

³ Il faudrait évidemment nuancer selon l'âge et le pays de naissance. Les réponses des jeunes Portugais nés au Luxembourg s'approchant de ceux des Luxembourgeois.

Apprentissage des langues

1. très utile
2. utile
3. plutôt utile
4. plutôt pas utile
5. pas utile
6. pas du tout utile

b. A quelles langues pensez-vous concrètement en parlant de langues étrangères éventuellement utiles pour vous personnellement ?

Tableau 32 : Utilité d'apprendre des langues étrangères selon la nationalité

Langue	N	très utile	utile	plutôt utile	plutôt pas utile	pas utile
Luxembourgeois	1044	60%	32%	5%	1%	2%
Portugais	298	46%	37%	14%	1%	1%
autres nat.	366	65%	28%	5%	2%	1%
ensemble	1708	59%	32%	6%	1%	2%

Baleine2004

Le tableau 32 révèle un plébiscite pour les langues étrangères : 91% les trouvent très utiles ou utiles. Les Portugais sont un peu moins enthousiastes (83%), ce qui s'explique par la structure socioprofessionnelle de cette population.

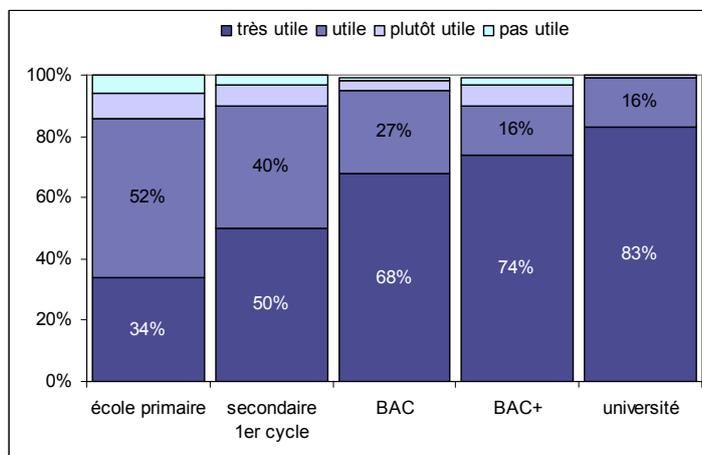
Tableau 33 : Utilité des langues étrangères selon la nationalité

	N	français	anglais	allemand	luxemb.	portugais	espagnol	italien	autres
Luxembourgeois	1018	92%	81%	74%	8%	19%	17%	14%	10%
Portugais	292	84%	60%	43%	45%	21%	14%	9%	18%
autres nat.	355	63%	77%	62%	37%	11%	17%	15%	18%
ensemble	1665	84%	77%	67%	20%	18%	17%	13%	13%

Baleine2004

Le français est la langue étrangère la plus utile. Il est suivi de l'anglais en deuxième et de l'allemand en troisième position. Pour les non-luxembourgeois, le luxembourgeois est aussi considéré comme langue utile : pour les Portugais il détrône même l'allemand de sa troisième place. Au détour de cette question, nous trouvons la confirmation que tous les Luxembourgeois n'ont pas le luxembourgeois comme langue maternelle. En effet, 8% le désignent comme une langue étrangère utile.

Graphique 23: Population luxembourgeoise : Utilité d'apprendre des langues étrangères selon le niveau d'instruction (N =1044)



Baleine2004

L'utilité d'apprendre des langues étrangères augmente avec le niveau d'instruction. Le tableau selon les classes d'âge montre seulement un lien entre cette variable et l'anglais. On ne sera pas étonné de voir l'anglais favorisé par les jeunes, mais on sera interpellé par les chiffres pour le français qui contredisent l'opinion largement répandue que les jeunes rejettent le français. Que faut-il penser de la chute brutale de l'intérêt pour l'allemand parmi les 18-24 ans. Avec 64%, il est fortement sous-représenté, tout comme il est fortement surreprésenté parmi les 65-70 ans. Vu le faible effectif des deux classes d'âges, il est prudent de ne pas en tirer de conclusion.¹

Tableau 34 : Population luxembourgeoise : Langues étrangères utiles selon l'âge

Age	N	français	anglais	allemand	portugais	espagnol	italien	luxemb.
18 - 24 ans	82	92%	89%	64%	12%	21%	8%	5%
25 - 34 ans	150	94%	86%	80%	25%	17%	10%	10%
35 - 49 ans	400	92%	81%	71%	19%	17%	17%	6%
50 - 64 ans	291	89%	77%	76%	20%	18%	13%	10%
65 - 70 ans	95	95%	71%	84%	14%	12%	17%	8%
ensemble	1018	92%	81%	74%	19%	17%	14%	8%

Baleine2004

¹ Significatif à 95% et non à 99%.

6.3 Eurobaromètre

L'Eurobaromètre 243¹ qui a posé une question similaire nous permet de vérifier nos résultats et aussi, comme seulement deux réponses étaient admises, de mettre en évidence les clivages. Certes, le libellé n'est pas identique et ne parle pas d'utilité des langues, mais comme l'avenir des enfants est évoqué, les parents (réels et virtuels) sont invités à se projeter dans le futur.

QA2b Et à l'exception de votre langue maternelle, quelles sont les deux langues que vous souhaiteriez que les enfants apprennent ?

Le français est indiqué en première place par 83% ; suivi de l'anglais par 59% et de l'allemand par 43%. Si l'on fait abstraction de l'Angleterre et de l'Irlande, le Luxembourg est le seul pays de l'UE qui ne place pas l'anglais en tête de la liste des langues à apprendre par les enfants. Il apparaît ainsi comme le dernier bastion de la Francophonie en Europe. Contrairement à la Roumanie, qui elle aussi fait partie de *l'Organisation internationale de la Francophonie*, a placé l'anglais au premier rang (64%), loin devant le français (34%).

6.4 Besoin d'améliorer les connaissances langagières

L15. Ressentez-vous le besoin d'améliorer vos connaissances linguistiques actuelles?

Si oui, dans quelles langues?

Tableau 35 : Besoin d'améliorer les connaissances linguistiques selon la nationalité

Langue	N	oui	non
Luxembourg.	1044	54%	46%
Portugais	298	74%	26%
autres	366	73%	27%
ensemble	1708	61%	39%

Baleine2004

61% des personnes interrogées désirent améliorer leurs connaissances linguistiques. Ce besoin est plus grand auprès des étrangers que chez les Luxembourgeois, plus prononcé chez les jeunes (75% des 18-24 ans ; 46% des 65-70 ans) et chez les

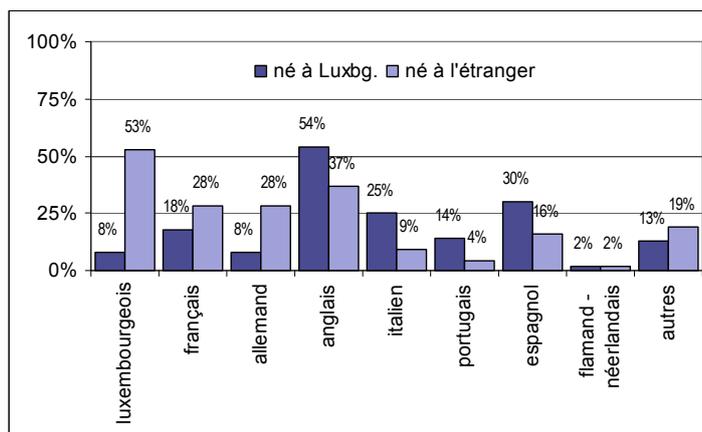
¹ Eurobaromètre (2006 : 33).

Besoin d'améliorer les connaissances langagières

femmes (65% comparé à 58% chez les hommes) et augmente avec le niveau d'instruction.

Mais quelles sont les langues qu'on désire améliorer ? En tout, trois mentions étaient possibles et on ne s'étonnera pas que l'anglais occupe le premier rang avec 47%, il est suivi par le luxembourgeois (27%) et prenant une troisième place surprenante, l'espagnol (24%). Ce trio de tête inattendu et improbable trouve son explication dans la magie des moyennes calculées sur deux populations différentes, l'une des principales chausse-trapes de l'analyse de sondages : il y a la population des élèves ayant connu l'école luxembourgeoise et disposant donc d'une bonne maîtrise des trois langues usuelles du pays ; il y a celle des immigrés ressentant, selon leur origine, des déficiences dans l'une ou l'autre de ces trois langues. Pour le graphique suivant nous avons donc représenté les bonnes résolutions linguistiques en séparant les personnes nées au Luxembourg, de celles nées à l'étranger.

Graphique 24: Besoin d'améliorer les connaissances linguistiques actuelles : Ensemble des langues mentionnées selon le pays de naissance (N = 611 nés au Luxembourg et 438 nés à l'étranger ; L15=oui)



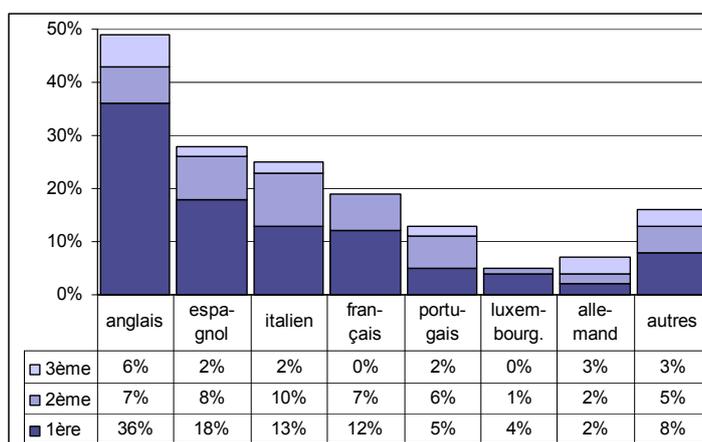
Baleine2004

Parmi les immigrés plus de la moitié manifestent le besoin d'améliorer leurs connaissances en luxembourgeois – cette résolution étant la plus forte chez ceux nés en France et au Portugal (62%) –, au deuxième rang vient, loin derrière, l'anglais (37%), suivi ex-æquo du français et de l'allemand (28%). Ce résultat confirme qu'en dépit des lamentations souvent expri-

Apprentissage des langues

mées dans les lettres à la rédaction des quotidiens, la bonne volonté d'intégration linguistique existe chez les immigrants. 35% ont même indiqué le luxembourgeois comme première langue qu'ils désiraient améliorer.

Graphique 25: Besoin d'améliorer les connaissances linguistiques ; ordre de préférence - Population luxembourgeoise (N = 562 ; L15=oui)



Baleine2004

Presque la moitié des Luxembourgeois veulent améliorer leur anglais. A première vue, on est étonné de voir l'espagnol et l'italien, précéder le français. Mais de nouveau, nous sommes confrontés à deux populations distinctes : tandis que les personnes peu scolarisées veulent parfaire leurs connaissances en français (40% de celles qui indiquent le niveau d'instruction primaire), les plus instruites veulent apprendre l'italien et l'espagnol. Le lien avec le niveau d'instruction est surtout important pour ce dernier (niveau primaire : 17% ; niveau universitaire : 36%). L'intérêt pour l'italien semble être plus grand chez les femmes que chez les hommes. 31% d'entre elles, comparés à 21% pour les hommes, désirent améliorer leur italien. 17% d'entre elles, comparés à 10% pour les hommes, l'indiquent même en premier lieu. Ce besoin augmente aussi avec l'âge, moins pour les hommes que pour les femmes.

b) Pour quelles raisons ?

1. pour le travail
2. pour passer des vacances à l'étranger
3. pour ma satisfaction personnelle
4. parce que cette langue est de plus en plus nécessaire, utile (lecture,

Besoin d'améliorer les connaissances langagières

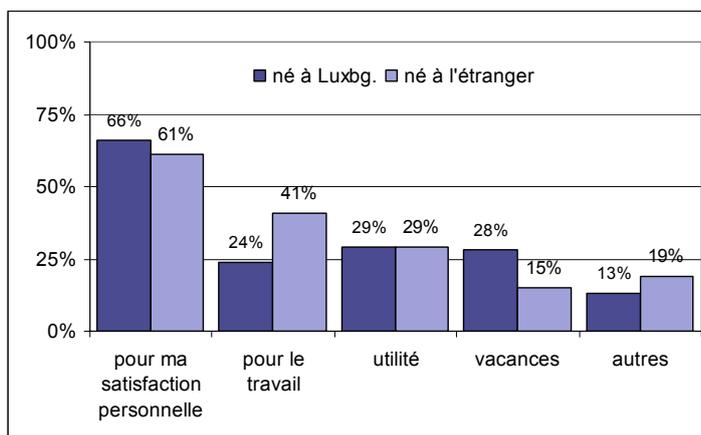
internet, informatique ...)

5. autres raisons (p.ex. pour étudier à l'étranger)

Les motivations pour apprendre les différentes langues étant probablement très différentes, nous aurions dû les demander séparément pour chacune d'entre elles.

Le graphique 26 présente les résultats selon le pays de naissance. Retenons une convergence : Les deux sous-populations indiquent unanimement la satisfaction personnelle comme première motivation. Et relevons deux divergences : N'étant pas à la hauteur de l'environnement multilingue, les immigrés améliorent leurs connaissances linguistiques plutôt pour leur travail, tandis que les personnes nées au Luxembourg sont plutôt motivées par les vacances. Nous allons revenir à cette question plus loin (7.5.b).

Graphique 26: Raisons pour améliorer les connaissances en langues étrangères selon le pays de naissance. (N = 611 nés au Luxembourg et 438 nés à l'étranger ; L15=oui)



Baleine2004

c) Envisagez-vous d'améliorer vos connaissances linguistiques dans un avenir proche ?

SI OUI : Quand avez-vous l'intention de le faire?

au cours des prochains mois

dans 6 mois jusqu'à 1 an

dans 1 à 2 ans

plus tard

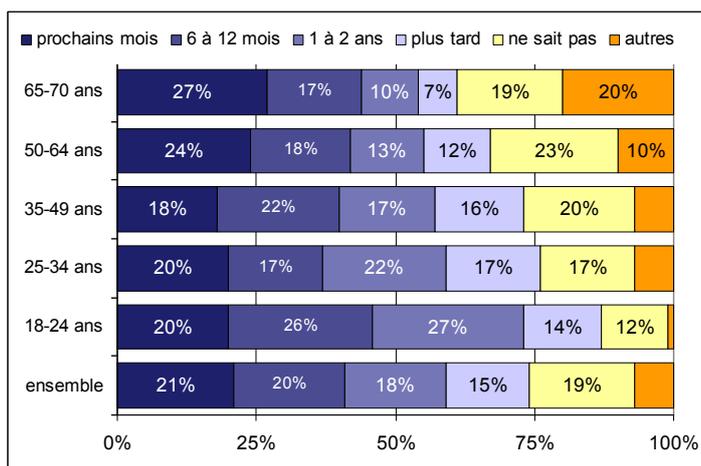
ne sait pas, mais pas prochainement

autres"

Apprentissage des langues

Les personnes déclarant vouloir améliorer leurs connaissances linguistiques peuvent modérer leur enthousiasme en reportant la réalisation de ces projets aux calendes grecques. Seuls 21% disent vouloir les réaliser dans les six mois à venir, 59% dans les deux ans.

Graphique 27: Quand allez-vous améliorer les connaissances linguistiques (N =1050)



Baleine2004

7 Le monde du travail

Le luxembourgeois est une langue en devenir – plus précisément une « langue par élaboration » (Ausbausprache) dans le sens de Kloss. Au début, le principal moteur de ce processus était politique : l'État-nation, créé en 1815 et amputé en 1839, à la recherche d'une identité nationale pour se défendre contre les velléités annexionnistes de l'impérialisme allemand, s'est inventé une langue nationale. Nous pensons que ce moteur est devenu aujourd'hui économique. L'essor que le Grand-Duché a connu depuis le milieu des années 1990 et la pénurie d'une main-d'œuvre luxembourgophone qui en a résulté sont à l'origine d'une valorisation symbolique et économique de la langue luxembourgeoise. Cette thèse sous-tend toute notre étude et elle sera exposée et défendue dans le présent chapitre.

Présentons succinctement les mutations de l'économie et de la société luxembourgeoise avant de nous tourner vers l'économie des langues que nous aborderons à travers la lecture critique d'une étude économétrique du CEPS. Persuadés que le va-et-vient entre analyses qualitatives et quantitatives permet d'appréhender toutes les facettes de la réalité, nous allons retourner aux enquêtes quantitatives et suivre en même temps les empoignades verbales sur un site internet que nous allons analyser comme autant de combats symboliques pour modifier le statut des différentes langues en présence.

7.1 Un micro-état à l'ère de la mondialisation

a) Le « local » et le global

L'économie mondiale est caractérisée par une globalisation ou mondialisation qui ne se limite pas au niveau économique, donc à l'échange des biens et des services, mais aussi au niveau culturel et social. Selon le sociologue Zygmunt Bauman :

« La mondialisation est inéluctable et irréversible. Nous vivons déjà dans un monde d'interconnexion et d'interdépendance à l'échelle de la planète. Tout ce qui peut se passer quelque part affecte la vie et l'avenir des gens partout ailleurs. Lorsque l'on évalue les mesures à adopter dans un endroit donné, il faut prendre en compte les réactions dans le reste du monde. Aucun territoire souverain, si vaste, si peuplé, si riche soit-il, ne peut protéger à lui seul ses conditions de vie, sa sécurité, sa prospérité à

Le monde du travail

long terme, son modèle social ou l'existence de ses habitants. Notre dépendance mutuelle s'exerce à l'échelle mondiale (...). »¹

Mais tandis que les marchés, surtout le marché financier, sont globalisés et que les problèmes écologiques (l'épuisement de certaines ressources naturelles et la pollution) ne peuvent être résolus qu'au niveau planétaire, la politique (surtout la politique sociale) se fait toujours au niveau local. Par local, il faut dans ce contexte entendre ce qui s'oppose au global, il s'agit donc du cadre de vie, du « monde vécu » (Lebenswelt) des hommes. Dans le cas du Luxembourg, le niveau local et le niveau national coïncident.

Le rôle de l'Etat-nation est réduit par la globalisation, d'une part parce que la sphère politique perd du pouvoir en faveur de la sphère économique, la soi-disant « logique du marché » à laquelle tout devrait se plier ; d'autre part parce que les États délèguent une partie de leur souveraineté vers le haut et vers le bas, vers des regroupements d'Etats, comme l'Union Européenne, ou vers des sous-divisions, des régions avec plus ou moins d'autonomie administrative. La Grande-Région (SAAR-LOR-LUX) est un avatar de cette nouvelle régionalisation transnationale.

État de petite dimension, le Luxembourg a su jouer de sa souveraineté pour créer des niches réglementaires, légales et fiscales qui sont à la base du développement de la place financière et de l'essor économique qui s'en est suivi et qui est sans commune mesure avec les ressources du pays. Ressources naturelles, mais aussi ressources démographiques.

b) Les deux immigrations du Luxembourg

Le Luxembourg, comme les autres sociétés industrielles, a connu au fil du siècle dernier une mutation sociale profonde due à l'industrialisation puis à la tertiarisation. De nouveaux postes de travail moins pénibles et à plus haute technicité ont été créés, offrant autant de possibilités de mobilité sociale ascendante. Les postes laissés vides en bas de l'échelle sociale ont d'abord été pris par des immigrés venant d'Italie et plus récemment du Portugal. En général, la perception de l'immigra-

¹ Les débats de l'Obs : Pourquoi avons-nous peur ? Le Nouvel Observateur 24.05.07
<http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2220/articles/a345199-.html>. Voir aussi: Bauman (1998) et Robertson (1998).

Un micro-état à l'ère de la mondialisation

tion est basée sur ce modèle de l'ascenseur social et l'immigré est identifié au travailleur manuel peu qualifié. Le Luxembourg est atypique, car dès le début de l'industrialisation, il a connu une immigration qualifiée. Dans l'industrie sidérurgique les cadres étaient allemands, tout comme les capitaux.

La mondialisation a généralisé la migration des cadres supérieurs hautement qualifiés, qui eux, se pensent plutôt en « expatriés » qu'en immigrants. Souvent leur présence à l'étranger n'est que temporaire ou une étape nécessaire à leur promotion au sein d'une entreprise multinationale. Ils ont pris une identité « internationale » et constituent une « sorte d'avant-garde de la mondialisation et de l'homogénéisation des cultures nationales » (Wagner 1998). Même si les membres de cette migration dorée sont moins nombreux au Luxembourg que dans d'autres pays, leur proportion dans la population est plus grande et leur répercussion sur la vie économique et culturelle plus forte. Ils contribuent à donner un caractère international au Luxembourg et surtout à sa capitale qui est devenue une métropole beaucoup plus cosmopolite que les villes européennes de même taille.

Parmi cette immigration dorée, on peut distinguer deux groupes différents : 1) les cadres des entreprises transnationales, surtout dans le domaine de la finance et 2) les fonctionnaires des différentes institutions de l'Union Européenne et de la NAMSA (NATO Maintenance and Supply Agency). La migration dorée devient aussi visible à travers les enfants qui accompagnent leurs parents. Ils constituent le gros des élèves qui fréquentent les écoles internationales: D'après le Ministère de l'Éducation nationale, plus de 8% des enfants scolarisés au Luxembourg fréquentent ces écoles ne faisant pas partie du système éducatif luxembourgeois.¹

c) Le marché de l'emploi est devenu transnational

La singularité du Luxembourg vient aussi de l'absence d'un *hinterland*, qui fait que les phénomènes de différenciations interrégionales qu'on trouve autour de toutes les métropoles, se transforment au Luxembourg en phénomènes dépassant le cadre national.

¹ Les chiffres clés de l'éducation nationale, statistiques et indicateurs 2006 – 2007, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle, 2008.

Le monde du travail

Chaque jour, comme dans toute métropole, un grand nombre de navetteurs ou « banlieusards » se rendent à leurs postes de travail dans le pôle économique que forme Luxembourg-Ville et les communes avoisinantes. Un nombre non-négligeable d'entre eux traversent une frontière et deviennent ainsi des frontaliers. Le vaste réservoir de main-d'œuvre que constituent les régions françaises, belges et allemandes, limitrophes du Luxembourg, a permis de limiter l'immigration au Grand-Duché. Rappelons que si l'emploi salarié au Luxembourg a été multiplié par 1.6 entre 1995 et 2007, le nombre de travailleurs frontaliers a été multiplié, quant à lui, par 2.5 durant cette même période.

Le Luxembourg se retrouve au centre d'un vaste bassin d'emploi qui s'étend bien au-delà de ses frontières, même si les limites de celui-ci sont difficiles à tracer, car elles ne coïncident pas avec les régions administratives définies selon la logique et les traditions des États-nations. Nous pensons pouvoir affirmer que la très grande majorité, un peu plus de 90%, des travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg habite à l'intérieur d'une ceinture de quelques 45 km autour des frontières du Grand-Duché.¹

d) Segmentation

L'économie du travail, la sociologie de l'emploi, mais aussi la sociologie des migrations ont introduit la notion de *marché du travail segmenté*, le *split labour market*, qui renvoie en général à un dualisme entre d'un côté un marché primaire avec des emplois à salaires élevés et à forte sécurité d'emploi et de l'autre un marché secondaire caractérisé par des emplois informels, précaires et à bas salaires. Les deux secteurs étant fortement cloisonnés avec différentes populations prédestinées par leurs profils professionnels ou d'autres caractéristiques pour accéder à l'un ou l'autre secteur.

Un coup d'œil rapide sur la distribution des salariés des différents secteurs selon la nationalité suffit pour constater qu'il existe au Luxembourg une forte segmentation selon cette dernière variable. Les deux exemples les plus frappants : tandis

¹ Voir : Fehlen et Jacquemart (1995) et Pigeron-Piroth (2008) pour une analyse plus récente et plus détaillée de la trajectoire résidentielle des actifs occupés au Luxembourg (changement de pays, rapprochements et éloignements etc.).

que les Portugais sont particulièrement surreprésentés dans le secteur de la construction, les Luxembourgeois le sont dans l'administration publique. Interpréter cette segmentation comme une segmentation ethnique, telle qu'elle existe par exemple aux États-Unis ou au Royaume-Uni serait méconnaître le caractère foncièrement intégrateur de la société luxembourgeoise. C'est plutôt la connaissance des langues du pays et l'ancrage dans la société qui constituent un capital spécifique réglant l'accès à de nombreux postes formant un secteur protégé pour les autochtones qui se situent principalement dans le secteur public.

Vu la demande accrue et la rareté qui en découle, cette compétence est fortement valorisée et, en toute logique, ceux qui la possèdent essaient de la faire fructifier. Ils seront d'autant plus tentés à le faire que leur niveau d'instruction ne leur permet pas de briguer des postes rémunérateurs dans le secteur concurrentiel. Même si cet engouement pour le secteur public est compréhensible, il risque à terme d'introduire un déséquilibre non seulement sur le marché de l'emploi, mais dans la société entière en alimentant des jalousies entre ceux qui ont réussi à entrer dans ce secteur protégé et les autres.

e) La tentation du repli identitaire

Le champ politique étant pratiquement réservé aux nationaux, le débat politique risque d'être confisqué par les tenants du secteur protégé. Même si le Grand-Duché fait globalement partie des gagnants de la mondialisation, les perdants qu'elle produit n'y sont pas absents.¹ Les Luxembourgeois parmi eux, surtout s'ils ont la maîtrise de la langue luxembourgeoise comme seul atout contre la concurrence des nombreux travailleurs immigrés et frontaliers, ont de bonnes raisons pour valoriser celle-ci et aussi leur citoyenneté nationale pour ériger les deux en remparts protectionnistes. Dans l'opinion publique, ces relents xénophobes ne se déclarent pas ouvertement – faute de relais politique – et s'articulent donc dans un repli identitaire diffus, la recherche d'une culture de référence et d'un âge d'or de la nation luxembourgeoise. Ou de façon plus directe, dans le rejet de

¹ Il ne s'agit évidemment pas seulement de Luxembourgeois. Au 31 mars 2006, 11.8% des salariés (fonctionnaires exclus) étaient rémunérés au voisinage du salaire social minimum. Dont 33% de Luxembourgeois et 36% de Portugais (Frising, Haag et Langers 2007).

la double nationalité ou du moins dans l'interprétation restrictive des conditions d'accès à celle-ci (voir aussi 11.c.2).

Contre cette perception anachronique le discours officiel du gouvernement insiste sur le caractère inéluctable et irréversible des mutations économiques et sociales que sont l'immigration et le phénomène frontalier, c.-à-d. l'élargissement du bassin d'emploi du Luxembourg au-delà de ses frontières nationales. Dans cette logique, le pays doit se montrer ouvert et accueillant pour attirer les investisseurs étrangers, la xénophilie et l'esprit d'ouverture deviennent un facteur productif au même titre que la paix sociale et le monnayage de niches fiscales ou réglementaires ainsi que le caractère multilingue du pays.

7.2 Le marché linguistique

a) Une approche marchande des langues

L'économie des langues s'inscrit dans la théorie du capital humain, dont François Grin rappelle le principe tout en l'adaptant aux langues étrangères :

« L'apprentissage d'une langue est coûteux en temps et en argent, aussi bien du point de vue des individus apprenants que de celui de la société ; les compétences linguistiques des agents, par contre, leur permettent d'être plus productifs : elles donnent donc naissance à des bénéfices, pour les individus comme pour la société ; les individus aussi bien que la société seront donc amenés à investir dans l'acquisition des compétences en langues étrangères, pour autant que le rapport entre les bénéfices et les coûts soit assez élevé par rapport à celui d'autres investissements possibles. » (Grin 2005 : 32)

Ou plus simplement, si un salarié parlant la langue X gagne davantage « toutes choses égales par ailleurs » – pour reprendre la formule consacrée de la modélisation économétrique –, ceci sera la valeur, de son point de vue individuel, de la langue X. À côté de cette valeur marchande, l'économie des langues prend aussi en compte la valeur non-marchande : l'accès aux produits de culture en langue X, la facilitation de contacts avec les locuteurs de la langue X etc. (Grin 2005 : 24).¹

¹ Voir pour une vue d'ensemble Grin (1996) et pour le lien avec la politique linguistique Grin (2006).

Les langues « ne s'utilisent pas que dans l'exercice d'une tâche précise dans le cadre d'une activité économique au sens strict ; elles servent aussi en dehors de ce cadre et pour des usages extrêmement variés. Qui plus est, la langue n'est pas qu'un vecteur de communication, car elle est liée à l'identité. » (Grin 2005 : 32) Ceci est surtout vrai, selon Grin, pour la langue maternelle ... et on aimerait ajouter pour la langue nationale d'un petit pays.

L'économie des langues devrait donc considérer les « attributs linguistiques des agents, à la fois comme élément de capital humain et comme marqueur d'identité », mais parce qu'elle se focalise trop sur des modèles mathématiques, elle a tendance à oublier le non-quantifiable. Pire, en règle générale tout ce qui n'a pas de valeur marchande reste en dehors de la modélisation. L'économie des langues est confrontée au même problème que l'économie de l'environnement qui elle, peine à prendre en compte l'impact de l'activité économique sur l'environnement. Cependant dans ce domaine les effets externes au système marchand – la pollution, le réchauffement climatique planétaire etc. – sont plus manifestes, et les efforts pour intégrer ces externalités ont, en conséquence, une toute autre importance que dans le domaine linguistique. Seulement, ces derniers temps, l'étude PISA a contribué à attirer l'attention des politiques et du public sur les coûts sociaux des échecs scolaires dus à un enseignement des langues déficitaire.

Malgré les réserves que nous allons détailler par la suite, nous faisons appel à ce « paradigme économique » pour relever des aspects trop souvent oubliés, mais bien réels :

a) L'apprentissage d'une langue est un investissement lourd. L'investissement dans l'apprentissage du luxembourgeois n'est pas très rémunérateur, non seulement parce que le nombre de locuteurs est limité, mais aussi parce que ceux-ci sont en très grande majorité multilingues et que donc le degré de véhicularité¹ du luxembourgeois tend vers zéro.

b) Les locuteurs d'une langue ont intérêt à se liguer pour en augmenter la valeur marchande en élargissant ses fonctions sociales, voire en l'érigeant comme droit d'accès à certaines

¹ Pour le calcul de la valeur communicationnelle d'une langue, voir : Calvet (1981) et De Swaan (2001 : 33-40) dont nous partageons « la façon éclectique et pragmatique » d'utiliser les concepts économiques sans tomber dans l'économisme.

positions privilégiées. (À titre d'exemple, citons le latin qui a survécu comme langue morte apprise à l'école parce qu'il remplit cette fonction dans un secteur culturel et académique de l'Europe de l'Ouest, plus ou moins évanescent selon les pays.)

b) Les limites de l'économie des langues

La pensée économique dans sa forme néo-classique, part de l'individu libre de ses choix, qui cherche à optimiser ses possibilités en usant habilement des ressources dont il dispose. Cette pensée est tellement hégémonique qu'elle a réussi à imposer sa vision calculatrice de l'existence humaine, par le biais de la théorie du choix rationnel, dans certains domaines des sciences sociales. À cet *homo œconomicus*, on peut opposer un *homo sociologicus* qui n'est plus seulement déterminé par des choix, mais guidé par des normes et des valeurs intériorisées ou tout simplement par ses habitudes.¹ De toute façon, ce qui est censé être le meilleur choix, n'est rien d'autre qu'une décision subjective, nullement indépendante de maintes contingences.

Le concept d'*homo sociologicus* reste cependant focalisé sur l'individu, « l'atome logique de l'analyse », dont les actions et les propriétés sont prises comme point de départ pour comprendre les phénomènes collectifs (cf. l'individualisme méthodologique de Raymond Boudon). Dépassons ce point de vue en prenant en compte les dimensions structurelles de l'espace social dans lequel l'individu est ancré en tant qu'agent² sans tomber dans un structuralisme purement systémique qui oublie que la structure est le résultat d'une évolution historique donnée et qu'elle n'est pas identique à la réalité mais le résultat d'une construction théorique. Bourdieu a insisté sur ce qu'il appelle l'*illusion scolastique*, le fait que le chercheur, qui est complètement extérieur à ce qu'il étudie, a tendance à identifier ses abstractions avec la réalité sociale.

« Le mythe de l'*homo œconomicus* et [de] la *rational action theory* (sont des) formes paradigmatiques de l'illusion scolastique qui portent le savant à mettre sa pensée pensante dans la tête des agents agissants et à placer au principe de leurs pratiques, c'est-à-

¹ Ce modèle de l'*homo sociologicus* a été introduit en Allemagne par Ralf Dahrendorf et en France par Raymond Boudon dans les années 1960.

² Il faut surtout dépasser les oppositions stériles entre individu et société, entre approche holistique et individualiste.

dire dans leur « conscience », ses propres représentations spontanées ou élaborées ou, au pire, les modèles qu'il a dû construire pour rendre raison de leurs pratiques » (Bourdieu 2000 : 19)

L'approche du marché linguistique que nous empruntons à Bourdieu (2001) n'est pas une négation de l'économie des langues ou des théories du capital humain, mais leur dépassement critique. La langue est un facteur économique et un instrument de communication, elle est un marqueur social et identitaire tout comme elle est un instrument de construction du réel. Ces quatre dimensions sont indissociablement liées dans le capital linguistique, une ressource multidimensionnelle. L'économie des langues a tendance à réduire la langue à la sa dimension purement économique, pour laisser aux sociolinguistes les trois autres, difficiles à faire entrer comme paramètres dans une fonction d'utilité.¹ Nous insisterons particulièrement, avec une citation de Bourdieu, sur le quatrième aspect :

« Les systèmes symboliques ne sont pas simplement des instruments d'expression de la réalité, mais ils contribuent à la construction du réel. Quand il s'agit du monde social, on peut dire que les mots font les choses, qu'il y a un effet performatif du langage : dire ce qui est, c'est contribuer à faire que les choses soient conformes au dire. (...) Autrement dit, il y a des constats qui exercent un effet social. Le vocabulaire politique, en particulier, est non seulement descriptif mais constructif et prescriptif, et il exerce des effets politiques. Si l'on admet que la langue n'est pas seulement un instrument de communication, mais qu'elle remplit aussi de telles fonctions de domination et de construction du réel, alors la discussion sur le choix de la langue devient très difficile. » Bourdieu/de Swaan (2001)

Face à l'injonction « parlez-français » de la vendeuse, le refus du client plurilingue luxembourgeois d'y donner suite constitue, certes, une pression (économique) sur celle-ci et sur son patron, mais il est aussi un défi lancé à la compétence légitime imposée par l'école luxembourgeoise et un pied de nez tardif à toutes les brimades subies par les professeurs de français. C'est un geste d'entêtement pour s'enfermer dans un monde luxo-

¹ Confronté au problème de l'utilité, difficilement mesurable de façon absolue, Pareto a proposé de remplacer cette utilité, appelée cardinale, par une utilité ordinale : le consommateur classant différents biens en fonction de leur utilité comparative. Dans le cas présent: même si l'utilité de l'apprentissage du luxembourgeois ou du français n'est pas mesurable, les gains comparatifs pour un primo-arrivant qui devrait décider de s'investir dans une seule langue pourront être évalués.

luxembourgeois tourné vers un passé imaginé et imaginaire. Car en ces temps là, quand les serveuses de magasin et de comptoir parlaient encore luxembourgeois, cet idiome n'était pas encore considéré comme langue et ne pas répondre à un Allemand ou un Français dans sa langue était impensable. Tellement impensable que, surtout en face d'un francophone, la réponse se limitait souvent à quelques balbutiements, voire à la fuite dans le mutisme.

7.3 Un marché de l'emploi en profonde mutation

a) La demande linguistique vue à travers les offres d'emploi

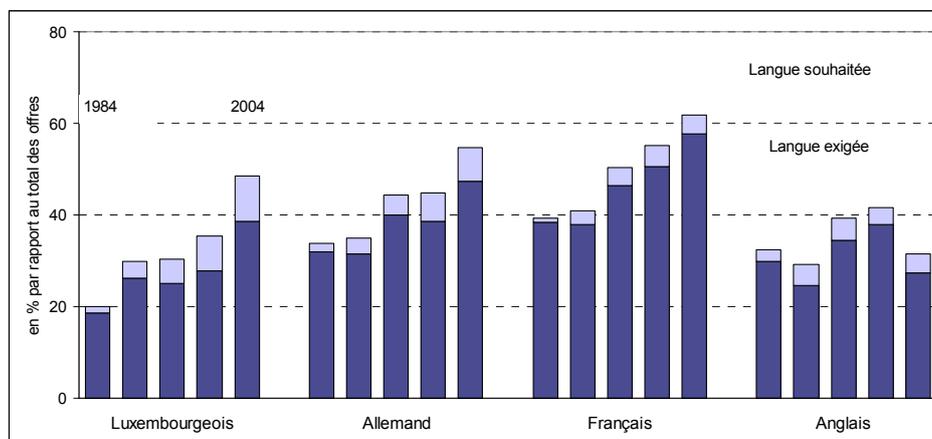
Certes, toutes les embauches ne passent pas par des offres publiées dans la presse et a fortiori le *Luxemburger Wort*, mais le décompte des compétences linguistiques demandées dans ces offres constitue une manière pragmatique de donner un aperçu de l'évolution historique sur une période de vingt cinq années.¹

Le changement le plus marquant de cette période est l'augmentation des demandes explicites de compétences linguistiques dans les offres d'emploi. En 1984, moins de la moitié (46%) spécifiaient une compétence linguistique, en 2004 plus des deux tiers des offres d'emploi (68.5%) exigent explicitement la connaissance d'au moins une langue. On peut interpréter cette évolution de façon naïve et dire que les exigences linguistiques augmentent. On peut cependant y voir aussi l'expression d'une situation linguistique qui se complique : dans le passé, tout comme dans les pays monolingues, il était souvent superflu de préciser la compétence linguistique parce que celle-ci était implicitement connue. Aucun patron cherchant une vendeuse à Metz n'aurait l'idée de spécifier l'exigence du français. C'est pour le secteur public que l'évolution est la plus marquante : en 1984 pratiquement aucune annonce ne mentionnait de langue, en 2004, près des trois quarts des annonces demandent une langue ou plus. Particulièrement nombreuses sont les annonces exigeant la connaissance des trois langues usuelles du pays (principalement le luxembourgeois, le français et l'allemand).

¹ L'échantillon de 5 années régulièrement espacées sur cette période – à savoir 1984, 1989, 1994, 1999 et 2004 – comporte en tout 6091 offres d'emploi. Pour le détail voir Pigeron-Piroth et Fehlen (2005). Des réflexions méthodologiques supplémentaires se trouvent dans Fehlen (2001).

Un marché de l'emploi en profonde mutation

Graphique 28: Langues exigées et souhaitées selon les offres d'emploi du Luxemburger Wort (en 1984, 1989, 1994, 1999 et 2004)



Source : Pigeron-Piroth et Fehlen (2005)

Note de lecture : en 1984 (barre de gauche), 18.6% des offres d'emploi de l'échantillon exigent la connaissance du luxembourgeois, 1.4% la souhaitent (qu'il soit associé ou non à une autre langue). En 2004, ce sont respectivement 38.7% qui l'exigent et 9,7% qui le souhaitent.

L'augmentation de la demande est particulièrement forte pour le luxembourgeois : En 1984 20% des annonces le demandaient, en 2004 ce sont 50%. Mais la demande réelle est encore plus importante.¹ Vu la pénurie de luxembourgophones et le multilinguisme des clients, certains patrons se résignent à ne pas demander des compétences linguistiques dont ils savent qu'elles ne sont pas disponibles sur le marché ou à choisir des

¹ D'autres résultats de cette étude méritent d'être retenus : Le caractère hégémonique du français (91% des offres d'emploi en 2004 y font référence). Les demandes spécifiques selon les secteurs. La construction, l'artisanat, le commerce et les services aux entreprises sont les secteurs qui expriment la plus forte demande de langue française. La demande de la langue allemande dans le commerce, la construction, l'administration publique et les transports et communications se situe au-dessus de la moyenne, pour autant que ces secteurs expriment des exigences linguistiques. Il existe d'importantes différences entre les branches concernant la demande de la langue luxembourgeoise. Très demandée dans l'administration publique elle est pratiquement absente du secteur financier.

Les écarts entre les branches d'activité sont encore plus importants pour le cas de l'anglais. Ainsi le secteur financier (peu demandeur de français, d'allemand et de luxembourgeois) a une forte demande d'anglais, tout comme les transports et les communications. Par contre, le commerce, l'administration publique, la construction et l'artisanat ne nécessitent que très peu la connaissance de cette langue.

formulations du genre « *la maîtrise du luxembourgeois sera considérée comme un atout* » ou « *luxembourgish will be an asset* ». Selon les formulations utilisées les offres ont été classées en deux catégories : « langues exigées » et « langues souhaitées ». Le luxembourgeois est en première position des langues souhaitées avec 9,7% en 2004. Ce chiffre est en augmentation spectaculaire depuis les 1.4% en 1984 et exprime le désespoir des recruteurs confrontés à la pénurie de personnel luxembourgophone.

L'état d'esprit défaitiste qui anime les patrons de PME conscients des attentes de leur clientèle est bien illustré par l'anecdote suivante¹ : Un client demandant le rayon des chaussettes en luxembourgeois s'est vu répondre – en français – « on ne parle pas le chinois ici ». L'employeur licencie sur le coup la vendeuse, tout en précisant à son client qu'il ne pourra pas trouver un luxembourgophone, mais tout au plus quelqu'un de plus poli.

b) Le secteur protégé

La loi de 1984 garantit aux Luxembourgeois de pouvoir s'adresser en luxembourgeois à l'administration publique. La même loi donne le même droit aux germanophones et aux francophones. C'est cette pratique, donc *in fine* la maîtrise de la compétence légitime multilingue, qui préside aux critères d'embauche dans l'administration publique et aussi dans tous les autres services publics, même si ceux-ci ont été libéralisés et ne possèdent plus *stricto sensu* cette obligation légale.

Les entreprises du privé sont confrontées à un autre casse-tête linguistique. Si les Luxembourgeois dotés d'un fort capital culturel et par conséquent maniant bien les langues étrangères (surtout le français) sont ravis de pouvoir faire montre de leurs compétences linguistiques, d'autres, moins instruits, seront mal à l'aise s'ils sont obligés de parler français dans un commerce ou un restaurant. Non pas parce qu'ils ne sauraient s'exprimer et communiquer avec le personnel, mais parce qu'ils ne se sentiront pas à la hauteur de la norme que l'école luxembourgeoise leur a inculquée. Ils préféreront donc des commerces où ils seront servis dans leur langue. A contrario, les étrangers venus au Luxembourg et qui ont fait l'expérience du multilinguisme

¹ N. Dicken, Lëtzebuergesch, wann ech geliff! Éditorial du *journal* 15.11.2000.

Un marché de l'emploi en profonde mutation

s'attendent à être compris dans les administrations et les commerces s'ils parlent français ou allemand, voire anglais. D'où la grande demande, à tous les niveaux, d'un personnel non seulement luxembourghophone, mais multilingue ... introuvable suite à l'augmentation rapide de la demande.

Du fait de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (surtout en matière linguistique) s'est créé un secteur protégé, réservé aux détenteurs du capital linguistique rare que constitue la maîtrise des trois langues usuelles du pays.

S'il fallait définir le concept de secteur « protégé », nous dirions, de façon très large, qu'il comprend les activités nécessitant la nationalité luxembourgeoise et/ou la maîtrise des trois langues administratives du pays, ainsi qu'une certaine connaissance du Luxembourg et de ses pratiques (par le biais des relations, des connaissances, d'un certain ancrage ...).

Assez vaste, le secteur protégé, tel que nous venons de le décrire, inclurait le secteur public, évidemment, ainsi que la santé et l'action sociale, et les services collectifs et sociaux. On pourrait également y ajouter les indépendants et les agriculteurs, en considérant l'importance que représentent les connaissances du Luxembourg et de ses langues dans l'exercice de ces activités, mais aussi le rôle attribué à l'ancrage dans la société luxembourgeoise. Cette définition élargie du secteur protégé nous conduirait à considérer qu'environ 63 000 travailleurs salariés et non salariés luxembourgeois en font partie en 2008, soit 56,6% de l'ensemble des actifs luxembourgeois ayant un emploi. (Pigeron-Piroth et Fehlen 2009)

En mars 2008, 25% des Luxembourgeois salariés étaient des fonctionnaires et 42,3% travaillaient dans le secteur public.¹

La proportion des Luxembourgeois occupés dans le secteur public a augmenté au fil des dernières années. Ce fait est confirmé par l'évolution des effectifs du secteur public (tableau 36) et les nombreuses plaintes venant du patronat pour qui la force d'attraction de ce secteur constitue une concurrence dé-

¹ Plus précisément : Tous les fonctionnaires et tous les salariés des employeurs de droit public (l'Etat, les communes, les établissements publics et assimilés, syndicats de communes) à l'exception du secteur de la santé. Les salariés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de la Société Nationale de Contrôle Technique. Les salariés des entreprises de production et de distribution de l'énergie, ainsi que les salariés des trois Centres de recherche publics et du CEPS/INSTEAD.

loyale. Ces plaintes que l'on peut lire régulièrement dans la presse luxembourgeoise sont souvent illustrées d'exemples plus ou moins pittoresques rapportés pour la plupart par les représentants du patronat. Un ouvrier hautement qualifié d'un abat-toir quitte son poste pour aller travailler comme concierge dans une administration communale ;¹ 7 titulaires du CATP en boulangerie seraient employés par la commune de Pétange.²

Tableau 36 : Évolution des effectifs du secteur public de 1995 à 2008³

Année	Les salariés luxembourgeois				
	Ensemble des salariés du secteur public (D)	salariés luxembourgeois travaillant dans le secteur public (A)	Total des salariés luxembourgeois (B)	Part des salariés luxembourgeois travaillant dans le secteur public (A/B *100)	Poids des salariés luxembourgeois dans le secteur public (A/D *100)
1995	34515	32140	87854	0%	0%
2001	41148	37296	93387	0%	0%
2005	45710	40666	95818	0%	0%
2008	48067	41966	99135	0%	0%

Université du Luxembourg, d'après les données IGSS

7.4 La valeur du Luxembourgeois

La compétence légitime, telle qu'elle est définie dans le concept du marché linguistique ne peut, en tant que valeur symbolique, être quantifiée. Ce qui n'empêche que ses retombées au niveau purement économique devraient être observables. C'est la raison pour laquelle nous allons revenir à l'économie des langues et une étude réalisée dans le cadre du programme *PSELL (Panel Socio-Économique Liewen zu Lëtzebuerg - Vivre à Luxembourg)* du CEPS.

a) Présentation des données et réflexion sur la méthode

Pour « mesurer le rendement du capital humain sous forme de compétences linguistiques », Carlo Klein (2003a : 10) analyse des données récoltées lors des vagues de 1998, 1999 et 2000 du PSELL. Il dispose des réponses à la question « M. éprouve-t-il

¹ Luxemburger Wort, 5 octobre 2005.

² Émission télévisée RTL, 2 mars.2005.

³ Ce tableau est issu d'une étude en cours et sera publié avec les données pour les années manquantes dans Pigeron-Piroth et Fehlen (2009).

des difficultés à parler/comprendre/écrire... » posée à propos de six langues.¹

Tableau 37 : Gain horaire moyen net (en LUF) selon le niveau de compétence (« parler ») en quatre langues (N =3366)

	Compétence	
	élevée	faible ou nulle
luxembourgeois	560	499
français	553	424
allemand	579	435
anglais	650	389

BaleineBis d'après Klein 2003a

Klein (2003a : 28) va conclure de ce tableau que « les niveaux élevés en compétences linguistiques en anglais sont corrélés aux gains moyens les plus élevés » ; qu' « un faible niveau de compétences en luxembourgeois est moins pénalisant qu'un faible niveau de compétences dans une autre langue » et « avoir un bon niveau de compétences en luxembourgeois est plus rémunérateur que d'avoir un bon niveau de compétences en français, toutes choses égales par ailleurs. »

Le salaire moyen de ce tableau ne doit pas être confondu avec la valeur monétaire d'une compétence linguistique, comme Klein semble le faire, mais il est simplement la moyenne des salaires de personnes ayant un même profil linguistique. Ce n'est donc pas « la rareté de l'anglais » qui explique le salaire moyen élevé de ceux qui ont une compétence élevée dans cette langue, mais plutôt le fait que dans les secteurs les moins rémunérateurs (commerce, bâtiment, production industrielle) les travailleurs ne maîtrisent pas cette langue.

Pour bien insister sur les chausse-trapes de cette méthode et relever un « paradoxe » de la situation linguistique du Luxembourg, faisons un simple calcul. L'échantillon comprend 1628 personnes sachant bien parler le luxembourgeois, et 1764 sachant bien le comprendre. Avec l'hypothèse que chacun qui sait bien parler une langue, sait bien la comprendre, nous pouvons identifier une population de 136 personnes, certainement des

¹ Il s'agit du luxembourgeois, du français, de l'allemand, de l'anglais, du portugais et de l'italien. Seules les quatre premières seront utilisées dans la modélisation. L'échelle prévoyait 4 niveaux de difficultés qui ont été regroupés en deux modalités, appelés « compétence élevée » et « compétence faible ou nulle ».

étrangers, qui disent avoir une bonne compétence passive du luxembourgeois. Leur salaire horaire moyen de 612 francs est largement supérieur aux 470 francs de ceux qui ne comprennent pas le luxembourgeois, mais, paradoxalement, aussi supérieur à la moyenne de ceux qui comprennent et parlent bien le luxembourgeois.

Tableau 38 : Gain horaire moyen net (en LUF) selon quatre langues et le type de compétence (« parler ») (N =3366)

	Connaissance élevée	
	active	passive
luxembourgeois	560	612
français	553	458
allemand	579	516
anglais	650	472

BaleineBis d'après Klein 2003a

Il ne faut pas voir dans ce différentiel une valeur de cette compétence bien particulière – à savoir la compréhension passive du luxembourgeois – mais plutôt le résultat d'un profil commun de cette population. Il s'agira probablement d'immigrés originaires de pays germaniques, scandinaves ou anglo-saxons qui sont surreprésentés dans les secteurs les mieux rémunérés. Pour les trois autres langues, la compétence active est mieux valorisée que la compétence passive, ce qui s'explique aisément par le niveau d'instruction probablement plus élevé des locuteurs actifs.¹ Mais ceci n'est qu'une hypothèse fondée sur notre connaissance du terrain.

La modélisation économétrique, de son côté, veut justement dépasser ce niveau heuristique et explorer, à l'aide de méthodes statistiques, le rapport entre variables explicatives et une variable dépendante. En l'occurrence, Klein va proposer, à l'aide de la régression linéaire, un modèle qui explique le revenu du travail horaire net – plus précisément son logarithme – par une combinaison linéaire de variables du capital humain (compétences acquises par l'individu) et d'autres variables observables.²

¹ Le différentiel négatif est particulièrement élevé pour l'anglais. À côté du niveau d'instruction, la population qui a une seule connaissance passive plus élevée qu'active se démarquera par sa jeunesse de la moyenne de l'échantillon et sera donc en début de carrière.

² La langue maternelle, des informations sur le parcours professionnel ainsi que des informations sociodémographiques.

Les critiques adressées à la modélisation économétrique sont nombreuses et de différents ordres selon que l'on rejette la méthode par principe – parce qu'on met p. ex. en cause l'intérêt d'une formalisation du comportement économique – ou que l'on l'accepte cette démarche et que l'on entre dans une argumentation interne, souvent d'une grande technicité. Le succès de l'économétrie qui constitue le passage obligatoire dans l'enseignement universitaire de l'économie, est basé sur son efficacité à rendre mesurable l'impact des politiques macro-économiques. Ce qui lui apporte en même temps la critique de n'être qu'un vernis mathématique pour légitimer des décisions politiques par une aura scientifique.

L'exemple que nous allons discuter montre bien cet effet. Des conclusions « pour le moins surprenantes »¹ ont été reprises par toute la presse et l'opinion publique comme une vérité scientifiquement établie.

Il n'y a certes pas d'opposition entre la « raison statistique » et la « raison sociologique », mais les procédures mathématiques ne peuvent servir qu'à établir des faits qui doivent être compris et expliqués dans leur contexte social. (Marin 1999). L'économétrie a été critiquée dès ses débuts pour sa formalisation excessive, ses simplifications abusives et surtout la recherche des « effets purs d'une variable », symbolisée par la célèbre formule : « toutes choses égales par ailleurs ». Celle-ci a été raillée dès les années 1930 par les sociologues durkheimiens avec la question : « comment vivrait un chameau, si, restant chameau, il était transporté dans les régions polaires, et comment vivrait un renne si, restant renne, il était transporté dans le Sahara ? ». (Cité par Marin 1999 : 84).²

Cette critique n'implique pas de ne plus utiliser de modèles de régression linéaires multiples, mais seulement de ne pas oublier pour les modèles complexes les mêmes précautions d'usage qui s'imposent pour des corrélations simples. Par exemple, que corrélation ne signifie pas explication et que les résultats peuvent être le fruit de variables oubliées, appelées aussi exogè-

¹ La formulation est tirée du seul commentaire critique paru dans la presse au moment de la publication. Marie-Laure Rolland, Questions ouvertes, Luxemburger Wort, 14 février 2004.

² Voir aussi Desrosières (2001) et Desrosières (1993).

nes.¹ Et surtout, que le résultat dépend essentiellement de la qualité des données, pas seulement de leur collecte, mais déjà de la définition des catégories, donc de leur construction préalable.

b) Les déterminants principaux de la valeur économique des langues

Klein (2003a : 29) présente une première modélisation² des données recueillies dans le panel du CEPS en 1998 sous forme d'un tableau. Ces résultats ne sont pas mentionnés dans le texte³ et les principaux déterminants resteront ainsi réservés au lecteur qui sait lire le tableau. Encore faut-il qu'il prenne le temps de le faire, car dans l'opinion publique de même que dans le champ de la sociolinguistique de telles études, trop rébarbatives pour le commun des mortels, n'existent que par leur résumé (Klein 2003b).

Cette modélisation révèle les déterminants principaux du salaire suivants (dans l'ordre décroissant de leur incidence sur la rémunération) :

- ceux qui ont un contrat à durée indéterminé gagnent plus que les personnes avec CDD ;
- le secteur public rémunère mieux que le privé ;
- le secteur bancaire rémunère mieux que tous les autres secteurs confondus ;
- les mariés gagnent plus que les non-mariés
- les hommes gagnent plus que les femmes ;
- les Luxembourgeois gagnent plus que les non-Luxembourgeois.

À côté de ces variables hautement significatives, l'influence des 12 variables linguistiques est très faible : « Dans cette première estimation, sont statistiquement significatives uniquement les compétences en compréhension française et en écriture allemande et anglaise. Ces trois compétences ont un effet positif

¹ L'exemple le plus célèbre étant la corrélation élevée entre le salaire et la pointure des chaussures. La variable oubliée qui explique cette relation étant le sexe ; les hommes gagnants plus et ayant de plus grands pieds que les femmes.

² Méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

³ Une note de bas de page renvoie « pour une analyse des autres variables explicatives de la fonction de gains dans le cas luxembourgeois » à une publication antérieure (Klein 2002). consacrée essentiellement aux interruptions involontaires des carrières. Un chapitre y est consacré à l'estimation du rendement moyen de l'éducation. Le sexe est cependant la seule des six variables explicatives évoquées à y figurer.

sur les gains horaires individuels, toutes choses égales par ailleurs » (Klein 2003a : 29).

La prise en compte du niveau d'instruction, préalablement enlevé, aurait diminué encore plus l'incidence de ces 12 variables de la compétence linguistique¹ et l'étude aurait dû s'arrêter à ce point, avec la conclusion évidente qu'il est impossible d'isoler l'influence des 12 variables linguistiques sur le salaire horaire. En effet, la compétence linguistique étant intimement liée au niveau d'instruction et à la nationalité, est fortement corrélée, à cause de la segmentation du marché de l'emploi, avec les variables hautement significatives « opposition privé/public », « secteur bancaire » et nationalité.

Mais l'auteur continue. Dans un « souci d'améliorer les estimations obtenues » Klein procède à deux modifications purement techniques sur les données – dont nous allons contester le bien-fondé dans la section suivante – et avec des données qui font apparaître que les Luxembourgeois et les travailleurs du secteur public – fonctionnaires, employés et ouvriers confondus – sont les privilégiés du marché de l'emploi, il va réussir à monter le contraire : qu'ils sont discriminés en tant que luxembourgeois :

« Nous constatons que la compétence d'expression en luxembourgeois devient pénalisante, c'est-à-dire que plus on déclare savoir parler le luxembourgeois, moins le gain horaire est élevé, toutes choses égales par ailleurs ! » (Klein 2003a : 31)

Le lecteur qui ne s'intéresse pas à la discussion des détails techniques de cette opération pourra passer tout de suite au point d) où seront discutés la réception de l'étude et les « implications pour la politique éducative luxembourgeoise » que l'auteur tire de ses modélisations.

c) (Re)construction des variables

La sociologie empirique est consciente qu'elle doit construire ses modèles contre les représentations spontanées que les indi-

¹ C'est au moins notre lecture de la phrase suivante : « Remarquons dès le départ que l'introduction des variables indiquant le niveau des compétences linguistiques baisse le coefficient de l'éducation de 2 à 2,5 points selon les méthodes et les échantillons utilisés. » (Klein 2003a : 28) D'ailleurs à un autre endroit on peut lire : les compétences linguistiques expliquent à peu près un quart du rendement de l'éducation mesuré par le coefficient de la variable « nombre d'années de formation initiale » (Klein 2003a : 61).

vidus se font du monde social, que Durkheim appelait les prénotions, et qui remplissent des fonctions sociales importantes (Bourdieu, Chamboredon et Passeron 1968). Cette rupture est d'autant plus difficile que le sens commun est véhiculé par le langage ordinaire qui dans ses tournures les plus banales (p. ex. « l'argent qui travaille », le « produit financier ») enferme toute une vue pétrifiée du monde.

L'économétrie ne se pose pas la question de la rupture et se limite à formaliser le discours indigène du champ économique. Dans une démarche scientifique, le fait que la modélisation n'ait pas conduit au résultat escompté aurait dû servir de remise en cause des prémisses de départ ; ou bien radicalement, en mettant en question la théorie du capital humain ou, plus modérément, en reconsidérant la définition des variables et du modèle utilisé.¹

Les deux modifications apportées purement techniques consistent à réduire le nombre de variables et à augmenter artificiellement la taille de l'échantillon et sont destinées à conduire à des résultats statistiquement plus significatifs :

1) Les trois compétences langagières (parler, écrire, comprendre) pour chaque langue vont être synthétisées dans un seul « indice simple de compétence », faisant ainsi passer les 12 variables linguistiques à 4.

Or, la modélisation initiale avait constaté, certes, une « valorisation » négative du luxembourgeois parlé et écrit, mais aussi une valorisation positive de la compréhension du luxembourgeois. Même si cette dernière était non significative, elle correspondait au différentiel positif que nous avons observé, plus haut, à partir des données brutes. Au lieu de gommer cette information, on aurait dû construire un modèle qui en tienne compte. On aurait pu définir une variable « compétence exigée par l'école luxembourgeoise » avec deux modalités : niveau « école primaire » (= trois langues usuelles du pays) et niveau « lycée » (= les mêmes trois plus l'anglais). De même, on aurait pu créer une autre variable « luxembourgeois comme langue étrangère ». Comme par la construction d'un « indice simple de compétence », l'aspect le plus valorisant du luxembourgeois a

¹ De façon encore plus modeste, on aurait pu vérifier la qualité des données recueillies.

disparu dans l'input du modèle, il ne faut pas s'étonner de ne plus le retrouver au niveau de l'output.¹

2) La deuxième manipulation est encore plus contestable : Comme il s'agit d'une étude de panel, les mêmes questions ont été posées trois années de suite aux mêmes personnes. Pour augmenter la taille de l'échantillon de base servant aux calculs, les réponses des trois vagues successives du panel (1998 et 1999 et 2000) ont été réunies et l'effectif passe ainsi de 2264 à 6092 « individus ».²

Malgré ces deux opérations et la mise en œuvre de deux méthodes différentes,³ les déterminants principaux que nous avons énumérés plus haut ont, dans les différentes modélisations, toujours les coefficients les plus élevés. Ils ne sont cependant jamais évoqués dans les commentaires. À titre d'exemple : à côté des coefficients 0,1770 pour le secteur des banques et 0,1481 pour l'opposition public/privé celui de 0,0316 pour la compétence anglaise et -0,0095 pour la compétence luxembourgeoise semblent bien pâles.⁴ Le commentaire toutefois se limite aux seules langues :

Les résultats obtenus corroborent le rôle important de la langue anglaise sur le marché du travail luxembourgeois : les trois estimations indiquent à nouveau un coefficient positif pour un niveau de compétences élevé en anglais. Nous obtenons un résultat similaire pour la langue française. Par contre, l'effet négatif d'un niveau de compétences élevé en luxembourgeois réapparaît dans ces estimations ! (Klein 2003a : 35) (...)

¹ Ou plus techniquement : on aurait pu introduire l'interaction entre par ex. : « maîtriser le luxembourgeois et l'anglais » dans le modèle.

² Il s'agit « d'individus statistiques », car la même personne, s'il elle a répondu trois fois au questionnaire de façon analogue est affectée du poids 3, une autre n'ayant répondu qu'une seule fois (pour avoir quitté le pays ou n'ayant plus envie de participer après la première vague) aura le poids 1.

³ Méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) et méthode des moindres carrés quasi généralisés (MCQG).

⁴ Chiffres issus du tableau 9. Le caractère pénalisant du luxembourgeois est encore plus ténu, si l'on prend en compte l'intervalle de confiance de 95%. Le coefficient négatif de la compétence du luxembourgeois se situe entre -0,018 et -0,006. Sans le cumul des trois vagues (tableau 7) le coefficient se situe entre -0,0175 et 0,0026. L'intervalle empiète donc dans le domaine positif. L'effet ne serait donc plus pénalisant, mais valorisant, ou disant plus simplement : il est plus ou moins zéro. Il n'y a pas d'effet du tout.

Le monde du travail

Etant donné que les compétences linguistiques sont considérées comme une caractéristique importante des travailleurs sur le marché du travail luxembourgeois, nous sommes surpris de constater le faible rendement de ces compétences sur ce marché. (Klein 2003a : 36)

La surprise qu'il éprouve n'incite pourtant pas l'auteur à modifier son approche en profondeur.¹

d) Dénégation de la valeur du luxembourgeois

La conclusion commence par un rappel des « régularités qui résultent de la convergence des résultats obtenus par différentes méthodes », caractérisées donc par « une certaine robustesse » :

« Les compétences linguistiques les plus valorisées sur le marché du travail sont liées aux langues anglaise et française ; en ce qui concerne la langue luxembourgeoise, nous n'observons aucune valorisation directe sur le marché du travail luxembourgeois ; bien au contraire, la maîtrise du luxembourgeois semble être plutôt pénalisante » (Klein 2003 : 61).

L'auteur en tire quelques recommandations pour l'école luxembourgeoise que Schanen et Lulling (2006 :43) commentent de la façon suivante : la conclusion proposée pour le système scolaire « manque de cohérence certes, mais correspond à ce que pensent effectivement beaucoup d'habitants du Luxembourg. » Constatation à laquelle nous ajouterons, que malgré le grand effort de formalisation, l'auteur ne fait que reproduire le sens commun des Luxembourgeois occupés dans le secteur protégé, dont il est un représentant en même temps atypique et idéal-typique.

Atypique, parce qu'il se trouve au sommet de la hiérarchie culturelle nationale traditionnelle, d'abord comme professeur d'économie à l'Athénée de Luxembourg, le plus ancien lycée du Grand-Duché, et surtout parce qu'il fait de la recherche comme nombre de ses prédécesseurs qui ont porté le flambeau

¹ Klein (2003a : 35) évoque notre étude sur les offres d'emploi du *Luxemburger Wort* et pense que ses conclusions sont « au moins partiellement en contradiction » avec elle : « En ce qui concerne la langue luxembourgeoise, cette étude de Piroth et Fehlen (2000) relève une demande importante de la part des entreprises pour cette langue alors que nous n'observons aucune valorisation directe de cette même langue sur le marché du travail. » Avec cette phrase Klein identifie sa modélisation avec le marché du travail. Il aurait dû écrire correctement : « Notre modélisation est en contradiction avec les demandes des offres d'emploi, telles qu'elles se manifestent à travers l'étude Piroth et Fehlen ».

de la science et de la culture dans la petite société grand-ducale.¹ Et, faut-il ajouter dans le présent contexte, qu'ils fournissaient les linguistes qui étudiaient la langue luxembourgeoise, sans vraiment la promouvoir, car trop la développer aurait diminué les profits qu'ils pouvaient tirer de leur maîtrise du français et aussi de l'allemand qui les distinguait du commun des mortels.

En effet, les professeurs de lycée occupaient jusqu'il y a une dizaine d'années le sommet de la hiérarchie intellectuelle et culturelle du pays, fait qui était symbolisé par le titre de *professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur* qu'ils portaient. Même s'ils continuent à jouer un rôle prépondérant dans la vie culturelle et artistique (surtout littéraire) du pays, la façon dont ils conçoivent traditionnellement leur profession est mise à rude épreuve par la professionnalisation du monde culturel et la création de l'université.

Par sa dénégation de la valeur de la langue luxembourgeoise et de sa fonction comme rempart protectionniste, Klein devient un représentant idéal-typique du secteur protégé et sa conclusion largement médiatisée servira à alimenter l'argumentaire de tous ceux qui voient menacés « leur identité et leur langue » par la présence des nombreux étrangers.

Le mot « **pénalisant** » semble surtout avoir frappé les esprits. Il a, par exemple, été choisi comme titre d'une lettre ouverte adressée au Ministre du Travail par un Luxembourgeois qui a peur de perdre sa langue et son identité² et qui prend l'étude du CEPS à témoin pour les discriminations que ses compatriotes subiraient sur le marché de l'emploi. Il interprète la pénalisation non pas comme une discrimination salariale, mais comme un refus à l'embauche. Les luxembourgophones ne seraient pas engagés parce qu'ils parlent cette langue.

¹ Voir un numéro spécial de 359 pages du Journal des professeurs édité à l'occasion du centenaire en sous le titre : « Un siècle de vie intellectuelle 1839-1939 : nouvelles pages d'histoire nationale / rédigées par un groupe de spécialistes ». Il suffit de comparer au numéro 5 de *Recré*, la revue de l'APSS, édité en 1989 sous le titre « Enseignement secondaire '39-89 » pour mesurer le chemin parcouru.

² « Een, deen 1941 als jonke Mënsch dem Gauleiter säi Referendum nach materlieft huet an deem et Angscht ëm eis Sprooch an eis Identitéit an eisem eegene Land ass. » *Luxemburger Wort*, 10 janvier 2004.

Quoiqu'un pur artefact – c.-à-d. une conclusion abusive basée sur des choix méthodologiques – le caractère soi-disant pénalisant du luxembourgeois sera fréquemment cité,¹ occultant ainsi une des conclusions principales de l'étude, autrement plus significative statistiquement, que les Luxembourgeois gagnent plus que les Non-Luxembourgeois et que le secteur public est mieux rémunéré que le secteur privé.

Comme nous l'avons vu, au début de ce chapitre, dans la présentation de l'économie des langues, ses adeptes sont conscients qu'avec leur approche quantitative ils ne rendent pas compte de toutes les facettes de la situation linguistique. Dans cette logique, Klein va élargir le champ de ses réflexions en prenant en compte ce qu'il appelle « un point de vue individuel » et « un point de vue politique ».

Après s'être demandé « si les dépenses engagées pour l'apprentissage de cette langue (le luxembourgeois), dans le cadre de la formation professionnelle initiale et continue, s'avèrent rentables d'un point de vue économique ? » et s'être rallié – toujours avec les formulations de précautions d'usages pour un texte scientifique – à l'opinion de Jean-Paul Hoffmann qui affirme « que l'apprentissage du luxembourgeois est un luxe, vu qu'il n'est pas nécessaire dans l'économie luxembourgeoise », il prend en compte des considérations extra-économiques pour conclure :

« D'un point de vue individuel, on peut se demander si la langue luxembourgeoise fait éventuellement partie du capital personnel, respectivement du capital social d'un individu et si elle permet ainsi d'augmenter son utilité présente respectivement future ? Ce gain d'utilité pourrait être une meilleure intégration dans la société luxembourgeoise au sens large (vie privée, vie professionnelle) et qui pourrait expliquer une demande pour l'apprentissage du luxembourgeois, mais dont les effets ne seraient pas mesurables par les gains monétaires.

D'un point de vue politique, il faut plutôt répondre à la question suivante : la cohésion sociale peut-elle se faire au détriment de

¹ Elle figure même dans un important rapport de la Chambre des Députés sur *l'impact de l'immigration sur le grand-duché de Luxembourg* (« Rapport Glesener » Document parlementaire 4999, 2004 : 40) et a été évoquée lors du débat de clôture du cycle de conférences *Lëtzebuergesch - Quo Vadis* (Projet Moien, 2004).

l'efficacité économique ? Ou, au contraire, la cohésion sociale nécessite-t-elle également une certaine efficacité économique ? »

Sans entrer dans le détail de l'argumentation de Klein, Schanen et Lulling (2006 : 43) se démarquent radicalement de son approche économiste¹ et proposent une conclusion que nous partageons pleinement:

Pour notre part, nous croyons qu'il n'y a pas que la logique économique et la logique sociale. Une "association" ne marche vraiment et ne se sent à l'aise que si elle a rentabilité et cohésion, "rapport d'activité et financier" positif d'une part, "rapport moral" encourageant de l'autre. Les peuples et individus ne vivent à l'aise que s'ils ont les deux: le bien-être et le moral.

7.5 Les langues au travail

Après ce long détour, revenons à notre enquête. Les deux questions suivantes vont nous servir à appréhender l'utilisation des langues dans le monde du travail. Nous allons présenter d'abord une ventilation selon les nationalités avant de comparer les secteurs public et privé.²

L2. De toutes les langues que vous m'avez indiquées, dites-moi chaque fois laquelle vous avez parlé dans les situations suivantes.

- Indiquez-moi d'abord la langue que vous utilisez (avez utilisé) le plus souvent - et ensuite les autres langues que vous parlez (avez parlé)

f) au travail (au Luxembourg)

L4. Pour votre travail quelles sont les langues que vous devez maîtriser à tout prix pour des **raisons professionnelles**...

- a) au niveau du parler
- b) au niveau de la lecture
- c) au niveau de l'écriture

¹ À lire ce chapitre, on aura compris que nous avons une autre approche que Schanen et Lulling qui d'ailleurs critiquent explicitement notre utilisation des concepts « marché linguistique » et « compétence légitime » quand ils écrivent : « Le poids des langues et leur développement est certes une affaire de pouvoir, de luttes, de "rapports", mais il n'est pas que cela! De même que la sociologie se camoufle sous le manteau des langues, l'économie, le marché du travail et les vecteurs du pouvoir se cachent sous la notion de compétence légitime multilingue. » (Schanen/Lulling 2006 : 40-41)

² Ce sous-chapitre est une version modifiée de Fehlen (2006a).

Le monde du travail

a) Un marché du travail multilingue

Le luxembourgeois arrive premier comme langue principale utilisée par les résidents sur le marché du travail grand-ducal, avec 51% loin devant le français avec 35%.¹ Si l'on tient compte des frontaliers, il perd évidemment ce premier rang. Pour l'ensemble des langues employées, le français précède cependant (avec 85%) le luxembourgeois utilisé par 72%. L'allemand est au troisième rang devant l'anglais pour l'ensemble des langues parlées (respectivement 37% et 30%).²

Tableau 39: Langues les plus parlées au travail en 2004 selon la nationalité

Nationalité	N	luxemb.	français	allemand	portugais	anglais	pas d'autre langue
Langue principale							
luxembourgeoise	966	71%	21%	4%	0%	0%	
portugaise	254	17%	62%	2%	18%	0%	
Autre	322	19%	56%	8%	1%	2%	
ensemble	1542	51%	35%	4%	3%	1%	
Ensemble des langues							
luxembourgeoise	966	91%	83%	44%	3%	28%	15%
portugaise	254	38%	92%	10%	48%	6%	27%
Autre	322	39%	90%	33%	6%	46%	16%
ensemble	1542	72%	85%	37%	10%	30%	17%

Baleine2004

b) Comparaison entre les secteurs public et privé

Nous allons opérer un découpage de l'emploi en trois secteurs : le secteur public (avec 321 répondants), le secteur privé (645 répondants) et le secteur international (39 répondants). Vu les faibles effectifs, nous allons laisser de côté le secteur international dans lequel le français est la langue la plus parlée pour ne comparer que les deux premiers secteurs.

La différence fondamentale entre public et privé saute aux yeux : Tandis que le français est la langue la plus parlée du secteur privé, le luxembourgeois domine nettement dans le public.

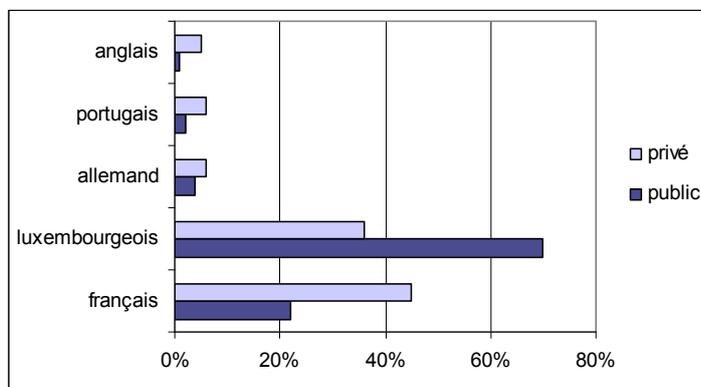
¹ Le CEPS a posé une question analogue dans ses enquêtes. Tout en s'écartant dans le détail parfois notablement de nos résultats, ceux-ci sont compatibles dans leur structure avec les nôtres. On trouve deux tableaux pour la première et la deuxième langue utilisée au travail par les résidents en 1999 dans Klein (2005) et un graphique pour la première langue au travail en 2004 dans Breulheid, Genevois et Klein (2006).

² En 1997 le questionnaire ne faisait pas la différence entre école et travail, réunissant les deux situations dans une même question. Nous ne pourrions donc pas faire de comparaison dans le temps.

Les langues au travail

Sa suprématie y est beaucoup plus nette que celle du français dans le privé.

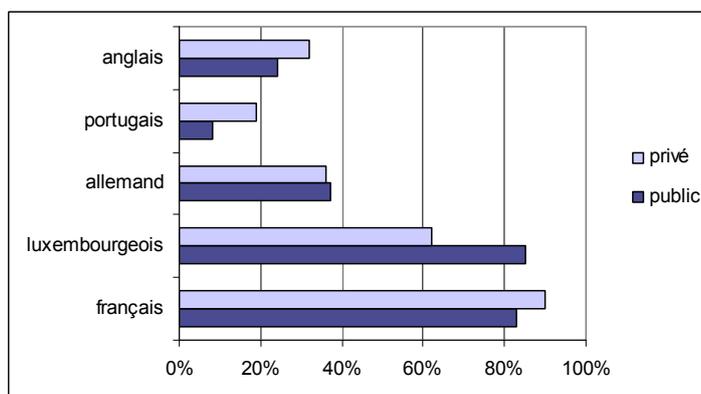
Graphique 29: Langue la plus parlée au travail selon le secteur (N = 645 privé et 321 public)



Baleine2004

La situation devient plus complexe du moment que l'on prend en compte les autres langues parlées au travail, donc que l'on accepte des réponses multiples à cette question. L'importance du luxembourgeois et surtout du français augmente alors fortement dans le public. Ce dernier talonne même le luxembourgeois. D'ailleurs, le français est presque aussi souvent mentionné comme langue parlée dans le public que dans le privé.

Graphique 30: Ensemble des langues parlées au travail selon le secteur (N = 645 privé et 321 public)

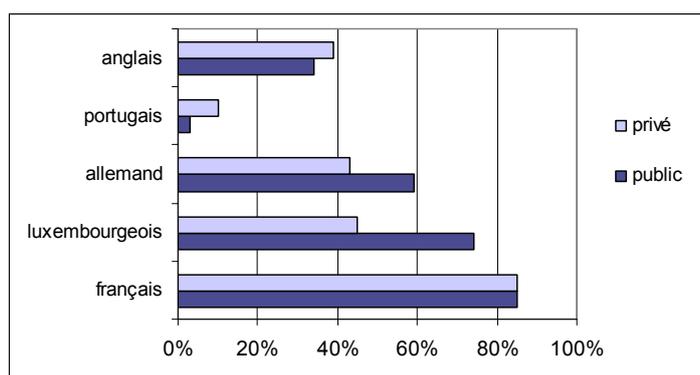


Baleine2004

Le monde du travail

Une autre question demandait aux personnes interrogées quelles étaient les langues indispensables au travail. L'écart entre privé et public se réduit et 85% considèrent dans les deux secteurs le français comme langue indispensable. Sachant que l'administration luxembourgeoise est traditionnellement luxembourgophone et francographe, on pourrait tout au plus s'étonner de ne pas avoir un taux encore plus élevé pour le français. L'explication vient du fait que l'administration publique ne se réduit pas aux fonctionnaires et employés, mais comporte aussi des ouvriers qui ne sont confrontés que marginalement à l'écrit dans leur travail. La différence entre les deux secteurs vient, comme le montre le graphique 30, du nombre élevé de personnes dans le public qui jugent les trois langues usuelles du pays indispensables. Dans le privé et le public le nombre de ceux qui jugent l'anglais indispensable est plus élevé que le nombre de ceux qui disent le parler. Ceci peut indiquer que l'anglais est utilisé plus comme langue de l'écrit – voire probablement de la lecture – que comme langue parlée.

Graphique 31: Langues indispensables au travail selon le secteur (N = 645 privé et 321 public)



Baleine2004

Les tableaux 40 montre les langues dont les personnes interrogées voudraient améliorer la maîtrise. Ce souhait résulte de la tension entre les exigences linguistiques de la vie professionnelle et privée et la maîtrise réelle.

Tableau 40 : Les langues que l'on désire améliorer selon le secteur d'activité (N = 645 privé et 231 public)

Langue	anglais	luxemb.	espagnol	italien	français	portugais	allemand
secteur public (N=203)							
1ère	34%	14%	14%	11%	10%	7%	2%
2ème	11%	3%	5%	7%	7%	6%	5%
3ème	3%	3%	2%	3%	0%	2%	3%
	48%	20%	21%	21%	17%	15%	10%
secteur privé (N=427)							
1ère	28%	21%	11%	6%	17%	2%	7%
2ème	7%	4%	8%	7%	6%	3%	9%
3ème	5%	7%	2%	2%	0%	1%	2%
	40%	32%	21%	15%	23%	6%	18%

Baleine2004

On ne s'étonnera pas que l'anglais soit la langue que le plus grand nombre souhaitent améliorer : 48% dans le public et 40% dans le privé manifestent ce désir. Dans le privé, le luxembourgeois suit en deuxième position avec 21%. Ce chiffre est dû aux étrangers qui ne sont pas insensibles à la demande de leurs clients ou collègues. Le désir d'améliorer ses connaissances linguistiques est plus élevé dans le secteur privé et est le fait d'étrangers ayant connu un système scolaire moins multilingue que celui du Luxembourg.

Tableau 41 : Les langues que l'on désire améliorer : population immigrée (N = 438)

Langue	anglais	luxemb.	espagnol	italien	français	portugais	allemand
immigrés (N=438)							
1ère	21%	35%	6%	2%	21%	1%	9%
2ème	9%	7%	5%	3%	5%	1%	14%
3ème	4%	9%	2%	2%	1%	1%	4%
	34%	51%	13%	7%	27%	3%	27%

Baleine2004

Le tableau 41 montre les réponses de tous les immigrés¹. Plus de la moitié ressent le besoin d'améliorer ses connaissances dans la langue de Rodange; celle-ci devant ainsi celle de Shakespeare (en deuxième position avec 34%). Ce résultat apporte de nouveau la preuve que les étrangers sont prêts à apprendre le luxembourgeois pour autant qu'ils ont une perspective d'ancrage au Luxembourg.

¹ Nous avons regroupé les actifs du public et du privé avec les non actifs.

7.6 Les frontaliers ?

Parmi les frontaliers se trouvent d'une part de plus en plus de Luxembourgeois qui ont quitté leur pays pour fuir la pression du marché immobilier¹ et d'autre part des immigrés qui sont venus s'installer dans la Grande-Région, pour prendre un emploi au Luxembourg.² Il faudra donc garder en tête que les frontaliers de France ne sont pas nécessairement des frontaliers de nationalité française et pas nécessairement issus de la Lorraine. La même chose étant vraie pour les deux autres pays voisins.

Comme leur présence a une incidence non-négligeable sur le marché de l'emploi et la situation linguistique (voir 4.1), nous leur consacrons ce sous-chapitre : d'abord en présentant deux enquêtes quantitatives, puis en leur donnant la parole à travers un forum-internet.

a) Deux approches des comportements linguistiques des frontaliers

La seule enquête à avoir étudié les compétences linguistiques des frontaliers sur base d'un échantillon d'envergure a été réalisée en 2003 par le CEPS.³ D'après le tableau compilé à partir des résultats, un cinquième des frontaliers de France, un petit tiers des frontaliers de Belgique et trois quarts des frontaliers d'Allemagne disent parler le luxembourgeois « sans grandes difficultés ». ⁴ Nous pouvons donc conclure que les frontaliers parlent plus le Luxembourgeois que le disent les préjugés courants.

¹ Un chiffre pour illustrer l'ampleur du phénomène : 2469 Luxembourgeoises et Luxembourgeois travaillant au Luxembourg, en mars 2007, habitent dans les régions limitrophes des pays voisins (741 en Belgique, 979 en Allemagne et 749 en France).

² Berger (2005) les appelle « frontaliers d'adoption », pour les distinguer des frontaliers natifs qui sont nés dans la Grande Région et évalue leur proportion à 9% de l'ensemble des travailleurs frontaliers.

³ 2 470 frontaliers ont été interviewés (1079 en provenance de France, 760 en provenance de Belgique et 631 en provenance d'Allemagne) « en face à face selon la méthode papier crayon » (Berger 2005 : 2).

⁴ Le libellé exacte était : « Perception subjective des compétences linguistiques : pourcentages des frontaliers (18 à 65 ans) n'ayant aucune ou quelques difficultés à parler le luxembourgeois. ». Le tableau est compilé à partir de deux sources (Klein 2005) et Berger (2005). Malheureusement les compétences en français et allemand ne sont pas indiquées.

Tableau 42 : Langue parlée « sans grandes difficultés » par les frontaliers

Frontaliers venant de	N	luxembourgeois	anglais
France	1079	18%	50%
Belgique	760	29%	59%
Allemagne	631	74%	71%

BaleineBis d'après CEPS 2005

D'après la même enquête, 13% des frontaliers ont suivi des cours de luxembourgeois, un tiers environ de ceux-ci « se sont sentis obligés, mais sans contrainte de la part de leur employeur », seulement un 10% disent avoir été obligés à le faire.

Tableau 43 : Deux premières langues utilisées au travail par les frontaliers selon le pays de résidence

pays de résidence	N	luxemb.	français	allemand	anglais	autre	pas d'autre langue
Première langue							
France	1079	2%	89%	1%	6%	2%	
Belgique	760	10%	78%	4%	8%	0%	
Allemagne	631	26%	7%	61%	6%	0%	
Deuxième langue							
France	1079	11%	8%	13%	23%	7%	38%
Belgique	760	10%	15%	9%	29%	6%	30%
Allemagne	631	16%	18%	24%	21%	2%	19%

BaleineBis d'après CEPS 2005

Ce tableau¹ confirme que les frontaliers de France utilisent le moins le luxembourgeois et l'anglais au travail.

Avec 729 répondants, la base empirique d'un autre sondage est plus faible. Il ne peut surtout pas être considéré comme représentatif pour l'ensemble des frontaliers, car il est le résultat d'un *voting* sur le site www.lesfrontaliers.lu. Il donne cependant probablement une image correcte des internautes qui fréquentent ce site, une communauté active de jeunes frontaliers travaillant surtout comme employés dans un contexte qui leur permet d'utiliser Internet pendant leur temps de travail. Nombreux sont parmi eux aussi les nouveaux frontaliers, car un des buts du site est justement de les guider dans leurs premiers pas dans un nouveau contexte administratif et réglementaire. Sous

¹ Le tableau est compilé à partir de deux sources (Klein 2005) et Berger (2005).

condition de rester conscient de ses limites, ce sondage apporte un éclairage supplémentaire intéressant.¹

S'agissant d'un site francophone, rien d'étonnant que 75% indiquent parler principalement le français au travail, suivi de l'anglais avec 17%. Une comparaison avec les chiffres du CEPS montre une présence accrue de l'anglais comme langue principale de travail ce qui confirme notre hypothèse sur le public du site. 42% disent ne pas parler du tout le luxembourgeois, 39% quelques mots simples, 11% un peu, 6% couramment et 2% correctement.

Si l'employeur proposait des cours de langue, seulement 29% choisiraient le luxembourgeois et 71% une autre langue. Le peu d'engouement pour le luxembourgeois s'explique aisément par le peu d'utilité qu'il a dans le contexte de leur travail : seulement 4% en ont obligatoirement besoin, pour 18% la pratique du luxembourgeois constitue « vraiment un plus » – telle était la formulation de la réponse, non sans rappeler les libellés que l'on trouve dans les offres d'emplois – pour 45% elle est « inutile » et pour 31% « vraiment optionnelle ». Un tiers pensent même que « le gouvernement devrait renoncer à cette langue officielle ».

b) Polémiques entre frontaliers et « Luxo »

Le débat mené autour des résultats de ce *voting* a tourné rapidement à la polémique et aux invectives.² Même si « *un forum anonyme sert surtout de défouloir* », comme le dit une des participantes (« Isabelle de Genève »), il a aussi le mérite d'être le révélateur d'animosités normalement refoulées sous la pression de la bienséance. Aux interventions peu nombreuses teintées d'un certain chauvinisme francophone et surtout de l'ignorance de la situation luxembourgeoise

¹ Voting-Internet réalisé en décembre 2003

<http://www.lesfrontaliers.lu/index.php?p=sondageeta=resultatetid=35>

² Il est toujours disponible en ligne :

http://www.lesfrontaliers.lu/index.php?p=editoetid=1128etf_a=discetf_id=9058etpage=1

D'autres avec des argumentations récurrentes ont suivi. Voir un exemple récent :

http://www.lesfrontaliers.lu/index.php?p=forumetf_a=discetf_id=36844etpage=1 (07/12/2008)

« Respect à nos hôtes luxembourgeois et à leur culture certes, de là à apprendre un patois disgracieux et vieillissant en voie d'extinction comme ses derniers pratiquants... »¹

d'autres frontaliers répondent :

« J'ai honte quand je lis les commentaires des 'ignorants' !!!! Il me semble la plus 'basic' politesse d'apprendre (ou d'essayer pour ceux qui ne sont pas doués en langues) la langue du pays qui vous nourrit. Dans les magasins les gens vous aideront avec le sourire, les collègues 'Luxo' vous apprécieront plus, et n'oubliez pas: vous comprendrez les insultes qui vous sont jetées dans la figure quand vous tournez votre dos. »

Le multilinguisme du pays et la loi de 1984 qui a certes proclamé le luxembourgeois langue nationale, mais qui a aussi confirmé le français et l'allemand comme langues administratives et judiciaires, sont surtout avancés pour se justifier :

« Tu trouves normal quand tu vas en France de parler la langue officielle du pays : le français. Moi, quand je viens bosser au Luxembourg, je ne trouve pas anormal de parler l'une des langues officielles du pays : le français ».

33% de ceux qui ont participé au sondage recommandent d'ailleurs au Gouvernement de renoncer au luxembourgeois comme langue officielle et montrent ainsi leur ignorance profonde de son caractère fondateur de l'identité nationale luxembourgeoise. Cette position s'explique par le fait que le luxembourgeois est ressenti par beaucoup comme langue d'exclusion, utilisée pour se prémunir contre la concurrence des frontaliers. D'autres interventions montrent cependant une conception très lucide quoique teintée d'un certain cynisme de la fonction sociale de langue.

« Bientôt, le luxo sera la langue des bourgeois et de la classe dirigeante, parce que les agriculteurs disparaissent peu à peu et les prolos, eh bien, c'est les étrangers. Alors il faudra que les enfants d'immigrés comme les Italiens et les Portugais, et bientôt les Polonais et les Tchèques parlent le luxo, encouragés par leurs parents qui ne le parlent pas, qui parlent seulement le français (instinct de survie pragmatique avant le désir d'intégration gadget). Tout ça, pour s'élever dans la sacro sainte caste luxembourgeoise. »

¹ Dans les citations, les fautes grammaticales ainsi que les négligences d'écriture et les tournures trop parlées ont été redressées tacitement pour faciliter leur lecture.

Ce contributeur résume bien la situation des travailleurs immigrés du Portugal ou d'Italie : comme ouvrier du bâtiment ou femme de ménage ils n'ont pas besoin du luxembourgeois. L'apprentissage du luxembourgeois ne modifiant en rien leur position sociale, il est compréhensible de le considérer comme « intégration gadget ». Leurs enfants cependant, loin d'être une menace pour la langue luxembourgeoise, seront les porteurs de son avenir, car ils l'apprendront, non pas par goût, mais par nécessité pour trouver un meilleur emploi que leur parents, voire pour accéder au secteur protégé du marché de l'emploi. Nous voilà loin de la perception du luxembourgeois comme facteur soi-disant pénalisant sur le marché de l'emploi.

La polémique fut nourrie surtout par un intervenant luxembourgeois, utilisant le pseudo *Picasso2*, déjà bien connu sur ce forum pour des propos xénophobes et anti-frontaliers. Dans un autre contexte, il avait expliqué comment dans une entreprise les intérimaires luxembourgeois seraient harcelés moralement au point de les faire partir, pour les remplacer par des frontaliers.

« Ils n'ont pas peur de vous dire : 'oh vous savez les luxos, on n'aime pas trop ici', comme si la société se trouvait sur le territoire français. ».

Pour lui, les frontaliers sont responsables du chômage au Luxembourg et il aimerait les faire partir en réservant les emplois, sinon aux Luxembourgeois, du moins au luxembourgeois.

« Au travail comme dans les magasins, moi je parle ma langue et rien d'autre et si il y a quelqu'un qui ne comprend rien tant pis pour lui ou bien elle. Et le patron comprendra assez vite qu'il faut quelqu'un qui parle le LUXEMBOURGEOIS. »¹

Dans une situation plurilingue le choix de la langue est toujours le résultat d'une négociation plus ou moins implicite. Le Luxembourgeois ayant intériorisé la compétence légitime multilingue devra spontanément répondre en français ou en allemand à l'étranger. Picasso2 qui manie assez bien le français –

¹ À croire un autre frontalier, ce comportement ne doit pas être si fréquent : En cinq ans une seule fois un Luxoche n'a pas voulu me comprendre ! J'ai demandé un hot dog et un monsieur m'a diplomatiquement expliqué que chez les Luxoches, on dit un turinguer ! Pour moi, une saucisse avec du pain est un hot dog, et c'est international !

comme le montrent ses contributions au forum – refuse de se plier à cette exigence. Les frontaliers ressentent ses interventions comme une agression, d'autant plus qu'il les accompagne d'invectives contre les francophones, d'où l'étiquette de raciste que l'on lui accole.

De surcroît, ce comportement peut aussi être interprété comme un geste de révolte contre la compétence légitime multilingue du Luxembourg et la position que le français est censé y occuper. La valorisation du Luxembourgeois prônée par Picasso2 va de paire avec la dévaluation du français sur le marché linguistique du Luxembourg. Comme la valeur sociale d'un parler dépend surtout de la position sociale de ses locuteurs, l'émergence d'un français basique comme langue véhiculaire au Luxembourg – « un 'pidgin' franco-portugais-luxembourgeois » (Hartmann)¹ – conjuguée à la concurrence de l'anglais qui le relègue au deuxième rang dans le pôle international du marché de l'emploi conduisent à la mise en cause de son rôle de la langue de prestige. Rien d'étonnant que la fonction de sélection qui revient à la maîtrise de l'orthographe et de la grammaire du français au sein de l'enseignement luxembourgeois est contestée de toute part et est en train de disparaître très lentement – au grand dam des professeurs de français et autres détenteurs d'un capital linguistique élevé – par de multiples décisions techniques du ministère de l'éducation nationale (redéfinition des compétences exigées, possibilités de compensation) et par la pratique informelle des enseignants eux-mêmes.

Entre-temps Picasso2 a fait des émules. À ce jour une pétition qui veut lier « l'obtention d'une autorisation de travail à la maîtrise de la langue luxembourgeoise (au niveau A2) » a recueilli 1.414 signatures.² Les signataires oublient seulement que les frontaliers lorrains principalement visés (« eis Frenn aus der 'grande Nation' vun Metz oder Thionville, déi mol net probéieren 'Moien' oder 'Äddi' ze soen ») n'ont – grâce à la libre circulation de la main-d'œuvre introduite par le traité de Rome en 1958 – pas besoin d'une telle autorisation.

¹ Voir chapitre 2.3.b.

² „Lëtzebuergesch schwätze kënnen fir eng Aarbechtsgenehmigung ze kréie“ www.petitionspot.com/petitions/ludiglux (consulté le 25 novembre 2008).

c) Des malentendus malgré l'intercompréhension

www.diegrenzgaenger.lu, le pendant germanophone du site qui héberge le forum que nous venons de commenter, connaît lui aussi des discussions sur la langue. La teneur est différente et la polémique pratiquement inexistante, puisque « on se comprend ». Mais c'est justement l'intercompréhension facile entre l'allemand et le luxembourgeois qui est à l'origine de moult méprises. Ainsi de nombreux quiproquos arrivent quand des Allemands des régions limitrophes se trompent de registre linguistique, pensant parler luxembourgeois alors qu'ils utilisent leur variété régionale de l'allemand. Un exemple typique de ces malentendus nous est fourni par le témoignage suivant que nous traduisons :

À dire vrai, j'ai déjà eu de drôles d'aventures avec le luxembourgeois. Comme je viens de la Moselle et que je parle moi-même le francique mosellan, le luxembourgeois ne me pose pas problème. Malheureusement il y a assez de Luxembourgeois qui répondent¹ en allemand. Mais le pompon, c'était un Luxembourgeois qui disait ne pas pouvoir supporter mon accent allemand et ne pas vouloir parler luxembourgeois avec moi. Et si son accent luxembourgeois ne me plaisait pas ?²

Un autre contributeur au forum a remarqué « qu'il ne convient pas » d'utiliser son vernaculaire francique au Luxembourg. Le choix de ses mots (le verbe allemand « convenieren » plutôt précieux et le substantif « Ausprägung ») montre qu'il s'agit d'un cadre plutôt cultivé, qui se plie aux règles du marché linguistique sans toutefois les comprendre.³

« La compétence suffisante pour produire des phrases susceptibles d'être comprises peut être tout à fait insuffisante pour pro-

¹ Le verbe allemand utilisé se traduit en anglais par *to switch* et évoque l'alternance codique.

² Offen gestanden habe ich mit luxemburgisch schon sehr komische Dinge erlebt. Da ich selbst hier von der Mosel komme und Moselfränkisch spreche, ist Luxemburgisch für mich kein Problem. Aber leider gibt es genügend Luxemburger, die immer wieder auf Deutsch schwenken. Der Hammer war allerdings der Luxemburger, der zu mir sagte, er könne den deutschen Akzent nicht ertragen und wolle nicht mit mir Luxemburgisch reden. Was wäre denn wenn mir sein Luxemburger Akzent nicht gefällt?

³ Es ist doch so, dass Luxemburgisch Moselfränkisch ist, was über einen geraumen Teil der Mosel mit den unterschiedlichsten Ausprägungen gesprochen wird, egal auf welcher Seite der Grenze. Aber man kann mit fester Sicherheit davon ausgehen, dass man als Deutscher nicht convenieren wird, wenn man es benutzt. Gleichzeitig wird man die Klage zu hören bekommen, dass ja die Ausländer sich so gar nicht anpassen und sich nicht um das Luxemburgisch bemühen.

duire (...) des phrases propres à être reconnues comme recevables dans toutes les situations où il y a lieu de parler. » (Bourdieu 2001). Même si un énoncé en dialecte du pays de Bitburg sera compris par le récepteur luxembourgeois, il sera interprété par lui, dans une situation sociale où l'emploi d'un registre formel est de mise, non seulement comme un écart langagier, mais comme un déni de souveraineté du Luxembourg. Ce qui sera mal vu, surtout dans le secteur réservé. Dans un entretien d'embauche qui constitue une situation de communication très tendue, une telle faute de registre linguistique peut être fatale.

En effet, le Luxembourgeois est non pas une forme (« Ausprägung ») du francique mosellan mais une langue qui s'est créée en prenant ses distances avec l'allemand et comme l'État luxembourgeois a dû défendre son existence-même, contre un annexionnisme pangermaniste basé e.a. sur une définition ethno-culturaliste de la langue allemande qui déniait le statut de langue au luxembourgeois, l'affirmation de son autonomie est devenue un des éléments forts de l'identité nationale luxembourgeoise. Et si aujourd'hui, 60 ans après la fin de l'annexion nazie, les relents antigermaniques sont en train de disparaître avec les vieilles générations qui ont vécu la deuxième guerre mondiale, le sentiment des Luxembourgeois envers la langue allemande reste ambigu comme nous le verrons dans le chapitre 9.

8 Variations régionales

8.1 Variations régionales, dialectes et langue standard

a) Les variations régionales et la langue standard

Parmi les nombreuses variations que connaît une langue,¹ les variations géographiques frappent le plus le locuteur naïf. Il les perçoit en règle générale comme des déviations d'une norme universelle, identifiée, par la tradition littéraire et à l'apprentissage scolaire de la grammaire par des générations d'élèves, à la langue elle-même. Ces parlers locaux ou vernaculaires sont très souvent, et principalement dans un État-nation centralisé, minorés, d'où la connotation généralement négative véhiculée par les mots « patois » et « dialecte ». Contrairement à Monsieur et Madame Tout-le-monde, le linguiste conçoit une langue comme la somme des dialectes de tous les locuteurs se reconnaissant comme faisant partie d'une communauté linguistique et il considère la langue standard comme un dialecte parmi d'autres.

La situation du Grand-Duché (d'après 1839) se distingue de celles d'autres pays plus grands : Le luxembourgeois est une *langue par élaboration* (*Abstandssprache* selon Kloss) encore jeune et les deux langues des grands voisins sont omniprésentes, surtout dans le domaine de l'écrit. N'ayant pas, ou peu, profité d'une politique linguistique explicite et volontariste de la part de l'État, le luxembourgeois standard n'est que rarement perçu comme une norme contraignante, et l'alphabétisation s'effectuant toujours en allemand, ni son orthographe, ni sa grammaire ne sont enseignées à l'école. Il ne faut donc pas s'étonner que l'opinion selon laquelle on a « le droit d'écrire le luxembourgeois comme on le veut » soit largement répandue. La citation suivante est issue d'une enquête de Marielle Rispaill sur les contacts des langues en Lorraine et au Luxembourg² :

« Nos enquêtés luxembourgeois ignorent les textes qui régissent la politique linguistique de leur pays : *'le lux. est la seule*

¹ En règle générale on distingue quatre types de variations: la variation diachronique liée au temps, la variation diatopique inscrite dans l'espace géographique, la variation diastratique induite par la position sociale et la variation diaphasique dépendant des situations de discours.

² Enquête basée sur des entretiens semi-directifs avec huit enseignants et futurs-enseignants.

langue officielle, et en sont encore à regarder l'état de leur langue sans penser pouvoir agir sur son présent ou son futur, pensent que sa '*grammaire change tout le temps*', ou qu'elle est '*bien trop compliquée pour pouvoir être apprise*' ou que '*c'est une langue sans littérature*'. Ils pouffent de rire quand on leur dit qu'elle est parlée ailleurs et se soucient peu de son histoire. Cette désinvolture, qui ne s'inquiète pas de variations dialectales, va de pair avec une méconnaissance métalinguistique de cette langue. Des représentations erronées de leur langue, de sa législation, de son aire d'utilisation, de son histoire, émaillent leur discours » (Rispaïl 2003 : 140).

Même si l'image véhiculée par cette citation est désolante, elle corrobore bien nos observations faites comme enseignant à feu l'ISERP. Et au lieu de tergiverser sur une représentativité aléatoire d'un échantillon trop petit, il faut nous résigner à voir dans ces opinions le résultat des défaillances du système scolaire luxembourgeois. Même si le grand public n'en est pas toujours persuadé, le luxembourgeois standard existe bel et bien. C'est en 1910 que René Engelmann a bien décrit le mécanisme qui a conduit à sa formation et qu'il a utilisé la première fois la notion de *koinè* pour désigner la langue commune qui s'était développée au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle :

„Das bedürfnis einer gemeinsamen umgangssprache hat hierzulande infolge unserer politischen selbständigkeit und des offiziellen bilingualismus an der hochdeutschen schriftsprache vorbei zur entstehung einer über den lokalmundarten stehenden *κοινη* geführt. (Engelmann 1910: 10)

C'est d'après lui le « dialecte local » des habitants de la vallée de l'Alzette au nord de la ville de Luxembourg, allant de Eich à Ettelbruck qui est utilisé par „die beamten und geschäftsleute aus allen teilen des landes, die ihre heimat verlassen und ihren lokaldialekt aufgegeben haben“ pour ne pas se faire remarquer. (Engelmann 1910: 12)

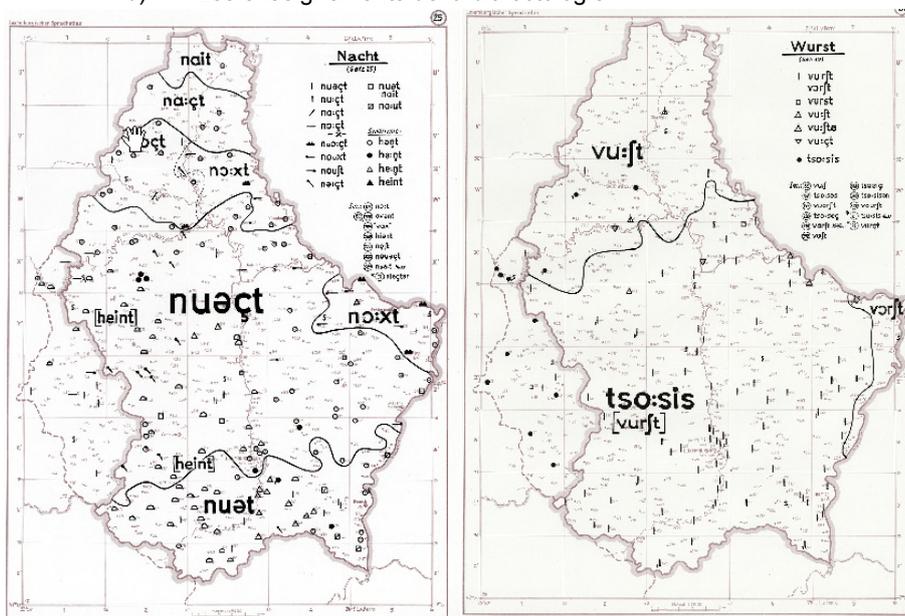
La linguistique luxembourgeoise n'a pas pu se mettre d'accord sur la formation de la *koinè*¹ et à défaut d'archives historiques sonores, on peut même douter qu'une reconstruction de sa formation ne soit possible.

¹ Voir aussi: Gilles (2000).

Variations régionales

Ce n'est pas par un sondage que l'on peut apporter une preuve de l'existence réelle d'une « linge véhiculaire commune »,¹ on peut tout au plus mesurer la perception subjective des enquêtés.

b) Les enseignements de la dialectologie



Source : Luxemburger Sprachatlas

Il ne faut pas confondre l'approche présentée ici avec celle des dialectologues. Avec notre outil, nous n'étudions pas les particularités régionales – p.ex. de la prononciation ou du lexique – telles qu'elles sont actées dans le *Luxemburger Sprachatlas* (LSA) et dont nous reproduisons ici deux planches.² Nous étudierions plutôt la perception des locuteurs tout en sachant que certains, ayant un accent local prononcé, le dénieront, d'autres parlant dans leurs interactions professionnelles, voire familiales le luxembourgeois le plus châtié et neutre, prétendront utiliser leur vernaculaire en toutes circonstances.³ En effet, la recon-

¹ La « gemeinsamen Umgangssprache » de Engelmann.

² L'atlas est accessible sur Internet : <http://www.luxsa.info/>.

³ Nous avons trouvé dans notre échantillon un cadre supérieur habitant Lintgen qui prétend parler comme les gens de cette commune, donc la *koinè*, mais déclare dans la question suivante parler « Pafendaller ». On peut s'imaginer qu'il s'agit d'un « émigré » du Pfaffenthal qui a voulu affirmer ses « racines », mais on ne saura pas pour autant ce qu'il parle réellement.

Variations régionales, dialectes et langue standard

naissance des différentes variétés du luxembourgeois – et leur valorisation comme source d'identité régionale, voire locale ou leur stigmatisation comme « patois » – est un enjeu identitaire et politique. Ainsi, on a pu observer un certain regain de l'affirmation de l'appartenance à un terroir à travers les parlers régionaux ou locaux dont les Marie-Josée Jacobs ou Carlo Wagner (« *de naue Minister* ») et plus récemment Octavie Modert sont les figures emblématiques. Ce regain pour des identités (linguistiques) régionales n'est pas nécessairement une preuve de la survie des anciens dialectes.

Ainsi, l'éminente dialectologue luxembourgeoise Hélène Palgen rapporte le témoignage d'une vieille dame qui dit avoir parlé dans sa jeunesse le vrai dialecte eschois (« richtig Escher »), mais qui s'en serait guérie parce que ses enfants la railaient. D'après la dialectologue, ce phénomène se serait généralisé, suite au brassage de la population venue de toutes les contrées du pays, et le dialecte pur (« die bodenständige, reine Escher Ma. ») serait sur le point de disparaître :

«Es handelt sich hier also um eine sterbende Mundart, von der nach 25 Jahren nur noch Relikte zu finden sein werden » (Palgen 1948: 4).

Or notre enquête va montrer que, dans cette région, la revendication d'un parler local et régional est supérieure à la moyenne nationale, ce qui n'est pas nécessairement en contradiction avec les constats de la dialectologue rédigés avant la deuxième guerre mondiale. On peut en effet supposer que – suite à la mobilité résidentielle, à laquelle vient s'ajouter l'immigration – les micro-variétés régionales ont été remplacées par une langue de communication régionale qui, tout en s'approchant de la langue standard, de la *koiné*, va amplifier certains marqueurs. Et, plus un demi-siècle après le constat de Palgen, on peut toujours y entendre les *mär* et *där* – dont la valeur identitaire est utile autant au niveau de l'interaction individuelle que du *regional branding* (p.ex. la campagne « Mär kafen zu Diddeleng »).

Notre approche quantitative par autoévaluation des personnes enquêtées ne peut nullement remplacer les études de terrain des dialectologues et le lecteur aura compris, après ces remarques préliminaires, qu'il ne devra pas s'attendre à une réponse simple à la question : « quel est le pourcentage des dialectophones parmi les Luxembourgeois ? ».

Variations régionales

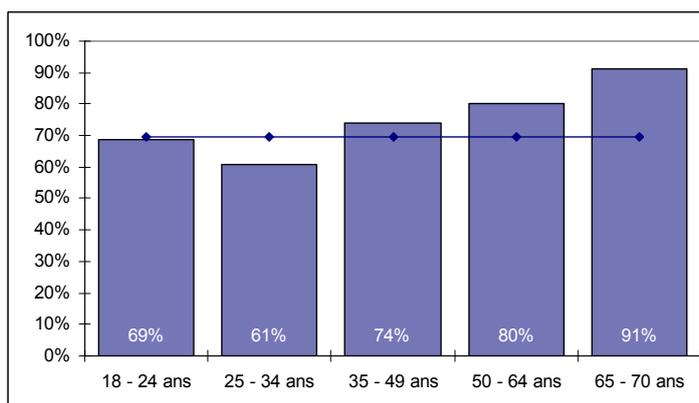
La série de questions que nous allons commenter dans ce chapitre était évidemment posée en langue luxembourgeoise aux seules personnes parlant cette langue. Nous partirons d'un échantillon de 1423 répondants qui se rétrécira au fil des questions. 45, soit 6% de ceux qui ont répondu à cette question, ont commencé leur entretien en français. Parmi eux, ceux qui parlent un « luxembourgeois normal » sont surreprésentés, mais certains déclarent aussi parler le dialecte de leur région, notamment ceux qui habitent la région « Minette ».

8.2 Savoir reconnaître les variétés régionales

Conscient du contexte évoqué, nous avons évité de façon préméditée l'utilisation des vocables *langue* et *dialecte* (*Sprooch*, *Dialekt*). Ceci nous a amené à une formulation quelque peu alambiquée :

L20 Wann ee mat lech Lëtzebuergesch schwätzt, kënt Dir dann un der Aussprooch erkennen aus wellecher Géigend vum Land ee kënt? (Si quelqu'un s'adresse à vous en luxembourgeois, savez vous reconnaître à sa prononciation la région du pays dont il est originaire?)

Graphique 32 : Savez-vous reconnaître la région d'après le parler ? Pourcentage de OUI selon l'âge (ensemble des luxembourgophones N=1423).



Baleine2004

Il faut reconnaître que, dans notre souci de ne pas influencer les personnes interrogées, nous avons créé une formulation ambiguë qui contient implicitement deux questions : Existe-t-il des accents régionaux ? Est-ce que vous êtes capables de les reconnaître ? Mais comme ce n'est pas l'existence « objective » des dialectes qui nous intéresse, mais bien leur perception, nous

pouvons accepter ce flou. Que faudrait-il penser de quelqu'un qui affirme l'existence des dialectes tout en prétendant qu'il ne sait pas les distinguer ?

Sur les 1423 personnes indiquant parler le luxembourgeois, 73,3% prétendent savoir reconnaître un locuteur par sa prononciation. Toutes les études montrent que les dialectes sont pratiqués surtout par les personnes les plus âgées, il ne faut donc pas s'étonner de voir augmenter l'affirmation de leur existence avec l'âge. Seule échappe à cette tendance la classe des plus jeunes qui semble plus sensible à la reconnaissance des variétés régionales que ses aînés de 25-34 ans.

Nous avons refait le même tableau pour les seules 953 personnes qui indiquent que le luxembourgeois est la langue qu'elles maîtrisent le mieux. Avec une plus grande compétence en luxembourgeois, le taux de celles sachant faire la différence selon l'accent augmente à 86,4%. La structure des réponses selon l'âge restant la même. Faut-il pour autant tirer la conclusion que parmi les luxembourgophones 13% n'ont pas conscience de l'existence de dialectes régionaux ? Ceci serait aller trop vite, comme va le montrer la question suivante.

8.3 Le parler régional

Contrairement à la première question, la deuxième affirme l'existence de parlars régionaux. Les 364 sondés qui viennent de dire qu'ils ne reconnaissent pas les accents des régions devraient en toute logique répondre par la négative à la question suivante. Mais, confronté à l'autorité de l'enquêteur affirmant le contraire, un certain nombre va changer d'avis¹ :

L21. Zu Lëtzebuerg gëtt a verschidde Géigenden aaneschtes geschat, wéi an der Stad oder am Zentrum vum Land. Géif Dir soen dat een d'Leit bei lech an der Géigend un hirer Sprooch erëm erkenne kënn. (Au Luxembourg on parle dans certaines régions de façon différente qu'à Luxembourg-Ville et au centre du pays. Diriez-vous que l'on peut reconnaître les gens habitant votre région à leur parler ?)

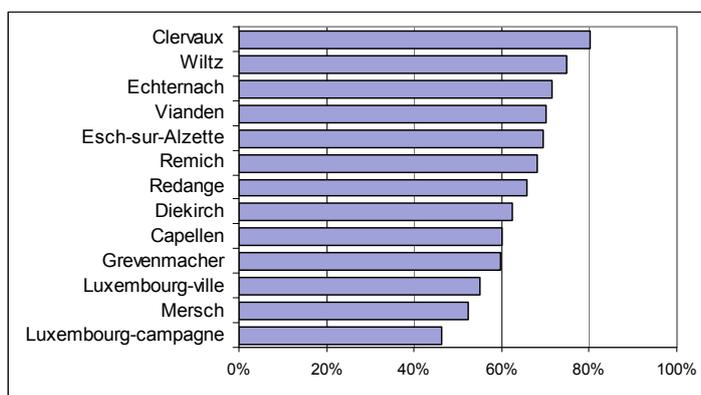
De nouveau, l'emploi d'une terminologie scientifique est évité. Au lieu d'utiliser le mot *koinè*, largement inconnu du public, ou le concept du luxembourgeois standard, qui risque d'étonner,

¹ 28% de ceux qui avaient initialement déclaré ne pas pouvoir identifier une personne à son accent, disent cependant pouvoir reconnaître les habitants de leur région.

Variations régionales

sinon de froisser plus d'un, la question utilise une circonlocution consensuelle « la langue telle qu'on la parle à Luxembourg-Ville¹ et au centre du pays ». À force de vouloir finasser, nous avons de nouveau réussi une formulation équivoque. Au fond, nous pensions à la question suivante : « Parle-t-on le luxembourgeois standard – la langue commune qui n'est pas marquée géographiquement – dans votre voisinage ou peut-on reconnaître ses habitants à leur dialecte ? » Dans le Centre, p.ex. dans les cantons de Luxembourg et de Mersch, pratiquement 100% auraient dû dire que les habitants parlant la langue commune ne sont pas reconnaissables par leur accent. Il n'en est rien. Beaucoup auront compris : On peut les identifier, parce qu'ils ne parlent pas de dialecte particulier, en sous-entendant que les habitants des autres régions sont reconnaissables grâce à celui-ci.

Graphique 33 : Peut-on identifier les habitants de votre région par leur accent ? Pourcentage de OUI selon les cantons (ensemble des luxembourgeois N =1423).



Baleine2004

62% de tous les luxembourgeois sont d'accord avec l'affirmation que l'on peut identifier les habitants de leur région par leur accent. Parmi les personnes parlant le mieux le luxembourgeois, ce taux augmente à 70,8%. Même si la question est floue, elle semble être un indicateur de l'existence de parlers régionaux typés. C'est au moins ce que les données détaillées

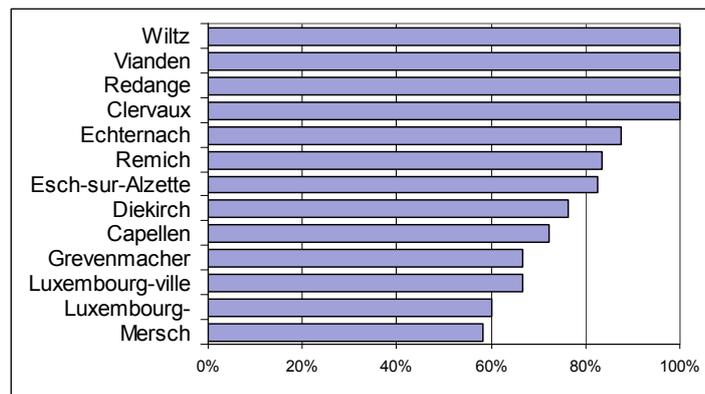
¹ Nous ne sommes pas sans savoir que la *koinè* n'est pas le dialecte de la capitale, ce parler que les blanchisseuses des faubourgs parlent dans les opérettes.

selon les cantons semblent indiquer et ce qui se recoupe avec les observations de terrain que le dialectologue peut faire.¹

En ne considérant que les 1059 répondants qui déclarent savoir reconnaître les accents (L20 = OUI) le pourcentage augmente à 74,1%. La structure régionale reste cependant plus ou moins inchangée et dans les cantons aux parlers les plus typés – Wiltz, Vianden, Redange, Clervaux – 100% de ceux qui disent reconnaître les accents savent évidemment reconnaître l’accent de leur région.

La comparaison des deux graphiques 33 et 34 attire notre attention sur le canton de Redange qui fait un saut entre les deux classements : de la 7^{ième} place il passe dans le peloton de tête. Faut-il y voir les aléas de l’échantillonnage² ou l’existence d’un parler typique qui ne se révèle qu’aux plus fines oreilles ?

Graphique 34 : Peut-on identifier les habitants de votre région par leur accent ? Pourcentage de OUI selon les cantons (Ceux qui savent reconnaître les variations régionales, N = 1059).



Baleine2004

25,9% de ceux qui disent reconnaître la région d’habitation par la prononciation répondent que les habitants de leur propre région ne peuvent être identifiés par leur accent, qu’ils parlent donc un luxembourgeois standard. Même, si le résultat est cer-

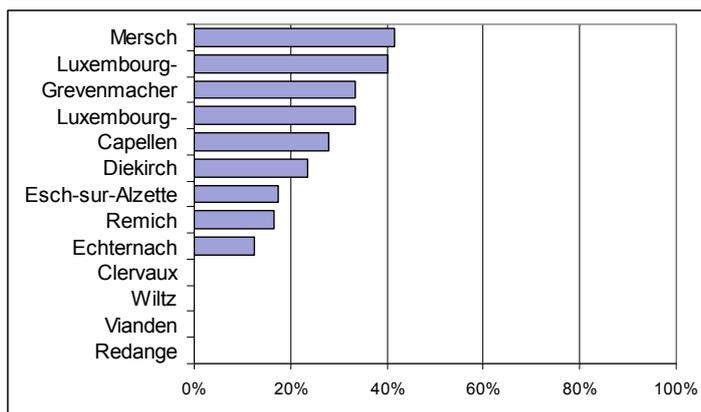
¹ Il faut garder à l’esprit que pour les cantons peu peuplés les effectifs sont faibles (9 personnes pour le canton de Vianden) et que nous ne sommes plus dans la logique d’une enquête quantitative, mais plutôt dans le contexte d’une enquête ethnographique ou dialectologique.

² Dans l’échantillon se trouvent 22 habitants du canton de Redange.

Variations régionales

tainement trop faible à cause de l'ambiguïté de la question déjà mentionnée, la distribution du résultat selon les cantons du graphique 35¹ est révélatrice. Les deux premiers du classement cadrent bien avec la thèse de la *koinè* qui serait le parler régional de la vallée de l'Alzette.

Graphique 35 : Peut-on identifier les habitants de votre région par leur accent ? Pourcentage de NON selon les cantons (Ceux qui savent reconnaître les variations régionales, N = 1059).



Baleine2004

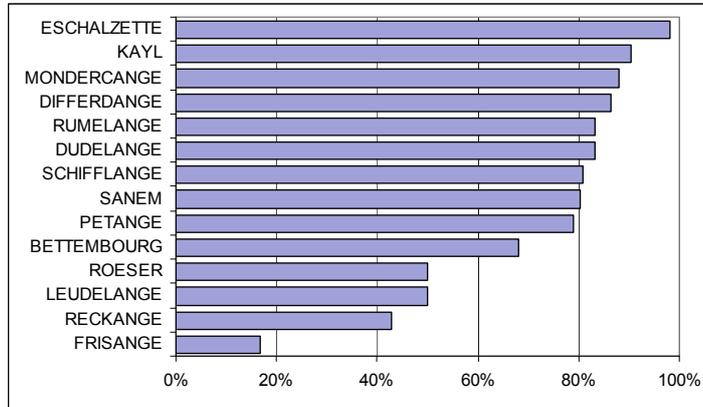
Les différences entre les cantons de Grevenmacher et de Remich trouvent leur explication dans le découpage de ce dernier qui quitte la vallée de la Moselle pour s'étendre loin vers l'ouest jusqu'à Eisenborn appartenant à la commune de Junglinster. Le résultat inattendu pour la commune-même de Grevenmacher, représentée par 15 habitants dans notre échantillon, pourra peut-être s'expliquer par la croissance démographique rapide de cette petite bourgade reliée par l'autoroute à la capitale (et par les aléas d'un petit trop échantillon pour tirer des conclusions statistiquement valides).

Le graphique suivant pour le canton d'Esch-sur-Alzette montre le même effet : les communes de sa frange nord-est butant sur le canton de Luxembourg utilisent, évidemment, plus « la langue telle qu'on la parle à Luxembourg Ville et au centre du pays » que les habitants de la ville d'Esch elle-même.

¹ Celui-ci est évidemment le complément du graphique 34.

Persistence des dialectes

Graphique 36 : Peut-on identifier les habitants de votre région par leur accent ? Pourcentage de OUI selon les communes du canton d'Esch/Alzette (Les habitants du canton sachant reconnaître les variations régionales, N =349).



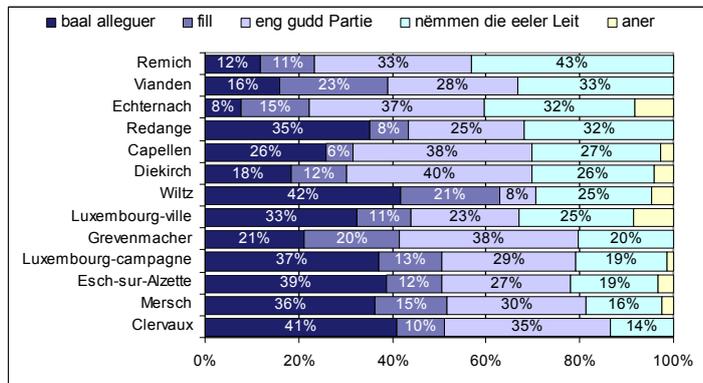
Baleine2004

8.4 Persistence des dialectes

Tous ceux, persuadés que dans leur région les gens se différencient par leur parler (donc ayant répondu par l'affirmative à la question précédente), ont dû préciser le nombre de locuteurs « parlant ainsi ».

L22. Wann L21=JO: Wéivill Leit bei lech an der Géigend schwätzen esou ?
(Si L21=OUI: Combien de personnes parlent ainsi dans votre région?)

Graphique 37 : Combien se démarquent par leur parler ? Pourcentage selon les cantons (L21 = OUI, N =1059)



Baleine2004

Variations régionales

Dans les attentes des auteurs du questionnaire, il s'agit du nombre des dialectophones.

Les réponses prévues étaient au nombre de 5 : pratiquement tout le monde, beaucoup, une bonne partie, seulement les personnes âgées et d'autres réponses ouvertes. (Seules les quatre premières modalités qui forment une échelle ont été reprises dans le graphique.)

Nous avons trié les cantons selon la fréquence de la réponse la plus pessimiste (« ce sont seulement les vieilles gens qui utilisent encore le parler local »). Sans trop insister sur les chiffres exacts – vu les petits effectifs, les intervalles de confiance augmentent – nous pourrions dresser un portrait intéressant de la diffusion des dialectes au Grand-Duché qui n'étonnera cependant pas vraiment. Parmi les cantons ayant un parler bien typé Clervaux et Esch-sur-Alzette sont les deux où celui-ci est le plus répandu. C'est surtout à Remich que le parler local semble en déclin, car plus de 40% des habitants déclarent que ce ne sont que les personnes âgées qui l'utilisent encore.

8.5 Auto-désignation

Tout comme les langues nationales, les dialectes sont aussi des constructions. Découpés dans un continuum dialectal où chaque village avait son propre accent (comme Jean-François Gangler pouvait encore le constater en 1841),¹ les dialectes se forment par la conscience des locuteurs d'avoir un parler commun avec leurs voisins aussi bien différent de la variété standard que des dialectes voisins. La question suivante posée à tous ceux qui affirmaient l'existence des parlers régionaux ou locaux, n'est donc nullement superflue. Certes, les habitants d'*Echternach* appelleront leur parler *Eechternoocher*, les habitants de la Moselle se revendiqueront du *Miseler*. Mais quel est le rayonnement de ces parlers ? La question étant posée de façon ouverte, nous nous attendions aussi à avoir des enseignements intéressants sur la perception de la langue standard. Comment ceux, supposés utiliser la *koinè* allaient-ils appeler leur langue ?

23. Wann L20=JO: Wéi géingt Dir déi Aart a Weis ze schwätzen nennen? (Si L20=OUI: Comment appelez-vous votre façon de parler ?)

¹ „Jedes Dorf hat, so zu sagen, seine eigene (Aussprache)“ Gangler (1841: v)

Il faut d'abord dire que personne n'a utilisé le mot *koinè*. 208 personnes ont cependant parlé de: « *normal Lëtzebuergesch* » (deux utilisant *Zentrallëtzebuergesch*) ; suivent « *wéi am Minette* » (auquel nous avons aussi ajouté le très rare *Minetter*), *Misseler*, *Eisleker*. En cinquième place arrive l'expression générique « *Dialekt* », utilisée sans ou avec une précision géographique (p.ex. *Sauerdialekt*, *Stengeforter Dialekt*, *Dialekt aus dem Gutland*, *Dialekt aus dem Süden*, *Dialekt aus der Jonglënster Géigend*, *Dialekt vun der letzebuergescher Sprooch*, *regionalen Dialekt*). Le mot « *patois* » est utilisé 4 fois. Un habitant de Mersch surenchérit en parlant de « *regionalen Patois* ». Un habitant de Wellenstein parle de « *Mammesproch-Dialekt* ».

Si l'on fait abstraction des très rares personnes qui auront mal compris la question,¹ le détail des réponses selon les cantons paraît très pertinent. On voit aussi la présence de l'appellation « *normal Lëtzebuergesch* » dans 10 des 12 cantons.

Voici encore quelques appellations particulièrement truculentes:

- Een Mischmasch vun den Dialekter
- al Lëtzebuergesch
- e bësschen méi krass Lëtzebuergesch
- e bessi vun allem
- Héichlëtzebuergesch
- Kuddelmuddel
- Lëtzebuergesch-Franséisch
- liicht ordinär
- Stacklëtzebuergesch
- vun der Long op Zong.
- Patchwork
- plompt Lëtzebuergesch
- Reiberbaacher
- rengt Lëtzebuergesch
- traditionell

¹ Les deux habitants du canton d'Esch prétendant qu'on y parle *Woltzer* sont probablement des natifs du Nord expatriés dans le sud du pays et ayant rapporté la question non pas au parler local, mais à leur parler personnel, tandis que l'habitant du canton de Grevenmacher qui donne aussi cette réponse habite un village limitrophe au canton de Wilz.

Variations régionales

Tableau 44 : Les principales désignations des parlers régionaux/locaux utilisées par les enquêtés selon les cantons (L20 = OUI, N =1059)

Canton de résidence	Désignation du parler utilisé par les enquêtés					
	'normal' Lëtzebuergesch	wéi am Minett	Éisleker	Miseler	Eechter- noocher	Wolzer
Luxembourg-ville	40	6	2	1	0	0
Capellen	20	17	6	2	0	0
Esch-sur-Alzette	48	170	6	5	1	1
Luxembourg-campagne	35	1	2	1	0	0
Mersch	23	1	1	0	0	0
Clervaux	0	0	11	0	0	0
Redange	4	0	4	0	0	0
Diekirch	17	1	12	0	0	1
Vianden	0	0	2	0	0	0
Wiltz	4	0	7	0	0	9
Echternach	7	0	1	1	12	0
Grevenmacher	5	0	1	29	2	1
Remich	5	0	0	17	0	0
Total	208	196	55	56	15	12

Baleine2004

Quelques très rares étrangers sont conscients d'avoir un accent et disent p. ex. parler avec « *Däitschen Akzent* » ou comme un « *nei Belsch* ».

8.6 Les « dialectophones »

Après ces trois questions préliminaires sera posée la question suivante :

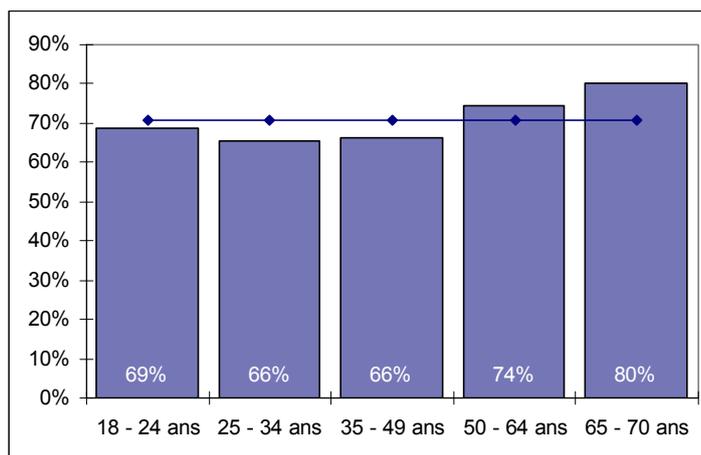
L24. Wann L21=JO: Schwätzt Dir och esou ? (Si L21=OUI : Est-ce que vous parlez comme les gens de votre région ?)

70,7% affirment parler comme les habitants de leur région, donc ne pas se démarquer par l'accent. La répartition selon l'âge a toujours la même allure que pour les questions précédentes.

La distribution selon les cantons n'apporte pas de surprise et nous rappelle que le pourcentage de 70,7% ne doit pas être interprété comme un taux de dialectophones, car là où les parlers sont peu typés et correspondent le plus à la *koinè*, ce taux est le plus élevé. Peut-on pour autant conclure que ceux qui ont répondu par la négative (p.ex. dans le canton de Luxembourg) parlent un autre dialecte, parce qu'ils sont nés dans une autre partie du pays ou parce qu'ils habitent les frontières de ce can-

ton empiétant sur les domaines des dialectes voisins ? Ces difficultés nous montrent bien une des limites des sondages. Les outils statistiques permettent de faire des tableaux en additionnant des réponses individuelles dont on ne sait pas nécessairement ce qu'elles veulent dire.

Graphique 38: Parlez-vous comme les gens de votre région : « OUI » selon les classes d'âge (L21 = OUI, N = 882)



Baleine2004

Pour les cantons possédant un parler local prononcé, l'interprétation des résultats est plus simple : les habitants des cantons de Remich et Echternach, pour ne prendre que les deux cas extrêmes, sont bien conscients qu'on y parle un dialecte. Mais ceux qui se revendiquent dialectophones sont dans la minorité : respectivement 40% à Remich et 43% à Echternach (graphique 39).

8.7 Le dialecte refoulé

L'archiviste et dialectologue Alain Atten, bien connu du grand public comme *Sproochmates* radiophonique, est né en 1938 au nord du pays et se considère lui-même comme un bilingue natif.¹ Sa mère venant du Centre parlait le luxembourgeois standard et son père un dialecte de l'Oesling. Déjà au lycée de Diekirch il contrôlait son accent pour cacher ses origines rurales à

¹ Nous empruntons le témoignage et la citation à un entretien : Gabrielle Seil, D'Wullmaus vum Déngscht, Revue 16.2.2005.

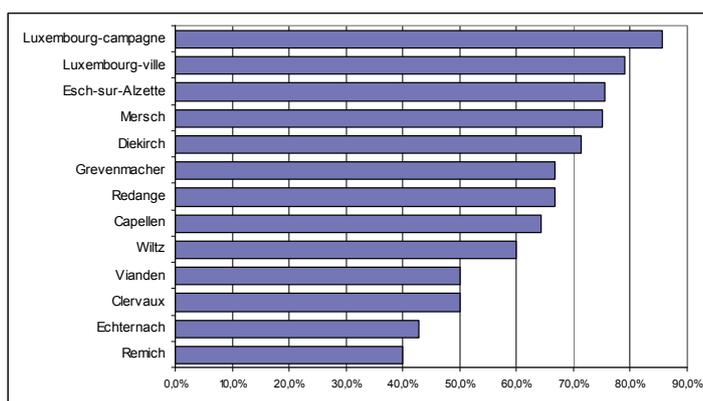
Variations régionales

ses camarades. Plus tard quand il prenait le train à Troisvierges pour aller travailler à Luxembourg-Ville, il a pu observer que les voyageurs perdaient leur accent au fur à mesure qu'ils s'approchaient de la capitale.

Beim Sichnähern der Hauptstadt (haben) die Leute plötzlich ‚anders‘ miteinander zu reden begonnen. Kein ‚Kauderwelsch‘ mehr, sondern Umgangssprache.

Contrairement à l'analyste lucide qu'est Alain Atten, les locuteurs moyens n'ont, en règle générale, pas conscience de l'ajustement de leur comportement linguistique à un comportement dominant. Le changement d'accent ou de registre pour éviter une stigmatisation se fait inconsciemment et va souvent de paire avec sa dénégaration. Nous n'avons donc nullement l'illusion de décrire des comportements réels saisis à travers les réponses données à un enquêteur anonyme. Celles-ci reflètent plutôt l'image que l'enquêté veut bien présenter de lui.

Graphique 39: Parlez-vous comme les gens de votre région : « OUI » selon les cantons (L21 = OUI, N = 882)



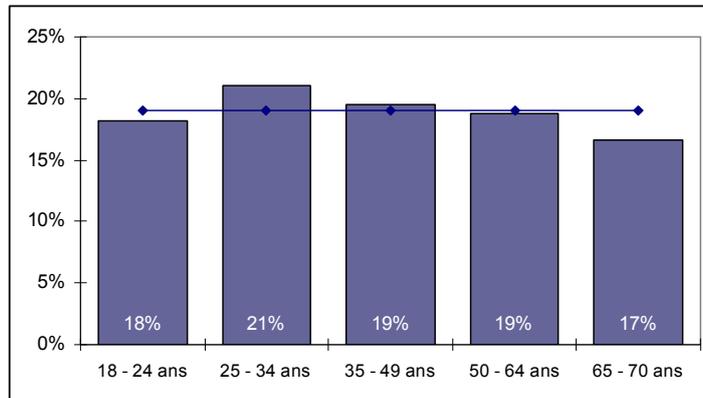
Baleine2004

La question suivante a été posée uniquement aux 624 personnes qui disent avoir un parler différent du luxembourgeois ayant cours dans le centre, donc de la *koiné*.

L25. Wann L24=JO: Kënnt ët lech fir, datt der bei verschiddene Gelegenheeten probéiert esou ze schwätzen, datt een nët erkennt vu wou Der kommt? (Si L24=OUI: Vous arrive-t-il que vous essayez parfois de parler de façon qu'on ne puisse pas identifier votre provenance?)

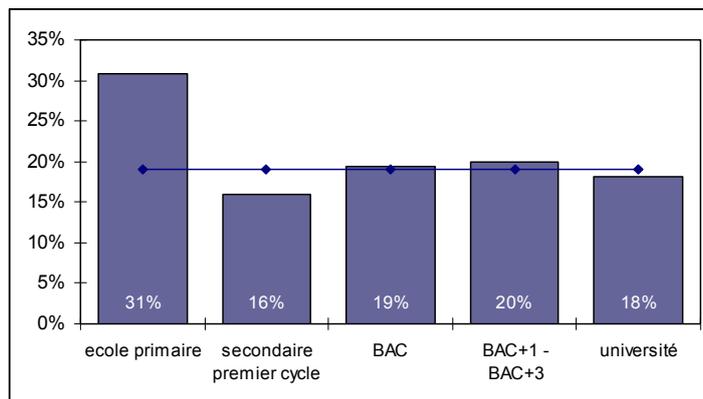
19% avouent cacher quelquefois leur accent. Ils sont surreprésentés parmi les 25-34 ans et surtout parmi ceux qui n'ont suivi que l'école primaire.

Graphique 40: Utilisation d'un luxembourgeois qui ne permet pas la reconnaissance régionale : «OUI» selon les classes d'âge(L24 = OUI, N = 624)



Baleine2004

Graphique 41: Utilisation d'un luxembourgeois qui ne permet pas la reconnaissance régionale : «OUI» selon le niveau d'instruction. (L24 = OUI, N = 624)



Baleine2004

8.8 Les raisons

Les 117 personnes qui avouent cacher quelquefois leur accent sont priées d'indiquer les situations occasionnant ce comportement.

Variations régionales

L26. Wann L25=JO : Bei welleche Geleeënheeten ass dat ? SPONTAN (si L25=OUI : Vous le faites à quelle(s) occasion(s)?)

Comme il s'agissait d'une question ouverte avec la possibilité de réponses multiples, nous avons recodé les indications dans les classes suivantes : Loisirs : 47% ; travail : 29% ; administration : 7% ; école : 6% ; autres : 29%.

Plus instructifs que ces catégories assez abstraites, voici quelques exemples parlants qui montrent que l'on cache son accent régional en présence de gens que l'on ne connaît pas bien ou issus d'un milieu social plus élevé :

- bei anere Leit, déi een net esou gutt kennt
- bei besseren Leit
- bei Besuch an am Frëndeskrees
- bei engem Affekotbesuch, bei wichtegen Leit
- bei Familljefeieren
- bei Receptiounen oder wann ech mech an der Stat ophalen
- bei Kollegen, wann ech Kommissiounen maachen
- op Partyen.

Terminons avec ce médecin qui indique utiliser un parler neutre pour améliorer le contact avec ses patients.

8.9 Raisons de la déperdition des variations régionales

La dernière question de la série s'adressait à tous ceux qui avaient indiqué ne pas parler la variété régionale de leur commune. Ainsi 263 sondés ont donné leur raison de façon spontanée sans réponses prédéfinies.

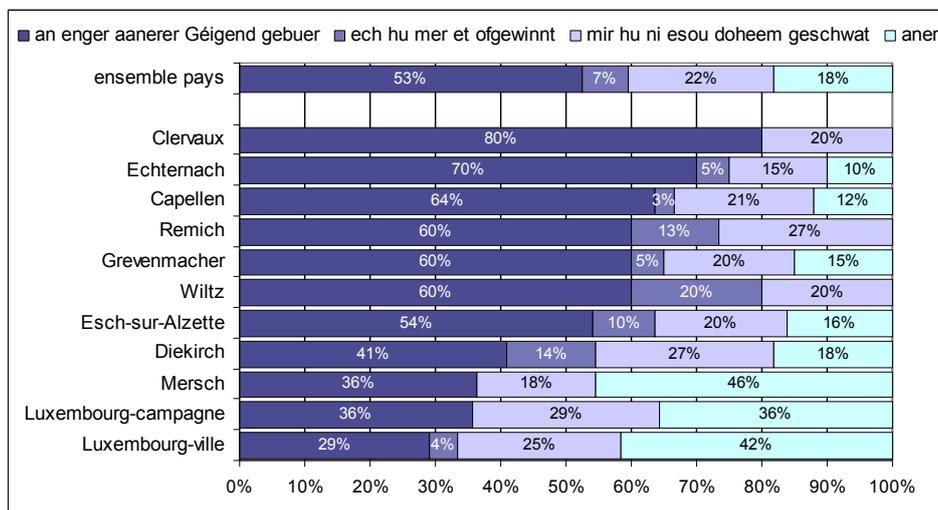
L27. Wann L24=NEE : Virwart schwätzt Dir net esou? SPONTAN (si L24=NON : Pourquoi ne parlez-vous pas ainsi ?)

La déperdition des dialectes régionaux n'est pas causée par l'influence pernicieuse des médias comme d'aucuns le pensent, mais pour une raison bien plus simple et d'autant plus profonde et incisive : la mobilité résidentielle. En effet 52% indiquent comme raison le fait d'être né dans une autre région, 22% disent ne jamais avoir parlé ainsi à la maison, peut être parce que la famille avait déjà migré dans la région. Seulement 7% disent avoir désappris le parler local. Pour terminer, nous présentons

Raisons de la déperdition des variations régionales

ces raisons selon les cantons, tout en rappelant les petits effectifs de certains cantons.¹

Graphique 42: Raison pour ne pas parler le parler local en pour cents selon les cantons. (L24 = NON, N = 263)



Baleine2004

¹ Deux cantons ayant des effectifs inférieurs à 10 ne sont pas représentés.

9 Attitudes linguistiques

9.1 Au-delà des opinions déclaratives

En psychologie sociale du langage, des instruments méthodologiques ont été développés pour mesurer la manière dont les langues ou plus précisément leurs variations – notamment les dialectes ou sociolectes¹ – sont perçues. L'outil le plus connu est la technique du « locuteur masqué » qui consiste à faire évaluer à partir de bouts de phrases enregistrés les propriétés du locuteur sur des échelles d'attitudes (p.ex. : *ambition, aptitude à diriger, attrait physique, caractère, confiance en soi, intelligence, sens de l'humour, taille physique, sociabilité, sympathie*).² Même si le caractère artificiel et stéréotypé de ce genre d'exercice a été critiqué, il a le mérite de faire ressortir des attitudes inconscientes qui restent sous couvert dans des interrogations directes:

« L'attitude est à la fois l'expression et un instrument de l'identité sociale. En classant différentes variétés linguistiques, l'individu se classe; l'expression des goûts et des dégoûts linguistiques, au même titre que les autres signes de distinction culturelle, représente une façon de se situer dans un groupe sur le continuum social. » (Moreau 1998 : 59)

La notion d'attitude linguistique est cependant aussi utilisée dans un sens plus large et, en sociolinguistique, elle est parfois comprise comme synonyme de représentation ou norme subjective. Nous ne demandons cependant pas à la personne interrogée d'évaluer une énonciation ou une prononciation concrète, mais de se prononcer sur quatre langues, probablement spontanément identifiées aux trois États l'Allemagne, la France et le Luxembourg ainsi qu'à la culture anglo-saxonne. Cette dernière incarne la puissance économique et culturelle avec toutes ses promesses de progrès technologique, mais aussi avec toutes les peurs et appréhensions liées à la mondialisation. La question posée mobilise donc simultanément des stéréotypes linguistiques et des stéréotypes nationaux. Pour les immigrés se pose de

¹ Tout comme le dialecte est une variation régionale ou géographique d'une langue, les variations selon la position sociale sont appelées sociolectes.

² Ce sont quelques-uns des 14 indicateurs utilisés par W. Lambert dans son travail fondateur sur bilinguisme franco-anglais à Montréal dans les années 1960.

façon implicite la question de la langue d'intégration au Luxembourg et, à travers celle-ci, le positionnement envers leur pays d'accueil.¹ Pour les Luxembourgeois, c'est la hiérarchie des trois langues du pays qui est en jeu. A posteriori, nous ne pouvons que regretter de ne pas avoir inclus la langue portugaise.

L16. Je vous énumère quelques langues.² Dites-moi svp pour chacune l'effet qu'elle a sur vous, c'est-à-dire comment vous la ressentez : p.ex. beau – laid, moderne - vieillot. Indiquez votre réponse sur une échelle de 1 à 10 pour le français, l'allemand, l'anglais et le luxembourgeois :

beau	1	10 laid, moche
moderne	1	10 vieillot
familier	1	10 étranger
cultivé	1	10 brutal
utile	1	10 superflu ³

Pour notre étude, nous avons retenu cinq propriétés pour caractériser chacune des quatre langues : la beauté, la modernité, la familiarité, le caractère cultivé et l'utilité.

Les personnes interrogées pouvaient placer chacune d'elle sur une échelle allant de 1 à 10. Une petite valeur correspond à un jugement positif⁴ et une grande valeur à un jugement négatif. En faisant abstraction des non-réponses, d'ailleurs très peu nombreuses, nous avons calculé les moyennes et obtenons ainsi cinq indices pour chacune des quatre langues. Ces indices seront discutés pour différentes sous-populations et leurs liens avec d'autres variables sociodémographiques, notamment l'âge et le niveau d'instruction, seront analysés. Avant de commencer cette étude, d'abord pour les Luxembourgeois et puis pour les Portugais, nous portons, à l'aide du graphique 43, un bref re-

¹ La même question sera posée de façon explicite dans le chapitre 10.1.

² L'ordre d'énumération des langues était modifié aléatoirement pour chaque entretien.

³ Traduction des paires opposées: Luxembourgeois: Schéin – ellen, gräisslech; modern – al; vertraut – friem; kultivéiert – brutal; néideg – iwwerflësseg.

Portugais: bonita – feia, horrível ; moderna – em desuso ; familiar – estranha ; cultivada – brutal ; útil – superflua.

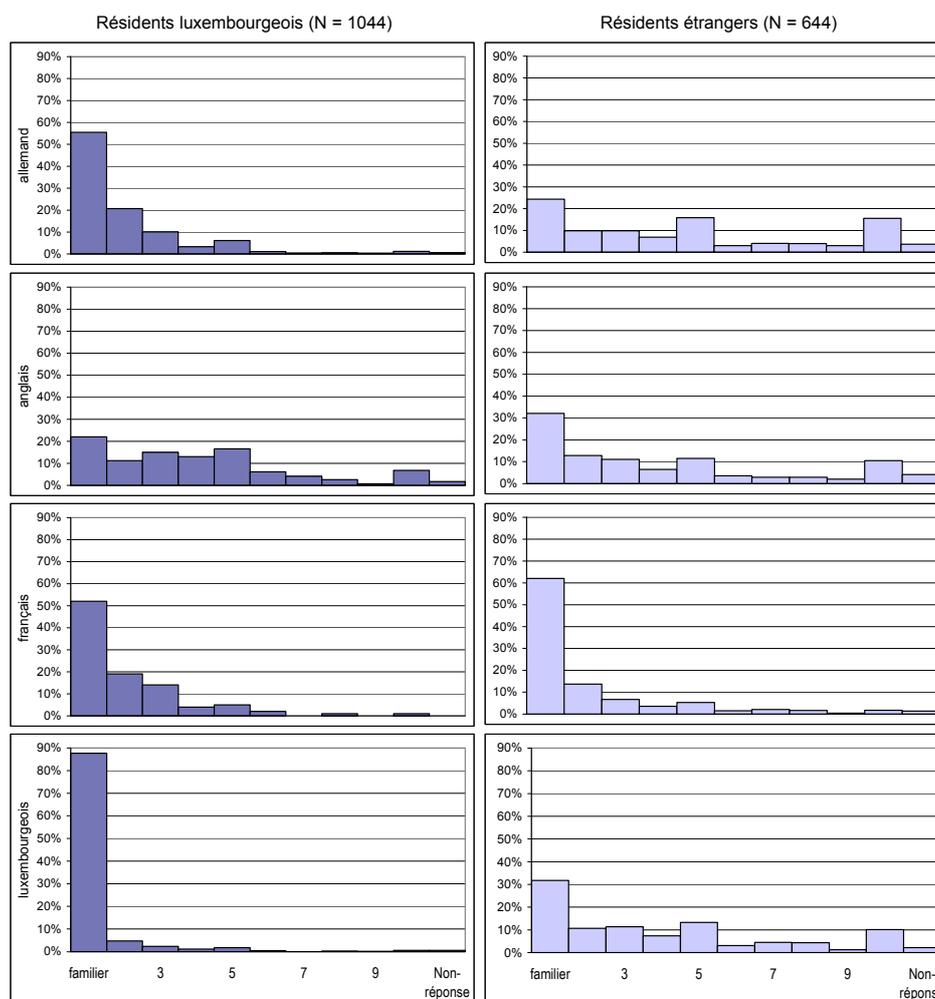
Allemand: schön – hässlich, scheußlich; modern – alt; vertraut – fremd; kultiviert – brutal; nötig – überflüssig.

⁴ La définition contraire aurait rendu la lecture des résultats plus intuitive. Nous nous sommes cependant gardés de transformer les valeurs par une opération mathématique simple a posteriori (p. ex. beau devenant 10 et laid 1) parce que la façon différente de poser la question aurait probablement modifié le score.

Attitudes linguistiques

gard sur la distribution des scores et les non-réponses en comparant les réponses des Luxembourgeois à celles des non-Luxembourgeois. Ce graphique montre qu'une même moyenne de scores peut correspondre à des distributions bien différentes.

Graphique 43: Attitudes des Luxembourgeois et des non-Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Familiarité



Baleine2004

Les résidents étrangers forment une population hétérogène ce qui explique l'éventail plus large de réponses et aussi les taux

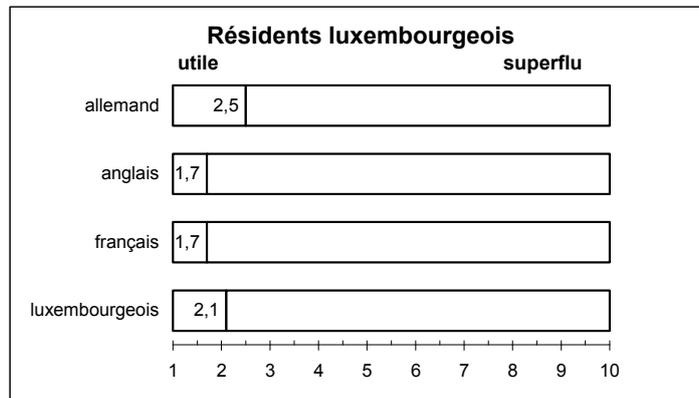
de non-réponses plus élevés. Pour permettre la comparaison, nous avons gardé la même échelle pour toutes les langues, ce qui ne permet pas de représenter que 88% des Luxembourgeois donnent le score maximal (« 10 ») pour la familiarité à leur langue nationale et que 62% des non-Luxembourgeois donnent ce score au français. Le graphique montre aussi que 10% des étrangers ne sont pas du tout familiers avec le luxembourgeois et 16% avec l'allemand (ils donnent le score « 10 »).

L'analyse qui va suivre sera basée sur la seule moyenne des scores. Pour terminer le chapitre, nous reviendrons cependant brièvement sur leur distribution (voir 9.4).

9.2 Les Luxembourgeois

a) Utilité

Graphique 44: Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Utilité



Baleine2004

Commençons par l'utilité des langues, une notion que nous avons déjà rencontrée à deux occasions. C'est parmi les cinq propriétés, celle qui connaît le moins d'écart entre les quatre langues ; le français et l'anglais étant jugés le plus utiles, suivis du luxembourgeois et de l'allemand. L'ordre, et surtout l'écart des scores, diffèrent du résultat trouvé pour la question L17 (Quelles sont les langues les plus utiles pour quelqu'un qui vient s'installer et vivre au Luxembourg à l'heure actuelle ? voir 10.1.c) et L4 (Pour votre travail quelles sont les langues que vous devez maîtriser à tout prix pour des raisons profes-

Attitudes linguistiques

sionnelles ? voir 7.5). L'évaluation subjective qui ne fait référence ni au monde du travail luxembourgeois, ni à l'intégration, profite à l'anglais qui est jugé comme la langue la plus utile. Soulignons aussi l'unanimité de ce jugement à travers les classes d'âges. Seuls les moins instruits sont plus réservés sur l'utilité de l'anglais (score 2,5 pour le niveau école primaire ; 1,2 pour les universitaires).

Comme l'allemand est toujours la langue la plus utilisée pour la lecture des journaux et que les chaînes allemandes ont aussi la faveur des téléspectateurs (voir 5.1 et 5.4), la quatrième place pour l'allemand ne peut qu'étonner.

Tableau 45 : Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Utilité selon l'âge

Age	allemand	français	luxembourgeois	anglais
18 - 24 ans	3,0	1,8	3,1	1,6
25 - 34 ans	2,4	1,6	2,0	1,6
35 - 49 ans	2,5	1,7	2,0	1,8
50 - 64 ans	2,5	1,7	1,9	1,7
65 - 70 ans	2,3	1,5	1,8	1,8
score moyen	2,5	1,7	2,1	1,7

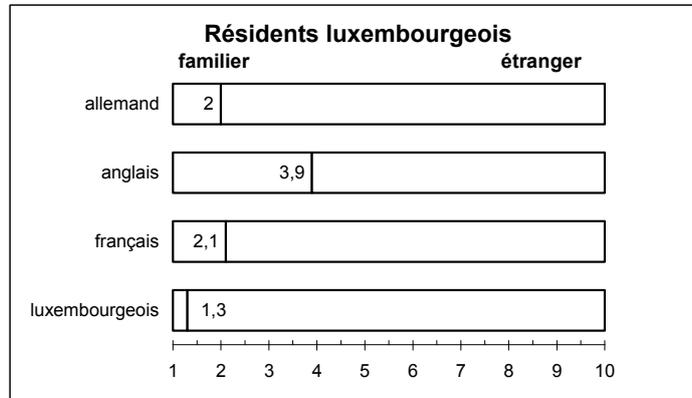
Balein2004

Plus on est jeune, moins l'allemand et le luxembourgeois sont jugés utiles. Comme le score de l'utilité ressentie du français n'augmente pas dans la même mesure, ce jugement semble avoir peu à voir avec la situation communicationnelle réelle de la société luxembourgeoise – le français ne remplace pas l'allemand et le luxembourgeois dans les cours des lycées – mais plutôt avec une désaffectation des jeunes pour les deux langues.

b) Familiarité

On ne sera pas étonné de trouver le luxembourgeois comme la langue la plus familière des Luxembourgeois. Étant donné la proximité entre le luxembourgeois et l'allemand, deux langues germaniques avec une très grande intercompréhensibilité et compte-tenu du fait que l'allemand est la langue d'alphabetisation avec un rôle prépondérant dans l'école primaire du Grand-Duché, nous sommes étonnés d'apprendre que l'allemand connaît le même degré de familiarité que le français.

Graphique 45: Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Familiarité



Baleine2004

Derrière les moyennes identiques du score « familiarité » pour l'allemand et le français se cachent des différences structurelles : d'abord selon la région – le français est plus familier au Sud (1,9) qu'au Nord (2,5) avec des scores intermédiaires pour le Centre (2,1) et l'Est (2,2). Les différences pour l'allemand n'étant pas aussi accentuées, et comme on s'y attend la familiarité est la plus élevée dans la région frontalière de l'Allemagne (1,8 pour l'Est). La familiarité avec le français augmentant avec le niveau d'instruction (score 2,7 pour le niveau école primaire ; 1,9 pour les universitaires).

Le détail des évaluations selon l'âge révèle aussi un phénomène générationnel : l'allemand est surtout ressenti comme « étranger » chez ceux qui ont vécu le traumatisme de l'occupation nazie (les 65-70 ans qui sont nés entre 1934 et 1939) et dans une moindre mesure, la tranche d'âge, née dans les années 1940 et au début des années 1950, dont la jeunesse baignait dans les récits de leurs parents. Ce sentiment s'estompe avec la classe d'âge suivante pour augmenter de nouveau. La familiarité avec l'anglais augmente de façon très spectaculaire pour les plus jeunes qui se disent en même temps les moins familiers avec le français.

L'anglais est la langue la moins familière pour les Luxembourgeois, avec cependant une très grande dépendance par rapport

Attitudes linguistiques

au niveau d'instruction (score 4,8 pour le niveau école primaire ; 3,3 pour les universitaires).

Tableau 46 : Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : « familier » selon l'âge

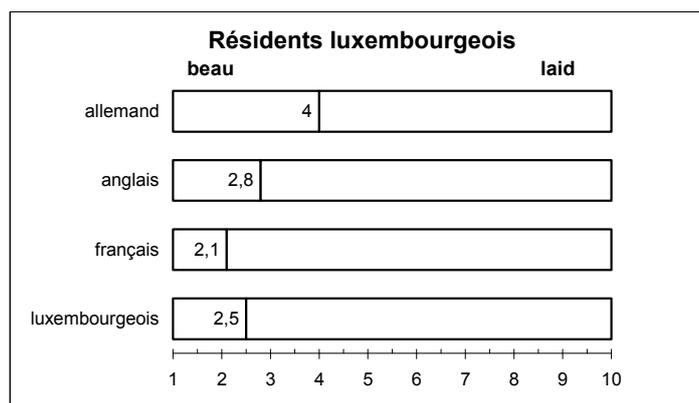
Age	allemand	français	luxemb.	anglais
18 - 24 ans	2,0	2,5	1,5	3,1
25 - 34 ans	2,2	2,1	1,3	4,0
35 - 49 ans	1,8	2,1	1,3	4,0
50 - 64 ans	2,0	2,1	1,3	4,1
65 - 70 ans	2,5	2,0	1,5	4,1
score moyen	2,0	2,1	1,3	3,9

Balein2004

c) Beauté

Après l'utilité et la familiarité, des propriétés qui semblent relativement « objectives », continuons avec des notions plus floues comme la beauté, la modernité et la culture.

Graphique 46: Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Beauté



Baleine2004

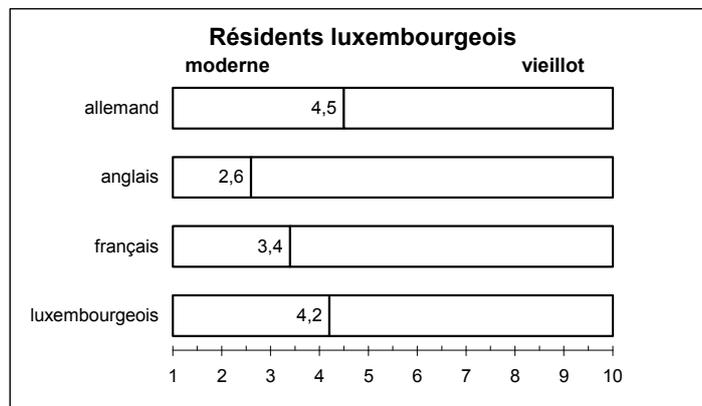
C'est la langue de Molière qui est la plus belle aux yeux des Luxembourgeois, suivie de leur langue nationale et de l'anglais. La différence entre ces trois étant relativement faible comparée à l'allemand qui se démarque fortement comme langue la plus « ellen » (laide). Il faudrait dire plutôt, la moins belle, car le score reste toujours loin du pôle négatif de l'échelle. Ce jugement défavorable est indépendant de l'âge, mais s'accroît

avec le niveau d'instruction (score 3,1 pour le niveau école primaire ; 4,4 pour les universitaires). Les enseignants trouvent l'allemand particulièrement laid (score de 4,7).

La langue luxembourgeoise est jugée plus belle par les plus âgées (augmentation linéaire du score avec l'âge de 3,2 pour les 18-24 ans jusqu'à 2,0 pour les 65-70 ans) et les moins instruits (score 1,9 pour le niveau école primaire ; 3,3 pour les universitaires).

d) Modernité

Graphique 47: Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : modernité



Baleine2004

On ne sera pas étonné de voir l'anglais, la langue de Coca Cola et de Microsoft, jugée comme la plus moderne des quatre langues. Mais pourquoi l'allemand est-il perçu comme la moins moderne ? Encore moins moderne que le luxembourgeois qui arrive troisième après le français ? S'agirait-il d'exprimer tout simplement un sentiment négatif, un ressentiment ?

La perception du luxembourgeois comme une langue moderne diminue fortement avec le niveau d'instruction (score 3,6 pour le niveau école primaire ; 5,1 pour les universitaires).

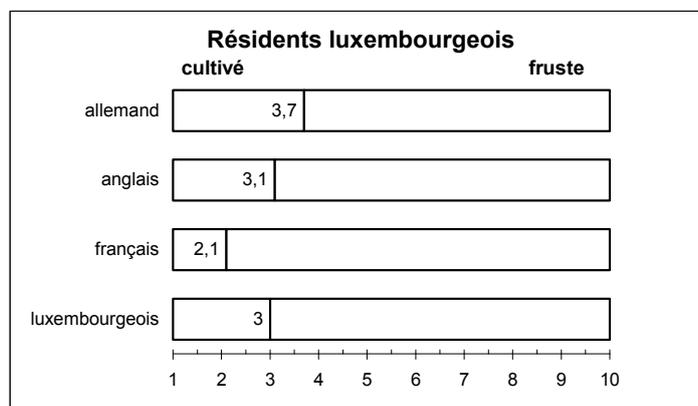
e) Caractère cultivé

De nouveau, le français est jugé le plus favorablement, même avec une longueur d'avance sur les trois autres langues. Plus encore que pour la beauté, le français semble être synonyme de

Attitudes linguistiques

culture (49% lui donnent le score le plus élevé). Ce jugement est indépendant du niveau d'instruction, mais augmente avec l'âge (score 2,7 pour les 18-24 ans ; 1,5 pour les 65-70 ans).

Graphique 48: Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues : Culture



Baleine2004

f) Synthèse

Le commentaire devient répétitif et fastidieux parce que les différents jugements sont plus ou moins liés, ou dans le jargon des statisticiens, les variables sont corrélées. Nous avons donc calculé les corrélations des vingt caractéristiques deux à deux¹ et leur comparaison fait apparaître des liens attendus, surtout entre les caractéristiques d'une même langue. Voici pour chacune des quatre, la corrélation la plus élevée : pour l'allemand, l'anglais et le luxembourgeois, c'est trois fois la paire « beau-cultivé » qui arrive en tête. Pour le français, c'est la paire « cultivé-familier » qui occupe la première place. Pour apprécier la beauté de la langue de Molière, il faut la connaître ; les deux variables augmentant d'ailleurs avec le niveau d'instruction. Ce qui semble d'abord une banalité, prend toute sa valeur par contraste aux trois autres langues : pour l'allemand ce lien est beaucoup plus faible, pour l'anglais et le luxembourgeois il

¹ Pour chaque individu, les 20 scores qu'il a attribués ont été divisés par leur moyenne pour éliminer le degré de sévérité dans le jugement. Il est intéressant de constater que la bienveillance dans la notation augmente linéairement avec l'âge (score moyen 3,1 pour les 18-24 ans ; 2,7 pour les 65-70 ans). La matrice des corrélations a été calculée sur ces scores corrigés.

Les attitudes des non-Luxembourgeois

est pratiquement nul. C.-à-d. on apprécie la beauté de l'anglais, indépendamment de la connaissance qu'on en a.

Nous avons aussi trouvé des corrélations négatives : Ceux qui valorisent le luxembourgeois en le trouvant beau ou moderne, tendent à déprécier les autres langues : p.ex. l'allemand et le français comme vieillot, l'anglais comme non-cultivé. La corrélation négative entre les attitudes « luxembourgeois moderne » et « allemand familier » peut être interprétée comme une dénégation de la proximité de ces deux langues.

Tableau 47 : Attitudes des Luxembourgeois vis-à-vis des 4 langues

Langues	beau-laid	moderne-vieillot	familier-étranger	cultivé-fruste	utile-superflu
allemand	4,1	4,5	2,0	3,7	2,5
anglais	2,8	2,7	3,9	3,1	1,7
français	2,1	3,4	2,1	2,1	1,7
luxembourgeois	2,5	4,2	1,3	3,1	2,1

Balein2004

Sauf pour la familiarité, l'allemand reçoit toujours le plus mauvais score ; d'après « les Luxembourgeois » ce serait la langue la plus laide, la plus démodée, la moins cultivée et la moins utile. Tandis que le français serait la langue la plus utile, la plus belle et la plus cultivée. L'anglais est la plus moderne et le luxembourgeois la langue la plus familière.

Même si nous ne savons pas exactement ce que ces différentes caractérisations expriment « pour de vrai », nous pouvons conclure de ce tableau récapitulatif que le rapport des Luxembourgeois aux langues de leurs voisins est au moins asymétrique. Le mauvais rôle revenant toujours à l'allemand.

9.3 Les attitudes des non-Luxembourgeois

a) Les Portugais

Tableau 48 : Attitudes des Portugais vis-à-vis des 4 langues (N = 298)

Langues	beau-laid	moderne-vieillot	familier-étranger	cultivé-brutal	utile-superflu
allemand	5,6	5,0	5,3	4,7	3,6
anglais	2,5	2,2	4,5	2,6	2,0
français	2,0	2,6	2,0	2,1	1,7
luxembourgeois	4,2	4,7	4,0	3,5	3,0

Balein2004

Attitudes linguistiques

Les Portugais partagent la vue défavorable des Luxembourgeois de la langue allemande en ajoutant encore la familiarité comme cinquième score le plus négatif. Aussi leurs jugements sont plus prononcés.

La non-familiarité avec l'allemand augmente avec l'âge ;¹ étant donné qu'un grand nombre de jeunes Portugais a fréquenté l'école luxembourgeoise. Il faudrait d'ailleurs faire la différence entre les immigrés proprement dits et leurs enfants, voire leurs petits-enfants : les Portugais nés au Luxembourg se sentent plus proches de l'allemand (score de familiarité de 3,7) que ceux nés à l'étranger (score de 5,9). Contrairement à l'allemand, la familiarité avec le français, dont l'apprentissage semble se faire par immersion, augmente avec l'âge. Ceci n'est pas vrai pour le luxembourgeois. Le niveau de familiarité avec le luxembourgeois augmente seulement pour les 50-64 ans. L'intégration linguistique semble donc se faire d'abord par le français (probablement à travers le travail), puis par le luxembourgeois après un séjour plus long (p. ex. à travers la scolarité des enfants).

Tableau 49 : Attitudes des Portugais vis-à-vis des 4 langues : « familier » selon l'âge (N = 298)

Score "familier (=1) vs. étranger (10)"				
Age	allemand	français	luxembourgeois	anglais
18 - 24 ans	4,0	2,0	3,1	4,7
25 - 34 ans	5,4	2,1	4,5	4,3
35 - 49 ans	5,9	1,9	4,4	4,6
50 - 64 ans	6,3	1,6	3,7	5,0
score moyen	5,3	2,0	4,0	4,5

Balein2004

Le tableau 48 renseigne aussi sur les autres propriétés. Si l'on fait abstraction de la familiarité – caractéristique pour laquelle il précède l'anglais et l'allemand – le luxembourgeois vient toujours en troisième position, loin derrière le français comme langue la plus belle, la plus cultivée et surtout la plus utile. L'anglais étant la plus moderne. Le luxembourgeois reçoit son plus mauvais score pour la modernité.

¹ La classe d'âge des plus de 65 ans n'a pas été reprise dans le tableau, faute d'effectifs suffisants.

Les attitudes des non-Luxembourgeois

b) Le désamour avec les langues de Goethe et de Rodange

Tableau 50 : Attitudes des « autres étrangers » vis-à-vis des 4 langues (N =366)

Langues	beau-laid	moderne-vieillot	familier-étranger	cultivé-brutal	Utile-superflu
allemand	4,9	4,4	4,0	4,4	2,9
anglais	2,7	2,3	3,3	2,9	1,6
français	2,0	3,1	2,0	1,9	1,8
luxembourgeois	4,8	5,2	3,7	4,7	3,2

Balein2004

Le tableau 50 regroupe toutes les autres nationalités de l'échantillon. On peut supposer que les attitudes linguistiques sont différentes selon les cultures nationales ou selon l'appartenance à de plus vastes ensembles (l'espace anglo-saxon ou francophone etc.), les moyennes de scores pour les « autres étrangers » correspondent à des attitudes purement hypothétiques. Pour cet « étranger-moyen », le luxembourgeois est la langue la plus laide (pratiquement ex-æquo avec l'allemand), la plus archaïque, la plus barbare et aussi la plus inutile et superflue. C'est seulement pour la familiarité, que le luxembourgeois n'arrive pas en dernière position. Ce rôle incombe à l'allemand, langue encore moins familière pour les « autres étrangers ».

L'attitude des Français et des Allemands vis-à-vis de leur langue est très différente et même si la taille de l'échantillon est faible, elle suffit à le confirmer.

Tableau 51 : Attitudes des Français vis-à-vis des 4 langues (N =87)

Langues	beau-laid	moderne-vieillot	familier-étranger	cultivé-brutal	utile-superflu
allemand	5,3	4,4	4,2	5,1	2,9
anglais	2,6	1,9	3,1	2,6	1,5
français	1,6	2,8	1,2	1,7	1,4
luxembourgeois	4,8	5,1	3,9	4,9	3,1

Balein2004

Sauf pour la modernité, les Français placent leur langue en premier. Contrairement aux Allemands qui attribuent une seule fois la première place à leur langue pour la familiarité. Pour l'utilité, ils placent les trois grandes langues pratiquement ex-æquo loin devant le luxembourgeois.

Tableau 52 : Attitudes des Allemands vis-à-vis des 4 langues (N =34)

Langues	beau-laid	moderne-vieillot	familier-étranger	cultivé-brutal	utile-superflu
allemand	3,6	3,7	1,2	2,8	1,9
anglais	2,4	4,0	3,8	2,1	2,0
français	2,3	4,0	3,8	2,1	2,0
luxembourgeois	4,0	5,5	2,5	4,3	3,6

Balein2004

L'allemand et le luxembourgeois forment aux yeux de tous les étrangers, toujours loin derrière les deux autres langues, la paire de langues les plus laides. Comme Giles et Niedzielski (1998 : 85) le montrent, l'allemand est généralement considéré comme rude, dure et désagréable. Contrairement aux Luxembourgeois qui mettent leur langue nationale sur une bonne deuxième place (voir graphique 46), les Allemands assument dans un mouvement d'autodépréciation ce jugement et même s'ils la trouvent un peu plus belle que le luxembourgeois, ils la classent loin derrière le français et l'anglais qu'ils mettent ex-æquo en tête.¹ Ils confirment ainsi que les groupes stigmatisés minoritaires ont tendance à reproduire les stéréotypes qui les concernent.

Il faut cependant se garder de prendre ses jugements au pied de la lettre :

« We believe views about the beauty und ugliness of languages and dialects are built on cultural norms, pressures and social connotations. (...) We cannot tell people that their aesthetic responses are false that would be unrealistic and counter-productive. (...) We should recognize them for what they are: the result of a complex of social, cultural, regional political and personal associations and prejudices. » (Giles et Niedzielski 1998 : 92)

9.4 L'étalement des attitudes

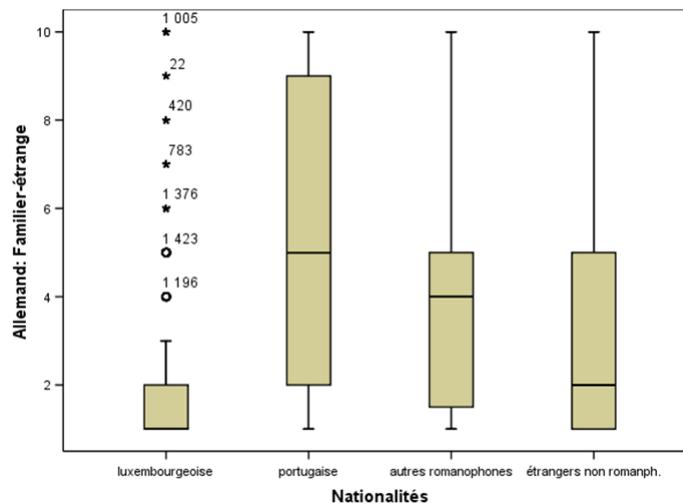
Au début de notre analyse, nous avons montré que la moyenne ne résume qu'imparfaitement tout l'éventail des réponses. Nous

¹ La différence entre les scores pour l'allemand et le luxembourgeois n'est pas significative dans le sens de la statistique inférentielle. L'intervalle de confiance à 95 % pour les scores de la variable « allemand-beau » est [2,97;4,43] et pour « luxembourgeois-beau » [3,26;4,66].) L'intervalle de confiance à 95 % pour les scores de la variable « français-beau » étant [1,87;2,85] on peut affirmer, malgré le faible effectif, que les Allemands trouvent le français plus beau que les deux langues germaniques. (L'intervalle de confiance à 95 % pour « anglais-beau » est [2,72;4,07]).

allons mettre en œuvre un autre outil graphique pour en rendre compte et pour approfondir l'étude de l'attitude vis-à-vis de l'allemand en nous limitant toutefois aux deux propriétés de la beauté et de la familiarité. En supposant que les attitudes dépendent de la langue maternelle, nous avons séparé la catégorie des « autres étrangers » en romanophones (Français, Wallon, Italiens, Espagnols) et non-romanophones.¹

Les boîtes de dispersion des graphiques 49 et 50 montrent pour deux attitudes vis-à-vis de l'allemand non seulement les valeurs médianes – le trait au milieu du rectangle – selon les quatre groupes nationaux, définis plus haut, mais aussi la dispersion des scores. La boîte est limitée par le 1^{er} et le 3^{ème} quartile (50% des réponses sont situés à l'intérieur de celle-ci). Les traits sont une mesure pour la dispersion de la distribution, les points indiquent les valeurs extrêmes (*outlier* en anglais) ou, en langage commun, les individus au jugement très atypique. Comme p.ex. l'individu 1512, le seul Luxembourgeois à trouver l'allemand extrêmement laid.

Graphique 49: Attitudes vis-à-vis de l'allemand : Familiarité selon les nationalités

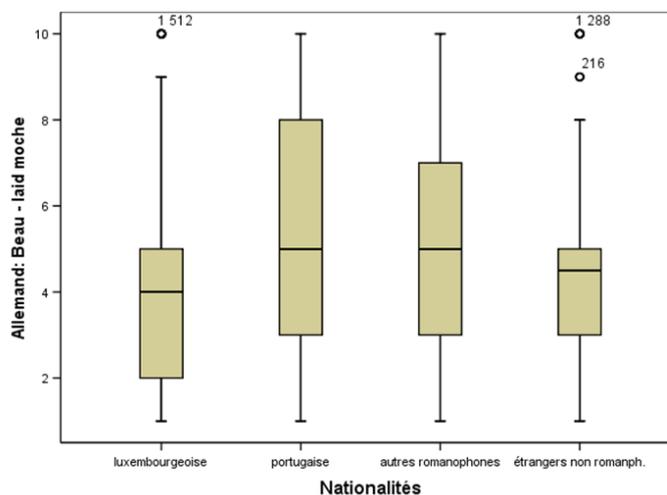


Balein2004

¹ Le critère retenu est la « première nationalité », sauf pour les Belges qui ont été affectés aux deux groupes selon la « langue principale parlée à la maison avant 4 ans ».

Attitudes linguistiques

Graphique 50: Attitudes vis-à-vis de l'allemand : Beauté selon les nationalités



Balein2004

Le graphique 50 montre qu'à un score médian sensiblement égal pour les quatre sous-groupes, correspondent des distributions différentes. Bon nombre de Portugais, mais aussi les autres romanophones trouvent l'allemand laid. Un quart des Portugais ont donné un score dépassant 8. Les Luxembourgeois sont plus nombreux que les trois autres groupes à trouver l'allemand très beau: Un quart lui donne une note en dessous de 2.

10 Intégration linguistique

10.1 La pression intégratrice

a) Un regard distant

Dans l'échantillon de 2004, 39, parmi les 1708 répondants, sont des fonctionnaires internationaux. Ce chiffre est trop faible pour que leurs réponses puissent être exploitées statistiquement, mais il montre aussi que cette population est sous-représentée dans l'échantillon. Pour ne pas complètement ignorer leur point de vue particulier, nous nous appuyons sur un documentaire qui regarde le Luxembourg à travers les yeux d'hommes et de femmes appartenant au « milieu européen ». La réalisatrice, née en Suisse, a la double citoyenneté des Pays-Bas et des États-Unis et a épousé un Espagnol.¹ Le parcours de sa vie l'a menée à New York et au Luxembourg, avant de la ramener à Genève. Son documentaire² sur l'immigration au Luxembourg est empreint de mélancolie :

Venir au Luxembourg c'est se poser une question insolite: dans quelle langue parler à ceux qui y habitent? Voilà que le trilinguisme que tout le monde envie aux Luxembourgeois devient un obstacle, un mur entre l'étranger et l'autochtone, mais aussi entre les différents étrangers. On se comprend, mais on se parle peu à travers la cloison. L'étranger ne sait pas quelle langue apprendre pour se rapprocher. Le Luxembourgeois sait que sa langue maternelle se lègue, mais ne s'apprend pas. Plusieurs solitudes qui se rencontrent donnent naissance à une autre solitude.

La tonalité nostalgique du film est encore accentuée par la musique et le témoignage d'un *fadista* qui chante sa difficulté de vivre l'exil et le chagrin de la patrie perdue. Le titre « Quiproquos » se réfère, d'après les propos de la réalisatrice, plus encore à la situation linguistique qu'aux petits malentendus de la vie quotidienne :

Le vrai quiproquo dans ce pays est cette diversité de langues, qui fait qu'on ne sait jamais dans quelle langue on va s'adresser à l'autre. Les Luxembourgeois voient que la plupart des étrangers

¹ http://www.ebu.ch/en/union/ebu_at_work/lynne_polak.php.

² Quiproquos, un film de Variety Moszynski et Lynne Polak (1996). Commentaire de Jean Portante.

Intégration linguistique

ne font pas l'effort d'apprendre leur langue, et se sentent reniés, forcés à communiquer avec eux dans des langues qui ne sont pas leur langue maternelle. Les étrangers ne se rendent pas compte de l'importance de cette langue "invisible" qu'est le luxembourgeois, mais sentent une barrière qui les garde à distance.¹

Ce regard doux-amer que la réalisatrice porte sur son expérience dans un pays multiculturel montre à l'autochtone une facette du Luxembourg dont il est souvent inconscient. Derrière une façade d'ouverture, se cache une société renfermée, symbolisée par les volets qui se ferment au crépuscule. C'est un Néerlandais qui rapporte l'anecdote de sa voisine, une vieille dame luxembourgeoise, qui ne comprend pas que l'on puisse offrir l'intérieur de son salon aux regards des passants. Le droit d'entrée au noyau dur de cette société est l'apprentissage de la langue luxembourgeoise. C'est au moins ce qu'a compris la réalisatrice qui conclut avec la décision de se « mettre à l'apprentissage de cette langue ».

Depuis le tournage du film en 1996, la situation linguistique s'est modifiée à maints égards (voir 11.1) et la formulation que « le luxembourgeois ne s'apprend pas, mais se lègue », qui était déjà alors plutôt une boutade, une licence poétique qu'un constat réaliste, ne viendrait plus aujourd'hui à l'esprit de personne. Mais la motivation avancée par un témoin pour ne pas se mettre au luxembourgeois vaut toujours : le nouveau venu qui ne parle aucune des trois langues usuelles du pays et qui se trouve confronté à la nécessité d'apprendre une nouvelle langue étrangère, aura tendance à choisir une langue dont l'utilité ne se limitera pas à la petite communauté des luxembourgophones. D'autant plus, si son séjour au Grand-Duché risque d'être de courte durée.

b) Des questions véhiculant une vision stéréotypée

Le caractère multiculturel du Luxembourg que le film met en scène,² s'est encore accentué depuis, mais le cloisonnement

¹ Lynne Polak, citation issue du dossier de presse.

² À côté de nombreux entretiens, le documentaire suit quelques protagonistes pendant une journée : Un couple luxu-luxembourgeois, un couple luxu-hispanique, des travailleurs immigrés portugais, un jeune couple issu de cette immigration, mais parfaitement intégré, pas seulement linguistiquement. C'est d'ailleurs chez eux que l'on entendra la seule phrase allemande du documentaire. Une jeune Danoise qui vient juste de débarquer à la CE, un jeune Espagnol qui a passé sa scolarité à l'École Européenne et qui revient après ses études universitaires etc.

entre le monde des « eurocrates » – appelé le « petit ghetto » en comparaison avec le grand de Bruxelles – et les autres milieux, comme celui de la place financière, persiste. Ce qui a cependant changé, c'est la valorisation de la langue luxembourgeoise auprès des Luxembourgeois, mieux : la prise de conscience de la valeur de cette langue ou, en utilisant un mot difficilement traduisible, le renforcement du *sprachlichen Selbstbewusstsein*. Cette valorisation identitaire se fait cependant souvent au détriment d'une appréciation réaliste de la portée communicationnelle du luxembourgeois et donc de son utilité réelle pour certains étrangers. Le discours qui somme les étrangers d'apprendre la langue nationale fait l'impasse sur le caractère multiforme de l'immigration au Luxembourg et ses différentes composantes aux intérêts divergents. C'est pourtant dans cette impasse que s'engouffre la série de questions sur l'intégration linguistique que nous allons discuter dans ce chapitre et qui ne connaît que trois catégories : « les étrangers adultes résidents » ; leurs enfants et « les frontaliers qui travaillent, mais ne vivent pas au Luxembourg ».

En insérant dans le questionnaire ces questions que nous n'avions pas posées en 1997, parce qu'elles ne s'imposaient pas à nous, nous avons cédé à « l'air du temps » et aux attentes du public. Les trois questions traitent d'abord de l'utilité des langues présentes au Luxembourg, puis de l'importance du luxembourgeois et enfin de sa fonction comme vecteur d'intégration. Les critiques avancées contre les sondages du *Jeudi* (voir 1.3.d) peuvent s'appliquer également à une lecture au premier degré des réponses à ces questions : l'utilité de la langue luxembourgeoise ne correspond pas à la moyenne des opinions exprimées par les Luxembourgeois ou les résidents du pays. L'utilité pratique de la langue luxembourgeoise pour les étrangers dépendra de bien de facteurs. Ce que nous décrivons à travers le sondage sont les représentations que les personnes interrogées se font de cette utilité et on peut supposer qu'une question plus concrète (p.ex. ciblée sur des professions précises) aurait donné des réponses différentes.

Avec ces questions nous risquons de renforcer une perception clivée et stéréotypée de la société. Nous sommes conscients que l'on pourra extraire l'un ou l'autre des tableaux qui vont suivre de leur contexte pour apporter une caution scientifique à la

Intégration linguistique

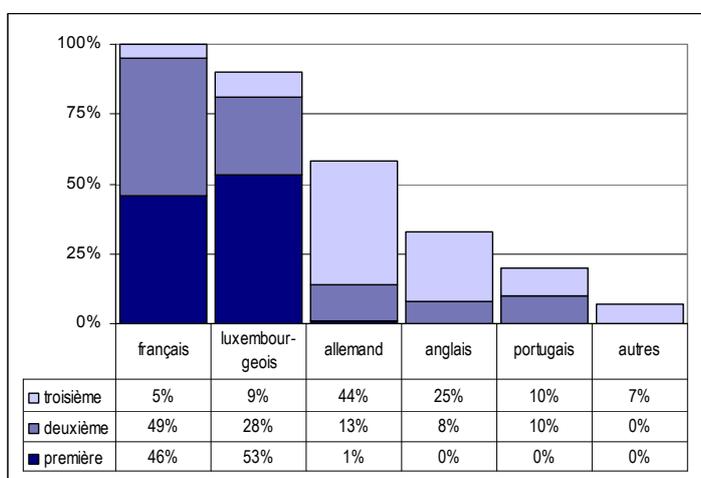
thèse que les étrangers mépriseraient la langue luxembourgeoise.

c) L'utilité des langues pour les immigrés

L17. Quelles sont les langues **les plus utiles** pour quelqu'un qui vient s'installer et vivre au Luxembourg à l'heure actuelle ? Veuillez m'indiquer d'abord la langue la plus utile, ensuite la deuxième et puis éventuellement une troisième langue utile pour vivre au Luxembourg ?

Dans un pays monolingue, les immigrés n'ont pas d'autre choix que d'apprendre la langue du pays, mais dans un pays multilingue cette question devient un véritable enjeu, parce qu'elle a une influence certaine sur l'évolution démolinguistique future. On connaît les débats en Belgique ou au Québec, où les immigrés ont tendance à apprendre la langue qui a le plus de poids au niveau mondial – le français pour le premier exemple et l'anglais pour le second. Pour les Luxembourgeois qui ont vu ces dernières années l'irrésistible augmentation de la population étrangère, la peur d'être submergés par les immigrés, la peur de la *Überfremdung*, se traduit aussi par la peur d'une infiltration linguistique. Le décalage d'appréciation énorme de la valeur du luxembourgeois entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois nous semble la traduction de cette peur.

Graphique 51: Utilité des langues pour un immigré – Réponses des Luxembourgeois (N = 1044)



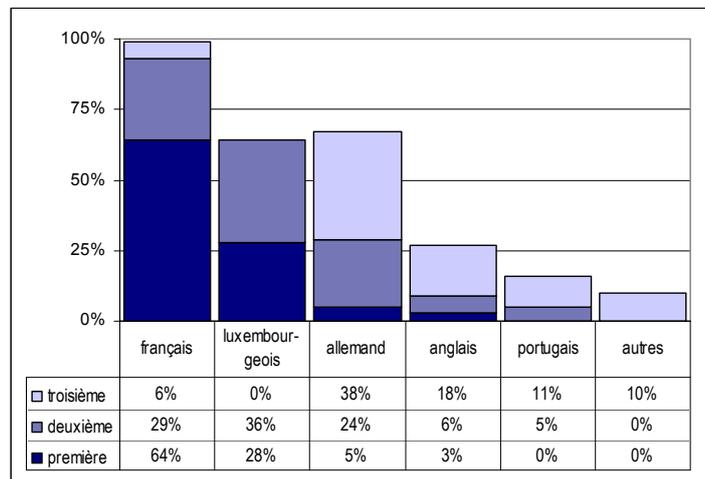
Baleine2004

La pression intégratrice

53% des Luxembourgeois recommandent leur langue nationale comme « première langue la plus utile pour les immigrants » ; seulement 21% des Portugais et 34% des autres étrangers adhèrent à cette opinion. Pour eux, le français est la langue la plus utile. Seulement 3% des personnes interrogées veulent assigner ce rôle à l'allemand.¹

Au sujet des recommandations pour une deuxième et une troisième langue, les divergences entre les Luxembourgeois et les étrangers s'estompent un peu. Les deux groupes sont d'accord pour mettre le français au premier rang ; mais tandis que 90% des Luxembourgeois sont persuadés de l'utilité de leur langue nationale, ce taux tombe à 64% auprès des étrangers. Autrement dit, plus d'un tiers pense qu'un nouveau venu peut s'en passer.

Graphique 52: Utilité des langues pour un immigré – Réponses des non-Luxembourgeois (N = 664)

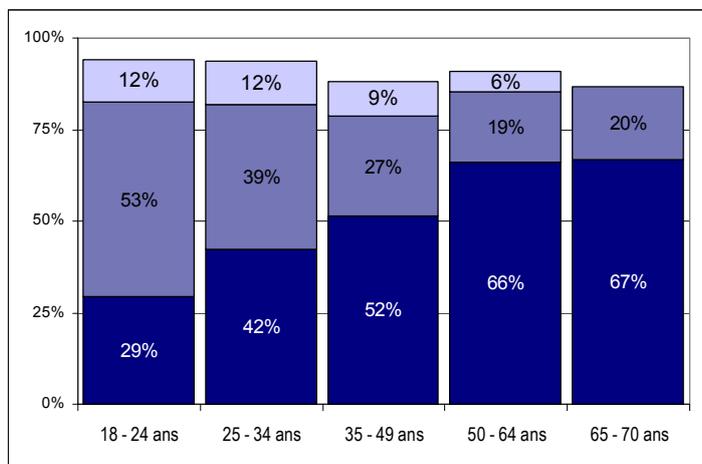


Baleine2004

Plus les Luxembourgeois sont âgés, plus ils sont persuadés de l'utilité de leur langue nationale. Une évaluation plus « réaliste » se trouve chez les jeunes, comme le montre le graphique suivant.

¹ Cet avis est évidemment surreprésenté parmi les 36 allemands de l'échantillon.

Graphique 53: Utilité des langues pour un immigré – Réponses des Luxembourgeois selon l'âge (N = 1044)



Baleine2004

Il faut relativiser cette vue subjective en la comparant aux besoins de l'économie tels qu'ils se manifestent dans les offres d'emploi (7.3.a), mais aussi à la demande en augmentation constante pour les cours de luxembourgeois. Voici, à défaut de statistiques, le témoignage d'une enseignante d'une école de langue privée :

« Le luxembourgeois est de plus en plus demandé. Dans un pays qui a établi une partie de sa réputation sur l'aspect cosmopolite et polyglotte de sa population, la langue maternelle constitue désormais un enjeu politique ». Pour les frontaliers français, la maîtrise du luxembourgeois représente aussi de plus en plus souvent un véritable enjeu professionnel. Evelyne, qui donne beaucoup de cours collectifs en entreprise, voit en tout cas les mentalités évoluer et la motivation augmenter.¹

d) L'importance pour les résidents adultes

La première question de la série visait le choix de la langue pour les nouveaux arrivants, la deuxième va porter sur le degré de l'importance du luxembourgeois pour les résidents étrangers. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de faire un choix entre plusieurs langues, mais il s'agit de situer l'importance du luxembourgeois sur une échelle de 1 à 6.

¹ « Moien, ech sinn d'Evelyne », Le Républicain Lorrain, 27 juin 2008.

La pression intégratrice

L18. Dans quelle mesure est-il à votre avis important que les étrangers adultes résidant au pays parlent ou apprennent le luxembourgeois

1. très important
2. important
3. plutôt important
4. plutôt peu important
5. pas important
6. pas du tout important

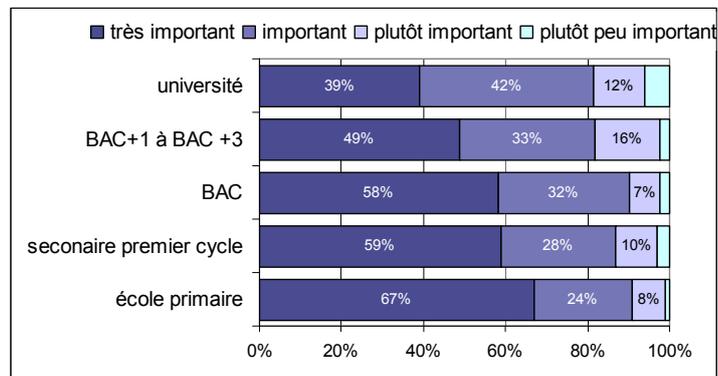
Tableau 53 : Importance du luxembourgeois pour les étrangers adultes résidents selon la nationalité

Langues	N	très important	important	plutôt important	plutôt peu important	pas important	pas du tout important
Luxembourgeois	1044	56%	31%	10%	3%	0%	0%
Portugais	298	32%	38%	23%	6%	1%	1%
autres	366	35%	32%	17%	10%	2%	3%

Baleine2004

Le tableau montre que les Luxembourgeois et les étrangers ne sont nullement d'accord sur cette question. On remarquera qu'aucun Luxembourgeois n'est d'avis que l'apprentissage du luxembourgeois pour les résidents adultes ne serait « pas important » ou « pas important du tout », contre respectivement 2% et 3% parmi les « autres étrangers ». La différence est surtout marquée pour la modalité « très importante » : 56% des Luxembourgeois contre seulement 32% des Portugais et 35% des « autres étrangers ».

Graphique 54: Importance du luxembourgeois pour les étrangers adultes résidents selon le niveau d'instruction – Réponses des Luxembourgeois (N = 1044)



Baleine2004

Intégration linguistique

Parmi les Luxembourgeois, ce sont surtout les moins instruits qui sont persuadés de l'importance du luxembourgeois pour les étrangers résidents : 71% de ceux qui ont niveau d'instruction primaire contre 40% des universitaires le jugent très important. Pour les étrangers il n'y pas de lien évident avec le niveau d'instruction.

e) Pour les enfants et les frontaliers

La question était posée à l'identique pour deux autres groupes : les enfants des immigrés et les frontaliers :

L18. Dans quelle mesure est-il à votre avis important que....

les enfants des étrangers résidents au pays parlent ou apprennent le luxembourgeois

les frontaliers qui travaillent, mais ne vivent pas au Luxembourg, parlent ou apprennent le luxembourgeois

Les attentes d'intégration linguistique sont plus élevées envers les enfants des immigrés qu'envers leurs parents. Ceci vaut pour les Luxembourgeois (une augmentation de 20 points du taux de ceux qui répondent « très important ») et dans une plus forte mesure pour les étrangers (une augmentation de 31 points pour les Portugais). Pour les enfants, les réponses des Luxembourgeois et des non-Luxembourgeois ont tendance à se rapprocher.

Tableau 54 : Importance du luxembourgeois pour les enfants des résidents étrangers selon la nationalité

Langues	N	très important	important	plutôt important	plutôt peu important	pas important	pas du tout important
Luxembourgeois	1044	76%	20%	3%	1%	0%	0%
Portugais	298	63%	23%	12%	1%	1%	0%
autres	366	62%	25%	9%	2%	2%	1%

Baleine2004

L'ensemble des répondants est moins exigeant envers les frontaliers.

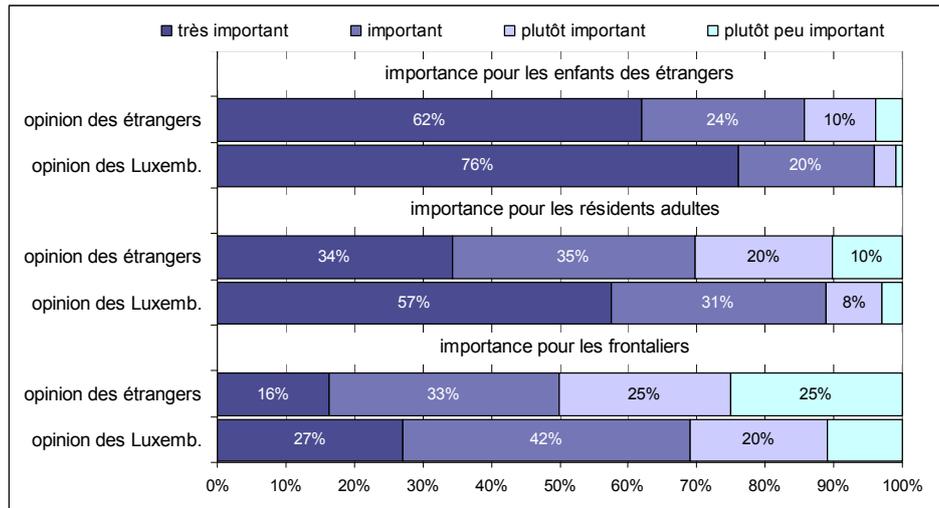
Tableau 55 : Importance du luxembourgeois pour les frontaliers selon la nationalité

Langues	N	très important	important	plutôt important	plutôt peu important	pas important	pas du tout important
Luxembourgeois	1044	27%	42%	20%	9%	2%	0%
Portugais	298	18%	35%	26%	15%	4%	3%
autres	366	15%	32%	24%	18%	6%	4%

Baleine2004

Nous regroupons les questions sur l'utilité du luxembourgeois pour les trois catégories d'étrangers dans un seul graphique qui montre : 1) que les Luxembourgeois sont plus persuadés de l'utilité de leur langue nationale que les étrangers et 2) qu'ils partagent avec ceux-ci cependant la même hiérarchisation selon les trois groupes-cible.

Graphique 55: Importance du luxembourgeois pour les étrangers selon différentes catégories – Opinions des Luxembourgeois (N = 1044) et des étrangers (N = 644)



Baleine2004

f) Motivations de l'apprentissage

La question L19 révélera les raisons présumées par les Luxembourgeois et les motivations réelles des étrangers :

L19. Finalement pour vous personnellement la connaissance du luxembourgeois est-elle vraiment utile pour ... (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

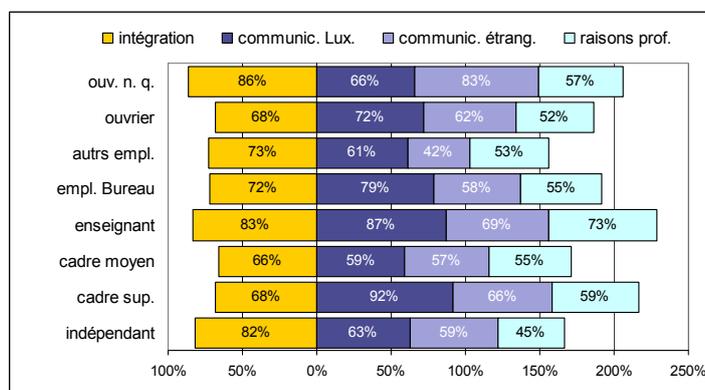
1. pour des raisons professionnelles
2. pour communiquer avec les Luxembourgeois
3. pour communiquer avec d'autres personnes au Luxembourg
4. pour s'intégrer au Luxembourg ?

Les trois premières réponses proposées concernent la valeur fonctionnelle de la langue tandis que la quatrième se rapporte plutôt à la valeur symbolique, désignée ici par l'« intégration ».

Intégration linguistique

Les étrangers insistent plus sur la fonction symbolique et intégrative du luxembourgeois que les nationaux: ainsi 80% des Portugais et seulement 74% des Luxembourgeois disent qu'il est utile de connaître la langue nationale pour s'intégrer.

Tableau 56 : Finalité du luxembourgeois selon la nationalité



Baleine2004

Concernant les trois autres motifs, les réponses des « Portugais »¹ s'éloignent de celles des « autres étrangers ». Les deux groupes jugent surtout son utilité professionnelle de façon différente, ce qui s'explique par leurs secteurs d'activité, mais aussi leur position sociale différente. Entre autre, à cause de leurs enfants scolarisés dans le système scolaire luxembourgeois, les Portugais reconnaissent « l'utilité du luxembourgeois pour communiquer avec les Luxembourgeois », en l'occurrence les enseignants. Leur réponse à cette raison (73%) est exactement au même niveau que celle des Luxembourgeois (72%)

Le graphique suivant montre les différences d'appréciation du luxembourgeois dans différents domaines par les seuls Luxembourgeois selon les professions. Nous avons représenté les trois modalités pratiques à la droite et l'aspect symbolique à la gauche de l'axe central. Ce sont les enseignants qui sont globalement les plus persuadés de son utilité dans tous les domaines et les non-qualifiés et les indépendants qui insistent, avec eux, le

¹ Il faudrait toujours mettre des guillemets pour insister sur le fait que nous parlons du Portugais-type avec le profil moyen au Luxembourg. Le cadre supérieur d'une banque internationale ou le fonctionnaire européen, même s'ils sont de nationalité portugaise, subiront moins de pression à l'intégration linguistique et sociale que leur compatriote ouvrier.

plus sur sa valeur intégrative. Les cadres supérieurs, par contre, insistent le plus sur son utilité pour la communication avec les Luxembourgeois.¹

Graphique 56: Utilité de la connaissance du luxembourgeois selon les professions – Réponses des Luxembourgeois (N = 561)

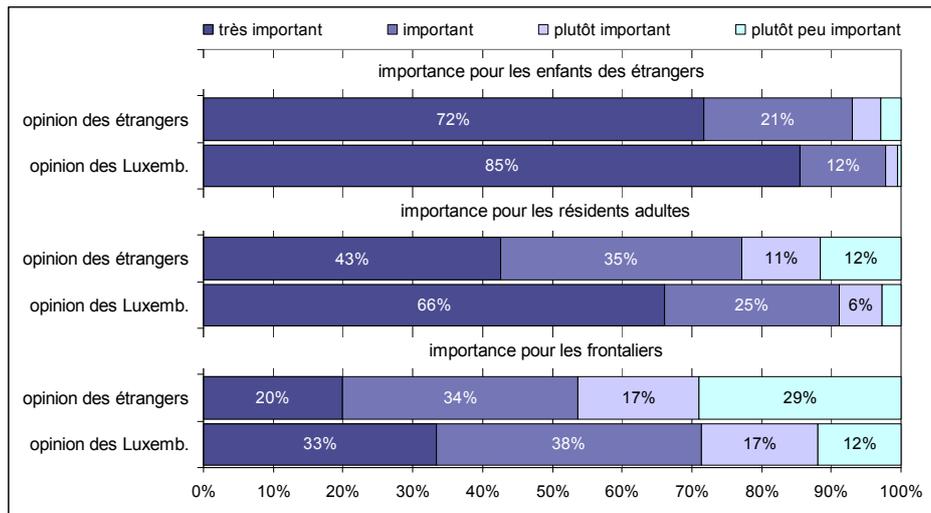
Langues	N	pour s'intégrer	communiquer avec les luxemb.	communiquer avec les autres	raisons professionnelles
Luxembourgeois	1044	74%	72%	56%	52%
Portugais	298	80%	73%	54%	62%
autres	366	79%	66%	41%	42%
ensemble	1708	76%	70%	53%	52%

Baleine2004

g) La valorisation du luxembourgeois continue

Nous avons formulé plus haut (10.1.b) nos réserves à l'égard des questions sur l'utilité et l'importance de la langue luxembourgeoise, qui sont plus l'expression d'une revendication des Luxembourgeois que la mesure d'une « réelle utilité pratique » de cette langue.

Graphique 57: Importance du luxembourgeois pour les étrangers selon différentes catégories – Opinions des Luxembourgeois (N = 1632) et des étrangers (N = 893).



¹ La modalité « autre » indiquée par 4% n'est pas représentée. Les effectifs des indépendants et des ouvriers non-qualifiés sont très faibles, respectivement 24 et 29.

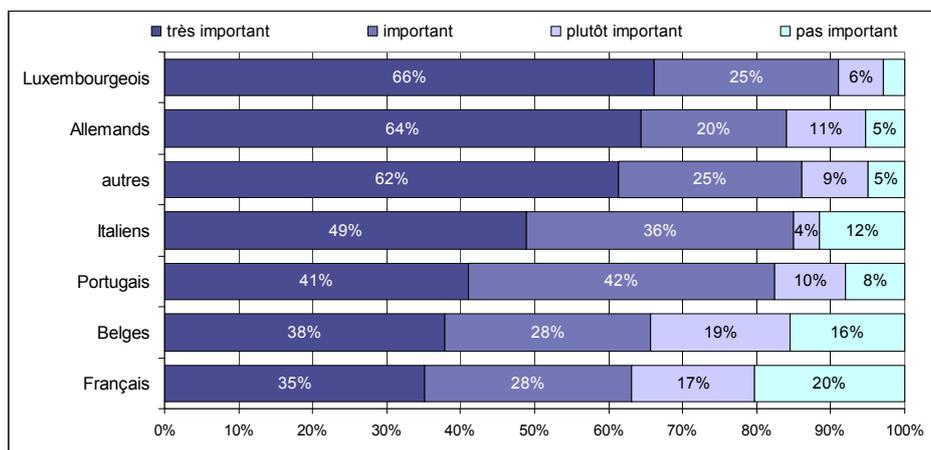
Intégration linguistique

Baleine2008b

Pour mesurer la modification de la représentation subjective de « l'utilité » du luxembourgeois nous avons posé en 2008 la question L18 à l'identique. Nous pouvons constater un changement du « climat linguistique » et un renforcement du *sprachliches Selbstbewusstsein*. Le taux des Luxembourgeois qui affirment qu'il est « très important » que les enfants des immigrants et les étrangers adultes résidant au pays parlent ou apprennent le luxembourgeois, augmente de 9 points pour ces deux catégories et de 6 points pour les frontaliers.

L'écart entre les réponses des Luxembourgeois et des non-Luxembourgeois n'augmente pas et semble même diminuer.¹ L'opinion des non-Luxembourgeois suit donc dans le même sens et on peut en conclure que les étrangers sont prêts à accepter la valorisation du luxembourgeois.

Graphique 58: Opinions selon les nationalités sur l'importance du luxembourgeois pour les étrangers résidents (N = 2525).



Baleine2008b

Au risque de reproduire et d'encourager les stéréotypes nationaux, nous présentons une ventilation selon les nationalités² qui montre que ce sont ceux qui maîtrisent la langue française et

¹ P.ex. pour la somme des deux modalités « très important » et « important » l'écart entre Luxembourgeois et étrangers était de 20 points (88% - 68%) en 2004. En 2008 il s'est réduit à 14 points (91% - 77%).

² Faibles effectifs pour les nationalités italienne (86), belge (83) et allemande (56).

qui ont, en conséquence, moins besoin du luxembourgeois qui sont en toute logique persuadés de son inutilité.

h) L'utilité du « schwatzer luxo »

Nous avons commencé ce chapitre avec la vue des « eurocrates », terminons le avec celle des frontaliers. Deux contributions issues du débat déjà évoqué plus haut (voir 7.6.b)¹ sont marquées par un pragmatisme de bon aloi : le luxembourgeois reste une langue parlée et la compréhension passive de celle-ci est jugée utile et suffisante. L'insistance des offres d'emploi sur la maîtrise du luxembourgeois est cependant suspectée comme une forme de protectionnisme.

Il me semble que comprendre la langue luxembourgeoise est un atout, voire une base selon la profession pratiquée au GD. Ceci étant, parler le luxembourgeois en tant que francophone, germanophone ou anglophone, c'est une autre histoire... Par expérience, pour toutes les fois où j'ai tenté d'échanger quelques mots en luxembourgeois, mon interlocuteur Luxembourgeois(e) me répondait dans ma langue maternelle... le français... Inutile de vous dire que la pratique d'une langue dans ces conditions stagne... Je ne pointe pas du tout le doigt sur les personnes qui ont, pour certaines, cru me faciliter la tâche... Simplement, je note que ces réactions et comportements révèlent 2 choses :

1. Le luxembourgeois utilisé par les natifs du pays leur permet de préserver et de se réserver une cellule de leur vie familiale et sociale (ne voyez dans cette remarque rien de négatif ou de péjoratif)

2. Les luxembourgeois sont polyglottes et passent sans trop de difficultés d'une langue à une autre... Ils ont, en ce sens, une incroyable capacité à s'adapter à l'autre... Ceci ne doit pas nous inciter à ne pas faire un effort, bien au contraire. Question de politesse et de savoir vivre...

Mais, soyons pragmatiques, dans notre quotidien professionnel ou autre, le luxembourgeois reste une langue parlée. Tous les documents écrits officiels ou officiels sont rédigés en Fr, D, ou GB. Et il me semble qu'en termes de communication, de compréhension ou d'intégration, la pratique active de la langue luxembourgeoise est un leurre.

Cette opinion est confirmée par une deuxième contribution:

Je suis tout à fait d'accord avec toi, et j'insiste aussi sur l'avantage de comprendre le luxo plutôt que de le parler. Il faut juste de

¹ http://www.lesfrontaliers.lu/index.php?p=editoetedito_id=1128.

Intégration linguistique

bonnes notions d'Allemand et s'habituer à l'accent. De toute façon les Allemands ne parlent pas non plus le luxo. Si on le comprend on s'intègre très bien dans un groupe de collègues luxos, et on peut tout de suite vérifier s'il n'y en a pas un qui se f... de vous! Quant aux offres d'emploi qui demandent de *schwatzer luxo*,¹ je suspecte fortement une tentative de fermer le poste aux frontaliers, avouons-le !

10.2 Une intégration linguistique bien réelle

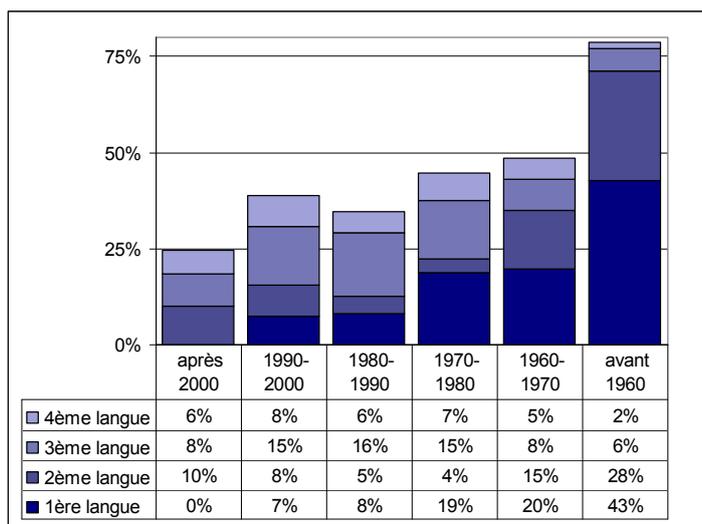
Une question sur l'année de leur arrivée au Luxembourg, posée aux immigrés va nous permettre de vérifier si ceux-ci apprennent le luxembourgeois au fil de leur séjour.

M8. Depuis quand habitez-vous au Luxembourg? Quand vous êtes-vous installé la première fois au Luxembourg?

depuis ma naissance
plus tard depuis l'âge de ans

a) En 2008

Graphique 59: Immigrés parlant le luxembourgeois en 2008 selon l'année d'arrivée au Grand-Duché (N = 955)



Baleine2008a

¹ Parler le luxembourgeois se dit de façon correcte: Lëtzebuergesch schwetzen.

Une intégration linguistique bien réelle

Le graphique 59 montre que la maîtrise du luxembourgeois parlé augmente avec la durée de séjour au Luxembourg. Si parmi les immigrés venus depuis 2000 seul un quart dit parler la langue nationale, parmi ceux venus avant 1960 ce taux est plus de trois fois plus élevé. L'intégration linguistique des immigrés devient plus visible, si l'on tient compte de l'ordre dans lequel les personnes interrogées disent maîtriser les langues. Parmi ceux qui sont au pays depuis une dizaine d'années, 7% disent que le luxembourgeois est la langue qu'ils parlent le mieux. Ce taux augmente de façon régulière et après un séjour d'une cinquantaine d'années, plus de 40% disent parler mieux le luxembourgeois que leur langue maternelle. L'augmentation est tout aussi spectaculaire pour le luxembourgeois comme deuxième langue parlée. Pour 28% de ceux arrivés avant 1960 le luxembourgeois est, après leur langue maternelle, la langue étrangère qu'ils maîtrisent le mieux.

Tandis qu'une lecture optimiste de ce graphique montre la tendance à l'intégration linguistique indéniable d'une majorité des immigrés, une lecture pessimiste reste possible, selon l'image de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. Car à côté des trois quarts de ceux arrivés avant 1960 parlant le luxembourgeois, il existe un quart qui n'a pas appris à le parler, même pas en tant que quatrième ou cinquième langue. Ceci montre que l'on peut vivre au Luxembourg sans apprendre la langue nationale et qu'il y a une forte minorité parmi les immigrés qui n'ont pas ressenti la nécessité, sinon d'apprendre, du moins de déclarer à l'enquêteur avoir appris le luxembourgeois.

Il faut toujours garder en tête que les réponses ne mesurent pas une compétence objective, mais qu'elles sont des indications subjectives. Même si l'on suppose que l'ordre de maîtrise soit plus ou moins correct, le fort pourcentage d'immigrés qui même après un séjour d'une trentaine ou d'une quarantaine d'années ne ressentent pas la nécessité de se déclarer luxembourgoophone – et si ce n'est qu'avec le luxembourgeois comme 5^{ème} langue – montre que le Luxembourg est un pays multilingue ...

Peut-on pour autant conclure que la langue luxembourgeoise soit menacée par ce multilinguisme ? Avant de comparer avec les réponses données à la question posée de façon identique en 1997, restons encore un instant avec les résultats de 2008 pour

Intégration linguistique

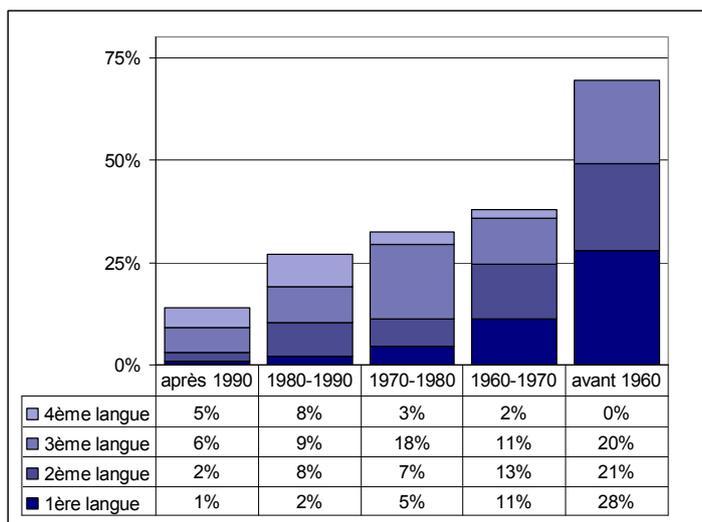
discuter la différence entre ceux qui sont arrivés respectivement depuis une dizaine et une vingtaine d'années. Parmi les premiers 44% ont déjà appris le luxembourgeois contre 38% parmi ceux qui en moyenne sont arrivés dix années plus tôt. On remarquera que c'est surtout comme 4^e et 5^e langue que le luxembourgeois est plus présent parmi la vague migratoire plus récente.

L'augmentation de la maîtrise du luxembourgeois parlé entre les deux décades semble indiquer un changement d'attitude des immigrés envers le luxembourgeois, qui fait écho à la valorisation du luxembourgeois que nous avons constaté plus haut (cf. p.ex. 10.1.g)

b) Comparaison avec 1997

Cette impression est renforcée si l'on compare avec le graphique tracé d'après les données de 1997 (Fehlen Newton).

Graphique 60: Immigrés parlant le luxembourgeois en 1997 selon l'année d'arrivée au Grand-Duché (N = 1175)



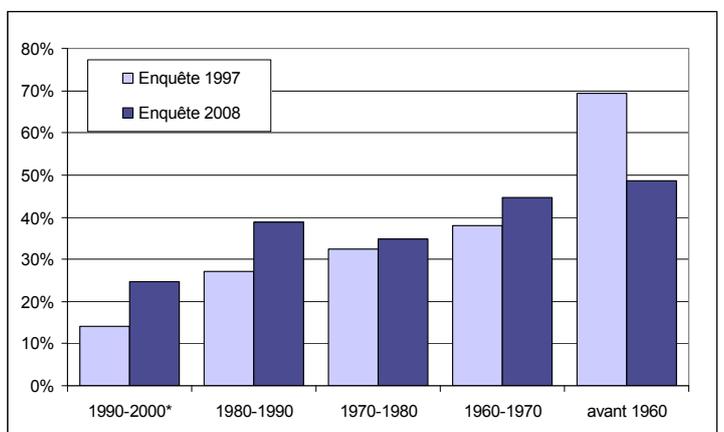
Baleine1997

Avant de nous pencher sur le graphique suivant, rappelons que nous comparons deux sondages posant une question identique à 11 années d'intervalle à deux échantillons différents. Méthode qu'il ne faut pas confondre avec un panel, constitué par un groupe unique et identique, si l'on fait abstraction des désiste-

Une intégration linguistique bien réelle

ments entre les différentes enquêtes, auquel on repose au fil du temps les mêmes questions. Même si nos résultats sont basés sur deux échantillons différents nous les avons réunis en un seul graphique. Pour chaque décade d'arrivée, nous représentons le pourcentage de tous ceux qui disent parler le luxembourgeois (somme des cinq mentions) en 1997 – la barre de gauche – et en 2008 – la barre de droite. La comparaison des deux barres montre que chaque vague d'immigration décennale a profité des 11 années entre les deux sondages pour apprendre le luxembourgeois : Sur cette période le taux augmente d'une bonne dizaine de points, résultat sans appel qui devrait réconforter les plus pessimistes.

Graphique 61: Progression de la maîtrise du luxembourgeois parlé selon l'année d'arrivée (personnes arrivées au Luxembourg avant 2000)



* 1997 pour l'enquête de 1997

Baleine 1997 et 2008a

11 Conclusion

11.1 Changement linguistique

a) Les conclusions de BALEINE 1997

Il y a 10 ans, nous écrivions dans notre conclusion au sujet des trois langues du pays :

Le luxembourgeois est de plus en plus utilisé dans des situations formelles jadis réservées au français. (...)

(La) maîtrise de l'allemand (par les Luxembourgeois) a augmenté et son impact sur le vocabulaire et même sur la syntaxe du luxembourgeois parlé, surtout par la jeune génération, est indéniable. Ainsi, paradoxalement, au moment où le luxembourgeois est en train de s'affirmer dans son utilisation comme langue nationale, il est en train de se germaniser de plus en plus au grand dam des défenseurs de l'Actioun Lëtzebuergesch. (...)

Grâce à l'accès de toujours plus d'enfants à une scolarisation longue, les Luxembourgeois accèdent à une réelle compétence en français parlé. (...)

Une koinè luxembourgeoise en voie de germanisation et une langue française en voie de progression, surtout sur le marché du travail, voilà des faits qui font pratiquement l'unanimité de tous les observateurs, la difficulté venant de leur interprétation. (Fehlen 1998 : 16)

Face à la présence accrue de francophones et à la montée du français comme langue véhiculaire de la société luxembourgeoise, nous avons posé la question si deux communautés linguistiques¹ distinctes étaient en train de naître. Même si nous avons enregistré des signes annonciateurs d'une telle évolution, nous avons bien insisté sur le fait que ces communautés distinctes n'existaient en 1997 que « dans les fantasmes de certains Luxembourgeois ». Dans un texte instructif sur l'évolution

¹ Il faut évidemment se mettre d'accord sur cette notion moins évidente qu'il n'y paraît. (Cf. Moreau 1998 : 88-93). Nous avons choisi une définition rejoignant celle de Labov qui fait de la référence à des normes communes l'élément fondateur de la communauté linguistique. C'est du moins dans ce sens que nous avons écrit que l'appartenance à la communauté linguistique qui constitue le noyau de la société luxembourgeoise passe par « la reconnaissance de la compétence légitime comme pratique linguistique dominante, même si individuellement (ses membres) ne la maîtrisent pas parfaitement. » (Fehlen 1998 : 20). Voir le chapitre 2.4 dans la partie Babylon.

de la situation linguistique et culturelle depuis 1975, Bernard Esmein donne une réponse nuancée, tout en récusant le concept-même de communauté linguistique :

«Il me semble bien qu'il y ait apparition, si ce n'est de deux communautés linguistiques distinctes, au moins de deux ensembles sociaux polyglottes, l'un germanophone et l'autre romano-phonique, avec des besoins distincts et qui ne prennent pas les langues du pays dans le même ordre. Si nous préférons utiliser l'expression 'ensembles sociaux polyglottes' à celle de 'communautés' qu'utilise le groupe BALEINE, c'est parce qu'il nous semble d'abord que la population étrangère est très composite. (...) Le pays ne va donc pas dans le sens du renforcement de communautés distinctes, ce qui serait contradictoire avec sa tradition linguistique, il cherche plutôt à utiliser le multilinguisme¹ lui-même comme moyen de faire face à cette nouvelle situation.» (Esmein 1998 : 98)

Face aux indices d'un comportement communautaire et identitaire nous avons proposé, en 1997, d'avoir recours au français – la langue juridique et législative du Luxembourg, la langue traditionnelle de ses élites, mais aussi la langue que de nombreux émigrés luxembourgeois avaient rapportés de France ou de Belgique – comme langue d'intégration et donc comme langue fédératrice de la société luxembourgeoise. Il ne s'agissait pas d'une lubie personnelle, comme nos détracteurs voulaient le faire croire, mais plutôt d'une conclusion que nous avions tirée de l'histoire et de la situation linguistique du Luxembourg et qui est d'ailleurs partagée par d'autres, comme Nico Weber (2001) :²

“French is what keeps it together, multilingualism (and polyglossia) is what keeps it going, and Lëtzebuergesch is what keeps it apart.”

Même si le Luxembourg forme, d'un point de vue économique et démographique, un bloc de moins en moins homogène (voir 7.1), sa société ne s'est pas scindée en deux sociétés parallèles, ce qui n'empêche que les mêmes phantasmes existent toujours.

¹ Esmein entend par là, la maîtrise individuelle de plusieurs langues que nous appelons, en suivant le Conseil de l'Europe, plurilinguisme (voir 1.1.a).

² Voir aussi Weber (2000).

Conclusion

b) Les trois niveaux du changement

Avant de confronter nos conclusions de 1997 à la situation actuelle, nous allons préciser la notion de changement linguistique et analyser les vecteurs de ce changement au cours de la période qui nous sépare de la première publication.

Les modifications de la situation linguistique se manifestent sur trois niveaux. D'abord au niveau du changement linguistique proprement dit, donc de la modification de la structure ou du lexique de la langue. Ce changement étudié par la linguistique variationniste ne fait pas l'objet de notre étude et nous pourrions tout au plus acter les lamentations des défenseurs du luxembourgeois rejoignant par là des voix similaires dans nos pays voisins qui croient « leurs » langues menacées par l'anglais au point de les voir transformées en *Denglisch* et *franglais*. Pour le cas du luxembourgeois ce serait l'allemand qui le « contaminerait ».

Nous nous limiterons à deux autres aspects : l'étude de la présence des langues, donc du nombre de leurs locuteurs respectifs, et, surtout, l'étude de leurs statuts sociolinguistiques :

« Le statut est la position d'une langue dans la hiérarchie sociolinguistique d'une communauté linguistique, cette position étant liée aux fonctions remplies par la langue, et à la valeur sociale relative conférée à ces fonctions (exemple : la langue de la religion sera très valorisée dans une théocratie). On distingue généralement le statut de fait (empirique, implicite) du statut juridico-constitutionnel (explicite, de jure). Il n'est pas exclu que ces deux statuts soient relativement contradictoires. » (Moreau 1997 : 269)

Même si la loi linguistique de 1984 a donné au luxembourgeois le statut juridique de langue nationale (qu'il avait acquis dans les faits implicitement grâce à l'élan patriotique de la deuxième moitié des années 1930 et à la résistance nationale contre l'agresseur nazi), il existe toujours une tension entre statut légal et statut officiel dans de nombreux domaines, notamment dans le domaine éducatif. La récente réforme de l'enseignement des langues n'a rien changé à la situation du luxembourgeois : comme langue d'enseignement et comme contenu des cours. Bannie des programmes officiels, elle reste la langue d'enseignement clandestine et comme matière elle est toujours réduite à quelques rares heures dans les petites classes.

L'instituteur qui l'utilise – depuis toujours malgré les injonctions de l'administration scolaire et, depuis l'entrée en fonction la nouvelle ministre en 2004, avec accord tacite de celle-ci – est, sans s'en rendre compte, engagé dans un processus modifiant l'équilibre entre les statuts des trois langues du pays et redéfinissant la compétence linguistique légitime (Fehlen 2007a).

Le client qui refuse d'utiliser ses compétences en français dans un magasin face à du personnel francophone s'engage dans la même lutte pour renverser le rapport hiérarchique entre les langues. Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, le client opère, sans le savoir, par son entêtement un renversement des rapports de forces symboliques, moins ridicule, irréaliste et irrationnel qu'il ne le semble à l'œil amusé de l'observateur cultivé qui a intériorisé les règles traditionnelles de la culture luxembourgeoise et pour qui « le recours au français dans des situations professionnelles et privées, solennelles ou détendues, est devenu comme une seconde nature » (Wilhelm 1999 : 113). Même si au Luxembourg, les conflits linguistiques restent larvés, souterrains et souvent bon enfant, ils existent et suivent la logique de toute économie symbolique des échanges linguistiques :

Les conflits dits linguistiques ne sont pas aussi irréalistes et irrationnels (ce qui ne veut pas dire qu'ils soient directement intéressés) que ne le pensent ceux qui n'en considèrent que les enjeux économiques (au sens restreint) : le renversement des rapports de force symboliques et de la hiérarchie des valeurs accordées aux langues concurrentes a des effets économiques et politiques tout à fait réels, qu'il s'agisse de l'appropriation de postes et d'avantages économiques réservés aux détenteurs de la compétence légitime ou des profits symboliques associés à la possession d'une identité sociale prestigieuse ou, au moins, non stigmatisée ». (Bourdieu 2001 : 82f)

c) Les vecteurs du changement

« Seule l'histoire peut expliquer la genèse de la situation linguistique actuelle du Grand-Duché », écrivait Gilbert Trausch (1987) et nous ajouterons que seule l'évolution économique et sociale récente peut expliquer les modifications actuelles de la situation linguistique.

Au lendemain du partage de 1839, les notables, habitués à l'usage du français, décident de maintenir l'emploi des langues

Conclusion

tel qu'il existait auparavant. Ainsi est maintenu dans un pays germanophone un régime bilingue qui, cependant, se distingue de celui de l'Ancien Régime en ce qu'il n'est plus juxtaposé (modèle suisse), mais superposé: la même personne est amenée à parler – plus ou moins bien – deux langues. Au fait, de quelles langues s'agit-il? De l'allemand et du français et non du luxembourgeois. Quel est leur statut? Le français est ressenti par les Luxembourgeois comme une langue apprise, une langue étrangère. Mais l'allemand? Est-ce leur langue maternelle? Longtemps, les Luxembourgeois l'ont cru. (Tausch 2004 : 23)

C'est seulement au fil des cent années qui vont suivre la perte du quartier wallon que les Luxembourgeois vont s'inventer une langue qui, lentement, s'émancipera du système des dialectes allemands – selon la formule pertinente de Peter Gilles (1998) qui parle de *Emanzipation des Lëtzebuergeschen aus dem Gefüge der deutschen Mundarten* – et occupera de plus en plus de domaines et de fonctions sociales à l'intérieur de la société grand-ducale. Ce processus se poursuit aujourd'hui et l'équilibre entre les langues en présence au Luxembourg est en train de se modifier sous l'impulsion de trois vecteurs du changement : la mondialisation, la création d'un bassin d'emploi transfrontalier et la segmentation du marché de l'emploi (cf. 7.1).

1) D'un point de vue écolinguistique global,¹ le scénario le plus probable des effets linguistiques de la mondialisation semble une confirmation de l'anglais comme langue véhiculaire au niveau mondial :

L'anglais confirmera son statut actuel de véhiculaire mondial dans les domaines diplomatique, scientifique et économique, la gestion linguistique des organisations internationales renforçant ce statut et reléguant les autres langues internationales au rang de langues subalternes. (Calvet 2002 : 185)

Les micronationalismes pourraient en outre réduire lentement l'importance des actuelles langues officielles, écrasées entre une langue internationale et les actuelles langues minoritaires. (...) Si l'anglais s'impose dans les institutions de l'Union européenne comme langue unique, de facto sinon de jure, les autres langues 'officielles' seraient ramenées au statut de langues régionales. (Calvet 2002 : 186)

¹ Voir aussi Swaan (2001) et de Calvet (2002).

Sans entrer dans le détail de cette argumentation, on peut retenir que de nouvelles niches écolinguistiques s'ouvrent aux petites langues, qu'elles soient langues régionales, langues de communautés d'immigrés ou langues nationales. Ce fait peut s'avérer favorable pour le luxembourgeois en renforçant les tendances que nous allons décrire plus loin.

La perte du français en tant que langue véhiculaire mondiale et, corrélativement, en tant que langue de la culture et de la science a des répercussions au Luxembourg, où il perd en partie ses fonctions de prestige et de réussite sociale au détriment de l'anglais. Certes, ce processus ne se fait que très lentement, parce qu'il est freiné par le renouvellement générationnel et l'inertie institutionnelle. Tout le poids de l'histoire linguistique, inscrit dans les règlements et les lois (rédigés en français), ne sera pas changé du jour au lendemain. Et tous ceux qui dans leur jeunesse ont appris le français comme langue de culture auront tendance à s'opposer à son érosion, car elle constitue une dévalorisation de leur capital linguistique. Ce sont les enseignants du français en premier lieu qui défendent bec et ongle la langue de Molière en dénonçant chaque réforme de la grille horaire qui apporte des réductions même minimales pour leur matière comme « n-ième grignotage »,¹ tandis que les milieux économiques réclament, sans succès, un enseignement accru de l'anglais.

Nous avons écrit dans la conclusion de BALEINE que « avec Jean-Claude Juncker, le Grand-Duché a pour la première fois un chef d'État qui semble ne pas partager l'engouement de ses prédécesseurs pour le français ». (Fehlen 1998 : 16)² Aujourd'hui, on peut ajouter que son dauphin désigné est le premier homme politique luxembourgeois à avoir fait ses études

¹ APFL, Enième grignotage du cours de français, Luxemburger Wort, 1er mars 2008.

² Cette constatation est confirmée par les observateurs de la scène politique. La dernière en date: « Si l'éducation secondaire et universitaire du chef fut francophone, ses affinités électives sont nettement germaniques; sa prose, grammaticalement trop correcte, est une sorte de faux «luxo» ressemblant à une excellente traduction simultanée d'un texte original pensé en allemand. » Jean-Louis Schlessler, Proses politiques, prose des politiques, Le Jeudi, 15 janvier 2009.

Conclusion

dans des universités anglo-saxonnes¹ et qui n'hésite pas à intervenir pour la promotion de l'anglais.²

2) La dévalorisation du français comme langue de prestige et de culture n'a pas seulement une cause écolinguistique globale, elle se trouve accentuée par un élément intrinsèquement luxembourgeois. La pénurie de main-d'œuvre, suite au boom économique de ces vingt dernières années, a nécessité le recours aux travailleurs frontaliers majoritairement francophones. Cela renforce le caractère véhiculaire du français, évolution qui s'était amorcée avec la vague d'immigration portugaise dans les années 1980.

Les études de Bühmann³ sur le changement des attitudes linguistiques des Luxembourgeois rejoignent ce que nous avons constaté plus haut (1.3.b et 9). Bühmann décrit d'abord la domination traditionnelle du français :

Ses qualités esthétiques et littéraires supposées supérieures s'imposent comme une évidence aux locuteurs interrogés et, contrairement à l'allemand, l'importance de sa fonction officielle pour le Luxembourg est reconnue. (...) On voit ici que cette « cohabitation paisible » des langues se fonde sur l'acceptation d'une certaine domination linguistique exercée par le français, car même s'il n'y a pas de revendication ouverte, la « paix linguistique » repose sur des sentiments d'insuffisance personnelle, sur une difficulté que les locuteurs éprouvent eu égard au français. (Bühmann 2000 : 100)

Avant de constater que le nouveau rôle du français

qui « en tant que parler véhiculaire et quotidien, rompt avec son image traditionnelle d'une langue éloignée et imposante, car confinée aux hautes sphères » (Bühmann 2000 : 101).

Même si le français est en train de perdre la fonction de langue de prestige, il n'est pas pour autant réduit à sa seule fonction de langue de communication avec la population étrangère. Il reste toujours la langue de l'excellence scolaire – même si les possi-

¹ Après une maîtrise en Droit des Affaires à Paris, Luc Frieden a poursuivi ses études à Cambridge au Royaume-Uni et à Harvard aux Etats-Unis.

² C'est p.ex. devant l'Executive Club qu'il a plaidé pour un enseignement de l'anglais dès le plus jeune âge. Les grands défis du Luxembourg, La Voix du Luxembourg, 27.6.2007.

³ Les conclusions de Bühmann sont basées sur deux enquêtes réalisées dans le cadre de deux mémoires de maîtrise et de DEA en 1996 et 1998. Nous ne sommes pas d'accord avec sa position sur le statut du luxembourgeois (évacué trop rapidement dans la note 1).

bilités d'évitement au lycée se multiplient¹ –, la langue de la haute administration publique et de la juridiction. Ce que Bühmann appelle « la domination linguistique » semble, par contre, en recul.² Du moins peut-on interpréter dans ce sens les refus des Luxembourgeois de l'utiliser dans les magasins ou les négociations autour de la langue d'échange, observées de plus en plus souvent dans les milieux professionnels et scientifiques. Il ne va plus de soi que les germanophones doivent se mettre au français. Dans de nombreux contextes, à commencer par l'université, l'anglais est acceptée comme langue commune et le Fonds National de la Recherche est la première administration para-étatique à l'utiliser prioritairement.

Le statut d'une langue étant en grande partie déterminé par le statut social de ses locuteurs, le français se trouve, paradoxalement, dévalué par sa fonction véhiculaire dans les secteurs les moins rémunérés du monde du travail. Il est la langue de communication dans le secteur de l'HORECA, du bâtiment et au sein de nombreuses entreprises industrielles. Certaines de ces dernières n'ayant pratiquement que du personnel frontalier forment des enclaves francophones dans le tissu économique du pays.

3) Cette évolution est renforcée par la segmentation du marché de l'emploi et la création d'un secteur dans lequel l'ancrage dans la société luxembourgeoise et la maîtrise des trois langues du pays (7.1.d) sont fortement valorisés. L'étude économétrique, analysée plus haut (7.4.b), a clairement montré que le secteur public rémunère mieux que le privé et que les Luxembourgeois gagnent plus que les étrangers. Cette situation demande à être légitimée par un discours valorisant le luxembourgeois, souvent ressenti comme protectionniste (7.6.b). Ce qui est d'autant plus compréhensible que ce discours est souvent teinté

¹ Non seulement la possibilité de faire un baccalauréat sans passer une épreuve de français, mais aussi les possibilités de compenser par d'autres matières des notes insuffisantes dans cette branche.

² Contrairement à Bühmann, nous sommes persuadés que les prétendus « particularismes régionaux » qu'elle veut déceler, sont plutôt des différences sociales et que la « vision utilitaire et fonctionnelle du français » ne se limite ni à la « région minière », ni aux familles issues de l'immigration. Même si Bühmann prédit une généralisation de cette tendance pour l'ensemble du Luxembourg, elle semble ignorer les attitudes linguistiques des classes aisées, les « upper class », décrites par Davis (1994 : 124-131).

Conclusion

d'une mauvaise foi qui nie le statut réel que le français conserve dans la société luxembourgeoise.¹

Ces trois dynamiques du marché de l'emploi – mondialisation, régionalisation (au-delà des frontières nationales) et segmentation – conjuguées avec la petite taille du Grand-Duché font que toute explication qui se réduit à un cadre national devient caduque. Nous en sommes conscients et nous croyons ne pas être tombés dans le piège du « nationalisme méthodologique » même si dans notre argumentation nous nous sommes focalisés sur ce que l'on pourrait appeler le noyau central de la société.

d) Le statut des langues aujourd'hui

Le français reste la langue véhiculaire par excellence de l'économie et de la société luxembourgeoise. En se banalisant, il a perdu en partie son statut de langue de prestige, tout en restant la langue de la culture, de la réussite scolaire, de la haute fonction publique et de la législation. Le tribunal peut servir de microcosme pour observer les statuts des langues au Luxembourg : les policiers dressent leurs procès verbaux en allemand, les témoins et inculpés sont interrogés en luxembourgeois, les plaidoiries se font en français et les jugements sont rendus et actés en français. Du moins dans les procédures pénales et civiles des particuliers. Dans le droit commercial et financier, le luxembourgeois n'est pas nécessaire et la cour de justice européenne a condamné le Grand-Duché qui voulait faire de son contrôle une condition préalable à l'inscription au barreau.²

Les statuts hiérarchiques du français et de l'allemand ont tendance à se rapprocher, sans être arrivés au même niveau. La concurrence de l'anglais au niveau mondial, mais aussi le poids de l'Allemagne dans l'économie du Luxembourg y est pour quelque chose.³ Avec le refus plus ou moins offensif des Luxembourgeois à vouloir parler le français, celui-ci rejoint l'allemand dans sa fonction de langue scripturale, les deux langues servant à pallier les déficiences du luxembourgeois dans le

¹ « Wenn man in der Bäckerei als Kunde kein Französisch redet, kann man auch mit der Zeichensprache „sain Croissant“ bekommen, in der Schule als Schüler aber nie ‚seng Première‘ ». Fernand Fehlen, Wat schwätzt d'Majorité silencieuse? tageblatt, 26.1.2009.

² Jugements C-506/04 et C-193/05.

³ La BCL compte dans ses statiques 43 établissements de crédit allemands et 15 français.

Le luxembourgeois, rempart ou pont ?

domaine de l'écrit : le français dans les registres élevés, l'allemand dans les registres plus courants.

La comparaison de Baleine1997 et Baleine2004, tout comme l'observation du terrain permet d'affirmer que la langue luxembourgeoise n'est pas menacée par la présence des nombreux étrangers au Luxembourg. Au contraire, elle a gagné du terrain, dans le domaine de l'écrit et surtout comme langue seconde. Ce dernier aspect, déjà constaté en 1997, s'est renforcé (10.2) et, depuis, l'enseignement du luxembourgeois comme langue seconde, tant pour les adultes que pour les enfants, s'est fortement développé¹ et, en conséquence, son statut comme langue véhiculaire s'affirme, surtout auprès des jeunes. La prévision pessimiste que les jeunes issus de l'immigration portugaise refuseraient le luxembourgeois, ne s'est pas réalisée (3.3 et 3.4). Pour toutes les nationalités confondues, l'intégration linguistique par immersion fonctionne toujours (10.2).

Que d'aucuns veulent nier ce fait et brossent un tableau volontairement pessimiste d'une langue luxembourgeoise en déperdition fait partie d'un jeu politique analysé dans la section suivante. À leur décharge, on peut tout au plus avancer, que suite à la croissance rapide de la population active, notamment de la population des frontaliers, le personnel dans les commerces et les cafés ne parlant pas le luxembourgeois a augmenté en nombre et en proportion (4.1).

11.2 Le luxembourgeois, rempart ou pont ?

La décennie qui sépare les deux études BALEINE a été marquée par un intense débat au sein de l'opinion publique luxembourgeoise autour de questions linguistiques. Ce sont les lettres

¹ Il faut surtout mentionner l'éducation précoce, introduite depuis 1997. Elle a pour mission de « faire acquérir (aux enfants non-luxembourgeoisophones) une bonne maîtrise de la langue luxembourgeoise, car cet apprentissage est considéré, dans notre système scolaire, comme un tremplin efficace vers l'apprentissage ultérieur de l'allemand, langue de l'alphabétisation à l'école primaire. » (Plan-cadre pour l'Éducation précoce au Grand-Duché de Luxembourg, Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports Service de l'Enseignement Primaire, Luxembourg 2000, p. 20)

Cf. une publication du ministère offrant sur une centaine de pages une réflexion sur l'enseignement du luxembourgeois comme langue seconde à la maternelle et, fait absolument exceptionnel, rédigée en luxembourgeois : Lëtzebuergesch an der Spillschoul, Iwwerleeungen Approchen Methoden Méiglechkeeten, Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, Luxembourg 2003.

Conclusion

à la rédaction et aussi « *eng Klack fir eis Sprooch* », la page mensuelle de *l'Aktioun Lëtzebuergesch*, publiée dans les grands quotidiens luxembourgeois, qui servent de forum à ce débat.¹ À côté des grandes revendications symboliques, comme l'inscription du luxembourgeois comme langue nationale dans la constitution ou sa reconnaissance comme langue de l'UE, p.ex. « langue officielle tacite » (Berg 2005), les appels et exhortations plus ou moins indignés adressés surtout aux frontaliers se suivent, mêlés sporadiquement d'attaques contre ceux qui, tel l'ASTI, veulent favoriser la cohabitation de tous ceux qui – selon la formulation consacrée – « vivent et travaillent au Luxembourg ».

Deux cycles de conférences *Moien*, en 1998, et *Lëtzebuergesch Quo Vadis*, en 2004, peuvent être considérés comme des tentatives pour élever le niveau de ce débat, qui trop souvent, s'enlise dans la déploration d'un passé imaginaire. De même, peut-on voir dans une troisième série de conférences initiée par l'ASTI sous le titre « *Migrations : les enjeux* », en 2002, une tentative pour faire contrepoids. Et c'est justement à la conférence inaugurale de cette manifestation, en mars 2002, que le premier ministre Jean-Claude Juncker a lancé une initiative qui allait préoccuper le processus législatif et le débat publique à long terme.

a) La langue comme ferment national

En ce début de siècle et de millénaire, on ne parlait que de croissance et des projections du *Bureau International du Travail* de Genève prédisant 700.000 habitants en 2050 pour le Grand-Duché. Dans ce contexte, Jean-Claude Juncker a proposé l'introduction de la double nationalité pour permettre la participation citoyenne et l'intégration de nombreux immigrés, dans l'espoir d'éviter aux Luxembourgeois de devenir une minorité dans leur propre pays, mais aussi pour prévenir qu'une

¹ Les forums Internet prennent de plus en plus d'importance dans ce débat. Rédigés pratiquement entièrement dans un luxembourgeois approximatif, ils véhiculent souvent des opinions qui ne passeraient pas la censure des journaux. Le dernier avatar sur le Web sont les groupes-facebook qui se multiplient. En ce début d'année 2009, le groupe « Ech schwätzen just nach lëtzebuergesch an de Geschäfte » compte 3 273 membres. Les opposants à ces groupes commencent à se mobiliser. Ainsi 1398 membres ont adhéré au réseau: « Nee zu Gruppen wéi "Letzebuerg de Letzebuenger" » avec comme devise : « Et kann een och fir d'Förderung vun der Letzebuenger Sprooch an Kultur sin, ouni direkt géint Auslänner ze hetzen. »

Le luxembourgeois, rempart ou pont ?

minorité ayant le droit de vote puisse décider pour l'ensemble des résidents. Dans ce discours, il va présenter la langue luxembourgeoise comme « élément fédérateur » de la société luxembourgeoise, mais, auparavant, il en minore la valeur, attitude qu'il partage avec les personnes cultivées de sa génération.

J'ai toujours quelques scrupules de parler de la langue luxembourgeoise. Si un Luxembourgeois devant n'importe quel public s'aventure à dire du bien du luxembourgeois, il a l'air un peu rétrograde, parce qu'il n'a pas bien compris le monde, il n'a pas vu qu'il y a des formes d'expression qui dépassent en qualité et en nombre le Luxembourg. Je persiste tout de même à croire que le luxembourgeois, d'ici vingt ou trente années, très probablement, sera le seul ferment national. (Juncker 2003 : 15)

Il doit aussi se démarquer de ceux qui « oublient » la faible portée communicationnelle du luxembourgeois, de leurs « arguments simplistes », dont il pense à raison qu'ils sont largement répandus : « Il est démagogiquement simple de dire que tout Turc qui travaille en Allemagne doit maîtriser les notions de base de la langue de Goethe » et d'en conclure que les immigrants au Luxembourg devraient apprendre le luxembourgeois. Juncker prend aussi ses distances avec « les Luxembourgeois (qui) aiment dire entre eux qu'il est tout de même incroyable que nous devions nous exprimer en français, si nous voulons acheter des chaussures en ville », avant de proposer – après une pirouette rhétorique dont il a le secret – de faire du luxembourgeois « une intersection linguistique accessible à tout le monde », ce que l'État devrait favoriser par l'introduction d'un congé linguistique.

Je crois que la citoyenneté active, que la citoyenneté, instrument fédérateur, passe très obligatoirement par l'introduction au Luxembourg de la double nationalité. Je crois que la langue luxembourgeoise sera demain un des seuls ferments de la nation luxembourgeoise. (Juncker 2003 : 19)

Dans un autre contexte, il a trouvé une formule pour exprimer la tension entre la valorisation identitaire et la véhicularité limitée de la langue luxembourgeoise. Cette formule se voulait pédagogique, mais probablement elle a été perçue comme paternaliste par les destinataires de son discours : À l'occasion d'un débat avec des lycéens luxembourgeois et non-luxembourgeois, il répondait à une jeune élève exprimant, en luxembourgeois,

Conclusion

son ras-le-bol d'entendre parler français, portugais et italien autour d'elle :

Nous ne serions rien si nous nous limitions à communiquer en luxembourgeois, mais nous ne serions pas ce que nous sommes si nous n'avions pas le luxembourgeois.

Devant la radicalisation des propos de la jeune femme, le Premier ministre s'est un peu emporté. «Vous avez la chance de pouvoir pratiquer plusieurs langues. À son époque, mon père rêvait de pouvoir s'exprimer en français», lui a-t-il asséné.¹

Le rêve des anciens d'apprendre le français comme moyen de promotion sociale et le refus des jeunes de l'utiliser avec les étrangers tout en sachant le parler, voilà deux attitudes que trois générations séparent et qui illustrent bien le changement de statut des deux langues.

b) La loi de la nationalité de 2008

L'idée de la double nationalité fera son chemin, même si les forces populistes essaient de diluer la générosité du projet initial dans des restrictions procédurières en ergotant sur la durée du séjour préalable à la naturalisation et surtout la connaissance de la langue luxembourgeoise. D'abord controversée, cette dernière condition sera acceptée et le débat ne portera plus sur le seul niveau de compétence requis et les modalités de contrôle de celui-ci. Après moult tergiversations, la loi sur la double nationalité sera votée le 15 octobre 2008 et le niveau de maîtrise du luxembourgeois défini d'après les normes du Cadre européen commun de référence pour les langues.²

Eis Sprooch : eng Bréck keng Barrière. Telle était la devise du projet *Moien* qui voulait faire du luxembourgeois une passerelle et non une barrière entre les habitants du pays. L'avenir dira, si la procédure dissuasive du contrôle linguistique sera contrebalancée par l'avantage de pouvoir garder sa nationalité première et s'il y aura une progression du nombre de naturalisations, souhaitée par le législateur et redoutée par ceux qui sont attachés à une définition ethno-culturaliste de la nationalité.

¹ Des lycéens avides d'expérience, Le Quotidien, 21.11.2006.

² Un règlement grand-ducal retient le niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues en compréhension de l'oral et A2 pour l'expression orale. Ce contrôle se fera au Centre de langues où, selon les estimations de la fiche financière du projet, quinze enseignants supplémentaires seront engagés pour offrir les cours nécessaires.

Un effet de la loi est cependant prévisible. La langue luxembourgeoise connaîtra une revalorisation symbolique et réelle. Symbolique, parce qu'un processus législatif, débuté en 1938 – quand le Ministre de la Justice exigea dans un communiqué la « *geläufige Beherrschung der Luxemburgische(n) Sprache* » comme une « *unbedingte Voraussetzung* » de l'obtention de la nationalité luxembourgeoise¹ – trouve son aboutissement après 70 ans de flou juridique. En 1938, avant l'occupation du pays, l'initiative du ministre de la justice était restée sans conséquence législative entre autres pour ne pas discriminer les Français, déjà à l'époque, réputés pour avoir « beaucoup de difficultés à apprendre des idiomes étrangers ». ² Après la guerre, la connaissance linguistique du candidat à la nationalité luxembourgeoise sera contrôlée de façon informelle avec « souplesse », ³ comme un élément de « l'assimilation suffisante ».

Depuis les années trente du vingtième siècle, l'identité nationale luxembourgeoise est pratiquement assimilée à la maîtrise de la langue luxembourgeoise. Avec la loi introduisant la double nationalité,⁴ cette vue est officialisée et la certification de sa maîtrise par le *Centre de langues*, une administration étatique, devient le ticket d'entrée à la « société nationale ». Le concept est entre guillemets pour insister sur le fait que cette notion est en train de devenir obsolète, prise entre l'enclume de la mondialisation économique et le marteau de la perte de souveraineté au profit de l'UE. Dans ce sens, la valorisation symbolique du luxembourgeois, est une victoire à la Pyrrhus pour les patriotes linguistiques. La langue nationale devenant de plus en plus le symbole d'une souveraineté qui se réduit comme peau de chagrin.

¹ Le statut juridique de la communication publiée le 21 janvier 1938 dans les quotidiens luxembourgeois reste controversé. La revue *Jonghémécht* (avril/mai 1938, p. 151) transforme le texte en « Erläss des Justizministeriums vom 21. Januar 1938 » et il sera cité comme tel par différents linguistes. D'après les recherches de Scuto (2007 : 260), cet arrêté reste introuvable « pour la simple raison qu'il n'existe pas ».

² Rapport Loesch, cité d'après Scuto (2007 : 258).

³ Le mot souplesse se trouve dans un Avis du Conseil d'Etat du 7 mai 1985 cité largement par Scuto (2007 : 256) qui fait l'historique de la législation sur la nationalité luxembourgeoise.

⁴ Voir la documentation parlementaire sur le site www.chd.lu: Doc. Parl. 5620 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise. Nous brûlons les étapes en oubliant la loi du 24 juillet 2001 (portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité) qui avait déjà introduit la condition de la connaissance du luxembourgeois, sans toutefois instaurer un contrôle étatique.

Conclusion

La loi sur la double nationalité aura aussi incontestablement des effets réels par les suites qui en découlent : l'institutionnalisation de la formation du luxembourgeois comme langue seconde, la création d'un statut pour le formateur de luxembourgeois et la nécessité d'organiser une formation de ces formateurs etc. (Gilles 2007). L'évolution timide vers la normalisation de la langue luxembourgeoise avec la création du *Conseil Permanent de la Langue luxembourgeoise* en 1999 et la réforme de l'orthographe (Règlement Grand-Ducal du 30.7.1999), la trop lente mise en œuvre de dictionnaires et de correcteurs d'orthographe seront ainsi accélérées. La demande réelle pour des grammaires et autres manuels scolaires qui va croissant depuis une dizaine d'années connaîtra un coup de pouce supplémentaire. Ainsi, un nouveau lobby pour la langue luxembourgeoise se constituera et pourra prendre la relève de la génération pionnière dont même les plus jeunes ont largement dépassé l'âge de la retraite. Un lobby, doté d'une légitimation académique, ayant des mobiles autres que la germanophobie et une mentalité passéiste, saura mieux faire entendre sa voix dans le concert de tous les corporatismes qu'est la politique luxembourgeoise.

À l'occasion de la réforme de l'enseignement des langues de 2007, le ministère n'avait pas augmenté la présence des langues luxembourgeoise et anglaise, pour ménager les lobbys des enseignants déjà assez dérangés dans leur routine. Une année plus tard, probablement aussi sous l'impulsion du débat autour de la double nationalité, le CSV va promettre de revaloriser le luxembourgeois dans l'enseignement primaire et secondaire.¹ Les tenants de la francophonie dénoncent une « surenchère populiste » et une mesure qui se fera « au détriment du français ».²

¹ Voir le programme de politique linguistique du CSV: Eng Offensiv fir eis Sprooch, http://csv.lu/lb/upload/actualites/4610/Eng_Offensiv_fir_eis_Sprooch.pdf (accédé en janvier 2009).

² Tel l'argument d'André Wengler, professeur de français et chroniqueur à l'hebdomadaire *Le Jeudi*. André Wengler, Surenchère populiste, *Le Jeudi*, 16.10.2008.

Le luxembourgeois, rempart ou pont ?

c) L'enjeu politique du débat

Il existe un électorat de droite nationaliste¹ et populiste. Les plus vulnérables de la société, ceux qui ne profitent pas du bien-être insolent, qui ne peuvent plus se loger décemment, ceux qui ont la maîtrise de la langue luxembourgeoise comme seul atout contre la concurrence des nombreux travailleurs des trois pays voisins attirés par les hauts salaires, ceux-là ont de bonnes raisons de valoriser leur citoyenneté luxembourgeoise et leur langue nationale et d'ériger les deux en remparts protectionnistes. Dans l'opinion publique, ces relents xénophobes ne peuvent se déclarer ouvertement – faute de relais politiques – et s'articulent donc dans un sentiment de groupe diffus, un « nous contre eux » qui prend des formes hautement euphémisées, et dont fait partie l'engouement pour l'animal héraldique des ducs de Luxembourg, devenu le point de ralliement de tous ceux qui déplorent un Luxembourg perdu, un âge d'or qui n'a jamais existé.²

Tandis que l'ADR essaie ouvertement d'attirer cet électorat,³ le CSV se doit, en tant que *catch-all-party*, de ménager différentes sensibilités et surtout, en tant que parti gouvernemental, il doit tenir compte des marges de manœuvre très réduites d'un micro-état.

¹ En ces jours, il n'existe pas de discours explicite qui se revendique d'un nationalisme luxembourgeois, tout au plus un discours fondé sur la sauvegarde des intérêts nationaux et l'exaltation de certaines valeurs historiques. Ce discours insiste sur les liens ethniques, sociaux et culturels, dont en premier lieu la langue, qui unissent les « vrais » Luxembourgeois, les Luxembourgeois « de souche ». Ce discours étant plus motivé par un attachement profond à la patrie que par une posture agressive tournée vers l'extérieur, il serait peut-être préférable de parler de patriotisme.

² Fehlen (2008b) fait l'analyse du discours des partisans d'un nouveau drapeau national à l'effigie du Lion Rouge.

³ Le 21 mai 2008 l'ADR a présenté son programme pour la promotion du luxembourgeois. Sur le site Internet se trouve à côté du document luxembourgeois une « traduction de courtoisie en français » avec l'observation : « seul le texte luxembourgeois faisant foi » : (http://www.adr.lu/media/files/conf_presse/letzebuergesch/PromotionDuLuxembourgeois.pdf consulté janvier 2009).

Les autres partis sont présentés, dans le débat autour de l'inscription du luxembourgeois dans la constitution, comme fossoyeurs de la langue nationale. Voir le communiqué du 24.9.2008 : « CSV, LSAP, DP an Déi Gréng begruewen d'letzebuenger Sprooch », http://www.adr.lu/media/files/communiqués2008/cp_adr_letzebuergesch_verfassung.pdf consulté janvier 2009.

Conclusion

Comme l'économie luxembourgeoise a besoin de la main-d'œuvre étrangère et que le pays doit se montrer ouvert et accueillant pour attirer les investisseurs étrangers, la xénophilie et l'esprit d'ouverture deviennent des facteurs productifs au même titre que la paix sociale et le monnayage de niches fiscales ou réglementaires. Le plurilinguisme de ses habitants devient un argument pour « vendre le pays » aux investisseurs internationaux. La majorité des nationaux est d'autant plus préparée à accepter cette vue dominante qu'elle profite largement des retombées du boom économique.

Ce qui n'empêche que les questions identitaires et linguistiques font peser une plus ou moins grande pression sur tous les partis¹ voire, à cause du panachage, sur les candidats individuels. Le mouvement pour le changement du drapeau national qui a pu recueillir les signatures de plus de 10% de l'électorat, les différentes initiatives pour la langue luxembourgeoise et/ou contre les frontaliers² sont là pour rappeler cette menace qui se trouve encore renforcée par la démographie électorale. En effet, la seule population des nationaux ayant le droit de vote est nettement plus âgée que la moyenne des résidents et travaille prioritairement dans le secteur protégé. Les jeunes Luxembourgeois qui sont en train de construire leur avenir professionnel se retrouvent en concurrence avec les frontaliers et semblent particulièrement ouverts aux arguments identitaires. Les portraits de jeunes BCBG inscrits dans les groupes nationalistes de facebook et leur surreprésentation parmi les partisans du Lion Rouge en témoignent (Fehlen 2008a).

Tant que la crise économique n'aura pas de trop graves retombées sur l'électorat, on peut supposer que la majorité silencieuse ne suivra pas les vellétés protectionnistes des défenseurs de la langue luxembourgeoise. Comme l'a montré notre en-

¹ Dans son manifeste programmatique, le président du DP essaie de louvoyer, reprochant à l'ADR et au CSV de vouloir instrumentaliser la défense de la langue luxembourgeoise à des fins partisans en faisant en même temps des concessions au protectionnisme linguistique qui, surtout pour un libéral, sonnent faux. Claude Meisch, Opbroch, http://www.dp.lu/newsite_2008/docs/opbroch/opbroch.pdf, janvier 2008, page 48.

² Le groupe facebook « Eng Vignette fir d'Frontalier'en » qui veut introduire une vignette autoroutière pour les frontaliers, a recueilli 1500 signataires, fait couler beaucoup d'encre et le directeur de la Confédération luxembourgeoise du commerce s'est senti obligé de s'excuser auprès des frontaliers. (L'éditorial de l'organe de la CLC est repris sur le site <http://www.lesfrontaliers.lu/index.php?p=editoetid=3643>.)

quête, la très grande majorité est bien plurilingue et sait se débrouiller dans les « trois langues du pays ». Même si quelquefois un francophone monolingue l'exaspère, elle¹ sait faire de nécessité vertu et reste attachée au trilinguisme qu'aucune force politique sérieuse ne remet en question.

N'empêche que la meilleure façon de contrecarrer l'influence d'un discours identitaire axé sur la langue luxembourgeoise comme schibboleth de l'identité est une politique linguistique avec des mesures concrètes, notamment au niveau de l'enseignement des langues, mesures fondées sur une analyse de la situation linguistique qui dépasse les points vus corporatistes.

Dans l'espoir d'avoir apporté un éclairage complet et nuancé sur une société qui, malgré des frictions au quotidien, ne connaît pas de conflits linguistiques ouverts, nous terminerons sur une note optimiste.

11.3 400.000 locuteurs

Le nombre de personnes qui « parlent le luxembourgeois dans le monde » serait de 300.000, dont 250.000 ou 280.000 locuteurs au Luxembourg, le reste dans les régions limitrophes des pays voisins, voire « au Nord des Etats-Unis et au Canada. »² C'est au moins ce que l'on peut souvent lire dans la presse, et que, par exemple, le *Quotidien* présente à deux reprises dans sa rubrique « *chiffre du jour* ». ³ Curieusement, la sous-estimation des locuteurs au Luxembourg et la surestimation de ceux à l'étranger⁴ vont souvent de pair.

Ce chiffre présuppose que les étrangers du Luxembourg ne parlent pas le luxembourgeois, car le chiffre des 250.000 à 280.000 locuteurs à l'intérieur du Grand-Duché avancé par le journal

¹ Faire de la majorité silencieuse un acteur politique n'est évidemment qu'un raccourci. Nous renvoyons à nos études sur le comportement électoral pour apporter les nuances nécessaires.

² Nous n'avons aucun chiffre sérieux sur les « luxembourgophones » des descendants des communautés émigrées du 19^{ème}. Le documentaire « Luxembourg, USA » a cependant montré que « aujourd'hui ce sont surtout les plus de 70 ans qui parlent encore (la langue luxembourgeoise) mais qu'elle tend à disparaître. » Dossier de presse <http://www.luxemburgusa.lu/>.

³ Le chiffre du jour, Le Quotidien, 21. 6. 2007 et Le Quotidien, 21.2.2008.

⁴ La région roumaine de Siebenbürgen, la Transylvanie, colonie imaginée du Luxembourg fait partie de ce discours (Fehlen 2007c).

Conclusion

coïncide à peu près avec le nombre d'habitants de nationalité luxembourgeoise.

Même s'il faut prendre en compte une certaine marge d'erreur statistique et retrancher tous ceux ayant répondu positivement pour se plier à une demande de plus en plus pressante de la part de certains Luxembourgeois, on peut avancer, d'après notre enquête, que 80% des résidents parlent le luxembourgeois¹ et que ce taux a augmenté depuis la première étude BALEINE en 1997. À côté des 285.000,² c.-à-d. 59% des résidents qui ont le luxembourgeois comme langue maternelle (tableau 12), il faut prendre en compte quelques 100.000 locuteurs qui parlent le luxembourgeois comme langue étrangère.

Même parmi les frontaliers considérés particulièrement revêches à la langue luxembourgeoise, le pourcentage de ceux qui prétendent la parler est plus élevé qu'on ne le pense généralement : 18% parmi ceux qui viennent de France, 29% parmi ceux qui viennent de Belgique et 74% parmi ceux qui viennent d'Allemagne. Un rapide calcul nous permet donc d'ajouter 40.000 frontaliers luxembourgophones. Ce qui nous conduit à un total de plus de 420.000.

Pour arrondir et pour faire une évaluation conservatrice, nous proposons comme nouveau « *chiffre du jour* », le nombre de 400.000 locuteurs de la langue luxembourgeoise vivant ou travaillant au Grand-Duché.

Au grand dam de tous les pessimistes et déclinologues, jamais auparavant autant de personnes n'ont parlé la langue des Dicks, Lentz et Rodange.

¹ Voir tableaux 6 et 9.

² Pour ce calcul nous partons de la population résidente de 484.000 habitants indiqué par le STATEC pour le 1^{er} janvier 2008 tout en sachant que les pourcentages que nous empruntons aux enquêtes linguistiques, les nôtres autant que celles du CEPS pour les frontaliers, se rapportent à une population n'englobant ni les plus jeunes ni les plus âgés.

12 Annexe

L'échantillon d'un sondage possède de nombreux biais, dont le principal est la surreprésentation de la population plus instruite. Pour savoir si les observations faites sur l'échantillon du sondage sont valables pour la population entière – ici la population des résidents du Grand-Duché – on ne peut pas lui appliquer les règles de la statistique inférentielle qui ont comme condition préalable que l'échantillon soit parfaitement aléatoire.¹ La validation d'un résultat issu d'un sondage ne peut pas se faire par un simple calcul statistique :

Il ne suffit pas de compter pour faire de la science. Si la question des erreurs et donc de l'exactitude des sondages a parfois du sens, elle n'en a pas le plus souvent, parce qu'il est impossible de savoir s'ils se trompent ou non, faute d'épreuve de vérification; ou encore, dans d'autres cas, parce qu'ils fabriquent une opinion qui n'existerait pas sans eux. (Garrigou 2006 : 14)

Sa validation se fait plutôt par le recoupement avec d'autres observations et par son inscription dans une démarche théorique. Les approches qualitative et quantitative doivent s'éclairer mutuellement. Aussi, le lecteur aura remarqué que notre conclusion n'est basée sur aucun chiffre isolé, mais sur une argumentation sociologique restant cependant souvent implicite².

Il est néanmoins utile de garder en tête les marges d'erreur calculées pour un échantillon aléatoire parce qu'elles donnent une idée de l'ordre de grandeur du flou statistique qui accompagne tout échantillonnage. En avoir conscience, peut servir de garde-fou à des interprétations trop intempestives de petits effectifs. Voilà pourquoi nous présentons le tableau suivant avec sa note de lecture.

¹ Un échantillon est aléatoire si chaque individu de la population de base a exactement la même probabilité d'en faire partie, comme c'est le cas pour un tirage au hasard de billes à partir d'un grand bocal.

² Le lecteur qui voudra s'initier à cette discipline suivra « l'invitation à la sociologie » de Peter L. Berger (2006). Notre analyse sociolinguistique n'est qu'un cas particulier de l'économie des échanges symboliques (Bourdieu 2001 et 2000).

Annexe

Tableau 57 : Marges d'erreur pour un échantillon aléatoire selon N et p avec un niveau de confiance de 95%

effectif	pourcentage									
	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50
50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9
100	4,3	5,9	7,0	7,8	8,5	9,0	9,3	9,6	9,8	9,8
150	3,5	4,8	5,7	6,4	6,9	7,3	7,6	7,8	8,0	8,0
200	3,0	4,2	4,9	5,5	6,0	6,4	6,6	6,8	6,9	6,9
250	2,7	3,7	4,4	5,0	5,4	5,7	5,9	6,1	6,2	6,2
300	2,5	3,4	4,0	4,5	4,9	5,2	5,4	5,5	5,6	5,7
350	2,3	3,1	3,7	4,2	4,5	4,8	5,0	5,1	5,2	5,2
400	2,1	2,9	3,5	3,9	4,2	4,5	4,7	4,8	4,9	4,9
450	2,0	2,8	3,3	3,7	4,0	4,2	4,4	4,5	4,6	4,6
500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4
550	1,8	2,5	3,0	3,3	3,6	3,8	4,0	4,1	4,2	4,2
600	1,7	2,4	2,9	3,2	3,5	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0
650	1,7	2,3	2,7	3,1	3,3	3,5	3,7	3,8	3,8	3,8
700	1,6	2,2	2,6	3,0	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,7
750	1,6	2,1	2,6	2,9	3,1	3,3	3,4	3,5	3,6	3,6
800	1,5	2,1	2,5	2,8	3,0	3,2	3,3	3,4	3,4	3,5
850	1,5	2,0	2,4	2,7	2,9	3,1	3,2	3,3	3,3	3,4
900	1,4	2,0	2,3	2,6	2,8	3,0	3,1	3,2	3,3	3,3
950	1,4	1,9	2,3	2,5	2,8	2,9	3,0	3,1	3,2	3,2
1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1

Note de lecture : Soit une boîte contenant un très grand nombre de billes dont 30% de rouges et 70% de noires. La probabilité d'avoir dans un échantillon de 800 billes tirées au hasard de cette boîte, un pourcentage de billes rouges compris entre 26,8% et 33,2% est de 95%. Autrement dit : l'intervalle de confiance à 95% est de [26,8% ; 33,2%] (soit 30% - 3,2% et 30% + 3,2%). Ou, sur un nombre assez élevé d'échantillons un vingtième aura un résultat extérieur à cet intervalle.

13 Bibliographie

- Berg, Guy (2005): Lëtzebuergesch - eng nei Amtssprooch vun der Europäescher Unioun. In : *forum* 252, pp. 53-58.
- Berger, Frédéric (2005): Développement de l'emploi transfrontalier au Luxembourg et portrait sociodémographique des frontaliers. In : *Population et emploi* 8, pp. 1-16.
- Berger, Peter L. (2006 [1963]): *Invitation à la sociologie*. Paris : La Découverte.
- Bourdieu, Pierre; Chamboredon, Jean-Claude et Passeron, Jean-Claude (1968): *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*. Paris : Mouton.
- Bourdieu, Pierre (2000): *Les structures sociales de l'économie*. Paris : éditions du Seuil.
- Bourdieu, Pierre (2001): *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : éditions du Seuil.
- Bourdieu, Pierre et De Swaan Abram, (2001): Quelles langues pour une Europe démocratique ? In : *Raisons politiques* 2, pp. 41-64.
- Boyer, Henri (2001): *Introduction à la sociolinguistique*. Paris : Dunod.
- Breulheid, Sylviane; Genevois, Anne-Sophie et Klein, Carlo (2006): La situation linguistique sur le marché du travail. In : *Vivre au Luxembourg* 21, pp. 1-2.
- Bühmann, Dörthe (2000). Lecture des représentations sociolinguistiques du français au Luxembourg. In : Boucher, Karin (éd.), *Le français et ses usages à l'écrit et à l'oral*, Paris: Presses de la Sorbonne nouvelle. pp. 99-103.
- Calmes, Albert (1947): *La restauration de Guillaume Ier, roi des Pays-Bas : (l'ère Hassenpflug) 1839-1840*. Luxembourg : St.-Paul.
- Calvet, Louis-Jean (1981): *Les langues véhiculaires*. Paris : PUF.
- Calvet, Louis-Jean (2002): *Le marché aux langues*. Paris : Plon.
- Cavet, Marine; Gengler, Claude et Fehlen, Fernand (2006): *Vivre dans la Grande Région*. Luxembourg : Forum Europa.
- Champagne, Patrick (1990): *Faire l'opinion*. Paris : Les Editions de Minuit.
- COF (1986): Enquête sur les habitudes et besoins langagiers au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport de la commission ministérielle chargée de définir les objectifs de l'enseignement du français. In : *Courrier de l'Education Nationale*.
- Davis, Kathryn Anne (1994): *Language planning in multilingual contexts*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company.
- Desrosières, Alain (1993): *La politique des grands nombres*. Paris : Editions de la Découverte.
- Desrosières, Alain (2001): Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative. In : *Genèses* 43, pp. 112-127.
- Division des Politiques linguistiques du COE; Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle Luxembourg (2005): *Rapport national en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises*.

Bibliographie

- Doppagne, Albert (1971): *Le français au Grand-Duché de Luxembourg : considérations sociologiques et linguistiques*. Bruxelles : Document de travail / Centre d'étude d'arts, tradition et parlers populaires.
- Encrevé, Pierre (1995): Article Sociolinguistique. In : *Encyclopédia Universalis*.
- Engelmann, René (1910): *Der Vokalismus der Viandener Mundart*. Diekirch : Imprimerie J. Schroell.
- Eurobaromètre (2006): *Les Européens et leurs langues*. : (= Eurobaromètre spécial 243).
- Fehlen, Fernand (1990): 83% des Luxembourgeois sont xénophiles Analyse critique d'un sondage trop optimiste. In : *forum* pp. 3-10.
- Fehlen, Fernand et Jacquemart, Eric (1995): La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg. Exploitation des fichiers de la Sécurité Sociale. In : *Cahiers Economiques* 84,.
- Fehlen, Fernand (1998): Projet de recherche BALEINE - Diskussionsbeiträge. In : *Bulletin linguistique et ethnologique de l'Institut Grand-Ducal*.
- Fehlen, Fernand (1999). Les années cinquante, la fin d'une société traditionnelle? *Le Luxembourg des années 50 : une société de petite dimension entre tradition et modernité = Luxemburg in den 50er Jahren : eine kleine Gesellschaft im Spannungsfeld von Tradition und Modernität*, Luxembourg: Musée d'histoire de la ville. pp. 19-32.
- Fehlen, Fernand (2000). Die Sprachen in Luxemburg und die Sprachen der Luxemburger. In : Newton, Gerald (éd.), *Essays on politics, language and society in Luxembourg*, Lewiston: Edwin Mellen Press. pp. 77-90.
- Fehlen, Fernand (2001): Des offres d'emploi pour un marché du travail segmenté. In : *Passerelles* 22, pp. 137-146.
- Fehlen, Fernand (sous la dir.) (2003): *La société luxembourgeoise à travers le recensement de 2001*. Luxembourg : STATEC.
- Fehlen, Fernand (2006a). Le marché de l'emploi transfrontalier et le marché linguistique du Luxembourg. In : EURES (éd.), *Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière : actes du séminaire transfrontalier EURES-OIE*, Differdange: EURES-OIE. pp. 149-164.
- Fehlen, Fernand (2006b). Présence des Italiens et de la langue italienne au Luxembourg. In : Boggiani, Jos ; Caldognetto, Maria Luisa; Cicotti, Claudio et Reuter, Antoinette (éd.), *Paroles et images de l'immigration : langue, littérature et cinéma: témoins de la présence italienne au Luxembourg et dans la Grande Région*, Publications de l'Université de Luxembourg. pp. 27-44.
- Fehlen, Fernand (2007a): Der geheime Lehrplan des Luxemburger Sprachenunterrichts. In : *forum* 264, pp. 33-37.
- Fehlen, Fernand (2007b). Identité nationale et immigration. In : Allegrezza, Serge ; Hirsch, Mario et von Kunitzki, Norbert (éd.), *L'immigration au Luxembourg, et après?*, Luxembourg: Institut d'études européennes et internationales du Luxembourg. pp. 97-112.
- Fehlen, Fernand (2007c): La colonisation de la Transylvanie par les Luxembourgeois – ou l'invention d'un passé commun. In : *Transilvania* pp. 25-29.
- Fehlen, Fernand (2007d): *Quelques résultats préliminaires d'une enquête sociolinguistique*. : Working Paper STADE.

- Fehlen, Fernand (2008): La face cachée du lion rouge, Analyse secondaire d'un sondage sur l'identité nationale. In : *forum* 273, pp. 4-8.
- Fehlen, Fernand (2008). Streit um den Roten Löwen, Diskurse über das nationale Selbstbild Luxemburgs im Spannungsfeld von Modernisierung und Rückwärtsgerichtetheit. In : Mein, Georg et Amman, Wilhelm (éd.), *Periphere Zentren oder zentrale Peripherien?*, Heidelberg: Synchron Wissenschaftsverlag.
- Fishman, Josua A. (2000). Who speaks what language to whom and when? In : Wei, Li (éd.), *The bilingualism reader*, London e.a.: Routledge. pp. 89-106.
- Frising, Armande ; Haag, Antoine et Langers, Jean (2007): Rapport travail et cohésion sociale. In : *Cahier économique* 106, pp. 1-92.
- Gangler, Jean-François (1841): *Koirblumen um Lampierbiereg geplekt*. Letzebureg : V. Hoffmann.
- Garrigou, Alain (2006): *L'ivresse des sondages*. Paris : Découverte.
- Giles, Howard et Niedzielski, Nancy (1998). Italian is beautiful and German is ugly. In : Bauer, Laurie et Trudgill, Peter (éd.), *Language Myths*, London: Penguin. pp. 85-93.
- Gilles, Peter (1998): Die Emanzipation des Lëtzebuergeschen aus dem Gefüge der deutschen Mundarten. In : *Zeitschrift für Deutsche Philologie* 117, pp. 20-35.
- Gilles, Peter (2000): Die Konstruktion einer Standardsprache : zur Koinédebatte in der luxemburgischen Linguistik. In : *Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik. Beihefte* 109, pp. 200-212.
- Gilles, Peter (2007): Ein Aufbaustudiengang „Lëtzebuergesch als Friemsprooch“. In : *forum* 238, pp. 38-41.
- Goudaillier, Jean-Pierre (1996). La situation luxembourgeoise, vers un changement de statut de la langue française. In : de Robillard, Didier et Beniamino, Michel (éd.), *Le français dans l'espace francophone*, Vol.2, Paris: Champion. pp. 771-781.
- Grin, François (1996): The economic language: survey, assessment and prospects. In : *International journal of the sociology of language* 121, pp. 17-44.
- Grin, François (2005): *L'enseignement des langues étrangères comme politique publique*. Paris : Haut Conseil de l'évaluation de l'école.
- Grin, François (2006). Economic Considerations in Language Policy. In : Ricento, Thomas (éd.), *An introduction to language policy - theory and method*, Malden, Mass. e.a.: Blackwell Publ. pp. 10-23.
- Hartmann, Claudia (1988): Coexistence conflictuelle ou harmonieuse? In : *Cahiers luxembourgeois* 35, pp. 102-113.
- Hartmann, Claudia (1991). Triglossie - Quadriglossie.? Luxemburg: eine mehrsprachige Gesellschaft. In : Schlieben-Lange, Brigitte et Schönberger, Axel (éd.), *Polyglotte Romania (=Beiträge zu Sprachen, Literaturen und Kulturen der Romania)*, Frankfurt am Main: pp. 951-974.
- Hoffmann, Fernand (1987). Pragmatik und Soziologie des Lëtzebuergeschen : ein Versuch kommunikativer Sprachwissenschaft. In : Goudaillier, Jean-Pierre (éd.), *Aspekte des Lëtzebuergeschen*, Hamburg: Helmut Buske Verl. pp. 91-194.

Bibliographie

- Juncker, Jean-Claude (2002): Conférence inaugurale de la campagne de réflexion de l'ASTI. In : *Ensemble* 71-72, pp. 8-20.
- Klein, Carlo (2002): *Rendement moyen de l'éducation et l'effet des interruptions involontaires des carrières professionnelles sur le rendement de l'éducation*. Differdange : CEPS/INSTEAD.
- Klein, Carlo (2003a): La valorisation des compétences linguistiques sur le marché du travail luxembourgeois. In : *Document PSELL*.
- Klein, Carlo (2003b): La valorisation des compétences linguistiques sur le marché du travail (Résumé). In : *Population et emploi* 5, pp. 1-12.
- Klein, Carlo (2005): L'utilisation des compétences linguistiques sur le marché du travail luxembourgeois : une comparaison entre résidents luxembourgeois, étrangers et frontaliers. In : *Population et emploi* 9, pp. 1-8.
- Kramer, Johannes (1984): *Zweisprachigkeit in den Benelux-Ländern*. Hamburg : Helmut Buske Verl.
- Ludovicy, Ernest (1954): Notes sur le bilinguisme. In : *Revue de psychologie des peuples* 2, pp. 152-169.
- Ludovicy, Ernest (1961). Le Luxembourg entre la France et l'Allemagne. In : Wenzel, Fritz (éd.), *Geographie, Geschichte, Pädagogik. Festschrift für Walther Maas zum 60. Geburtstag*, Göttingen: Verlag Erich Goltze. pp. 28-33.
- Marin, Olivier (1999): Raison statistique et raison sociologique chez Maurice Halbwachs. In : *Revue d'histoire des sciences humaines* 1, pp. 69-100.
- Moreau, Marie-Louise (1998): *Sociolinguistique: Les concepts de base*. Paris : Editions Flammarion.
- Newton, Gerald (1996): *Luxembourg and Lëtzebuergesch*. Oxford : Clarendon Press.
- Oestreicher, Jean-Pierre (1984). La situation linguistique au Grand-Duché de Luxembourg et l'enseignement des langues vivantes à l'école primaire. In : SIRP (éd.), *Colloque interrégional sur les problèmes de l'apprentissage du français durant la scolarité obligatoire : Luxembourg, 3-4 février 1981*, Luxembourg: pp. 29-42.
- Palgen, Hélène (1948): *Studien zur Lautgeographie Luxemburgs*. Luxembourg : P. Linden.
- Pigeron-Piroth, Isabelle et Fehlen, Fernand (2005): *Les langues dans les offres d'emploi du Luxemburger Wort 1984-2004*. Luxembourg : Université du Luxembourg.
- Pigeron-Piroth, Isabelle (2008): La mobilité résidentielle des personnes travaillant au Luxembourg (1995-2005). In : *Bulletin du STATEC* 2,.
- Pigeron-Piroth, Isabelle et Fehlen, Fernand (2009): *Le secteur public et autres secteurs de prédilection des Luxembourgeois*. : STATEC.
- Projet Moien (2004): *Lëtzebuergesch: Quo vadis. Actes du cycle de conférences*. Luxembourg : Melusina Conseil.
- Rapport Glesener (2004): *Interrelations entre immigration et marché de l'emploi au Luxembourg pour une société de bien-être partagé*. Luxembourg : Chambre des Députés: Document parlementaire 4999.

- Reimen, Jean-René (1965): Esquisse d'une situation plurilingue, le Luxembourg. In : *La linguistique. Revue de la Société internationale de linguistique fonctionnelle* 2, pp. 89-102.
- Reisdoerfer, Joseph (1999): La Luxembourgistique. Présentation d'une nouvelle discipline. In : *forum* 192, pp. 56-61.
- Rispail, Marielle (2003): *Le Francique*. Paris : L'Harmattan.
- Robertson, Robert (1998). Glokalisierung: Homogenität und Heterogenität in Raum und Zeit. In : Beck, Ulrich (éd.), Frankfurt am Main: Suhrkamp. pp. 435.
- Robillard, Didier de et Bavoux, Claudine (1996): *Le français dans l'espace francophone : description linguistique et sociolinguistique de la francophonie*. Paris e.a. : Champion e.a..
- Schanen, François et Lulling, Jérôme (2006): Lëtzebuergesch: la langue nationale du Grand-Duché de Luxembourg. In : *Lengas Revue de sociolinguistique* 60, pp. 13-48.
- Scuto, Denis (2007). Qu'est-ce qu'un Luxembourgeois? In : Reuter, Antoinette et Ruiz, Jean Philippe (éd.), *Retour de Babel, itinéraires, Mémoires et Citoyenneté*, Vol.3, pp. 254-260.
- Swaan, Abram de (2001): *Words of the world*. Cambridge e.a. : Polity Press.
- Trausch, Gilbert (1987). La situation du français au Luxembourg : une prééminence précaire dans un pays d'expression trilingue. In : Extension de l'Université libre de Bruxelles (éd.), *Le français, langue des sciences et des techniques*, Luxembourg: RTL-Éditions. pp. 93-118.
- Trausch, Gilbert (2004). Le Luxembourg à travers les siècles. In : Service information et presse du gouvernement luxembourgeois (éd.), *Grand-Duché de Luxembourg - Ouvrage paru à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne*, pp. 14-33.
- Trudgill, Peter (1992): *Introducing Language and society*. London : Penguin.
- Verdoodt, Albert (1968): *Zweispachige Nachbarn*. Wien : W. Braumüller.
- Wagner, Anne-Cathérine (1998): *Les nouvelles élites de la mondialisation: Une immigration dorée en France*. Paris : Puf.
- Weber, Nico (1994): Sprachen und ihre Funktionen in Luxemburg. In : *Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik* 2, pp. 129-169.
- Weber, Nico (2000). Multilingualism and Language Policy in Luxembourg. In : Deprez, Kas et du Plessis, Theo (éd.), *Multilingualism and government : Belgium, Luxembourg, Switzerland, former Yugoslavia, South Africa*, Schaik Publishers: Pretoria. pp. 82-91.
- Weber, Nico (2001). The universe under the microscope : the complex linguistic situation of Luxembourg. *Institutional status and use of national languages in Europe (=Plurilingua 23)*, Sankt Augustin: Asgard. pp. 179-194.
- Wilhelm, Frank (1999): *La francophonie du Grand-Duché de Luxembourg (= Cahiers francophones d'Europe Centre-orientale, Hors série)*. Pécs et Wien.
- Yaguello, Marina (2008 [1988]): *Catalogue des idées reçues sur la langue*. Paris : Points-Seuil.

Table de matière détaillée

Introduction	5
Babylon im Kleinformat: Sprachenvielfalt in Luxemburg	11
1 Die Entstehung der Luxemburger Sprache	13
1.1 Historischer Überblick	13
1.2 Grenzziehung	14
1.3 Sprachenpolitik von außen	15
1.4 Erste Gedichte, erste sprachwissenschaftliche Texte	19
1.5 Der Kleinstaat und die großdeutsche Bewegung	22
1.6 Abschluss eines Selbstfindungsprozesses	25
1.7 10. Oktober 1941	31
1.8 Das Gesetz von 1984	33
1.9 Der Luxemburger Sprachenmarkt	35
2 Soziolinguistische Beschreibung	37
2.1 Luxemburger Reservesprache	37
2.2 Diglossie und Bilingualismus?	41
2.3 Mediale Diglossie	43
2.4 Die legitime multilinguale sprachliche Kompetenz	47
2.5 Ein larvierter Sprachenkonflikt	49
2.6 Das Einüben der legitimen Sprache	50
2.7 Die Sprachhoheit auf dem Arbeitsmarkt	52
3 Perspektiven	56
4 Une enquête et son contexte	57
1 Une enquête et son contexte	61
1.1 Comprendre la société à travers ses langues	61
1.2 Les études sociolinguistiques quantitatives	66
1.3 Les sondages de BaleineBis	73
2 Présence des langues au Luxembourg	76
2.1 Les langues présentes au Luxembourg	76
2.2 Langues les mieux parlées	78
2.3 Les langues les mieux écrites	88
3 Famille et école	91
3.1 La langue du foyer familial	91
3.2 Les langues parlées à l'école avec les camarades	95
3.3 Intégration linguistique par l'école	97
3.4 Langues parlées avec le partenaire et les enfants	98

Table de matière détaillée

4	Vie publique	101
4.1	Commerces et restaurants	101
4.2	Administrations	107
5	Médias	110
5.1	Journaux	110
5.2	Livres	112
5.3	Radio	114
5.4	Télévision	116
5.5	DVD	119
6	Apprentissage des langues	122
6.1	Modes d'apprentissage	122
6.2	Langues étrangères	123
6.3	Eurobaromètre	126
6.4	Besoin d'améliorer les connaissances langagières	126
7	Le monde du travail	131
7.1	Un micro-état à l'ère de la mondialisation	131
7.2	Le marché linguistique	136
7.3	Un marché de l'emploi en profonde mutation	140
7.4	La valeur du Luxembourgeois	144
7.5	Les langues au travail	155
7.6	Les frontaliers ?	160
8	Variations régionales	168
8.1	Variations régionales, dialectes et langue standard	168
8.2	Savoir reconnaître les variétés régionales	172
8.3	Le parler régional	173
8.4	Persistance des dialectes	177
8.5	Auto-désignation	178
8.6	Les « dialectophones »	180
8.7	Le dialecte refoulé	181
8.8	Les raisons	183
8.9	Raisons de la déperdition des variations régionales	184
9	Attitudes linguistiques	186
9.1	Au-delà des opinions déclaratives	186
9.2	Les Luxembourgeois	189
9.3	Les attitudes des non-Luxembourgeois	195
9.4	L'étalement des attitudes	198
10	Intégration linguistique	201
10.1	La pression intégratrice	201
10.2	Une intégration linguistique bien réelle	214
11	Conclusion	218
11.1	Changement linguistique	218
11.2	Le luxembourgeois, rempart ou pont ?	227
11.3	400.000 locuteurs	235
	Annexe et Bibliographie	237

Table de matière détaillée